

OU 100¹ bq.

BPU Neuchâtel ✕



1031013642

1935

~~JANVIER-FÉVRIER~~

~~N°1~~

MUSÉE NEUCHATELOIS

ORGANE
DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU CANTON
DE NEUCHÂTEL

FONDÉ EN 1864

NOUVELLE
SÉRIE



VINGT-DEUXIÈME
ANNÉE

1935



SOMMAIRE :

	PAGES
1. <i>Visite royale de la Toffière en 1842</i> (avec planche), par Louis Thévenaz	3
2. <i>La Section d'histoire de Neuchâtel-ville</i> , par Léon Montandon	7
3. <i>Quelques aspects nouveaux de 1707</i> (avec portrait), par S. Stelling-Michaud	20
4. <i>Louis de Neuchâtel et la maison de Montfaucon</i> , par Ed. Bauer.	29
5. Mélange : <i>Une lettre d'Alexis-Marie Piaget, président du Gouvernement provisoire, à Frédéric de Pury, maire de la Sagne</i> , par A. P.	38
6. Bibliographie	41
7. Petites notes et chronique	42
8. Correspondance et questions	47

NEUCHÂTEL
IMPRIMERIE CENTRALE
(Tous droits réservés.)

Pour être bien servis en

COMBUSTIBLES

adressez-vous
chez

REUTER & DuBOIS

rue du Musée 4

Tél. 170

ÉTAMAGE - RÉPARATIONS

E. Haldi

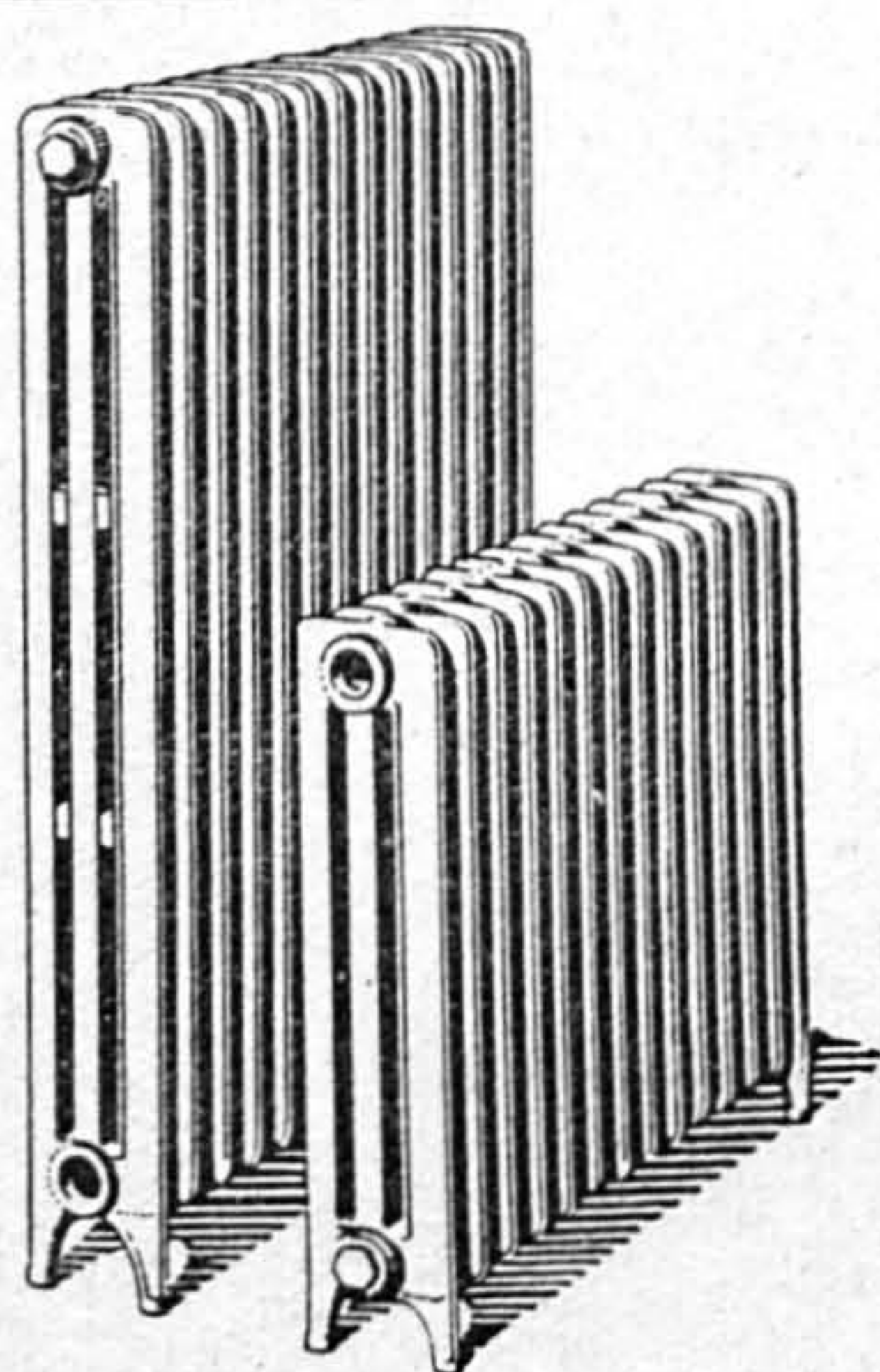
chaudronnier

Neuchâtel - Moulins 45

Tél. 19.34

REMISE EN ÉTAT D'OBJETS EN
CUIVRE ET EN ÉTAIN, CHANNES,
COQUEMARS, SEILLES, ETC.

FABRICATION - REPRODUCTION - OCCASIONS

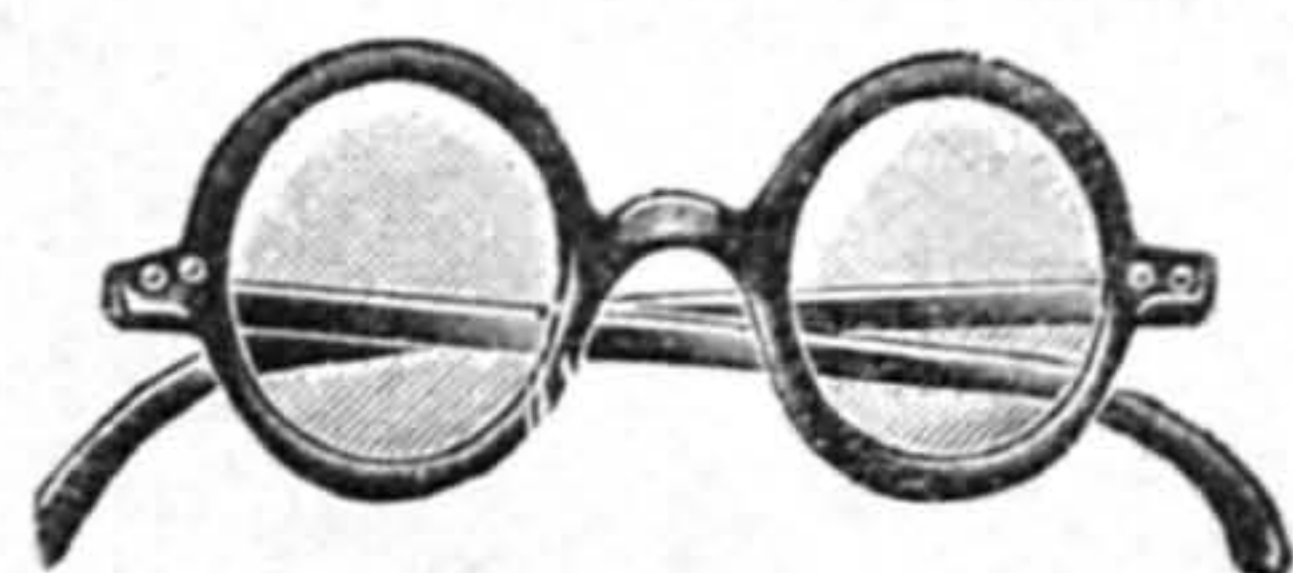


CALORIE

NEUCHÂTEL ÉCLUSE 47



Chauffages centraux
Brûleurs à mazout
Ventilation



MARTIN LUTHER

OPTICIEN -
SPÉCIALISTE

PLACE PURRY - TÉL. 3.67
NEUCHÂTEL

stoessel

tailleur 1^{er} ordre

dames
messieurs

tissus modernes

anglais
français

neuchâtel

place d'armes 5
téléphone 1094

Photographie et fournitures

M. CORBELLARI

MAGASIN ET ATELIER:
RUE PURRY 6

NEUCHÂTEL

TÉLÉPHONE 12.82

DÉCOPPET FRÈRES

ENTREPRENEURS

NEUCHÂTEL

ÉVOLE 49

meubles massifs

RÉPARATIONS DE MEUBLES ANCIENS

En vente aux Archives de l'Etat :

Procès-verbaux des Audiences générales,
1816-1830. T. I. et II. Neuchâtel, 1904 Fr. 12.—
ABRAHAM ROBERT et BENOIT DE LA TOUR,
Description de la frontière des Montagnes de
Valangin. Neuchâtel, 1907 . . . Fr. 6.—
Documents inédits sur la Réformation dans le
Pays de Neuchâtel. Neuchâtel, 1909 Fr. 12.—
ARTHUR PIAGET, Histoire de la Révolution
neuchâteloise. T. III, IV et V à . Fr. 6.—
PHILIPPE GODET, La Caisse d'Epargne de
Neuchâtel 1812-1912. . . . Fr. 8.—
ALPHONSE PETITPIERRE, Un demi-siècle de
l'histoire économique de Neuchâtel, 1791 -
1848, Neuchâtel, 1871 . . . Fr. 3.—
GEORGES-AUGUSTE MATILE, Monuments de
l'histoire de Neuchâtel. T. I à III. Neu-
châtel, 1844-1848. . . . Fr. 25.—

OU 100¹ 69

MUSÉE NEUCHATELOIS

ORGANE
DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU CANTON
DE NEUCHÂTEL

FONDÉ EN 1864

NOUVELLE
SÉRIE



VINGT-DEUXIÈME
ANNÉE

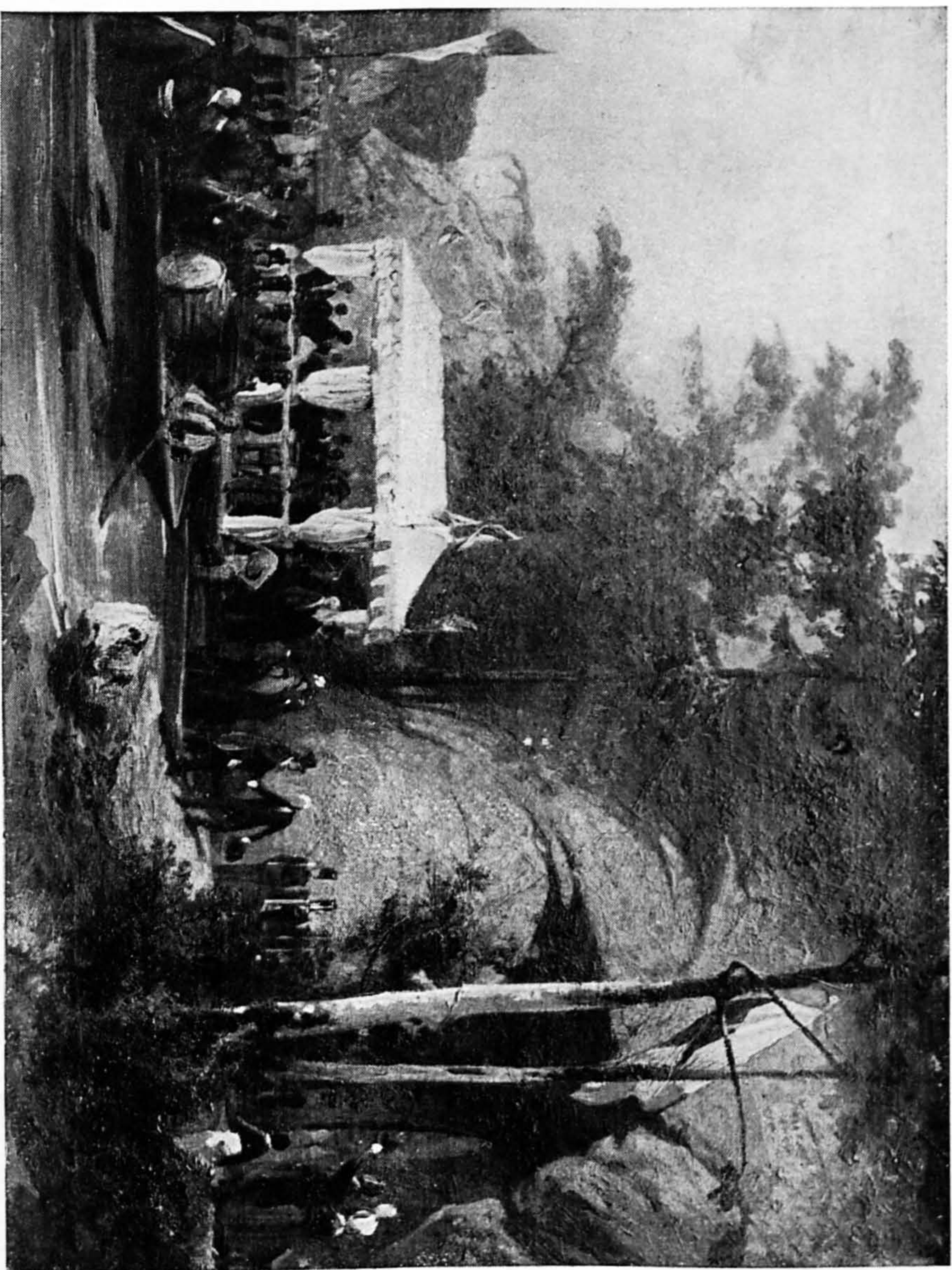
1935



NEUCHÂTEL
IMPRIMERIE CENTRALE

(Tous droits réservés.)

1, Rue du Temple-Neuf, 1



VISITE DU ROI DE PRUSSE A LA TOFIÈRE, AUX BRENETS, EN 1842
(Tableau à l'huile de Karl Girardet, au Musée de Neuchâtel)

VISITE ROYALE DE LA TOFFIÈRE EN 1842

A propos du site contenu dans l'illustration ci-devant, extrayons d'abord un fragment de l'article du *Magasin Pittoresque* de 1852 (page 352), intitulé « Grotte sur le Doubs » :

C'est là [près des Brenets] que se trouve cette grotte remarquable qu'on nomme *la Toffière*, un des ornements de ce Jura si pittoresque, qu'on admirerait davantage, si le voisinage des Alpes ne lui faisait pas tort par ses beautés incontestablement supérieures...

La Toffière, qui est en grande réputation dans le pays, le mérite par elle-même et par l'agrément du paysage dont elle est accompagnée; des bouquets d'arbres à l'entrée, le voisinage du Doubs, des roches escarpées donnent à ce lieu un caractère tout romantique.

Toutes les fois que les rois de Prusse, princes de Neuchâtel, venaient visiter le canton, on leur y préparait une fête. Des jeunes filles des Brenets, vêtues de blanc, y offraient au souverain des fleurs et une collation. Les deux derniers rois de Prusse, qui ont visité la Toffière, sont Frédéric-Guillaume III, en 1814, et Frédéric-Guillaume IV, en 1842. Deux inscriptions¹ gravées sur le rocher conservent le souvenir de ces événements, qui firent grande sensation dans le pays. Plus d'un voyageur a laissé lui-même, selon la coutume, la trace de son passage, en gravant son nom obscur sur les parois de la grotte...

Ces lignes, écrites une dizaine d'années après la dernière visite royale, sont accompagnées d'un dessin de Karl Girardet représentant la Toffière dans laquelle des touristes, sortant d'une barque, vont pénétrer.

C'est également à Karl Girardet (1813-1871) que nous devons la vue ci-contre représentant aussi la Toffière dans laquelle un roi de Prusse, sortant d'une barque, va pénétrer. Le dessin de 1852 est, croyons-nous, une sorte d'adaptation du tableau de 1842. Le peintre ne pouvait pas, en 1852, soit quatre ans après l'avènement de la République dans notre pays, rappeler le souvenir de la visite royale

¹ Il y a trois inscriptions : 1^o Celle commémorant la visite de 1814 où l'on vit des « parapluies de toutes les couleurs déployés en vain pour garantir et les personnes et les habits de la pluie qui tomboit à torrens » et où « Sa Majesté Elle-même souffroit beaucoup de mal aux dents... ». 2^o Celle concernant la première visite que fit Frédéric-Guillaume IV, en juillet 1819, alors qu'il n'était encore que Prince royal de Prusse, et 3^o celle relative à la scène que nous reproduisons ci-contre. Cf., pour les deux premières visites, le 3^{me} *Livre des Cérémonies*, aux Archives de la ville de Neuchâtel.

dans ce *Magasin Pittoresque* assez répandu chez nous. C'est pour cette raison, sans doute, qu'il anima son paysage d'une barque et de touristes en lieu et place de la scène plus majestueuse dont il avait été le témoin en 1842.

A près d'un siècle de distance et de république, il est bien permis de reproduire le tableau de Karl Girardet. Du reste, ce n'est pas la première fois que notre revue publie une vue de la grotte de la Toffière, près des Brenets, lors de la visite que Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse, fit dans sa principauté de Neuchâtel et de Valangin du 24 au 28 septembre 1842.

Dans le *Musée neuchâtelois* de 1918 (p. 142), Louis Reutter accompagnait de brèves notes la reproduction d'une lithographie fort rare représentant « l'arrivée du roi et de la reine à la grotte de la Toffière, après une promenade en barque sur les bassins du Doubs,... le 27 septembre: Le roi, en costume civil, sort d'une grande barque recouverte d'un dais et élégamment décorée aux couleurs de la reine que l'on voit assise auprès d'une table sur laquelle une collation est servie ». La scène, dessinée avec soin et dans ses détails, fait entrevoir, dans le fond de la grotte illuminée, un chœur de jeunes dames vêtues de blanc.

Il existe plusieurs récits de ce voyage royal dans la Principauté. L'un¹ d'eux dit que ce « chœur de jeunes demoiselles a fait retentir la grotte de chants harmonieux, dont le Roi a été visiblement ému. Le refrain était : *Aimons la Reine, aimons le Roi* ». Mais, quoi qu'ait dit Louis Reutter dans l'article précité, la reine n'était point de la partie: du Locle, elle avait déjà pris le chemin du retour en Prusse et roulait vers la Chaux-de-Fonds au moment où son auguste époux voguait sur le Doubs. La lithographie publiée en 1918 ne représente donc pas la reine, mais une des trois dames qui « étaient sur la barque pour veiller au service de la collation »: la femme du maire des Brenets, Charles-Auguste Jeanneret-Matthey², celle du pasteur Frédéric Girard-Halldimann et M^{lle} Lucie Bersot. « Le roi s'entretint plusieurs fois avec elles; il était inquiet de les voir si légèrement vêtues, car la température était froide. »

Karl Girardet, placé sur le bord de la rivière, a représenté, plus sommairement et vu de côté, le débarquement du roi qu'un autre chroniqueur a raconté comme suit:

¹ *Récit du séjour du Roi et de la Reine dans leur Principauté de Neuchâtel et Valangin*, par A[lp]h[on]se G[uille]bert. Page 22.

² Une autre relation parle de M^{me} Jeanneret-Verdan; mais la première femme du maire des Brenets, Julie-Thérèse Verdan, était morte depuis neuf ans.

La grotte de la Toffière avait été très élégamment ornée; un portique en verdure, de forme gothique, parsemé de fleurs, avait été pratiqué dans l'intérieur et la séparait en deux parties. Dans la partie extérieure était placé un peloton de carabiniers, la partie du fond était illuminée, et les reflets de la lumière passant à travers le feuillage, ressemblaient à des diamans scintillant dans l'obscurité. Un chœur de jeunes dames habillées en blanc était placé dans le fond de la grotte. Vu à quelque distance et à la demi-clarté du jour tombant, ce spectacle offrait quelque chose de fantastique; S. M. a mis pied à terre, et au moment où elle entrait dans la grotte, le chœur a entonné un chant que S. M. a écouté tout entier dans un religieux silence. Il était facile de voir que cette scène, que rendait plus remarquable encore la magnificence du site, exerçait une vive impression sur S. M.

Après le chant, le roi a parlé avec bonté aux jeunes dames qui avaient fait partie du chœur, puis il est remonté sur sa barque¹.

Deux jours auparavant, le roi et la reine avaient visité l'exposition de la Société des Amis des Arts et, frappés par le tableau de Karl Girardet: *Une assemblée de protestants surprise par des troupes catholiques*, et celui d'Edouard Girardet: *La bénédiction paternelle*, s'étaient informés « avec détails de leurs auteurs ».

Auguste Bachelin, par deux fois², raconte qu'en cette occasion, Frédéric-Guillaume IV « fit remettre une médaille à Karl Girardet ». Mais la « Relation du séjour... » (p. 94) mentionne que les peintres Maximilien de Meuron et Alexandre Calame, seulement, ont reçu la grande médaille d'or fondée par S. M. pour l'avancement des arts. Si Karl Girardet obtint également une médaille du roi de Prusse, c'est dans une autre circonstance. Mais laquelle? Serait-ce pour les faits que nous croyons discerner dans les deux lettres que nous rappelons ci-après de la correspondance de Karl Girardet à Maximilien de Meuron³ ?

Karl Girardet, qui aimait à peindre des scènes historiques, s'est rendu aux Brenets à la suite du roi pour « croquer » la cérémonie de la grotte de la Toffière avec l'intention, sans doute, de faire hommage d'un tableau au souverain en souvenir de sa visite.

Nous n'avons pas pu découvrir si l'artiste avait exécuté son projet jusqu'au bout. Mais il ressort de sa lettre, datée de Paris le 26 septembre

¹ *Relation du séjour de LL. MM. le roi et la reine de Prusse, dans leur Principauté de Neuchâtel et Valangin*, [par François-Auguste FAVARGER, chancelier]. Pages 137 et 138.

² Dans le *Musée neuchâtelois* de 1870, p. 68, et dans la notice qui accompagne l'*Album Karl Girardet*, p. 13.

³ Archives de l'Etat, Neuchâtel. *Fonds Boy de la Tour*: Correspondance d'artistes. Dossier Karl Girardet.

1845 à Max. de Meuron, qu'il fit une réplique de son tableau des *Protestants* et qu'il apprit « avec grand plaisir », lorsque cette copie arriva vers le milieu de l'été à Neuchâtel, que l'impression n'avait « pas été défavorable ». Il ajoutait: « Cela m'est d'autant plus agréable, qu'elle me fait bien augurer de l'auguste présentation à Berlin¹. »

Nous constatons encore par une précédente lettre, du 18 novembre 1844, que « l'esquisse de la visite du roi à la grotte du Doubs » était en mains de Max. de Meuron auquel Girardet écrivait ceci: « Je recevrai avec reconnaissance toutes les observations critiques que vous voudrez bien me faire sur l'esquisse que je vous ai envoyée; surtout, je vous prie, ne me ménagez pas. »

Ces lignes font supposer qu'une œuvre plus soignée de cette visite à la Toffière devait encore être exécutée... pour le roi de Prusse.

La réponse de Max. de Meuron à Karl Girardet serait intéressante à connaître pour éclaircir ce petit point de la vie de Karl Girardet et pour commenter mieux la planche accompagnant cette notice.

A défaut, contentons-nous de dire que l'esquisse originale — à l'huile — mesure 462 × 355 mm.

Ce tableau, devenu la propriété de Max. de Meuron, puis de son fils Albert, fut légué en 1928 par le gendre de ce dernier, Maurice Boy de la Tour, au Musée des Beaux-Arts qui le déposa au Musée d'histoire de la Ville de Neuchâtel.

Louis THÉVENAZ.

¹ Le roi de Prusse, en effet, avait donné l'ordre au comte Frédéric de Pourtalès-Castellane « de chercher à lui faire faire une répétition du tableau de Carl Girardet représentant l'interruption d'un service divin dans les Cévennes ». L'artiste, « pour répondre à cette commande honorable et avantageuse pour lui », obtint, le 28 octobre 1844, que l'original, propriété de la ville de Neuchâtel, lui fût renvoyé à Paris pour quelques mois. *Minutaire des Arrêts du Conseil général de Neuchâtel* (1842-1847), p. 256.

LA SECTION D'HISTOIRE DE NEUCHÂTEL-VILLE¹

Au moment d'ouvrir cette nouvelle période d'activité de notre section, on ne trouvera pas mauvais, je l'espère du moins, que je fasse un peu d'histoire. Au reste, je ne suis pas le premier président de la section à avoir eu cette préoccupation-là. Il y a quelques années, un de mes prédécesseurs s'était mis à rechercher si l'année dans laquelle il entrait en fonctions — à moins que ce ne fût celle où il déposait son mandat — ne correspondait pas au centenaire ou au tricentenaire d'une date importante de notre histoire.

Je n'irai pas si loin. Dans les quelques minutes dont je puis disposer en cette soirée, je voudrais consacrer un instant au passé de notre section. Sait-on que l'hiver qui débute est le vingtième depuis sa restauration ? Sait-on aussi qu'en l'an 1934 la Société d'histoire aurait pu fêter son soixante-dixième anniversaire ?

Mon intention primitive avait été de rappeler les états de service de la Société d'histoire, depuis sa fondation, le 7 juillet 1864, de signaler les travaux de quelques-uns de ses membres et surtout de montrer l'évolution accomplie depuis lors dans les recherches historiques. Mais un de nos collègues m'avait prévenu. Dans la séance de Valangin de 1923, au moment où nous fêtons les vingt-cinq ans d'activité de l'archiviste d'Etat, M. Arthur Piaget, le secrétaire de la Société d'histoire d'alors, M. Emmanuel Junod, avait, dans un magistral tableau, décrit les *Etapes de la Société d'histoire*. Mieux placé que quiconque d'entre nous pour faire un travail de ce genre, M. Junod, qui fut pendant vingt-quatre ans secrétaire de la Société d'histoire, a connu plusieurs des membres fondateurs; il a été tenu au courant de leurs études, de leurs spécialités, il a vu de près leur façon de travailler. Si bien qu'il lui fut aisé de dégager, d'un passé de cinquante-neuf ans consacrés à une meilleure connaissance du pays, les lignes principales de l'historiographie neuchâteloise et les différentes manières de l'envisager. Les *Etapes*

¹ Ce travail a été lu en séance de la section le 8 novembre 1934. Je n'avais alors à ma disposition que les cahiers II et III des procès-verbaux. Le premier cahier m'a été remis quelques jours plus tard, ce qui m'a permis de compléter mon exposé.

de la Société d'histoire ont paru dans les *Etrennes neuchâteloises* de 1923, où chacun peut les lire avec profit et plaisir.

Si, après M. Junod, il ne m'est plus permis de parler de la Société d'histoire, je voudrais cependant m'arrêter quelques minutes à ses débuts. C'est donc le 7 juillet 1864 que soixante-dix personnes environ se réunirent à l'hôtel de ville de Neuchâtel, sous la présidence du pasteur Bernard de Gélieu. Le colonel de Mandrot expliqua à l'assemblée que, sur l'initiative de l'imprimeur Marolf, la décision avait été prise, peu de temps auparavant, de publier un recueil national, le *Musée neuchâtelois*. En même temps que prenait corps l'idée de publier une revue en partie consacrée à l'histoire du pays, avait surgi celle de constituer une société qui adopterait le *Musée neuchâtelois* pour organe. Mandrot ajoutait : « Pour faire partie de la nouvelle société, il n'est point nécessaire, comme on pourrait le croire, d'avoir des connaissances historiques et philologiques très approfondies; il suffit de savoir lire avec intelligence les chroniqueurs neuchâtelois, de savoir observer autour de soi, dans notre vie populaire, les choses qui méritent d'être relevées, et de pouvoir en rendre compte dans une simple relation. ... Il reste dans notre histoire nationale et dans nos mœurs une foule de choses ignorées qu'une société d'histoire, composée comme on vient de le dire, pourrait faire sortir de l'ombre ». Lorsque l'assemblée passa à la discussion du projet de statuts, la question du *Musée neuchâtelois*, organe de la future société, souleva des objections. La revue envisagée devait aussi être littéraire et de caractère populaire. Ce qui fit dire au professeur Ayer qu'une publication toute populaire ne pouvait être l'organe d'une société sérieuse. Au vote, le *Musée neuchâtelois* fut adopté comme organe par 29 voix contre 5.

L'assemblée avait désigné deux personnes pour fonctionner à titre de secrétaires provisoires. L'une d'elles était le futur homme d'Etat Numa Droz. Chose curieuse, le comité, qui fut nommé après plusieurs tours de scrutin, ne contient pas son nom. C'est en cette année 1864 que Numa Droz troqua sa place d'instituteur à Neuchâtel contre celle de rédacteur au *National suisse*. Je ne suis pas arrivé à préciser à quel moment de l'année il quitta notre ville pour la Chaux-de-Fonds, mais il y a tout lieu de croire qu'il résidait encore à Neuchâtel le 7 juillet. S'il en était ainsi, on ne peut que regretter que la Société d'histoire ne l'ait pas appelé à faire partie de son premier comité.

Le règlement adopté stipulait en son article 16 que « les membres de la société domiciliés dans la même partie du pays peuvent se cons-

tituer en section locale ou de district ». La création de ces sections fut discutée dans la deuxième séance du comité. On y était unanime à reconnaître leur utilité, car, disait-on, « c'est par elles surtout que se manifestera la vie de la société ». On estimait qu'il pourrait s'en former dans les différentes parties du pays. La tâche que leur assignait le comité était « de fouiller les archives communales, les classer, en donner des inventaires plus ou moins détaillés, et de faire connaître les pièces les plus intéressantes pour le but que poursuit la société ».

Ces dispositions favorables ne devaient pas tarder à provoquer la constitution d'une section à Neuchâtel. C'est le 14 novembre 1864 que furent convoquées quelques personnes de notre ville à l'effet de former une section. Celles qui répondirent à l'appel et qu'il faut considérer comme fondatrices de notre groupement étaient : A. de Mandrot, Frédéric de Perregaux, Edouard de Pury, Dr Ed. Cornaz, Louis Favre, H.-L. Otz, Charles Herzog, François de Sandol-Roy, Eugène de Bosset, Fritz de Bosset et James-Henri Bonhôte. Le colonel A. de Mandrot fut appelé à la présidence, tandis que Ch. Herzog était nommé vice-président-caissier et J.-H. Bonhôte secrétaire. La jeune section, prise d'un beau zèle, décida de se doter d'un règlement qui, une fois adopté, fut envoyé à tous les membres de la Société d'histoire. De celui-ci, composé de huit articles et un article provisoire, nous ne relèverons que la disposition concernant les membres : « La section se compose : A. De tous les membres de la Société d'histoire qui adhéreront au présent règlement. B. De toute personne qui, présentée par deux membres, aura obtenu, au scrutin secret, la majorité des suffrages de l'assemblée ». On le voit, les historiens de 1864 ne pratiquaient pas le régime de la porte ouverte. Malgré leur petit nombre, ils étaient en moyenne dix aux séances, ils exigeaient des membres de la Société d'histoire une adhésion au règlement, et, d'autre part, ils se donnaient une certaine autonomie en déclarant recevoir dans leur groupement des étrangers à la société.

Soixante-dix ans se sont écoulés dès lors ; aussi peut-on se demander aujourd'hui ce qu'a été l'activité de la section durant cette longue série d'années et ce qu'ont fait ses membres dans le domaine de l'histoire. Ont-ils, comme le prévoyait le comité, travaillé au classement des archives communales, dressé des inventaires, publié des pièces intéressantes pour la connaissance du passé de notre pays ? La réponse à ces multiples questions doit être cherchée dans le *Musée neuchâtelois*. Alors, comme aujourd'hui, une bonne partie des articles

publiés dans cette revue ont été au préalable présentés aux membres de la section de Neuchâtel. Ceux-ci ont eu la primeur des études et des recherches faites par Mandrot, le Dr Guillaume, le Dr Cornaz, Louis Favre, Edouard Desor, Alexandre Daguet, J.-H. Bonhôte, et plus tard par A. Bachelin ou William Wavre. Et, sous leur conduite, bon nombre de personnes, curieuses du passé de notre pays, mais incapables de s'orienter seules, ont acquis une certaine culture historique. Des horizons nouveaux se sont ouverts à elles.

A cette époque, la préhistoire était surtout à l'honneur. La découverte des palafittes sur les rives du lac, quelque dix ans auparavant, avait eu un grand retentissement, et il était plus aisé de rechercher des haches lacustres ou des silex sur les grèves que de dépouiller des manuscrits du moyen âge. Du reste, il ne faut pas l'oublier, quand fut fondée la Société d'histoire, l'Académie de Neuchâtel n'avait pas encore rouvert ses portes, et l'accès aux documents des Archives de l'Etat n'était pas facile. Les amateurs d'histoire neuchâteloise se nourrissaient des travaux d'une brillante phalange d'historiens qui avaient illustré la première moitié du XIX^{me} siècle. Pour tout ce qui concerne le moyen âge, on s'appuyait sur les textes publiés par Georges-Auguste Matile et sur les *Annales* de Boyve, que complétaient l'*Histoire de Neuchâtel* de Frédéric de Chambrier, la *Mairie de Neuchâtel*, de Samuel de Chambrier, l'*Histoire de la seigneurie de Valangin* par Matile, à qui l'on était encore redevable des trois volumes du *Musée historique de Neuchâtel*. Le public cultivé considérait aussi avec complaisance parmi les meilleures sources historiques la *Chronique des chanoines* et les *Mémoires* du chancelier de Montmollin, publiés en 1839 et 1831, ainsi que l'*Histoire de Neuchâtel depuis l'avènement de la maison de Prusse jusqu'en 1806*, du chancelier C.-G. de Tribolet. Plusieurs de ces ouvrages, abondamment cités, dispensaient, croyait-on, de recourir aux documents.

Dans d'autres domaines heureusement, tels que l'archéologie, le costume militaire, l'histoire médicale, ou le récit d'événements relativement récents, les Neuchâtelois pouvaient faire œuvre originale. Des papiers de familles, des correspondances ou des documents officiels d'une lecture facile leur fournissaient une riche matière à exploiter. D'autre part, la Société d'histoire a toujours compté parmi ses membres des conservateurs de musée qui, en d'excellentes études, ont tenu à faire connaître les richesses des collections confiées à leur garde et à rendre hommage au travail des artistes et artisans du pays.

Mais dans tout ceci, dira-t-on, quel a été le rôle de la section de Neuchâtel et de ses membres? Malgré leur activité, malgré leurs fréquentes réunions, la section jouissait-elle d'une vie propre et ses travaux n'étaient-ils pas confondus avec ceux de la Société d'histoire? Certes, l'on étudiait et l'on étudie encore le passé dans les différentes régions du pays, mais, il faut le reconnaître, Neuchâtel a toujours été l'âme de la Société d'histoire et fourni le plus grand nombre de collaborateurs au *Musée neuchâtelois*. Et la création de la section, en groupant et en réunissant périodiquement les amateurs d'histoire, a stimulé le zèle des chercheurs et des curieux, à qui elle a permis de faire connaître publiquement les résultats de leurs dernières recherches.

De la première section d'histoire, si je puis dire ainsi, il existe trois cahiers de procès-verbaux¹. Le premier englobe la période du 14 novembre 1864 au 26 février 1874. Au zèle du début n'a pas tardé à succéder un ralentissement de l'activité et enfin une léthargie complète. En décembre 1873, Alexandre Daguet prit l'initiative de convoquer la section qui ne s'était plus réunie depuis le 20 janvier 1870. Il désirait lui soumettre le texte d'une pétition aux autorités fédérales en faveur d'une subvention annuelle à la publication du *Recueil des idiotismes* de la Suisse allemande. Il arrivait un peu tard. Ed. Desor le prévint que le Conseil national avait voté la subvention le 12 décembre déjà, et il ajouta qu'il avait saisi l'occasion « pour recommander à la sollicitude du Conseil le Glossaire du patois romand ».

La lecture des procès-verbaux ne manque pas d'intérêt. Les comptes rendus des séances sont assez complets; ils donnent de bons résumés des travaux présentés et des discussions que ceux-ci soulevèrent. Car si l'on était peu nombreux, on discutait ferme parfois. Les membres apportaient des documents, des lettres, des gravures, ou aussi les derniers objets trouvés dans des fouilles archéologiques, ce qui provoquait un échange d'opinions. C'est ainsi que, le 12 janvier 1865 déjà, G. Ritter présentait des armes et objets mérovingiens trouvés à Arçon près de Pontarlier; il soumit aussi à ses collègues « un petit Hercule en bronze découvert à Auvernier »², et une hache celtique provenant de fouilles faites à Valangin. Dans la même séance, il « demande que la Société d'histoire s'oppose à la démolition de la tour des Chavannes ». Cette

¹ Un quatrième cahier, commencé en 1894, se trouve peut-être encore chez un ancien membre de la section. La Société d'histoire serait heureuse de le faire rentrer dans ses archives et se recommande à quiconque pourrait lui en signaler l'existence.

² Ce doit être le Jupiter d'Auvernier, trouvé en 1864. Voir *Musée neuchâtelois*, t. XVI (1879), p. 171.

proposition est adoptée à l'unanimité et renvoyée au comité de la Société d'histoire pour qu'il intervienne auprès des autorités.

Cette première manifestation de la section lui fait honneur. Sans doute, sa protestation a été vaine et la tour des Chavannes a disparu; mais il est réconfortant de constater que notre groupement a débuté par la défense des vestiges du passé de la ville. D'autre part, la discussion qui intervint au sein du comité de la Société d'histoire est un éloquent témoignage de la hauteur de vue à laquelle il s'est placé dans cette circonstance. Elle est résumée en quelques lignes qui méritent d'être citées :

Les monuments sont rares chez nous; dans les montagnes, il ne s'en trouve, pour ainsi dire, aucun; la ville de Neuchâtel seule en possède encore d'intéressants, et parmi eux se range la tour des Chavannes, à laquelle se rattachent quelques faits de l'histoire nationale. On objecte qu'elle n'a rien de monumental, qu'elle gêne la circulation dans un quartier populeux; ces objections sont très discutables, et nous, Neuchâtelois et représentants de la Société d'histoire du canton, nous ne devons pas, par notre silence, autoriser la démolition d'un édifice qui n'a pas son équivalent dans notre pays. La tour des Chavannes, d'ailleurs, malgré ses laideurs, donne un cachet particulier à l'entrée de la ville, surtout depuis que, par la création des chemins de fer, la descente de la gare est devenue la principale artère de notre cité. Au point de vue même de l'enseignement, la tour en question est un document précieux, qu'il ne faut pas laisser détruire. Il importe de ne pas laisser créer un précédent de cette nature; notre société n'aura plus de raison d'être quand le vandalisme aura tout détruit¹.

On sait que l'historien Alexandre Daguët ne pouvait admettre sans autre les assertions de Th. Mommsen, qui déclarait fausses les inscriptions romaines relatives à Noïdenolex et les attribuait à l'invention du chancelier Georges de Montmollin. Il tenta de démontrer que ces inscriptions pouvaient être authentiques et surtout de laver Montmollin de l'accusation de faussaire portée contre lui. C'est en séance du 18 février 1868 qu'il lut sa défense, dans laquelle il « fait ressortir tout ce qui plaide en faveur de la véracité ou tout au moins de la bonne foi du chancelier de Montmollin, et il conclut que, dans l'état actuel de la science, les assertions de Mommsen ont besoin de nouvelles preuves pour établir leur exactitude et que les récits du chancelier sont loin d'avoir perdu toute valeur historique »².

¹ La tour a été démolie en 1867. Le comité de la Société d'histoire a adressé, le 30 janvier 1865, une pétition à la municipalité de Neuchâtel, rédigée par Louis Favre. On en trouvera le texte dans le *Musée neuchâtelois*, t. V (1868), p. 143.

² L'étude d'Al. Daguët a paru dans le *Musée neuchâtelois*, t. V (1868), p. 153, sous ce titre : *Les inscriptions de Noïdenolex*.

La critique historique a donné raison à Mommsen contre Daguet. Après la *Chronique des chanoines*, dont l'inauthenticité ne fait plus de doute pour personne, voici que l'on doit aussi mettre au rang d'écrit apocryphe les mémoires attribués jusqu'ici au chancelier de Montmollin. Lors de la réunion de la Société d'histoire à Fleurier, en 1928, M. Jules Jeanjaquet a lu un travail intitulé : *L'auteur de la Chronique des chanoines et des Mémoires du chancelier de Montmollin*, où il établit que ces deux ouvrages n'ont qu'un seul et même auteur et ne remontent pas au delà de la seconde moitié du XVIII^{me} siècle¹. Mais la question de Noïdenolex ne laissait pas de passionner les Neuchâtelois. A la séance suivante, le Dr Cornaz signalait un fragment de corniche en marbre blanc « conservé par une personne de notre ville (M. de Tribolet-Hardy) et provenant de l'emplacement attribué à l'ancienne cité helvète. M. Ed. de Pury rappelle aussi diverses trouvailles faites par M. d'Ivernois à Bellevaux, entr'autres des restes de murailles extraordinairement puissants et solides et qui paraissaient être des débris d'anciens remparts ».

La section s'est aussi préoccupée des noms locaux, question qui venait à son heure puisque les travaux d'établissement du cadastre étaient commencés. Elle estimait qu'il y avait lieu « de fixer une orthographe rationnelle et définitive pour les noms de lieux du territoire de Neuchâtel » et nomma un comité qui fut chargé de dresser la liste des noms locaux et des noms de rues. Cette liste devait être annexée au procès-verbal, mais elle ne s'y trouve pas. Il eût été intéressant de la comparer avec la nomenclature adoptée officiellement pour le cadastre et de voir jusqu'à quel point les conseils et les suggestions des historiens ont été suivis. Ce problème des noms locaux a été discuté dans deux séances et un communiqué assez étendu adressé à la presse. Nous relevons dans celui-ci quelques noms qui n'existent plus, comme la *Fontaine à l'ours* ou la *Cadolle aux porcs*, « ancien repaire de sangliers situé au nord et immédiatement au-dessous de Tête-Plumée ». La société a admis, lit-on plus loin, que l'on devait écrire *Pertuis-du-Sault* (de *Saltus* forêt). On y exprime aussi « le désir de voir rétablir le nom des Bercles, qui a été assez peu avantageusement remplacé par les noms de rue de l'Oratoire et surtout par celui de rue de la Raffinerie, ne rappelant qu'une entreprise désastreuse plutôt qu'une industrie disparue ».

¹ Ce travail n'a malheureusement pas encore été publié.

Le second cahier de procès-verbaux débute avec la séance du 17 décembre 1874 et se termine au 24 janvier 1878. Le président de la section est alors le Dr Guillaume, le secrétaire Charles Châtelain. Par suite de son départ de Neuchâtel, Châtelain est remplacé au bout d'une année par G. Nadenbousch, auquel succède Charles-Eugène Tissot. Le nombre des auditeurs s'élève un peu, il atteint même le chiffre de 18, ce qui fournit au président l'occasion de se réjouir de cette belle assemblée, qui compte pourtant quelques personnes étrangères à la société. Il arrivait aussi que les séances ne réunissaient que quatre ou cinq fidèles, dont les plus réguliers étaient le Dr Guillaume, Mandrot, Daguet, Louis Favre, Desor et J.-H. Bonhôte. Qu'on nous permette d'extraire encore de ces procès-verbaux quelques renseignements.

Ainsi le 20 janvier 1876, le bibliothécaire Bonhôte annonce qu'il vient de recevoir un livre de 1581 (ce sont les *Icones* de Théodore de Bèze), où se trouvent les portraits des réformateurs. Et il a remarqué que celui de Farel doit avoir été gravé d'après le portrait à l'huile que possède la Bibliothèque de Neuchâtel, mais, ajoute le procès-verbal, « un restaurateur de ce tableau en a altéré la forme primitive par des corrections de son cru, ainsi que nous l'explique M. Iguel, et il serait facile maintenant de lui redonner son cachet primitif ».

On se souvient que, récemment, la question du portrait de Farel a été soulevée par M. Arthur Piaget. Dans un article du *Musée neuchâtelois*¹, il a déploré la restauration, intervenue il y a une vingtaine d'années, de ce portrait et regretté qu'on ne lui ait pas conservé l'aspect qu'il avait en 1876.

James-Henri Bonhôte apporte aux séances plus d'une contribution intéressante. L'une d'elles est la copie des instructions secrètes données par le roi de Prusse en 1706 à son représentant à Neuchâtel. « Il veut gagner à sa cause le plus de gens possible et sa grande arme était celle qu'employaient les souverains de l'époque, c'était l'argent. Mais que de recommandations faites à son représentant; il devra promettre des sommes d'argent, mais ne les remettre qu'une fois l'affaire réussie, il pourra bien donner quelque à compte, mais aura soin de faire aussi peu de frais que possible. Il faudra aussi, continue le procès-verbal, entretenir les milices et prendre possession du château aussitôt que Madame de Nemours ne sera plus, éloigner les prétendants français et s'assurer l'appui de la Ville de Berne, où quelques familles influentes étaient favorables au roi. Si l'on pouvait avoir des gens affiliés dans

¹ Nouv. série, t. XIX (1932), p. 204: *Le portrait de Farel*.

les cantons voisins, surtout des ecclésiastiques, l'entreprise ne réussirait que mieux. »

Alphonse de Mandrot apporte deux sortes de contributions à l'histoire neuchâteloise. Il publie des articles sur le moyen âge, basés essentiellement sur les papiers laissés par DuBois de Montperreux, et il dresse des cartes. En 1876, il présenta à la section une carte historique du canton, indiquant bien les différents territoires qui le constituèrent peu à peu: la baronnie de Neuchâtel d'abord, puis les seigneuries de Colombier, de Gorgier et Vaumarcus, celle de Rochefort, le Val-de-Travers, la seigneurie de Jougne et enfin la seigneurie de Valangin.

Quelques mois auparavant, il avait dessiné une carte archéologique du canton et il désirait que la Société d'histoire fît l'acquisition de 350 exemplaires pour les distribuer à ses membres. Enfin il travaillait à un *Dictionnaire géographique* du canton. Il en lit des chapitres dans deux séances, ce qui occasionne de longues discussions sur l'étymologie des noms de lieux. Si à la section on se plaît à émettre des hypothèses sur l'origine des mots, on ne méconnaît pas l'importance du patois. Mais ce ne sont pas des Neuchâtelois qui œuvrent le plus dans ce domaine. Un professeur à l'Académie, Ayer, travaille à un glossaire romand, dont la section a la primeur de quelques chapitres, puis un Dr Häfelin¹, qui a publié en allemand un ouvrage sur le patois neuchâtelois, soumet à l'examen des personnes compétentes de la section, une traduction française de son livre. La Société d'histoire s'est aussi intéressée à cette étude, mais, sollicitée par l'auteur de l'éditer à ses frais, elle s'y refuse et se contente de souscrire à 300 exemplaires de la traduction française. Sauf erreur, cette traduction n'a jamais paru.

Une autre initiative qui, malheureusement, n'a pas abouti non plus, avait pour objet le bâtiment des Halles. En 1876, la commune de Neuchâtel décida de le faire restaurer, et la proposition fut émise de destiner ce bâtiment à un musée historique. Cette proposition, fort bien accueillie, entraîna la nomination d'un comité qui fut chargé de l'étudier et de la mener à chef. Mais, semble-t-il, l'affaire n'eut pas d'autre suite. En tout cas, les procès-verbaux de la section sont muets sur ce point, et chacun sait qu'aujourd'hui encore,

¹ Franz HÄFELIN, *Die Neuenburger Mundarten*. Berlin, 1874. La *Bibliographie linguistique de la Suisse romande*, de L. GAUCHAT et J. JEANJAQUET, ne mentionne pas de traduction française de cet ouvrage.

le bâtiment des Halles n'abrite pas le Musée d'histoire de Neuchâtel.

Avec le III^{me} cahier de procès-verbaux, nous sommes au 7 février 1878. Le président de la section est encore le Dr Guillaume et le secrétaire Charles-Eugène Tissot. Mais à la fin de l'année, l'un et l'autre sont remplacés; Louis Favre devient président et William Wavre secrétaire. Les séances sont mieux remplies; on y entend davantage de travaux et l'on y discute moins. De nouveaux membres apportent leur collaboration. Ce sont, outre W. Wavre, Alfred Godet, dont l'activité est infatigable, Louis Junod et Victor Humbert. L'effectif des séances est très variable: quelques personnes parfois, puis 32 à la séance suivante. D'avril 1888 à octobre 1890, la section ne se réunit plus. Pour quelles raisons, le procès-verbal ne le dit pas. Il nous apprend seulement qu'après 2 ans $\frac{1}{2}$ d'interruption la section a senti le besoin de reprendre ses séances. Mais on n'y vient pas en plus grand nombre, quoique les membres soient convoqués personnellement. A la séance du 14 novembre 1890, le secrétaire, qui a envoyé 156 convocations, enregistre la présence de vingt sociétaires plus une demoiselle et un étranger. C'est, sauf erreur, la première apparition du beau sexe à nos séances.

Il serait fastidieux de dépouiller ces procès-verbaux et de relever tout ce qu'ils peuvent présenter d'intéressant pour la connaissance de l'histoire neuchâteloise ou simplement la vie de la société. Je m'en voudrais, toutefois, de ne pas signaler un travail de Maurice Tripet intitulé: *Division zoologique du pays de Neuchâtel*. Comme on peut le penser, il n'a rien à voir avec l'histoire naturelle du canton. Un mauvais plaisant de journaliste saint-gallois avait publié dans l'*Erzähler* de 1820, un article malveillant sur les milices neuchâteloises. Il divisait notre canton en trois zones: celle des bœufs, celle des ânes et celle des chèvres. Le Conseil d'Etat s'était ému de ces propos et avait résolu de demander au gouvernement de Saint-Gall la punition du méchant rédacteur, puis il se ravisa et l'incident n'eut pas de suite.

Les procès-verbaux s'arrêtent au 17 novembre 1893, à une époque précisément où ils prenaient un plus grand intérêt pour nous. Je me réjouissais de lire, et de vous rapporter ensuite, ce que le procès-verbal disait de la séance du 21 février 1896. Ce soir-là, M. Arthur Piaget lisait à ses collègues une étude sur la *Chronique des chanoines*. La thèse de M. Piaget à l'égard des chanoines chroniqueurs n'était déjà plus ignorée des Neuchâtelois. Le 25 octobre précédent, dans sa leçon d'ouverture de la chaire de langues et littératures romanes à l'Académie, il avait déclaré qu'il regardait comme apocryphes ces extraits de la

Chronique des chanoines, tant admirés jusqu'alors. Cette affirmation avait provoqué dans le monde des bons Neuchâtelois et dans celui des historiens une stupeur qu'on s'explique mal aujourd'hui. Et devant la section, M. Piaget reprenait le même thème, il le développait et l'étayait d'arguments solides. A défaut du procès-verbal, on retrouve dans les journaux de l'époque, dans le *Messenger boiteux* et dans le rapport du président de la Société d'histoire à la séance de Valangin, un reflet des sentiments de confusion et d'amertume éprouvés par les Neuchâtelois d'alors. A titre d'exemple, on nous permettra de citer ce qu'en écrivait Ph. Godet dans le *Messenger boiteux* :

Un « gros crève-cœur est venu fondre sur les Neuchâtelois: un professeur trop savant de notre Académie, M. Arthur Piaget, leur a prouvé d'une manière à peu près irréfutable, que la *Chronique des chanoines*, qui était en quelque sorte la pierre angulaire de notre histoire nationale, n'est qu'un habile pastiche. Voilà une illusion perdue, un cruel sacrifice qui nous est demandé. Mais il faut bien s'y résigner, du moment que c'est la vérité qui nous l'impose ! »

Dans les années qui précédèrent la guerre, la section s'est rarement réunie. Son dernier président, Charles Robert, directeur de la Bibliothèque, était entré par ce moyen au Comité de la Société d'histoire, mais l'enthousiasme de jadis avait disparu.

Chacun, cependant, ne s'accommodait pas de cette carence. Quelques jeunes historiens désiraient vivement que la section fût reconstituée. Ils avaient la conviction que leur sentiment était partagé par plusieurs membres de la Société d'histoire et que les personnes décidées à entreprendre des recherches historiques ne manqueraient pas. En février 1915, une lettre fut adressée au Comité de la Société d'histoire pour lui demander de convoquer les membres de la société habitant Neuchâtel et la banlieue, aux fins de remettre sur pied la section. La réponse du Comité de la Société d'histoire ne manquait pas d'imprévu. Tout en se réjouissant de l'initiative prise et en déclarant qu'il verrait avec plaisir la section reprendre une activité féconde, il signalait qu'à Neuchâtel tout particulièrement le public avait assez souvent l'occasion d'entendre des études historiques dans des cours et conférences, ainsi que dans les réunions des Anciens Bellettriens, et qu'en outre des travaux étaient aussi lus en séance du Comité de rédaction du *Musée neuchâtelois*. Il oubliait, ne semble-t-il pas ? que chacun n'est pas Ancien Bellettrien ou n'appartient pas au Comité du *Musée neuchâtelois*.

La séance de reprise des travaux de la section d'histoire eut lieu

dans cette salle¹ le 30 octobre 1915, sous la présidence provisoire de M. Armand DuPasquier, vice-président de la Société d'histoire. Une trentaine de personnes y assistaient, dont quatre demoiselles. Un président fut élu en la personne de M. Arthur Piaget.

L'histoire de la section est dès lors connue, et il est superflu d'en parler. Au reste, nombreux sont encore les membres de cette assemblée qui se souviennent des séances au Collège latin, autour d'une table en fer à cheval. C'était plus intime que maintenant; les travaux présentés donnaient lieu à des discussions et à d'intéressants échanges de vues. Le grand animateur de ces discussions était notre regretté collègue Charles Knapp. Esprit toujours en éveil, avide de savoir, il ne manquait à aucune séance de poser des questions sur des sujets d'histoire, de suggérer des études à faire, d'exprimer des vœux. A la cinquième réunion déjà, il demandait que fût reprise la question d'une *Histoire du canton de Neuchâtel*. Elle n'était pas nouvelle. Quelques fois déjà, soit en séance de la Société d'histoire, soit en section, on avait exprimé le désir de posséder enfin une histoire embrassant tout le passé du pays de Neuchâtel.

Sait-on que les Neuchâtelois ont généralement reculé devant une entreprise de ce genre? Aucun historien n'a osé jusqu'à présent reprendre les œuvres partielles des Chambrier, des Matile, des Tribolet, des Boyve, les fondre en un tout mis au point des derniers résultats acquis et poursuivre cette synthèse jusqu'en 1848. Les deux seules histoires neuchâtelaises que nous possédions, et dont les auteurs n'ont pas prétendu faire œuvre scientifique ni inédite, sont l'*Histoire populaire du pays de Neuchâtel depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1815*, de Louis Junod, et l'*Histoire abrégée du canton de Neuchâtel*, d'Albert Henry, publiée en 1878 et rééditée en 1898.

Lors de l'assemblée générale de la Société d'histoire à Fleurier, le 10 août 1865, le président Edouard Desor disait: « Jusqu'à présent l'histoire de Neuchâtel a été présentée par nos historiens à un point de vue trop officiel; c'est plutôt celle des princes et des familles influentes qu'on a écrite. L'histoire du peuple reste à faire; c'est un travail en voie d'exécution et qui paraîtra sous peu. »

Nous ne savons quel historien avait alors en chantier une histoire du peuple neuchâtelois et, à dire vrai, nous ne voyons pas qui, à cette époque, pouvait l'écrire. Au surplus, malgré l'annonce de Desor que ce travail paraîtrait sous peu, nous n'avons pas connaissance qu'il ait

¹ Le Grand Auditoire du collège des Terreaux.

vu le jour. « L'histoire de notre canton, déclarait M. Arthur Piaget en réponse à Charles Knapp, est une œuvre qui ne s'improvise pas. Il serait prématuré de la rédiger actuellement. »

De nombreuses études partielles sont encore nécessaires avant qu'un historien puisse s'atteler à cette besogne. L'étude du passé neuchâtelois a fait quelques progrès ces dernières années, mais, chacun en conviendra, il reste de nombreux domaines à explorer.

Notre section d'histoire — et toute son activité en témoigne — a pour mission principale de grouper les travailleurs et de les encourager dans l'étude du passé. Les résultats de leurs travaux sont parfois publiés dans le *Musée neuchâtelois*, dont ils contribuent à maintenir le bon renom scientifique. Je veux espérer que le zèle et la persévérance des membres de la section dans le domaine de la recherche historique ne faibliront pas au cours de cet hiver et des suivants, afin que l'on arrive toujours mieux à connaître et à comprendre la vie et les faits et gestes de nos ancêtres.

Léon MONTANDON.

QUELQUES ASPECTS NOUVEAUX DE 1707

I

Note sur les portraits de Metternich.

L'iconographie du comte Ernest de Metternich en est encore à ses débuts. M. A. Piaget a publié ici même, en 1933, un portrait de l'envoyé du roi de Prusse appartenant au Musée d'histoire de la ville de Neuchâtel. Ce tableau, peint à l'huile, n'est pas signé. Mais les comptes de Metternich¹ nous permettent de résoudre ce problème. Le portrait est l'œuvre du peintre bâlois Jean-Rodolphe Huber, et date du lendemain de l'investiture ou du début de 1708, à Neuchâtel même². L'artiste en fit un certain nombre de copies (quatre en tous les cas) dont le plénipotentiaire gratifia les envoyés étrangers qui demeurèrent à Neuchâtel pendant l'interrègne³. Les graveurs bâlois J.-J. Thourneysen, père et fils, exécutèrent, d'après l'un de ces tableaux de Huber, une gravure en taille douce qu'ils reproduisirent à deux mille exemplaires dont le Musée d'histoire de Neuchâtel possède un tirage mutilé, décrit par M. Piaget. Il y a lieu de compléter ainsi sa notice : Le nom des graveurs se trouve inscrit dans l'angle inférieur droit *Joh. Ia. Thourneyser Pater et Filius Helv. Basil. sculp. Basilae*⁴. Les principaux cabinets d'estampes en possèdent un état. Nous avons trouvé trois autres gravures de Metternich au *Kupferstichkabinet* à Berlin dont l'une, non signée et de facture grossière, a été exécutée d'après celle des Thourneysen. La légende y est remplacée par ces mots inscrits dans l'angle inférieur droit : *Ernestus S. R. I. Comes / a Metternich, Potentissimi Regis Borussiae Minister Status*. Les armoiries sont rejetées à gauche et tous les ornements du cadre supprimés. Le visage n'a pas la finesse de

¹ Berlin, Geh. Preuss. Staatsarchiv, Rep. 64, IV, II, *Neuch. Litteralien*, n° 33, *Conv. A, Belege zu des Grafen v. Metternich Rechnung wegen seiner Gesandtschaft in der Angelegenheit von Neuchâtel*.

² Huber (1668-1748) séjourna à Neuchâtel de 1707 à 1708. Cf. BRUN, *Schweizer Künstler Lex.*, II, 96-97.

³ Le portrait que reçut Pesme de Saint-Saphorin, envoyé impérial, est conservé dans les collections de la famille de Mestral. Il diffère légèrement de celui qui se trouve au musée de Neuchâtel.

⁴ Thourneysen l'aîné (1636-1711) et Th. fils (1668-1730) reproduisirent surtout des œuvres de Huber durant leur période dite bâloise (1690 à 1711).



LE COMTE ERNEST DE METTERNICH

trait des maîtres bâlois. Une autre gravure de petit format dans le même style et non signée semble reproduire un tableau, bien que d'une façon maladroite. Metternich y est entouré d'une vaste draperie aux plis pompeux.

Enfin la troisième gravure, exécutée par Andreas Geyer à Ratisbonne d'après un tableau de J.-L. Hirschmann, est indéniablement le plus beau portrait que nous connaissions jusqu'à présent de Metternich. Nous le reproduisons ici. L'original se trouve sans doute au château de Plasy où la famille Metternich conserve jalousement ses trésors. La gravure de Geyer n'est pas datée. Nous pouvons néanmoins supposer qu'elle a été exécutée après le congrès d'Utrecht, lorsque Metternich eut de nouveau rejoint son poste d'envoyé prussien à la diète impériale. Tous les traits de son caractère se lisent sur ce visage au sourire un peu douloureux empreint de bonté, de clairvoyance, de douceur et d'une piété qui n'est pas trop sévère pour les joies des sens.

II

Les scrupules et le bon cœur de Metternich.

Le rôle joué par Metternich pendant son ambassade de 1707 à 1709 a été fort diversement apprécié par les historiographes de la succession neuchâteloise et par les contemporains eux-mêmes. Les uns ont attribué le succès de cette négociation épineuse au savoir-faire du diplomate allemand, les autres ont, au contraire, méconnu son influence personnelle et ont accordé une part prépondérante à l'activité de ses collaborateurs, aux conditions favorables du moment et à la corruption des juges du Tribunal des Trois Etats.

Nous n'avons pas l'intention de discuter ici ces divers points de vue ni de faire le partage des nombreux facteurs qui concoururent à donner gain de cause au Prussien. Bornons-nous aujourd'hui à dessiner le portrait moral de cet homme qui fut contraint de jouer un rôle si peu conforme à sa véritable nature.

Il est certain que Metternich n'eut pas les défauts que nous accordons d'instinct aux diplomates de cette époque éminemment réaliste. Son visage rêveur et sceptique, empreint à la fois de douce bonhomie et de sévérité envers lui-même, n'est guère celui d'un homme rompu aux mille ruses de l'intrigue, d'un négociateur redoutable qui ne recule devant aucun procédé. E. Bourgeois lui a été jadis trop sévère et il a

même, à notre avis, déformé la figure du diplomate allemand en exagérant sa ressemblance avec son arrière-petit-neveu le prince Richard ⁵. En faisant agir l'hérédité à rebours l'historien français attribuait à l'ancêtre certains traits propres au ministre autrichien. Celui-ci a sans doute hérité de l'envoyé brandebourgeois le sens de l'ironie et la clarté du raisonnement, bien que chez Ernest la première qualité ne fût jamais revêtue d'amertume et qu'il tâchât toujours de concilier les froides combinaisons de la politique avec les exigences d'une philosophie essentiellement morale. L'historien allemand W. Peters ⁶ commet la même erreur en attribuant à Metternich une méthode dénuée de tout scrupule, ce qui est bien aux antipodes de sa nature délicate, susceptible à l'excès, pleine de doutes sur ses propres forces et tourmentée sans cesse par la crainte de déplaire.

Puyzieulx, l'ambassadeur du roi de France, son plus grand ennemi politique en Suisse, l'avait mieux compris lorsqu'il le dépeignait comme un homme « doux, affable, laborieux... fort particulier et ne se laissant voir qu'à peu de gens ⁷ ». Bien que timide et réservé, Metternich passait pour être d'un commerce agréable. L'indépendance de son esprit, jointe à des connaissances étendues, donnaient à sa conversation un tour original. Un scepticisme amène et un certain goût classique de la sentence, une modestie non feinte et une piété dépourvue de tout formalisme sont les traits dominants des quelques lettres de caractère intime que nous possédons de lui ⁸.

Il était le fils de Jean-Meinard de Metternich, noble rhénan entré au service de Brandebourg après le traité de Westphalie, en qualité de conseiller électoral, devenu majordome puis administrateur des biens ecclésiastiques. Ernest fut créé conseiller de cour et de légation, nommé adjoint du représentant brandebourgeois à la diète de Ratisbonne en 1685, puis, trois ans plus tard, envoyé plénipotentiaire de l'électeur. Il fut élevé en 1696 au rang de comte d'Empire. La cour de Berlin, qui sut apprécier ses qualités d'exactitude et de jugement, n'ignora point ses défauts. Christophe de Dohna, qui a le mieux connu la cour de Prusse, le qualifie dans ses *Mémoires d'esprit* « difficileux

⁵ E. BOURGEOIS, *Neuchâtel et la politique prussienne en Franche-Comté*. Lyon, 1887.

⁶ W. PETERS, *Die Franche-Comté, Neuchâtel und die oranische Succession in den Plänen der preussischen Politik während des spanischen Erbfolgekrieges* (Forsch. z. Brand. u. preuss. Gesch., Bd. 28), München, 1915, p. 107-8.

⁷ Cité par J. DE BOISLISLE, *Les Suisses et le Marquis de Puyzieulx*. Paris, 1905, p. 81-82.

⁸ Son Journal intime et sa correspondance privée, conservés dans les archives de la famille Metternich (R. DE METTERNICH, *Mémoires, documents et écrits divers*. Paris, 1883, t. VI, p. 121) permettraient sans doute de se faire une idée plus exacte de son caractère et fourniraient des renseignements précieux sur sa vie intime et ses préoccupations spirituelles.

et crédule⁹ ». L'ambition politique lui étant étrangère, Metternich se contentait ainsi d'un poste qui lui rapportait 300 écus par mois, lui permettait d'élever ses fils et de se composer une philosophie. Aussi n'était-il pas étonnant qu'il reçût la nouvelle de sa nomination d'ambassadeur extraordinaire auprès du Corps helvétique avec un manque d'enthousiasme complet. Le roi de Prusse lui avait donné l'ordre, en 1702, de quitter Ratisbonne dès que la mort de la duchesse de Nemours serait connue et de gagner Neuchâtel pour y faire valoir les droits des Hohenzollern. Metternich ignorant tout de la question neuchâteloise et de la géographie politique de la Suisse, ne se mit pas en relations avec les agents de la cour de Berlin qui, dès 1696, travaillaient dans les Cantons à préparer la succession neuchâteloise. En 1705, lorsque la santé de la duchesse de Nemours, alors octogénaire, donna de vives inquiétudes aux médecins et que de faux bruits de son décès se répandirent en Europe, Metternich fut soudain pris de frayeur à l'idée d'aller dans un pays qui passait alors pour réserver aux diplomates étrangers de terribles surprises. Les quelques informations qui lui étaient parvenues avaient fait perdre courage à l'ambassadeur avant même qu'il fût entré en charge. Au cours du mois de juillet de cette même année, Du Puy, ancien sénateur de Chambéry, fixé à Genève comme avocat et passé au service de Prusse au début du siècle, s'était rendu à Ratisbonne pour informer Metternich de la situation. A l'ouïe du récit de cet agent, l'envoyé fut saisi d'un immense accès de découragement. Puisque les fils de l'affaire étaient déjà dans les mains d'habiles juriconsultes et de négociateurs avertis, comme les frères Bondeli, dont l'aîné portait même le titre d'envoyé du roi de Prusse auprès des Cantons, comme les frères Steiger, tout puissants au Conseil de Berne, comme les avocats Normandie, Brandt, Peyrol et comme Du Puy lui-même, personnages versés dans l'étude compliquée des droits du Brandebourg, pourquoi voulait-on risquer de compromettre le succès de la négociation en la confiant à l'homme du monde le moins qualifié pour la mener à bien ? C'est par de tels propos que Metternich accueillit l'agent genevois, et, pour mieux le convaincre, il lui remit, à l'intention de la cour de Berlin, un petit Mémoire¹⁰ dans lequel il déclinait, avec toutes les formes voulues, l'honneur de cette ambassade. « Je n'ay ni assez de génie, ni assez d'étude, ni assez d'expérience, ni assez de bien,

⁹ C. DE DOHNA, *Mémoires originaux sur le règne et la cour de Frédéric I^{er} roi de Prusse*, p. 315.

¹⁰ Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, I, *Neuch. Success. u. Generalia*. Conv. XI « Mémoire de Metternich remis à Du Puy le 27 juillet 1705 ».

ni assez de crédit en cour pour m'en acquitter dignement. Je parle très mal François, j'écris encore plus mal, je n'ay aucune connoissance du païs ni même de l'état de l'affaire qui s'y doit traiter.» L'argument de la langue nous surprend un peu et pourrait être l'effet d'une feinte modestie, car Metternich écrivait et parlait le français d'une façon au moins aussi aisée que les meilleurs diplomates allemands de son temps. Nous le lisons même avec plus de plaisir lorsqu'il s'exprime dans la langue claire et précise de Voltaire que dans celle de Kant.

Dans ce Mémoire, Metternich va directement au fait et cette franchise est encore un de ses traits dominants. Son « humeur » et ses « manières », déclare-t-il, ne conviennent pas à une négociation où il « s'agit de réussir ». L'éclat que le roi de Prusse voulait tirer de la naissance du comte d'Empire afin que son représentant n'eût pas à céder le pas aux autres prétendants, ne plaisait guère au diplomate penseur qui préférait le calme de son cabinet au clinquant des réceptions officielles. En outre, il s'estimait insuffisamment préparé pour remplir cette tâche : « J'ay oublié icy (à Ratisbonne) entièrement le peu de débris qui me restoient autrefois du Latin et du droit que j'avois appris dans le collège; je ne suis ni jurisconsulte ni orateur et des choses que je puis avoir apprises à la diète pendant mon long séjour, je ne puis faire aucun usage en Suisse. » Le travail dont il a été chargé jusqu'alors est à la mesure de ses capacités. Dût-il être rappelé par son maître dès à présent, qu'il ne s'en plaindrait nullement, « car, disait-il, j'ay besoin d'être mis à l'herbe comme un vieux cheval ruiné. Je connois mieux l'état de mon âme et de mon corps qu'aucun autre homme au monde. Le temps approche qui me doit faire souvenir de la maxime de ce capitaine de Charles V *Debet aliquid mediū esse inter hujus vitae negotia et ejus extrema*. J'ay souvent mal aux yeux, je suis sujet aux fluxions, surtout quand je travaille beaucoup la nuit et j'ay un bourdonnement continuel aux oreilles ».

A ces facteurs qui, bien que secondaires, avaient leur importance, venait s'ajouter la crainte de voir son influence en Suisse compromise par ses opinions religieuses. Metternich était de tendance piétiste comme Frédéric I^{er} lui-même et un certain nombre de personnages haut placés de la cour.

Le grand mouvement spiritualiste qui, sous l'impulsion de Spener et de Francke, avait affranchi le sentiment religieux du formalisme de l'orthodoxie réformée, s'était vu condamner sévèrement par Leurs Excellences de Berne qui redoutaient toute atteinte à l'intégrité de la

confession helvétique. Aussi le Conseil souverain avait-il imposé en 1699 le serment dit d'*association* à tous les conseillers et fonctionnaires de l'Etat. Un certain nombre de personnages, parmi lesquels de jeunes patriciens, s'y étaient refusés et avaient été exclus de toute fonction publique. Quelque indiscret avait sans doute fait passer Metternich pour un piétiste convaincu, alors qu'il ne se rattachait point ouvertement à cette secte que ses préoccupations religieuses lui rendaient sympathique.

J'aime les gens d'une vraie piété et je voudrais bien que mon union avec eux fût autant étroite que je fuis les faux-frères, les sectaires, les fols, les extravagants, les fanatiques; mais tout le monde ne fait point de distinction des uns et des autres. On juge communément et on condamne souvent les gens de bien en fait de piétisme, sur un seul faux rapport, tel qu'est celui qu'on a fait de moi ou bien sur une simple apparence. Il ne faut que fuir les occasions de péché, les repas, les libertés avec les femmes, les comédies, les emplois, etc. Il ne faut, dis-je, que vouloir vivre dans le monde sobrement et chastement pour se faire siffler, pour se faire condamner comme piétiste¹¹.

Metternich, qui doit avoir été en correspondance avec M^{me} Guyon¹², s'était affranchi de ce que ce mysticisme déiste offrait d'exalté et il avait abouti à une conception plus large de la religion, considérant avec indifférence les formes extérieures, tels que les dogmes et les confessions. En 1705 précisément, il fit paraître sous le pseudonyme d'Alethophilus un ouvrage allemand sur *La vraie perfection et félicité en ce monde*, où l'influence piétiste est nettement sensible¹³.

Outre la crainte qu'il avait d'être victime de ses opinions, l'envoyé brandebourgeois éprouvait d'autres difficultés à se résoudre. Il se demandait, par exemple, avec inquiétude, quel serait son sort après la négociation de Neuchâtel, n'ignorant pas qu'un échec signifiait la fin de sa carrière et la disgrâce de sa famille. « Je ferai le chevalier errant ou, si vous aimez mieux, celui de la triste figure »¹⁴. Un excès de timidité et de scrupule privait ainsi Metternich d'une certaine assurance, défaut qui est sans doute à l'origine de son complexe d'infériorité.

Quatre jours après le départ de Du Puy, Metternich reçut la visite

¹¹ *Mémoire cité.*

¹² VUILLEUMIER, *Hist. de l'Egl. ref. du pays de Vaud*, t. III, p. 319; J. CHAVANNES, *Dutoit*, p. 262.

¹³ RITSCHL, *Pietismus*, III, 345.

¹⁴ Metternich à Krautt, 29 novembre 1707, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.* Rep. 64, IV, 1, *Neuch. Succ. u. Gener.*, Conv. XXIV.

du général vaudois Pesme de Saint-Saphorin, adjoint de l'ambassadeur impérial en Suisse et son subdélégué auprès des cantons protestants. Ce personnage, qui jouera un rôle de premier plan, sinon toujours à visage découvert, dans le procès de la succession, tint Metternich en haleine pendant plusieurs heures, achevant d'édifier l'impressionnable diplomate. « Il m'a fait un portrait des Suisses et m'a raconté des actions qu'ils ont faites et des tours qu'ils ont joué à d'autres, qu'assurément je ne crois pas qu'il puisse y avoir de plus grands monstres de perfidie et d'infidélité au monde »¹⁵. L'ayant interrogé sur les principaux personnages qui défendaient la cause du roi de Prusse en Suisse, Metternich apprit avec stupeur « que tel n'étoit qu'un sot, un tel un bon enfant, un tel un petit génie, un autre une mazette », de sorte que le comte, qui avait de l'esprit, ajouta : « S'il me faut aller dans ce pays, je seray tout ensemble. »

Il y fut et il y négocia pendant deux ans à la satisfaction de sa cour. Son caractère agréable, sa largeur d'esprit et ses préoccupations religieuses lui gagnèrent l'estime des pasteurs et de l'élite cultivée, de sorte que l'influence exercée par sa personne sur la marche des événements est loin d'être négligeable. Si des raisons politiques et morales empêchèrent la Vénérable Classe de sortir de sa réserve et de sa neutralité en matière politique, les ministres neuchâtelais et avant tout le grand Ostervald ne restèrent pas insensibles aux projets de Metternich. L'ambassadeur se proposait en effet de travailler à la réunion des différentes confessions protestantes et au rapprochement des diverses Eglises réformées¹⁶. Nous ne sachons pas qu'il ait rien entrepris dans ce sens plus tard, aussi n'était-ce là, sans doute, qu'une promesse destinée à gagner à la cause prussienne le corps important des pasteurs.

Ses largesses de grand seigneur, sa bonhomie cordiale et son absence de toute morgue lui avaient acquis la sympathie des gens simples et des campagnards. Metternich raconte qu'il reçut un jour la visite d'un paysan qui l'entraîna par la main dans sa chambre d'audience où il le serra dans ses bras en le suppliant de donner le roi de Prusse comme prince aux Neuchâtelais. Cet homme n'était pas ivre ni fou, mais parlait « par plénitude de cœur ». Un autre paysan l'exhorta en ces termes à choisir le roi de Prusse : « Prenez-le, prenez-le ou

¹⁵ Metternich à Wartenberg, 1^{er} août 1705, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, 1, *Neuch. Succ. u. Gen.*, Conv. XI.

¹⁶ E. DE BUDÉ, *Lettres inéd. adressées à J. A. Turretini*. Paris et Genève, 1887, t. I, p. 23-24 ; t. III, p. 58, 67-8.

nous le prendrons; ma foi, nous le prendrons. » Et Metternich de conclure : « Voilà ce qui s'appelle une heureuse révolution ¹⁷. »

On sait qu'elle ne fut en réalité pas aussi aisée que cette anecdote pourrait permettre de le croire. Mais Metternich ne se laissait jamais abattre par les difficultés et lorsque la chance lui souriait enfin, au lieu d'en tirer vanité, il savait se plaisanter lui-même. Il écrivait après le départ du prince de Conti :

Un galérien a plus de repos que moy. Je résiste pourtant à tout ce qu'il y a d'accablant, Dieu merci. Le prince (de Conti), tout catholique qu'il est, m'a absous du Purgatoire, à condition que je serve Dieu comme je sers mon Roy et les gens de la Religion croient que je ne puis aller en Paradis que par le Purgatoire, parce qu'ils savent que Neuchâtel en est un pour tout homme qui y a à négotier. Ce n'est pas tout... Le curé du Landeron m'a mis dans sa litanie. Grand Dieu, dit-il, donne nous un Prince de la Religion catholique et le peuple répond *amen*. Après plusieurs demandes, il conclut : Et préserve nous de Metternich, *amen*, et le peuple répond comme à l'ordinaire par *amen*. ... En échange, les gens de Valangin boivent à ma santé publiquement et même à celle du Roy et cassent les verres... Tous les quatre ou cinq jours, il y a une nouvelle ambassade à dépêcher au Locle ou au Val-de-Travers ou à quelque autre province éloignée de ce vaste Etat. Toujours quelque nouveau livre (c'est ainsi que l'on appelle communément nos traités, sommaires, nos informations, nos additions, nos manifestes, nos articles, nos mémoires et enfin toutes nos productions), toujours quelque nouveau livre paroît pour réveiller l'attention des habitants de ces heu-reuses contrées et je donne des audiences depuis cinq heures du matin jusqu'à minuit. Que ce soit un jour de poste ou non, que j'aye à écrire au Roy ou non, c'est de quoi personne ne se met en peine; il faut qu'audience il y ait. Me voilà avocat, négociateur, banquier, empereur de Monomotapa. Ce n'est pas merveille si la tête me tourne ¹⁸...

Les négociations de Neuchâtel une fois terminées, Metternich n'eut pas encore le loisir de reprendre ses méditations. Il dut représenter son roi aux conférences d'Utrecht et de la Haye avant de pouvoir retourner à son poste de Ratisbonne où il désirait effacer le souvenir de sa vie politique par une pieuse et studieuse vieillesse. Il publia en 1715 le fruit d'un immense travail entrepris sans doute en Suisse, la traduction anonyme, en trois gros volumes, du principal ouvrage du mystique anglais John Pordage ¹⁹. En adhérant à cette « science merveilleuse », Metternich n'avait pas encore terminé son évolution reli-

¹⁷ Metternich à Wartenberg, 30 septembre 1707, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. IV, I, *Neuch. Succ. u. Generalia*, Conv. XXII.

¹⁸ Du même au même, 13 septembre 1707, *id.*

¹⁹ VUILLEUMIER, *op. cit.*, p. 320.

gieuse qu'il allait clore, nous ne savons pas au juste en quelle année, par une conversion à la foi romaine. Au lendemain de sa mort, survenue à la fin de 1727, son « apostasie » fut révélée et il parut à Ratisbonne toute une série de petits écrits polémiques pour condamner ou justifier son action. D'après une de ces brochures, Metternich se serait consacré depuis son séjour en Suisse à l'étude de la dogmatique catholique et n'aurait dès lors jamais assisté à un repas sans faire glisser la discussion sur le terrain religieux²⁰. Frédéric-Guillaume I^{er}, qui n'avait aucun goût pour le mysticisme, en apprenant cette conversion après la mort de l'envoyé, entra dans une grande colère et écrivit à son ami Seckendorff que « le cadavre de Metternich eût mérité de pourrir en un tout autre endroit que dans une tombe honorable²¹ ».

(A suivre.)

S. STELLING-MICHAUD.

²⁰ Ces brochures, dont les titres seraient trop longs à reproduire ici, sont conservées aux archives de Berlin.

²¹ E. VEHSE, *Preussische Hofgeschichten*. München, 1913, p. 378.

LOUIS DE NEUCHÂTEL ET LA MAISON DE MONTFAUCON

(Suite. — Voir *Musée neuchâtelois*, 1934, p. 179.)

II

Ainsi qu'on l'a dit précédemment, le second mariage du comte Louis, qui venait d'accéder au trône de Neuchâtel, à la suite de la mort de son père ¹, ne pouvait être envisagé par le comte Henri de Montbéliard que comme une marque déclarée d'hostilité vis-à-vis de la maison de Montfaucon dont il était le chef reconnu. D'autre part, à la même époque, la conduite d'Henri apparaît à l'historien impartial comme insinuante, téméraire, ambitieuse et, pour tout dire, assez déloyale à l'endroit de son neveu et vassal qui lui devait l'hommage tant pour la garde du prieuré et du Val de Morteau que pour la partie de l'héritage de Montfaucon, dont il était l'administrateur au profit de ses enfants du premier lit. En vérité, à six siècles de distance, ou peu s'en faut, il semble absolument vain de rechercher à qui revient la première responsabilité de la guerre qui allait dévaster le haut plateau jurassien pendant près de quinze ans. Pourtant on ne saurait laver le comte de Montbéliard du reproche de s'être immiscé avec indiscretion dans le Val de Morteau, ni absoudre le comte de Neuchâtel d'avoir pris feu et flamme avec une passion un peu trop vive à notre égard. Quoi qu'il en soit, mieux vaut encore considérer que depuis des années déjà, les griefs réciproques s'accumulaient entre les deux rivaux, de façon à rendre la guerre presque inévitable, et mieux vaut en revenir à l'exposé impartial des faits, tels que les documents d'archives permettent de les établir, sans y faire intervenir les jugements de valeur qui appartiennent à notre époque.

Comme on l'a pu voir dans notre premier chapitre, toutes les conventions de partage passées entre Louis de Neuchâtel, agissant au nom de sa femme, et le comte de Montbéliard, réservaient au premier et à

¹ Selon une mention portée au calendrier du Missel de la Collégiale, dont nous avons déjà fait usage, il apparaît que le comte Rodolphe ou Rollin mourut le 22 mars 1343 (n. s.).

ses descendants la garde exclusive du Val de Morteau et de son prieuré bénédictin, sous la suzeraineté du chef de la dynastie de Montfaucon. Celui-ci, cependant, depuis assez longtemps déjà, paraît ne s'être point contenté de la situation qui lui était faite par ces accords, et avoir cherché par des moyens détournés à imposer son autorité directe sur la vallée ; le partage de 1338, dont nous avons parlé en son temps, le mettait dans la situation de réaliser ce dessein, en le rendant maître du Béliu, mais tant que Guillaume de Maisey demeura à la tête du prieuré de Saint-Pierre et Saint-Paul, les visées ambitieuses d'Henri de Montbéliard semblent avoir rencontré un obstacle insurmontable dans la loyauté de ce prélat qui, si nous en croyons le vicomte de Truchis de Varenne, remplissait à la louange de Dieu les devoirs de sa charge². Ce n'est pas au reste que le vénérable prieur ait eu toujours à se louer de la déférence et des bons procédés de Louis de Neuchâtel, lequel, pour les raisons les plus futiles, lui occasionna de graves dommages en l'année 1336, mais sur l'intervention de l'abbé de Cluny et du roi de France, le bouillant seigneur dut offrir les satisfactions convenables, et tout rentra dans l'ordre³.

Les choses changèrent en 1342, dès que succéda à Guillaume de Maisey un nouveau prieur en la personne de Simon de Montferrand que l'abbé Narbey qualifie assez sévèrement *d'homme facile et d'une conduite équivoque*⁴. Le comte de Montbéliard usa-t-il de la corruption ou de l'intimidation pour attirer dans son parti le prieur de Morteau ? C'est ce qu'il est impossible d'établir, mais nous connaissons assez exactement les circonstances de cette intrigue par un mémoire que Louis faisait tenir par l'un de ses familiers entre les mains de l'abbé de Cluny, souverain de l'Ordre de Saint-Benoît, au mois d'avril 1347⁵. Si l'on en croit les affirmations de ce document qui reflète le point de vue du comte de Neuchâtel, Simon de Montferrand, à l'insu de Louis, gardien du prieuré, aurait fait donation à Henri d'une portion de terre, sise dans le ressort de Morteau, au plus près du Béliu, et comprenant une lieue et demie de long sur une lieue en largeur. Sur cet emplacement, au lieu dit Réaumont, le comte de Montbéliard fit tout aussitôt élever un puissant château fort, muni de deux tours et d'une enceinte fermée, en profitant d'un accident de terrain d'où l'on découvre le cours du

² TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 33.

³ Archives de l'Etat : U 3/22. — MATILE, *Monuments*, t. I, n° 417, p. 453 ; TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 34.

⁴ NARBÉY, *op. cit.*, p. 110. — A noter que l'auteur place cette affaire en 1334.

⁵ Archives de l'Etat, S 25. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 497, p. 596.

Doubs, et qui commande la route de Morteau à Vercel⁶. Par ainsi, les habitants du Val de Morteau avaient été violemment troublés dans la paisible possession de leurs héritages, et le comte Louis se trouvait menacé, du fait de cette usurpation injustifiable, dans la jouissance du partage qui lui avait été attribué par les conventions des années précédentes.

En ce faisant, le comte de Montbéliard excédait-il les normes fixées par le droit féodal de l'époque ? Il faut constater à ce propos qu'il se trouvait jouir dans le Val de Morteau du droit supérieur de la suzeraineté, mais l'on pouvait contester qu'il pût légitimement élever une forteresse sur le fief de son vassal, sans l'aveu de celui-ci. A cette objection assez fondée répondait sans doute l'artifice de la donation consentie par Simon de Montferrand, mais, même dans ce cas, il restait encore à savoir si le prieur était en droit de procéder à une pareille aliénation, en dehors du gardien de Morteau et de l'abbé de Cluny, dont il dépendait au temporel et au spirituel. Quoi qu'il en soit de ces arguties juridiques, il est bien évident que cette initiative du comte de Montbéliard ne pouvait être tenue par son vassal de Neuchâtel que comme un acte inamical et autorisant toutes les réserves et sauvegardes de droit et de fait ; la conduite à la fois ambitieuse et tortueuse de son suzerain, telle qu'elle apparaît à la lueur des documents contemporains, ne permettait pas, en effet, à Louis de transiger et d'atermoyer plus longuement sous peine d'aventurer l'héritage des enfants qu'il avait eus de Jeanne de Montfaucon. Mais avant de recourir à la force, il tenta d'abord d'épuiser les ressources du droit. L'abbé de Cluny, Pierre II de Chastellux qui, cette même année encore, devait monter sur le trône épiscopal de Valence, et son successeur, Ithier de Mirmande, furent l'un et l'autre sollicités de la façon la plus pressante par le comte de Neuchâtel qui leur demandait d'intervenir auprès de son rival et du prieur de Morteau pour les obliger à rétablir dans son intégrité le patrimoine de l'Ordre de Saint-Benoît. Mais ces démarches n'aboutirent pas, à ce qu'il ressort du mémoire de 1347 cité précédemment ; soit qu'ils eussent été circonvenus par son rival, soit que la question leur parût moins claire qu'il ne le semblait au requérant, soit enfin que l'affaire ne valût pas à leur jugement la peine de s'en occuper, ni l'un ni l'autre de ces deux hauts et puissants prélats ne daigna se rendre aux sollicitations du comte de Neuchâtel.

⁶ NARBÉY, *op. cit.*, p. 408-410, qui a connu le mémoire précité, donne dans son œuvre une bonne description de ce château de Réaumont, aujourd'hui ruiné.

En même temps, Louis faisait requérir à plusieurs reprises son suzerain de rendre aux habitants du Val de Morteau les terres dont il les avait dépouillés de connivence avec Simon de Montferrand, et de démanteler le château de Réaumont. Mais, comme bien l'on pense, ces sommations furent repoussées avec dérision ; le comte de Montbéliard se trouvait, en effet, en trop bonne posture pour ne pas pousser à fond ses avantages et pour concéder à son vassal ce que celui-ci ne devait pas être capable de lui arracher par la force. Cependant, à ce jeu, la tension devint bien vite extrême entre les deux seigneurs et leurs vassaux et alliés, et bientôt un crime vint transformer en guerre ouverte l'inimitié qui opposait depuis bien des années déjà Neuchâtel à Montbéliard. Nous ignorons les circonstances exactes du drame qui provoqua la rupture définitive, mais il ressort des documents que nous avons conservés et qui sont relatifs à ces querelles, qu'un officier du comte Louis, nommé Jacques d'Estavayer, tua de sa propre main le châtelain de Réaumont. Du côté de Montbéliard, comme on pense, on cria à la trahison, encore que ce meurtre ne semble pas avoir été prémédité, mais paraît bien plutôt la conséquence d'une de ces rixes, si fréquentes à l'époque. Quoi qu'il en soit, Girard de Montfaucon et sa sœur Mahaut, comtesse de Fribourg, se rangèrent du côté de leur aîné et suzerain ; de tous côtés, on courut aux armes sur le haut plateau du Jura, et, avant toute déclaration de guerre, quatre hommes du Miroir, vassaux de Neuchâtel, payèrent de leur vie le meurtre de Réaumont⁷.

Nous ne savons que fort peu de choses, malheureusement, sur le détail de ces hostilités. A ce qu'il semble, cependant, Louis passa la montagne avec ses gens pour mettre le siège devant Réaumont, mais la garnison du château était sur ses gardes, et si l'on se laisse guider par les indications du mémoire précité du comte à l'abbé de Cluny, il apparaît que l'affaire n'aboutit à rien d'autre qu'à un coûteux et piteux échec. Par contre, il fut plus heureux dans une entreprise dirigée contre les biens de la comtesse de Fribourg ; d'autre part, dans le Val de Morteau, le prieuré et ses paysans eurent passablement à souffrir des deux partis en présence ; tandis que le comte de Neuchâtel s'en prenait à Simon de Montferrand, le comte de Montbéliard faisait subir aux habitants de la vallée, demeurés fidèles à Louis, des dommages considérables. Cependant, la partie n'était pas égale entre les deux adversaires ; les partages des années précédentes avaient dispersé les possessions

⁷ Nous manquons de précisions sur la chronologie de tous ces événements qui ont dû se dérouler durant l'année 1342 et les premiers mois de 1343.

de la maison de Neuchâtel dans la région en un grand nombre de petites parcelles qu'il était facile d'attaquer et qui ne pouvaient se prêter aucun secours. Aussi bien en peu de jours, non seulement le château du Miroir, sur le plateau du Jura, mais encore les seigneuries de Bouclans et d'Aigremont⁸, qui formaient la dot d'Ysabelle de Neuchâtel, femme du comte Rodolphe de Nidau, tombèrent entre les mains d'Henri de Montbéliard, et, pour comble de malheur, Hugues de Blonay, sire de Joux, profitait de la circonstance pour contester l'hommage que Louis lui réclamait, et pour fermer les issues du Val-de-Travers.

Mais, sur ces entrefaites assez fâcheuses pour le comte de Neuchâtel, intervint de sa personne Eudes IV, duc de Bourgogne, qui régnait en Franche-Comté, à cause de son mariage avec Jeanne, comtesse de Bourgogne et d'Artois. Ordonné, autoritaire et prévoyant, ce haut et puissant seigneur n'entendait pas que cette querelle privée de deux barons turbulents vînt à dégénérer, par le jeu très compliqué des hommages et des alliances, en une guerre générale dont ses Etats eussent fait les frais ; aussi bien, dès le 18 mars 1343 (n. s.), le voyons-nous faire citer par huissier Louis de Neuchâtel devant son parlement de Dôle, afin de vider le différend qui opposait les deux familles, par voie de droit et de justice⁹, et, le 26 juin suivant, il réussissait à faire prévaloir sa médiation, à peine d'une amende de 2000 marcs d'argent qui devait incomber à la partie refusant de se soumettre à sa sentence, et dont le profit devait être partagé également entre l'arbitre et la partie qui se conformerait à son jugement¹⁰.

Ce compromis ayant suspendu les hostilités entre les deux belligérants, le 9 octobre 1343, le duc de Bourgogne rendait sa sentence qui devait non seulement aplanir les difficultés d'où la guerre était sortie, mais encore, d'une manière plus générale, apaiser toutes les querelles qui, depuis plus de quinze ans, opposaient les deux maisons de Neuchâtel et de Montfaucon-Montbéliard. Dans cette intention, Eudes IV donnait sa garantie aux conventions de partage qui étaient intervenues dans le passé et s'engageait à sévir contre quiconque leur viendrait à l'encontre, mais, dans un but d'apaisement, toutes les amendes encourues jusqu'à ce jour par l'une ou l'autre des deux parties pour infraction aux dits arrangements, devaient être remises de part et d'autre.

⁸ Aigremont, inconnu au *Dictionnaire des Postes*, se trouvait dans le voisinage de Bouclans, dép. du Doubs, arr. de Baume les Dames, cant. de Roulans. — Cf. à ce sujet les archives du Doubs, E 3217.

⁹ MATILE, *Monuments*, t. II, Régeste, n° 162, p. 1176. — TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 38.

¹⁰ MATILE, *Monuments*, t. II, Régeste, n° 163, p. 1176. — TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 38.

Quant au présent, le duc de Bourgogne obligeait Louis à prêter, devant lui et devant son Grand Conseil, le serment solennel qu'il n'avait pris aucune part au meurtre du châtelain de Réaumont, qu'il n'y avait point consenti, qu'il n'en avait eu aucune connaissance par avance et qu'il n'entreprendrait dans l'avenir aucune relation avec le meurtrier, avant que celui-ci n'eût donné légitime satisfaction au comte de Montbéliard. De même, sous la garantie d'exécution du duc de Bourgogne, le comte de Neuchâtel s'engageait à restituer tous les biens qu'il avait confisqués au prieur de Morteau. D'autre part, Henri de Montbéliard devait rétablir son neveu par alliance dans ses possessions du château et de la terre du Miroir ; il devait assurer le même traitement au comte de Nidau, gendre de Louis de Neuchâtel, qui, ainsi que nous l'avons dit, avait été dépouillé par la violence de ses châteaux de Bouclans et d'Aigremont ; à charge d'hommage à qui de droit, Rodolphe de Nidau devait bénéficier d'une restitution pleine et entière de ses biens sis en Comté et d'une indemnité pour tous les dommages qu'ils auraient pu subir dans l'intervalle. Enfin le duc décrétait, d'une manière plus générale, la libération réciproque des prisonniers et l'annulation de toutes les confiscations et commises de fiefs qui avaient été prononcées de part et d'autre, à l'occasion de la récente prise d'armes. Quant aux griefs que le comte de Neuchâtel pouvait faire valoir contre Girard de Montfaucon, contre la comtesse de Fribourg et contre le sire de Joux, Eudes IV réservait son jugement jusqu'à plus ample informé ; pour l'instant, il se contentait de mettre son séquestre sur les biens de Mahaut de Fribourg desquels Louis s'était saisi¹¹.

Telles sont les diverses clauses de la sentence du duc de Bourgogne, rendue à Gray, le 9 octobre 1343. Par ce moyen, Eudes IV se flattait de rétablir une paix définitive dans cette remuante Franche-Comté, où son pouvoir se trouvait en butte à la fronde obstinée des grands féodaux et où le moindre incident pouvait réveiller l'esprit de révolte assoupi depuis la sentence du Bois de Vincennes du mois de juin 1337. Quoi qu'il en soit, les deux adversaires jurèrent de se conformer à la sentence du duc de Bourgogne par une déclaration de teneur identique. La ratification du comte de Montbéliard porte la date du 15 novembre 1343 ; celle du comte de Neuchâtel est datée de Beaune,

¹¹ Cette sentence nous est conservée dans une minute qui ne porte aucune mention de lieu ni de date, sous la cote des Archives de l'Etat, J 3/4 ; nous savons cependant qu'elle fut rendue à Gray, le 9 octobre 1343, par la ratification du comte Louis ; cf. à ce propos MATILE, *Monuments*, t. I, n° 459, p. 521, et TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 38-39.

le jour de l'octave de la Saint-Martin d'hiver, c'est-à-dire le 18 du même mois ¹².

Quant aux difficultés qui étaient surgies entre Louis et Girard de Montfaucon et dont le duc s'était réservé la connaissance, elles furent aplanies, non par son entremise, mais par celle du puissant Jean de Chalon, seigneur d'Arlay, suzerain, comme on sait, du comte de Neuchâtel et le plus en vue des grands barons comtois. Sous peine d'une amende de mille marcs d'argent en cas d'infraction, les deux seigneurs rivaux acceptèrent la sentence qui leur fut signifiée par Guillaume dit Gallois d'Arlay, chevalier, le 19 janvier 1344 (n. s.). L'arbitre prononçait en principe le maintien de toutes les conventions de partage des années précédentes, mais il dérogeait tout aussitôt à ce principe, en prononçant que Louis échangerait jusqu'au 14 mars prochain le château et la ville d'Autefeuille en Franche-Comté, avec les 115 livrées de terre qui s'y trouvaient attachées, contre 100 livrées sises en la seigneurie de Vuillafans le Vieux, au plus proche de Vennes ; deux chevaliers étaient chargés de procéder à l'assignation de cette rente dont les arrérages étaient quittés jusqu'à la date sus-indiquée, et sur laquelle Girard conservait un perpétuel droit de rachat, moyennant le versement d'un capital de mille livres d'estevenant. Enfin, touchant le désaccord relatif à Longchamp et Brochon, qui avaient fait retour à la maison de Montfaucon par le décès d'Henri de Bourgogne, sire de Montrond, second mari de la dame de La Marche, l'arbitre chargeait les deux chevaliers précités de prononcer leur sentence à sa place, jusqu'à la prochaine fête de Pâques (4 avril 1344), et Girard devait remettre entre leurs mains tous les documents sur lesquels il fondait sa prétention ¹³.

Mais Jean de Chalon ne s'arrêta pas en si bon chemin ; en effet, si Eudes IV avait de bonnes raisons pour empêcher les guerres privées de se perpétuer en Franche-Comté, le seigneur d'Arlay en avait de tout aussi bonnes pour mettre fin à une situation qui fournissait au duc de Bourgogne l'occasion de faire peser son influence de ce côté-ci de la Saône et qui opposait l'un à l'autre deux des coalisés de 1336. Aussi

¹² La ratification du comte Louis nous est conservée aux Archives de la Côte d'Or, sous la cote B 305, pièce n° 64 ; on trouve plusieurs copies de ce document qui a été publié par Dom Plancher dans son *Histoire générale et particulière de Bourgogne*, t. II, *Preuves*, n° 275, p. 217. Cf. encore MATILE, *Monuments*, t. I, n° 460, p. 523, GINGINS LA SARRA, *op. cit.*, p. 113, et TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 39. — La ratification d'Henri, datée de Monthéliard, existe en copie à la Bibliothèque Nationale de Paris, dans la *Collection de Bourgogne*, constituée par Dom Plancher et ses collaborateurs, t. 94, f° 781 v° ; — nous en avons vu récemment les originaux conservés en mauvais état aux Archives du Doubs, sous la cote B 41.

¹³ Archives de l'Etat, Y 3/12. — MATILE, *Monuments*, t. I, n° 465, p. 550 ; GINGINS LA SARRA, *op. cit.*, p. 114 ; TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 39-40.

bien, ayant réuni les deux parties à Eternoz, rendit-il, le 11 novembre 1344, deux sentences qui avaient la prétention d'apaiser définitivement les anciennes querelles de Montbéliard et de Neuchâtel. La première de ces deux sentences apportait une sanction au meurtre du châtelain de Montfaucon, dont la mort avait donné lieu à la prise d'armes de 1343 et qui était demeuré jusqu'ici impuni ; Jacques d'Estavayer et ses complices fourniraient satisfaction en faisant le pèlerinage de Terre Sainte ; ils devaient se mettre en route dans le délai d'un mois et ne retourneraient pas dans leur pays avant d'avoir été rappelés expressément par le comte de Montbéliard ; cependant, si celui-ci se montrait trop dur à l'oubli, l'arbitre se réservait le droit de se substituer à lui en temps et lieu raisonnables ¹⁴.

La seconde sentence concernait les différends issus des partages de Montfaucon. Jusqu'à plus ample informé, Jean de Chalon retenait sa sentence relativement aux fiefs de Chaussin, pour lesquels Louis prétendait à une compensation, faisant revivre ainsi sa réclamation de 1330. Quant au présent, il était enjoint à Henri de remettre à son neveu par alliance toutes les lettres de fief et d'héritage qui concernaient les seigneuries venues en partage à la maison de Neuchâtel ; il devait encore délivrer à Louis copie sous scel authentique de tous les actes relatifs aux terres demeurées dans l'indivision et présenter les originaux de ceux-ci, toutes les fois qu'il en serait requis régulièrement. L'arbitre prononçait aussi le partage des vastes forêts du Tremblay, entre Bouclans et Montfaucon, et attribuait au comte de Neuchâtel le fief de Naisey et celui tenu par Huart de Bulgnéville ; par contre, le château de Saint-Julien était attribué au comte de Montbéliard, ainsi que l'hommage de la dame de Bruyères, avec cette réserve qu'après la mort de la bénéficiaire, Louis tiendrait son héritage des mains de son oncle par alliance. Nous passons sur plusieurs points de détail dont l'énumération serait fastidieuse ; néanmoins, il faut retenir que Jean de Chalon réduisait à mille livres, payables en trois termes, l'indemnité réclamée par le comte de Neuchâtel pour les dommages qu'il avait subis du fait de la guerre au Miroir, à Bouclans, à Aigremont et à Morteau, et qu'il estimait à 8164 livres, 8 sous et 2 deniers d'estevenant. Enfin, quant à l'usurpation dont le comte de Montbéliard, aux dires de Louis,

¹⁴ Archives de l'Etat, P 3. — MATILE, *Monuments*, t. I, n° 478, p. 561 ; TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 40. — Quant à la sanction qui frappait Jacques d'Estavayer et ses complices, on en trouverait des exemples très nombreux au moyen âge ; l'insécurité des routes, les dangers du climat et les frais du voyage en faisaient un très lourd châtimement. — Eternoz : dép. du Doubs, arr. de Besançon, cant. d'Amancey.

s'était rendu coupable sur les terres du prieuré de Morteau, l'arbitre s'en tenait à la lettre d'accord dont il était convenu dernièrement avec l'archevêque de Besançon et qui, malheureusement, ne nous a pas été conservée ; il prescrivait à Henri d'y apposer son scel et promettait d'envoyer des commissaires sur les lieux pour rétablir dans leur droit le gardien du prieuré et les habitants du Val de Morteau ¹⁵.

Louis acquiesça sans autre à l'arbitrage de Jean de Chalon qui, s'il ne rétablissait pas ses droits dans la plénitude de ses prétentions, n'en consacrait pas moins sa thèse dans le différend relatif à la terre de Réaumont, ce qui lui tenait le plus à cœur dans la circonstance. D'autre part, Simon de Montferrand, dont nous avons signalé naguère la conduite déloyale à l'endroit des habitants et du gardien de Morteau, avait été contraint d'abandonner sa charge de prieur, dans le courant de cette même année 1344, et cette disgrâce méritée pouvait apparaître comme un gage de bonne entente donné au comte de Neuchâtel par la maison de Saint-Pierre et Saint-Paul ¹⁶. Quant au comte de Montbéliard, il s'excusait par une lettre, en date du 12 novembre, de ne pouvoir pour le moment apposer son grand sceau sur la sentence d'arbitrage, en arguant du fait qu'il ne l'avait pas apporté avec lui, et qu'il était sur le point de partir pour la Prusse, où il devait emmener au service de l'Ordre Teutonique, mis en danger par les païens de Lithuanie, une troupe brillante et nombreuse de chevaliers comtois. Cependant, pour se conformer aux injonctions de l'arbitre, il faisait usage en attendant de celui de son fils Etienne, promettant sous serment qu'il tenait cette confirmation pour valable, d'ores et déjà, et que, pour plus de sûreté, il scellerait la sentence d'Eternoz de son propre grand sceau, dès son retour de la Croisade ¹⁷. Quelques jours plus tard, le 25 novembre 1344, ainsi qu'il appert d'un acte conservé aux archives du Doubs, il payait à Louis de Neuchâtel la somme de 310 livres et 10 sous d'estevenant, pour le règlement d'un premier acompte à déduire des mille livres qu'il lui devait en raison de la sentence du seigneur d'Arlay ¹⁸.

(A suivre.)

Ed. BAUER.

¹⁵ Archives de l'Etat, L 3/12. — MATILE, *Monuments*, t. I, n° 479, p. 562 ; GINGINS LA SARRA, *op. cit.*, p. 113 ; TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 40-41.

¹⁶ TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 42.

¹⁷ Archives de l'Etat, L 3/10 a. — Ce document n'est pas reproduit dans les *Monuments* de MATILE ; il faut noter encore que TRUCHIS DE VARENNE qui cite le fait, *op. cit.*, p. 41, s'appuie sur le mémoire du comte de Neuchâtel à l'abbé de Cluny dont nous avons déjà parlé et qui figure dans les *Monuments*, t. II, n° 497, p. 596.

¹⁸ Archives du Doubs, E 4306. — MATILE, *Monuments*, t. II, Régeste, n° 468, p. 4177. — TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 42.

MÉLANGE

Une lettre d'Alexis-Marie Piaget, président du Gouvernement provisoire, à Frédéric de Pury, maire de la Sagne.

On sait qu'au lendemain du 1^{er} mars 1848, la commune de la Sagne, soumise, comme elle disait, aux décrets de la Providence, liée, d'autre part, au prince de Neuchâtel par des serments inviolables, avait refusé d'obéir aux ordres du Gouvernement provisoire.

Dans les principales communes du pays, des comités composés au moins de trois membres avaient été chargés de représenter le Gouvernement provisoire, d'exercer les fonctions de police et de veiller au maintien de l'ordre. Le comité de la Sagne voulait bien s'occuper de police, mais il refusait de reconnaître le Gouvernement provisoire. Dans une assemblée de commune, du 12 mars, le comité vint déclarer « qu'en présence des demandes du Gouvernement provisoire qui ne pouvaient se concilier avec les serments qui le liaient au Prince de Neuchâtel », il n'avait d'autre chose à faire qu'à résilier ses fonctions. L'Assemblée de commune, prenant acte de cette démission, avait résolu d'attendre « avec confiance la décision du Roi, en se soumettant à ce qu'il ordonnerait dans sa sagesse ». La résistance devait rester simplement passive. Cependant des ordres du Gouvernement provisoire, paraît-il, furent brûlés et des proclamations arrachées ¹.

Le Gouvernement décida l'occupation militaire immédiate de la Sagne. Une « attitude ferme et résolue » était recommandée à la troupe. Ami Girard, commandant en second des forces militaires de la République, était chef de la colonne expéditionnaire. La Sagne fut occupée le 13 mars, tandis qu'un autre détachement, commandé par le capitaine Peseux, entra au village des Ponts. De la Sagne, Ami Girard s'en fut occuper le Locle.

Au sujet de cette occupation, on lit ces lignes dans le rapport du 4 avril 1848 du Gouvernement provisoire à l'Assemblée constituante :

Le Gouvernement ne veut ni ne voudra jamais violenter les convictions de personne. Il sait que le temps, l'action lente et sûre de la raison, peuvent seuls ramener à lui des hommes attachés par habitude à une autre politique.

¹ Mais dire, comme le *Patriote neuchâtelois* du 19 mars 1848, que la Sagne formait dans le pays « une espèce de petite Vendée prussienne », est fort exagéré.

Mais il a le droit d'exiger l'obéissance passive à ses ordonnances et l'exécution des lois. Il n'a rien réclamé de plus aux Communes militairement occupées, et qui d'ailleurs l'ont été avec des ménagements de telle nature que la charge a certes été bien légère pour ces populations égarées. Certes, Messieurs, appuyé comme il l'était par le pays, le Gouvernement n'avait point à craindre le succès des menées tramées contre lui, mais il se fût montré faible et coupable s'il eût négligé de prévenir à temps de déplorables conflits.

Pour garantir la paix publique, les communes occupées avaient livré des otages, dont voici les noms :

Paul Fabri, capitaine, de la Sagne ;

Louis-Auguste Humbert, justicier, de la Sagne ;

Charles-Auguste Jeanneret, du Locle ;

Matthey, justicier, de la Brévine ;

Calame, justicier, de la Chaux-du-Milieu.

Inquiet du sort des deux otages de la Sagne, le maire Frédéric de Pury-Muralt avait écrit au président du Gouvernement provisoire une lettre que nous ne possédons plus. On ne lira pas sans un vif intérêt la réponse d'Alexis-Marie Piaget. Après quelques renseignements sur l'arrestation du capitaine Fabri et du justicier Humbert, Piaget montrait que le Gouvernement provisoire de la République était composé d'hommes modérés et parfaitement désintéressés, et que les partisans de l'ancien régime se trompaient en les soupçonnant de noirs desseins.

Cette lettre confidentielle, donnée aux Archives de l'Etat par M. Paul de Pury, fait honneur aussi bien à celui qui l'a écrite qu'à celui qui l'a reçue.

A. P.

Monsieur de Pury-Muralt,

Maire de la Sagne.

Monsieur,

J'ai reçu votre lettre relative à MM. Fabri et Humbert qui auraient été mis en état d'arrestation. Le fait est vrai, mais ce qui ne l'est pas moins, c'est que ces messieurs n'ont aucune vexation personnelle à redouter d'une mesure rendue nécessaire par certaines circonstances. M. Fabri est consigné sur parole ou à peu près chez M. le Docteur Irlet, son parent, et M. Humbert doit être traité d'une manière analogue. Au reste, Monsieur, je crois que nous avons prouvé notre intention bien arrêtée de n'exercer aucunes persécutions politiques, et j'ose espérer que l'on ne donnera pas ce caractère à des actes transitoires et qui doivent leur source à des questions spéciales dont la solution ne se fera pas attendre.

Notre but et notre mission est de maintenir l'ordre, de prévenir tout

conflit, et nous devons conséquemment prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme aux agitations que des individus peu judicieux cherchent à soulever dans quelques parties du pays. Je dis *peu judicieux*, parce que ces agitations, sans portée politique utile, auraient pour effet d'appeler des mesures de rigueur qui pèseraient sur des particuliers et ne produiraient aucun résultat pour la cause que les agitateurs croiraient servir.

Je puis vous attester, Monsieur, que personne n'a des intentions plus droites et plus désintéressées que les membres du Gouvernement provisoire, sans exception. Ils n'ont ni désiré ni cherché la charge qui repose sur leurs épaules : ils ont cru faire acte de bons et vrais citoyens en l'acceptant, et quand ils pourront remettre le pouvoir en les mains que le peuple aura trouvé dignes de le recevoir, ils croiront avoir rempli une grave mission, un grand et pénible devoir, et trouveront dans leur conscience la récompense de leur conduite.

Je sais que nous sommes en butte à bien des calomnies; que l'on parle beaucoup de nous sans nous connaître, de nos intentions sans les avoir appréciées, des événements sans se douter de leur origine et de leur caractère réel; je sais qu'on agit contre nous sans se rendre compte de la position, sans une prévoyance raisonnée de l'avenir; qu'y faire ? rien, parce que nous n'y pouvons rien. Notre situation sous ce point de vue est celle de tous les hommes placés comme nous le sommes, nous devons l'accepter avec résignation et suivre sans hésiter la marche que le salut du pays exige que nous suivions et que près de cinq mille électeurs ont approuvée hier. Vous pouvez être assuré, Monsieur, que tant que vous verrez au pouvoir les hommes qui y sont, le public n'a rien à craindre. Mais qu'on y prenne garde et qu'on relise un peu la fable des Grenouilles qui demandent un roi. Nous sommes amis de la modération, mais décidés à la fermeté : nous rencontrons devant nous une force d'inertie, nous la surmonterons par la persévérance et le travail; nous cherchons à applanir peu à peu les difficultés sans trop froisser. Après nous, Monsieur, peut-être au lieu d'applanir avec la pelle et la pioche, on briserait avec le marteau et avec la hache. Je crois que les partisans de l'ancien régime se trompent sur la valeur *morale* des gens qui sont au gouvernement. Ils excitent le lion que nous sommes assez forts pour contenir parce qu'il a confiance en nous : quand ils l'auront mis en liberté, ils sentiront ses griffes et ses dents, et alors il sera trop tard pour regretter le passé.

Mes antécédents vous sont assez connus, Monsieur, pour croire que je vous parle avec franchise et que vous devez ajouter foi à mes paroles quand je vous dirai que mes collègues et moi n'avons tous qu'un même but et une même pensée, l'intérêt général du pays; et je puis vous dire en outre que j'ai vu avec orgueil l'absence de tout sentiment d'égoïsme ou de vues personnelles dans ces hommes que le peuple a jetté au milieu des affaires. Si nous ne savons pas nous montrer des gouvernans habiles, nous sommes sûrs de nous montrer des gouvernans honnêtes, exempts d'ambition et de vues intéressées : c'est une garantie qui en vaut bien une autre.

Mais que l'on ne juge pas nos actes sans en connaître les motifs ; que

l'on ne nous juge pas sur des bavardages; que l'on sache apprécier les difficultés et les *nécessités* d'une situation exceptionnelle, et peut-être alors nos plus ardents adversaires reconnaîtront que nous avons servi le pays en bons citoyens.

Je vous demande pardon de ce long verbiage, mais je n'ai pas le temps de compter mes mots, accablé comme je suis d'occupations.

Agréez mes salutations empressées.

18 mars 1848. Piaget, avocat.

Cette lettre privée vous est adressée et non à d'autres; je vous ai connu sous les rapports les plus agréables et ne crains point de vous parler avec liberté; mais je vous le répète, c'est à vous seul que je l'écris.

BIBLIOGRAPHIE

Collection «Artistes neuchâtelois»: III. *Charles L'Eplattenier*, par Maurice JEANNERET. Editions de la Baconnière, Neuchâtel [1933]. Un volume 18 × 21 cm., de 67 pages, 26 hors-texte en héliogravure, 7 hors-texte en couleurs et des dessins dans le texte.

Le succès remporté, dès leur apparition, par les deux premières plaquettes de cette collection a engagé les Editions de la Baconnière à lancer aussitôt un troisième volume plus étendu et plus riche que les précédents.

Ce troisième ouvrage, de nouveau confié à la plume habile et consciencieuse de M. Maurice Jeanneret, est consacré à l'actif et «héroïque» peintre et sculpteur de la Chaux-de-Fonds, Charles L'Eplattenier; il passe en revue l'œuvre féconde et diverse du petit plâtrier devenu l'un de nos artistes les plus réputés.

Charles L'Eplattenier s'est mêlé intensément à la vie historique et artistique de chez nous; aussi son œuvre fait-elle corps avec notre pays et constitue-t-elle une sorte d'illustration d'événements, de lieux et de personnages neuchâtelois et suisses.

C'est à ce titre surtout que nous devons signaler cette excellente biographie dans notre revue, en ajoutant que l'existence même de l'artiste forme une histoire intéressante et nous montre un bel exemple de travail et d'énergie.

L. T.

S. STELLING-MICHAUD, *Les aventures de M. de Saint-Saphorin sur le Danube*. Paris et Neuchâtel [1933], 196 pages.

Le brillant diplomate que fut François-Louis de Pesme de Saint-Saphorin, dont M. Stelling-Michaud a brièvement retracé la carrière dans le *Musée neuchâtelois* de 1932, a eu des débuts pénibles et non dépourvus d'im-

prévu. Entré en 1686, à 18 ans, comme cadet dans un régiment du duc de Brunswick, il y reste dix-huit mois, puis le hasard d'une rencontre à Cassel, en 1692, va faire de lui un marin au service de l'empire.

Une flotte du Danube venait d'être créée sous l'impulsion du marquis de Fleury; jusqu'en 1698, elle dut participer aux campagnes entreprises chaque année contre les Turcs, qui détenaient Belgrade. Saint-Saphorin appartint à la flotte avec le grade de capitaine, puis de vice-amiral, et enfin de commandant. Mais ses goûts le portaient vers la diplomatie. Ses vœux furent comblés certain jour de 1701 où il partit pour Berne en qualité d'adjoint du comte de Trautmannsdorf que l'empereur envoyait auprès des cantons suisses comme ambassadeur extraordinaire.

Ce début de biographie, reconstitué grâce à un patient travail de dépouillement des archives Mestral et des archives de Vienne, fait bien augurer de la suite que nous promet M. Stelling-Michaud. La carrière du diplomate, qui fut intimement mêlé aux intrigues qui précédèrent 1707, ne laissera pas les Neuchâtelois indifférents, et nous ne pouvons que souhaiter voir bientôt paraître une étude sur son activité à Neuchâtel. L. M.

PETITES NOTES ET CHRONIQUE

. . . *Le fer à bricelets de l'hôpital Pourtalès*¹. — Le Musée d'histoire possède un fer à bricelets qui porte, sur l'une des mâchoires, les armes de la famille de Pourtalès; sur l'autre, dans un cercle à double filet, l'image du pélican qui s'ouvre la poitrine pour nourrir ses petits; c'est à la fois l'emblème principal des armoiries de Pourtalès et celui de l'amour, du dévouement sans borne. Au-dessous, dans un ruban, se lit le mot HOPITAL; à droite et à gauche, la date 1827, en chiffres fantaisie. Un léger motif décoratif, différent sur l'une et l'autre partie, suit le bord des mâchoires.

Mais ce qui fait, à côté du décor, l'intérêt de ce fer, c'est qu'étant gravé en creux, au burin, il constitue une pièce originale, unique en son genre, contrairement à la plupart des fers à gaufres ou à bricelets, qui, généralement fondus dans un moule de sable, obtenu d'après un modèle sculpté en relief sur bois, pouvaient se reproduire à l'infini. Très rares sont dans notre pays les pièces de ce genre, gravées à la main. Elles sont plus fréquentes dans la Suisse allemande.

Où a été gravé ce fer ? Nous ne pouvons le dire. On n'en a retrouvé aucune trace dans les comptes de l'hôpital. C'est donc vraisemblablement un cadeau fait par la famille du fondateur à cet établissement, une quinzaine d'années après qu'il eut été ouvert aux malades.

Alfred GODET.

¹ On sera heureux de lire ici cette petite note d'Alfred Godet, retrouvée dans les dossiers du Musée neuchâtelois.

. * . *Ancienne forge à Hauterive.* — La construction de la nouvelle route la Coudre-Hauterive a nécessité plusieurs destructions regrettables, celle, entre autres, de l'ancienne forge, dont l'antique silhouette et la fenêtre à doubles meneaux rappelaient un passé lointain. Ce pittoresque bâtiment était « gênant pour la circulation ». Il a bien fallu le démolir.

. * . *M^{me} Necker et M^{me} de Brenles.* — A propos de Clavel de Brenles et du rôle qu'il a joué à Neuchâtel en 1768, M. Hugues Jéquier, très versé dans l'histoire du XVIII^{me} siècle et qui nous a déjà communiqué les lettres de Matile et de Samuel Clavel (voir *Musée neuchâtelois*, 1934, p. 104), a bien voulu attirer notre attention sur des lettres de M^{me} Necker à M^{me} de Brenles, publiées en 1821 par le comte Fédor Golowkin (*Lettres diverses recueillies en Suisse*, Genève-Paris, 1821).

Le 28 juin 1768, M^{me} Necker félicitait M^{me} de Brenles « du choix flatteur » dont M. de Brenles venait d'être l'objet de la part du roi de Prusse. « Je suis persuadée depuis longtemps, écrivait-elle un peu plus tard, que M. de Brenles est un des hommes les plus extraordinaires par ses talents, par sa probité, par son esprit et par une fermeté rare qui peut seule donner de l'éclat à tous ces avantages. » (Lettre du 11 septembre 1768). M^{me} Necker demandait des détails « sur toute cette grande affaire » et elle posait une question bien digne d'une femme de banquier : « Je voudrais savoir aussi si le nouveau titre de M. de Brenles met quelque changement dans votre séjour ou dans votre fortune. »

Sur la chicheté du roi de Prusse et sur les réclamations faites sans résultat par M^{me} de Brenles à Berlin, M^{me} Necker écrivait : « Ne soyez point étonnée de l'ingratitude des hommes. Je vis sur un théâtre où ces exemples sont si fréquents qu'on les regarde comme une suite nécessaire des choses, et l'on ne fait jamais le bien sans prévoir en même temps qu'on en sera mal récompensé. Aussi ne fait-on le bien que par intérêt et par des vues supérieures et les seules dignes des âmes comme la vôtre et comme l'âme incomparable de M. de Brenles. »

Ajoutons à cette note qu'Abram-Daniel Clavel de Brenles a son tombeau dans la cathédrale de Lausanne. Voir *Archives héraldiques suisses*, t. XLIV (1930), p. 154.

. * . *Travaux d'histoire littéraire ayant trait au pays neuchâtelois.* — Certains lecteurs trouveront peut-être agréable que soient signalés, de temps à autre, dans cette *Chronique*, des travaux d'histoire littéraire touchant de près — ou peut-être aussi d'assez loin — à notre passé neuchâtelois. Nous ne prétendons pas d'ailleurs dresser ici une bibliographie de semblables travaux, mais simplement, au fil de nos lectures, signaler des textes, des ouvrages, dont il est utile qu'un périodique comme celui-ci conserve au moins la trace.

M. Alfred Lombard a déjà signalé, dans un article de *La Suisse libérale* (9 juillet 1934), les documents inédits concernant Rousseau et Voltaire, publiés par notre compatriote M. A. Schinz, professeur à l'Université de Philadelphie. Cette étude, de première importance, a paru dans la *Revue*

de Paris (15 mai et 1^{er} juin 1933). Toute la partie se rapportant à Rousseau offre pour nous le plus vif intérêt, puisqu'il s'agit dans ces pages d'un récit circonstancié de la visite faite par Boswell à Rousseau, à Môtiers, en décembre 1764. Et surtout le récit est de Boswell lui-même, de ce Boswell qui devait se révéler plus tard l'incomparable portraitiste du docteur Johnson. Les papiers intimes de Boswell ont commencé de paraître, à New-York, en 1928, mais dans une édition de luxe, à tirage limité, et d'un prix presque inabordable. M. Schinz a obtenu l'autorisation de publier des fragments de ces papiers et c'est à l'aide des notes prises par Boswell, au cours de son tour d'Europe, entre 1763 et 1766, qu'il reconstitue avec une précision et un pittoresque admirables l'épisode de la visite — ou plutôt des six visites — de Boswell à Jean-Jacques, entre le 3 et le 15 décembre 1764. Ces textes de l'essayiste anglais n'ont pas d'ailleurs une valeur seulement anecdotique. Il y passe quelque chose de plus profondément humain, et l'opposition des deux figures si contrastées de Boswell et de Rousseau constitue un document psychologique assez saisissant. Disons en outre qu'une figure de femme s'estompe entre nos deux grands hommes : Boswell consulte Jean-Jacques sur « Zélide » ; or Zélide, comme on sait, n'est rien moins que la future M^{me} de Charrière, qui devait venir s'installer quelques années plus tard à Colombier.

Une volumineuse thèse principale pour le doctorat ès lettres, soutenue à la Sorbonne en 1933, et publiée chez Champion, *Balzac et le monde slave*. — *Madame Hanska et l'œuvre balzacienne*, par M^{me} Sophie de Korwin-Piotrowska, contient un chapitre dont le titre peut à bon droit piquer notre curiosité : *Neuchâtel et Eugénie Grandet*. M^{me} de Korwin n'apporte pas de documents nouveaux sur la fameuse rencontre de Balzac et de l'Etrangère, mais elle fait voir, avec beaucoup de finesse, quelle immédiate influence cette rencontre décisive exerça sur l'œuvre alors en cours : *Eugénie Grandet*. C'est dans la pensée constante d'Eveline Hanska et « en cherchant un doux moment de Neuchâtel », comme il écrit lui-même, que Balzac compose ce roman. Il procède, sans doute, à une nécessaire transposition, mais il a été possible à M^{me} de Korwin de retrouver dans le personnage d'Eugénie Grandet une foule de traits empruntés à la vision que Balzac gardait de M^{me} Hanska.

Charly GUYOT.

• • • *Guide de Neuchâtel*. — Un nouveau *Guide de Neuchâtel* vient de paraître. Le texte est de M. Alfred Lombard, qui, au cours de sa promenade dans Neuchâtel, ne néglige pas, et avec raison, d'instruire le lecteur, sur le passé de la ville et sur celui de ses monuments. Quelques erreurs se sont glissées dans les notes historiques de M. Lombard ; nous croyons qu'il peut être utile de les relever ici, bien persuadé cependant que l'auteur a été le premier à les apercevoir une fois son texte imprimé.

La seule statue du cénotaphe qui ne soit pas peinte est celle de Rodolphe de Hochberg, d'après l'auteur de *L'Eglise Collégiale de Neuchâtel*, et non celle de Philippe (p. 27) qui n'existe pas.

Lorsque Neuchâtel a été occupé par les cantons en 1512, la Confédération

ne comptait que douze Etats, ce qui explique que l'on voit douze écus peints sur la façade sud du château, et non treize (p. 28).

Chacun connaît la Salle des Etats du château de Neuchâtel et sa magnifique décoration d'armoiries. On y voit celles des maisons qui régnèrent jadis sur Neuchâtel, ainsi que celles des gouverneurs, mais on y chercherait en vain celles des communes neuchâteloises (p. 28).

En traversant la Croix-du-Marché, M. Lombard a vu la maison qui est à l'angle des rues du Pommier et du Château; il l'appelle l'hôtel de Chambrier. Il est exact que cette maison a été reconstruite en 1715 par un Chambrier, mais elle a passé dans la suite aux de Pierre, dont elle porte les armes au fronton. Ne serait-il pas préférable de l'appeler maison de Pierre, ainsi que l'a fait Quartier-la-Tente, puisque rien dans cet édifice ne rappelle le souvenir du constructeur ? L. M.

* A propos du régiment Meuron. — Parmi les officiers étrangers qui servirent dans le régiment Meuron, celui qui était destiné à fournir dans la suite la plus brillante carrière militaire fut certainement le capitaine d'Yorck, devenu plus tard feld-maréchal prussien et comte Yorck de Wartenburg.

Le célèbre historien allemand Droysen, auteur d'une monumentale *Histoire de la politique prussienne* (jusqu'en 1756), a consacré à cet officier supérieur un ouvrage devenu célèbre, dont la onzième édition a paru à Leipzig en 1913¹.

Né à Potsdam en 1759, issu d'une ancienne famille d'origine anglaise, Hans David Louis d'Yorck fut d'abord cadet puis officier dans l'armée prussienne. Cassé pour insubordination, il passa au service de la Hollande en 1781, et entra cette même année comme capitaine dans le régiment Meuron. Après s'être occupé des enrôlements dans le Bas-Rhin, il fut chargé de se rendre à Paris pour surveiller l'armement et l'équipement des soldats et des officiers. Puis il s'embarqua pour le Cap avec le régiment. Mais à peine arrivé à destination, une partie du régiment reçut l'ordre de réembarquer sur la frégate l'*Hermione*, et d'aller renforcer dans les mers des Indes la flotte du bailli de Suffren. Yorck prit une part glorieuse à la bataille navale de Cuddalore contre l'escadre de l'amiral anglais Hughes et y fut blessé. Après la signature de la paix de Versailles, il tint garnison avec sa compagnie à Ceylan, où il établit parmi ses hommes, au péril même de sa vie, une sévère discipline. En automne 1783, le régiment reprenait la mer pour retourner au Cap. Peu après son arrivée, Yorck donna sa démission et revenait en Europe. Il passa quelque temps encore à la Haye, puis quitta définitivement la Hollande pour rentrer au service de sa patrie. Plus tard, il joua un rôle important dans les guerres napoléoniennes. En 1806, après les batailles d'Auerstedt et d'Iéna, il dirigea l'arrière-garde de Blücher dans sa retraite et fut blessé et fait prisonnier à Lubeck. En 1812, pendant la campagne de Russie, devenu lieutenant-général, il commanda le contingent

¹ Joh. Gust. DROYSEN, *Das Leben des Feldmarschals Grafen Yorck von Wartenburg*, Leipzig, 1913, 2 vol.

auxiliaire prussien attaché au corps d'armée du maréchal Macdonald. Pendant la retraite, il entra en négociation avec les Russes, et conclut avec eux la convention de Tauroggen, par laquelle le corps prussien se déclara neutre. Frédéric-Guillaume III, qui avait d'abord désavoué ce traité, finit par le reconnaître, ce qui obligea l'armée française à évacuer toute la Prusse orientale. En 1813, Yorck organisa la levée en masse en Prusse, et prit une part active à la campagne d'Allemagne, puis à celle de France l'année suivante. Il prit sa retraite en 1815 et s'établit dans un de ses domaines près de Breslau où il mourut en 1830, laissant le souvenir d'un chef sévère et entêté, mais très soucieux du bien-être de ses soldats.

L'ouvrage de l'historien allemand renferme un récit pittoresque de la traversée du régiment de l'île d'Aix au Cap, qui fut pleine de péripéties : tempêtes, épidémie de scorbut, actes d'indiscipline parmi les soldats, luttes incessantes contre les corsaires anglais, ainsi que de sa campagne dans les mers des Indes et de son premier séjour à Ceylan. Ce récit a été largement utilisé par les historiens suisses et étrangers qui se sont occupés jusqu'ici du régiment Meuron.

A ce titre, le livre de Droysen méritait d'être signalé comme une contribution d'une certaine importance à l'histoire du service militaire des Neuchâtelois à l'étranger.

A. DU PASQUIER.

* *Les papeteries de Serrières.* — L'année dernière, M. Eddy Bauer a publié une plaquette richement illustrée dans laquelle il a relaté l'histoire des papeteries de Serrières. On nous permettra de relever deux points de cet intéressant travail :

I. L'acte de concession du moulin à papier de Serrières, de 1477, a été accordé à « maistre Pierre de Piemont et de Cazelle et Jehanin Varnoz des dictz lieux ». Se basant sur ce document, M. Bauer admet l'origine italienne des premiers papetiers de Serrières (p. 23). En réalité, seul le premier était italien, tandis que Jehanin Varnoz, plus tard Warnod, appartenait à une famille bourgeoise de Neuchâtel.

II. L'auteur a reproduit aussi d'« anciens filigranes des moulins à papier neuchâtelois conservés aux Archives de l'Etat et de la ville de Neuchâtel ». On y voit les armoiries de la maison de Baden-Hochberg ou l'aigle portant les chevrons, ce qui ne laisse aucun doute sur l'origine neuchâteloise de ces marques. Par contre, on est surpris d'y trouver aussi des filigranes portant une crosse épiscopale. M. Bauer veut-il prétendre que ces derniers ont été utilisés à Serrières ? Nous avons peine à le croire. Que ces filigranes aient été trouvés sur du papier écrit à Neuchâtel, soit, mais cela ne signifie pas qu'il sortait de la fabrique de Serrières.

C.-M. Briquet, dans son grand ouvrage sur les *Filigranes*, a donné deux des marques à papier à la crosse reproduites par M. Bauer, sous nos 1292 et 1305. Dans le texte accompagnant les planches, il indique le nom des localités où le papier « a vraisemblablement été écrit ou imprimé ». Sous le n° 1292, il mentionne douze localités où du papier portant ce filigrane a été « écrit ou imprimé ». Dans le nombre, on trouve Bâle, Genève et Neuchâtel.

Sous le n° 1305, il n'en signale que trois : Neuchâtel, Albestroff et Siegen, mais il ajoute : « Les types 1300 à 1305 portent une marque personnelle qui doit être celle d'un des trois papetiers bâlois : Dürr, Schweighauser ou Kielhammer. » On le voit, Briquet ne se prononce pas sur l'origine du papier au filigrane n° 1292, tandis qu'il fait du filigrane n° 1305 une marque de papetier bâlois.

M. Bauer n'a cependant pas hésité à attribuer à Serrières les filigranes à la crosse. Il nous permettra de croire, malgré tout, à l'origine bâloise plutôt que neuchâteloise de ces marques de papetiers. L. M.

CORRESPONDANCE ET QUESTIONS

RÉPONSES

47. Le cimetière aux Juifs. — On a déjà signalé ici deux mentions du cimetière aux Juifs. On en relève une troisième dans un document publié par Fritz Chabloz dans les *Sorcières neuchâteloises*, p. 71. Il s'agit d'un procès de sorcellerie de 1481¹. L'accusé, Rollet Croschet, de Boudry, avait désigné le cimetière des Juifs, « de là Neufchastel », comme un des lieux de réunion des sorciers de la région. Mis à la question, il dut avouer qu'il y avait amené un enfant qui fut mangé par les membres de la « secte », et que le « corps de Notre-Seigneur » y fut dévoré par un chien.

Notons enfin que, dans la *Description des villes et principales contrées de la principauté de Neufchastel* qu'il écrivait à la fin du XVII^{me} siècle, François Gallandre mentionne le cimetière aux Juifs : « Non guerre loingt de là [c'est-à-dire de l'Ermitage], il y avoit aussi jadis un dortoir où les Juifs avoyent leur sépulture. » En marge, on lit : « L'Ermitage au-dessus du Pertu du Sot. »

L'expression « de là Neufchastel » du document de 1481 correspond bien aux indications que donne François Gallandre et à ce que dit Boyve (t. I, p. 244) au sujet des Juifs : « Leur cimetière était loin de la ville, du côté du septentrion, auprès de l'Hermitage. » Il est probable que Boyve tirait ce renseignement de la *Description* de Gallandre. J. L.

49. Droit seigneurial appelé « layde ». — Sur ce droit et sur ce terme, on peut renvoyer à Du Cange, *Glossarium mediae et infimae latinitatis*, au mot *leudis* ou *leda*, et à Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, au mot *laide*. Dans les rares documents neuchâtelois où il est question de ce droit, on voit que « la layde » consistait en une certaine partie d'une bête tuée à la chasse qui devait être remise au seigneur. Ainsi, dans un document de 1548, il est question d'une biche tuée sur le territoire

¹ Archives de l'Etat, B 23, n° 23.

de Bevaix, dont le chasseur avait porté « la layde » au château de Boudry. D'où procès. En marge du document des archives cantonales, Y 2, n° 11, on lit : « Pour ceulx de Bevaix à raison de la lede. » P.

54. Meunier sauteur. — Samuel de Chambrier a tiré ses renseignements sur le « meunier » de Rodolphe de Hochberg qui sautait à travers des cercles et qui faisait divers ébattements, d'un article des Comptes de la bourserie de 1479 (t. III, fol. 160):

« A delivré au mongneur de mondit seigneur quil souloit par les cercles et faisoit plusieurs esbatement, cinq solz, ainssin... V solz foible. »

Le « mongneur » dont il est ici question n'était pas un meunier, mais un « mommeur », c'est-à-dire un bateleur, un faiseur de tours. Il y avait, dans l'ancienne langue, non seulement le mot momeur ou mommeur, mais le verbe momer. Les substantifs mômerie et momon sont encore employés aujourd'hui, ainsi que mômier, en Suisse romande, avec un sens spécial.

Les cours seigneuriales au moyen âge étaient souvent visitées par ces bateleurs ambulants, nommés « momeurs », « entregeteurs », « enchanteurs », « jongleurs » ou « joueurs de basteaux ». Il serait facile de relever dans les Comptes plusieurs mentions de ces séances de jonglerie données au château de Neuchâtel. P.

57. Le duc de Luynes, prince de Neuchâtel et Valangin. — Votre réponse au sujet des Luynes m'a fort étonné, spécialement les qualificatifs que vous employez : « indûment » et « abusivement ». D'après ce que je sais, la duchesse de Nemours, en vertu de ses droits souverains, a donné, de son vivant, à son cousin germain (et non neveu), le chevalier de Soissons, le titre de Prince de Neuchâtel et de Valangin, avec les armes de Neuchâtel. L'hôtel qu'elle lui offrit à Paris fut appelé « Hôtel de Neuchâtel ». Dès sa naissance, sa fille porta le nom de « M^{lle} de Neuchâtel ». Elle fut mariée sous ce nom au duc de Luynes. Elle lui apporta, en outre, l'immense succession de M^{me} de Nemours, les châteaux de Châteaudun (avec les tombeaux des Longueville), de Coulommiers, etc., etc. Cette maison s'éteignant dans celle de Luynes, celle-ci, d'après les usages courants, me semble avoir été parfaitement qualifiée pour relever les titres donnés à la branche de Bourbon-Soissons, par Madame de Nemours, souveraine de Neuchâtel, et en plaçant les armes de Neuchâtel en cœur dans les siennes. Les contemporains ont trouvé la chose absolument *naturelle*. Tous les Neuchâtelois de l'époque, en particulier ceux vivant en France, ont été au courant de ces faits et n'y ont jamais vu ni un « abus », ni une chose faite « indûment ». Dans l'église de Châteaudun, vous pouvez voir partout les chevrons de Neuchâtel dans les armes de Luynes ; sur quantité de gravures anciennes, dédiées aux Luynes, les chevrons figurent. C'est à l'époque du mariage du chevalier de Soissons avec M^{lle} de Montmorency-Luxembourg, fille du célèbre maréchal, que Madame de Nemours lui fit prendre le nom et les armes de Neuchâtel.

Paul DE PURY.



LÉOPOLD ROBERT

PAR AURÈLE ROBERT

(Propriété de M. Edgar Bovet, à Neuchâtel)

LA FAMILLE DE LÉOPOLD ROBERT

Les deux ouvrages consacrés à Léopold Robert parus récemment ont touché, sans insister, aux origines de l'artiste. Leurs auteurs, M^{me} Dorette Berthoud et M^{me} L. Florentin, n'ont pas cru devoir porter intérêt à son ascendance. Ces dames ont estimé probablement qu'il était sans importance pour comprendre et expliquer la carrière de l'homme qu'elles étudiaient de rechercher d'où venait sa famille et de savoir si elle était Neuchâteloise ou d'importation étrangère. Il y avait d'ailleurs des traditions de famille dont elles ont cru pouvoir se contenter.

Léopold Robert avait la conviction, comme du reste beaucoup de ses compatriotes, et il l'a répété, que ses ancêtres étaient des Français originaires du Midi. Venus à une époque qu'on ne précise pas et pour des raisons non expliquées dans les Montagnes neuchâteloises, ces Français, que la famille Robert considère comme des réfugiés de l'Edit de Nantes, auraient eu de la peine à s'adapter à notre climat rigoureux.

Une autre tradition de famille déclare que Susanne-Charlotte Robert, la mère de Léopold, avait un peu de sang sarrasin dans les veines, ce qui expliquerait la couleur de son teint et de ses yeux.

M^{me} Florentin, qui reprend à son compte cette tradition, ne dit-elle pas en parlant de Susanne-Charlotte: « Le type physique est très caractéristique: les yeux grands et lourds, aux paupières gonflées, paraissent noirs, mais ils sont d'un brun mêlé de vert; yeux cernés, magnétiques, beau regard ardent, lourd, de Sarrazine; ... la bouche est lippue; la lèvre supérieure semble gonflée; le teint est basané. »¹

Que faut-il entendre par du sang sarrasin? On sait que le nom de Sarrasins a été donné à des hordes arabes venues du Nord de l'Afrique ou de l'Espagne qui, au IX^{me} siècle, envahirent le Midi de l'Europe. Au siècle suivant des Sarrasins occupèrent le Grand Saint-Bernard; ils descendirent même dans le Valais et pillèrent l'abbaye de Saint-Maurice en 940. La légende raconte même qu'ils seraient venus dans nos régions, mais on ne connaît aucun fait précis qui puisse l'étayer. Est-ce à ces pillards que M^{me} Florentin prétend rattacher l'ascendance

¹ L. FLORENTIN, *Léopold Robert*, p. 44.

de Susanne-Charlotte Robert ? La preuve, je crois, serait bien difficile à fournir.

Quiconque a fait des études généalogiques, non d'après des traditions de famille, mais basées sur des recherches dans les documents d'archives et les registres de l'état civil, sait qu'il est relativement aisé de remonter l'ascendance d'une personne jusqu'au XVI^{me} siècle. Il est déjà plus difficile, et souvent impossible, de relier les chaînons de la généalogie jusqu'au XV^{me} siècle; au delà, quelques documents donnent parfois la mention d'individus portant le même nom, mais sans indications de parenté. Au X^{me} siècle, les actes sont, dans nos régions, à peu près inexistantes. A titre d'exemple, on n'en connaît qu'un intéressant le pays de Neuchâtel; c'est le titre de fondation du prieuré de Bevaix en 998, qui mentionne quelques serfs et serves.

Il faut donc rejeter absolument toute prétention à faire remonter une généalogie jusqu'à cette époque si reculée. Ceux qui estiment la chose possible ou bien font preuve d'une trop grande crédulité à l'égard des traditions familiales ou bien sont le jouet de leur imagination. A défaut de documents, faut-il, comme M^{me} Florentin, inférer du type d'une personne son ascendance lointaine et son apparentement à une peuplade du X^{me} siècle? Si l'on admet que les personnes au teint basané, aux yeux grands et magnétiques ont du sang arabe dans les veines, on doit constater que les Sarrasins ont laissé de nombreux descendants non seulement chez nous, mais dans une bonne partie de l'Europe.

Mais laissons de côté ces affirmations téméraires, et voyons s'il est possible, à l'aide de registres de l'état civil et de documents d'archives, de se renseigner sur l'ascendance paternelle et maternelle de Léopold Robert et de remonter l'une et l'autre dans le passé.

On sait que le père et la mère de l'artiste s'appelaient tous deux Robert. Abram-Louis Robert, du Locle, bourgeois de Valangin, épousa, le 22 juin 1789 aux Planchettes, Susanne-Charlotte Robert, fille d'Abram-Louis, du Locle et de la Chaux-de-Fonds, également bourgeois de Valangin. De cette union naquirent six enfants. Deux seulement ont laissé de la descendance: Sophie, l'aînée, alliée Huguenin, dont les arrière-petits-fils vivent encore, et Aurèle, le compagnon de Léopold en Italie, père et grand-père d'artistes bien connus.

Au moment de son mariage, Abram-Louis, né en 1769, n'avait guère que vingt ans, et sa femme quelques mois de plus. Il était fils d'horloger et lui-même exerçait la profession de monteur de boîtes or. Le jeune ménage s'installa dans la maison que Susanne-Charlotte et

son frère Constantin avaient héritée de leur père aux Eplatures. A cette époque, ce hameau ne formait pas encore une commune; il faisait partie de la mairie du Locle. Aussi a-t-on cru, et répété de bonne foi, que Léopold Robert né aux Eplatures avait en fait vu le jour sur terre locloise, quoique à proximité de la Chaux-de-Fonds, où il a été baptisé. Cette croyance se révèle erronée. Léopold Robert est né à la Chaux-de-Fonds. Après la mort de sa mère, en septembre 1828, ses sœurs restées au pays parlèrent de vendre la maison familiale. A quoi bon la conserver, puisqu'il n'y avait personne pour exploiter le domaine! Léopold eut de la peine à s'y résigner, mais enfin, en mai 1829, il envoya de Rome une procuration signée par lui et Aurèle, et le 22 octobre l'acte de vente fut stipulé! Les vendeurs étaient: Constantin, frère de Susanne-Charlotte, et les enfants de celle-ci; Aimé Perrenoud se portait acquéreur. Le domaine était « situé au bout de bise des Eplattures, à une petite distance du côté de vent du village de la Chaux-de-Fonds, sur le petit quartier de la mairie de ce lieu ...avec une maison à logements et usage de labourage »¹. A cette époque, le territoire de la Chaux-de-Fonds était divisé en un certain nombre de quartiers pour la perception de la dîme. Celui qu'on appelait le Petit quartier, partagé par la route du Locle, se trouvait à l'Ouest, en bordure de la limite de séparation des deux mairies. La maison natale de Léopold Robert, que l'on plaçait volontiers à l'Ouest de la limite, soit dans la mairie du Locle, se trouvait effectivement à l'Est, c'est-à-dire sur la Chaux-de-Fonds.

Elle avait été acquise par le père de Susanne-Charlotte en 1768. Abram-Louis Robert possédait alors un domaine au Bas-Monsieur. Le 1^{er} décembre 1768, il l'échangea contre un autre situé à l'Ecouanna au quartier des Reprises, puis, le même jour, il procéda à un autre échange et se défit de cette nouvelle acquisition contre la terre et la maison du Petit Quartier². L'acte d'échange désigne ainsi le domaine: « Il est divisé en deux pièces séparées par le chemin public, la plus considérable au dessus du dit chemin, où est assise la dite maison, le jardin devant icelle, le pré la joignant et le cernil atenant au haut d'icelle du côté de joran et la loge qui y est construite. »

Susanne-Charlotte, née le 12 décembre 1768, a peut-être déjà vu le jour dans cette maison.

Léopold, par ses ascendances paternelle et maternelle, se rattache

¹ P.-J. Cuche, not., reg. II, p. 830.

² Abr. Vuagueux, not., reg. XIV, p. 350 et 354.

à deux branches de la famille Robert qu'à l'aide des registres d'état civil et d'autres documents il est possible de remonter jusqu'au XV^{me} siècle. Cette promenade dans le temps jadis, où l'on passe d'une génération à une autre plus ancienne et d'un siècle à son prédécesseur n'apporte pas une riche moisson de faits dignes d'être rappelés. On récolte des dates, des noms, mais la vie même de ces Robert, semblable à celle des autres paysans de la montagne, et les événements dont elle est tissée, nous échappent le plus souvent. Un résultat reste cependant acquis: c'est qu'entre Léopold et les porteurs de son nom qui vivaient au Locle au début du XVI^{me} siècle, il n'y a pas de solution de continuité, il n'y a pas de place pour une immigration étrangère.

La plus ancienne mention de personnages du nom de Robert que nous connaissions au Locle date de 1421. Dans une liste de *Cense d'argent ou Locloz*, on trouve Janneta fille d'Othenin Robert, et Jean et Othenin fils tous deux de Nicod Robert¹. L'absence de documents nous oblige ensuite à faire un saut de cinquante années avant d'en retrouver d'autres et à consulter les comptes des receveurs du Locle, de 1471 et années suivantes. On y relève les noms de Pierre et Jean Robert qui sont signalés comme frères. Etaient-ils les fils de Jean ou d'Othenin ci-dessus, il n'est pas possible de le préciser; mais qu'ils descendent de l'un plutôt que de l'autre n'a pas d'importance; il suffit de constater que Nicod Robert est le plus ancien ancêtre connu de la famille. Pierre et Jean doivent une cense d'argent fixée à 5 livres 13 sols et $\frac{2}{3}$ de deniers bons, et en outre une cense de $\frac{3}{4}$ d'émine, plus tard une émine, d'avoine pour le fournage. Les deux frères vivaient probablement en indivision, ce qui expliquerait qu'ils sont mentionnés ensemble et qu'ils payaient une seule cense; celle-ci ne sera pas modifiée pour leurs successeurs. En 1478, Pierre est seul cité, puis, l'année suivante, son nom disparaît aussi des comptes et est remplacé par celui d'Othenin. Qui est cet Othenin?

Un document postérieur permet de dire qu'il était fils de Jean. A partir de 1484, on trouve le nom d'un nouveau membre de la famille, Humbert, qui est mentionné en 1504 encore avec Othenin.

En 1493, l'un et l'autre possédaient des terres aux Eplatures; le 13 avril ils firent un accord au sujet d'une allée commune qui reliait leurs propriétés au chemin public situé au Nord. A cette occasion, ils sont qualifiés frères². Le 26 octobre 1502, Claude d'Aarberg, seigneur de Valangin,

¹ Archives de l'Etat, H 18, n° 29.

² Bastian Joly, not., reg. I, fol. 188 v°.

accorda la bourgeoisie de Valangin à plusieurs personnes du Locle et de la Sagne. Dans le nombre étaient compris Othenin et Humbert Robert, les seuls de leur nom. Il n'y en avait pas d'autres au Locle, de sorte que l'on peut dire que tous les Robert originaires du Locle, et plus tard de la Chaux-de-Fonds, descendent, par l'un ou l'autre des deux frères, de Jean cité en 1471. Othenin et Humbert eurent chacun plusieurs fils. Au moment où Bastian Joly, commissaire du seigneur de Valangin, dressa la grosse des reconnaissances du Locle, en 1507, Humbert n'existait plus. Ce furent ses fils: Pierre, Othenin, Claude le jeune et Nicolas qui passèrent la reconnaissance des terres de la famille. Elles étaient éparses dans toute la mairie, notamment aux Eplatures où se trouvait leur maison. Othenin, par contre, vivait encore, et, le 20 août 1507, comparaissait devant Bastian Joly. Il avait une maison au quartier du Château-neuf et une autre aux Eplatures ; il possédait aussi une terre à la Chaux-de-Fonds¹. Ses fils, que nous fait connaître la Reconnaissance des bourgeois du Locle de 1552, s'appelaient: Pierre, Nicolas, Vuillemin, Jean, Othenin et Claude.

C'est de l'un d'eux, Vuillemin, que descend Susanne-Charlotte. Huit générations les séparent. Un arrière-petit-fils de Vuillemin, Moïse, demeurait aux Bulles sur la Chaux-de-Fonds en 1662, tandis que son frère Othenin avait fixé sa résidence sur la montagne de Renan. Moïse eut deux fils : Abraham et Jacob. Ce dernier épousa Blaisa Sandoz qui lui donna une fille et deux fils : David et Moïse qui fut conseiller de commune.

La Chaux-de-Fonds faisait primitivement partie de la mairie de Valangin; elle appartint ensuite à celles du Locle et de la Sagne. C'est en 1656 seulement qu'elle fut érigée en communauté et mairie. La cour de justice fut composée de douze juges et la commune nomma un conseil de vingt membres. En 1709, le collège des justiciers fut complété de douze juges suppléants ou, comme on disait alors, juges en renfort. La nomination de ces nouveaux titulaires fut faite par le Conseil d'Etat le 26 novembre. A la troisième place de juge en renfort il appela le conseiller de commune Moïse Robert. Celui-ci remplit cette charge jusqu'à sa mort en 1730. Il épousa Marie Huguenin et fut le père de: Abraham, Jacob allié Courvoisier, Marie et Moïse; ce dernier eut de sa femme, Susanne-Marie Calame, une fille portant les prénoms de sa mère, et un fils Abram-Louis. Lors de l'incendie de la Chaux-de-Fonds, de 1794, le registre des mariages de cette paroisse disparut dans

¹ Reconnaissance du Locle par Bastian Joly, fol. 30 et 251.

les flammes. Il n'est donc pas possible de préciser à quelle époque Abram-Louis Robert et ses ancêtres ont convolé en justes noces. Mais les baptêmes de deux enfants d'Abram-Louis nous apprennent qu'il avait épousé Marianne Jacot-Guillarmod. Il était né en 1730 et c'est lui qui, en 1768, fit l'acquisition de la maison où naquit son petit-fils Léopold. Il fut le père de Susanne-Charlotte, 1768-1828, et de Constantin, né en 1772, dont on connaît deux fils: Lucien-Auguste et Louis-James.

Le chef de la lignée paternelle de Léopold est Humbert Robert, frère d'Othenin. Il avait quatre fils, dont Claude est celui qui le relie à l'artiste. Claude était l'époux de Guillama Duboz, avec qui il fit un testament mutuel le 4 novembre 1559. Il laissait à chacune de ses huit filles la somme de 15 livres faibles pour leur part de succession, tandis que sa femme ne leur donnait que cinq livres. Puis les deux époux instituaient pour héritiers leurs sept fils: Pierre, Nicolas, Blaise, Jean, Guillaume, Jaques et Huguenin¹. L'un d'eux, Guillaume, est l'ancêtre à neuf générations de distance, de Léopold.

A la fin du XVII^{me} siècle, plusieurs Robert étaient installés au Dazenet et dans le grand quartier de la mairie des Brenets. Ils prirent sans doute part aux démêlés avec les Brenets, qui aboutirent à la fondation de la paroisse des Planchettes en 1702². Un compte, de 1696, des communiars du Locle résidant au grand quartier de la mairie des Brenets contient les noms de Josué ff. Josué Robert; Josué ff. Guillaume Robert et celui de la veuve de Josué Robert³. Cette dernière fut la mère de Josué, qui épousa en 1702 Catherine Grosclaude. Il en eut trois enfants: Marie-Madeleine en 1703, Abraham en 1706 et Josué en 1710. En 1732, Josué devenu veuf, résolut « conjointement avec Josué et Marie-Madeleine Robert ses enfans, de quitter le pays pour chercher leur avantage où il plaira à la divine Providence de les conduire ». Mais avant de partir il mit ordre à ses affaires et vendit une partie de ses terres ainsi que la moitié de sa maison, tandis qu'il cédait l'autre moitié et le reste des terres à son fils Abraham, à charge pour lui de payer ses dettes. Le domaine était situé en grande partie sur la mairie du Locle, quartier de la Molière, et le reste aux Varodes, sur la baronnie de Rochefort⁴. Je n'ai pas réussi à savoir où la divine Providence avait conduit les pas de Josué Robert et de ses deux

¹ Blaise Duboz, not., reg. IV, fol. 152 v^o.

² Louis AUBERT, *Fondation de la paroisse des Planchettes*, dans *Musée neuchâtelois*, t. XXVII (1890), p. 136, 161.

³ Isaac Vuagneux, not., reg. II, fol. 91 v^o.

⁴ Frédéric Perrenoud, not., reg. V, fol. 73 v^o et 75.

enfants, et si, plus tard, ils sont revenus au pays de leurs ancêtres. Dans un recensement des communiens et habitants de la mairie du Locle, dressé en 1712, Josué est indiqué avec l'âge de 36 ans, environ¹, ce qui le ferait naître vers 1676. Dans le registre des baptêmes du Locle, on ne trouve pas son nom cette année-là, ni dans les précédentes et les suivantes. Il était probablement un peu plus âgé et a dû naître entre 1670 et 1674, période dont les inscriptions de baptême du Locle ne nous ont pas été conservées. Josué avait donc proche de la soixantaine lorsqu'il prit la détermination de s'expatrier. Peut-on admettre que ce geste ait été dicté par le goût des aventures ou faut-il voir en lui la manifestation d'un esprit inquiet et tourmenté?

Son fils Abraham s'était marié en 1730 avec Susanne-Marie Huguenin. C'est peut-être pour cette raison qu'il n'entra pas dans les vues de son père et ne le suivit pas à l'étranger. Il préféra, heureusement pour la gloire du pays de Neuchâtel, rester au Locle, établi sur les terres paternelles. Sa femme lui donna dix enfants: quatre filles et six fils. Deux de ceux-ci, Jacob et Josué demandèrent en 1788 des lettres de reconnaissance de la bourgeoisie de Valangin. Peut-être n'étaient-ils que les seuls survivants des six garçons. Jacob, époux de Marie-Marguerite Dubois, eut entre autres un fils Charles-Daniel en 1765; celui-ci fut le père d'Adélaïde, née en 1796, alliée Perrelet, dont la descendance existe encore sous un autre nom. Josué devint le mari de Marianne Robert en 1769. Un autre frère, Abram-Louis, nous intéresse davantage. Né en 1739, il épousa en 1761 Marie Matthey de l'Endroit et mourut en 1777. Il fut le père de quatre filles et trois fils: Claude, Abram-Louis et Moïse-Frédéric, qui s'associèrent à la requête adressée par leurs oncles à la Bourgeoisie de Valangin².

Claude s'établit à Yverdon à la suite de son mariage avec Louise-Henriette Roulet, fille d'un bourgeois de cette ville. Lorsque les parents de Léopold songèrent à faire entrer leur fils dans le commerce, c'est Claude qui lui trouva une place d'apprenti chez un épicier d'Yverdon. D'autres liens faillirent s'établir entre la Chaux-de-Fonds et Yverdon. Sophie, l'aînée de Léopold, songeait en 1810 à entrer dans l'institut de Pestalozzi et c'est encore à l'oncle Claude qu'elle s'adressa pour obtenir des renseignements³. Le projet n'eut pas de suite puisque deux ans plus tard elle se mariait.

¹ Archives de l'Etat, B 22, n° 8.

² Registre des délibérations de la bourgeoisie, XVI, p. 498.

³ Voir sa lettre adressée à Sophie dans le *Musée neuchâtelois*, t. XXIX (1892), p. 213.

Le second des fils était Abram-Louis, époux de Susanne-Charlotte et père de Léopold. L'ouvrage de M^{me} Berthoud en parle suffisamment pour qu'il n'y ait pas lieu d'insister ici. Ajoutons simplement qu'il mourut le 5 novembre 1840. De son vivant, ses enfants avaient renoncé à leurs droits à sa succession, de sorte qu'à sa mort, Sophie, Aurèle et Adèle durent demander d'en être investis, le 19 décembre suivant, devant la justice de la Chaux-de-Fonds.

Léopold eut cinq frères et sœurs. Ce furent: Madeleine-Sophie, 1790-1853, qui épousa en 1812 Louis Huguenin-Virchaux; Susanne-Charlotte, la préférée de l'artiste, morte à 14 ans en 1806; Charles-Alfred, dont le suicide, survenu le 18 mars 1825, à vingt ans, fit grande impression sur Léopold; Adèle, née en 1802 et morte en 1867 à Cormondrèche, et enfin Aurèle, 1805-1871, dont la carrière d'artiste est suffisamment connue.

Sans doute, des recherches plus amples auraient permis d'établir une généalogie plus complète de la famille Robert. Il eût été intéressant, en particulier, de poursuivre la descendance des oncles et tantes de Léopold, tant du côté paternel que maternel, et de dresser le tableau de ceux qui, sous le nom de Robert ou sous un autre, peuvent actuellement se réclamer d'une parenté lointaine avec l'artiste. Mais un tel travail nous eût entraîné bien loin et nous aurait écarté du but visé: établir que Léopold Robert est un authentique Neuchâtelois, qu'il appartient à une famille nombreuse et bien enracinée dans le pays depuis des siècles. Et l'on peut ajouter que son art précis et minutieux, d'où l'imagination est absente, son ardeur au travail et ses scrupules moraux ne trahissent pas ses origines.

Léon MONTANDON.

LÉOPOLD ROBERT ET CHARLOTTE BONAPARTE

Pour la présenter ici, cette princesse peu et mal connue, nous ne saurions mieux faire, semble-t-il, que de transcrire un fragment des Mémoires encore inédits¹ de sa nièce, la princesse Julie, marquise de Roccagiovine, fille du prince Charles de Musignan (l'époux de Zénaïde, sœur aînée de Charlotte), petite-fille de Lucien Bonaparte par son père et de Joseph Bonaparte par sa mère.

Notre tante Charlotte mourut le 3 mars 1839 à Sarzane, entre Pise et Gênes, loin de sa famille. Charlotte-Napoléon a laissé derrière elle un souvenir inoubliable de sympathie et d'intérêt, plus profond et en même temps plus délicat que celui que méritaient bien sa douceur et sa beauté, sa culture et son goût prononcé pour les arts. L'on m'a dit, et quoique bien jeune, je l'ai éprouvé moi-même, qu'on se sentait attiré vers elle et qu'on ne la quittait pas sans emporter le désir de la connaître davantage.

Charlotte n'avait des Bonaparte que la vivacité des yeux et la belle main. Quelqu'un m'a dit que ses yeux, remarquables par leur douceur et leur expression, étaient tout un poème. Elle était très petite, bien faite et rappelait sa mère.

Son éducation fut à peu près celle de ma mère, très soignée. Les deux sœurs s'aimaient tendrement. En 1816, à Bruxelles, où la reine Julie s'était retirée, David avait fait des deux jeunes filles un portrait qui m'appartient aujourd'hui. Dans ce tableau, il a donné à la physionomie intelligente de Charlotte une expression vraiment angélique et je le trouve très ressemblant².

Ma tante ne connaissait pas l'oisiveté. Elle aimait à enrichir son esprit, à s'entourer de tout ce qui élève la femme au-dessus du vulgaire. A une époque où les fleurs étaient rares, elle les aima avec passion. Je la revois encore, soignant avec notre tante de Villeneuve³, sur la terrasse du palais Serristori, qui dominait l'Arno, des jasmins d'Espagne, de beaux orangers et des œillets.

Au milieu de nous, elle riait volontiers et montrait de très belles dents. Ses cheveux noirs étaient toujours très bien rangés.

Elle s'était aussi passionnée pour la cause polonaise. Beaucoup de Polonais exilés venaient la voir dans son petit appartement. Les Potoki, les

¹ Bibliothèque du Musée Bonaparte, à Rome.

² Au Musée Bonaparte, à Rome.

³ Juliette de Villeneuve, fille de Catherine-Honorine Clary et d'Henri Blait de Villeneuve.

Zamoyski et d'autres se réunissaient chez elle, le mercredi soir, pour pleurer sur la Pologne, dessiner, travailler et jouer pour les Polonais pauvres.

Elle nous aimait comme une seconde mère et nous fûmes ses héritiers. On a dit qu'elle était romanesque, mais je l'ai entendu dire de bien des femmes de cette époque.

En Amérique, dans ce beau Point-Breeze où, toute jeune, elle avait été rejoindre son père, le roi Joseph, elle s'éprit de son cousin Achille, le fils aîné du roi Murat. Il était laid mais spirituel, et la jeune fille et sa belle dot ne lui déplaisaient pas. Mais le roi Joseph n'aimait pas ce neveu moqueur et dépensier. Achille épousa une nièce de Washington, jolie personne de laquelle mon père m'a dit du bien, et Charlotte, accompagnée du Dr Stokan, s'embarqua pour aller retrouver sa mère en Italie. Elle ne tarda pas à épouser son cousin Napoléon, fils du roi Louis. Les deux jeunes gens s'aimaient, avaient les mêmes goûts et les mêmes idées.

En 1831, Charlotte, désespérée de la mort de son mari, se retira à Florence auprès de sa mère qu'elle ne quitta qu'en 1834 pour faire un voyage à Paris dont elle revint enthousiasmée. Elle passa quelque temps à Londres où se trouvait le roi Joseph et y vit beaucoup son beau-frère Louis, depuis Napoléon III, qui ne la quittait guère dans le monde comme à la promenade. Quelques personnes conseillèrent au roi Joseph de les marier, mais ce projet n'eut aucune suite. Ils étaient tous deux amoureux de leur indépendance, et le prince Louis avait trop aimé son frère pour épouser sa veuve.

Du reste, ma tante ne semblait point du tout pressée de se remarier. Elle était très liée avec la marquise Curtilepri née Caffarelli, qui aurait été enchantée de voir son fils Charles épouser la riche et charmante veuve. Charlotte répondit simplement : « Quand on s'appelle Bonaparte, on ne change pas de nom. »

Au mois de février 1839, mon père, qui aimait beaucoup sa belle-sœur, ne voulait pas la laisser quitter Rome. Elle s'obstina, et, déjà malade, se mit en route, allant à son destin¹.

Ma chère tante est ensevelie à Florence, dans l'église Santa-Croce, dans une chapelle que la reine Julie avait achetée de la famille Peruzzi. Son tombeau, d'une élégante simplicité, est surmonté de son buste par Bartolini et porte cette inscription du roi Louis : « Ici repose Charlotte-Napoléon Bonaparte, digne de son nom². »

La princesse Julie donne évidemment de la vie de Charlotte une version qui n'est exempte ni de lacunes ni même d'inexactitudes.

C'est dans une lettre datée de Rome, le 29 mai 1829, que Léopold Robert parle pour la première fois à ses sœurs de la princesse Bonaparte. Et c'est à propos de cette Elisa de Plaisance, fille du général

¹ Selon l'historien milanais Raffaello Barbiera qui s'appuie sur un document conservé dans la famille du comte Giovanni Sforza, autre historien des Bonaparte, la princesse serait morte en route à la suite d'une opération césarienne pratiquée par le célèbre gynécologue de Pise : Regnoli.

² Texte de M. Diego Angeli, conservateur du Musée Bonaparte.

Lebrun, duc de Plaisance, qui s'était mis en tête de l'épouser. Peut-être Charlotte qui, au cours de l'hiver précédent, avait prié le graveur Salomon Jési de lui amener le peintre des brigands et des marins napolitains ¹ avait-elle été moins intriguée par l'artiste que par l'homme capable d'inspirer à son amie une si folle passion. Par ce fils d'horloger à qui l'on offrait la main d'une duchesse et qui lui préférait la liberté ².

A propos de M^{lle} de Plaisance, l'autre jour l'ancienne reine d'Espagne, la comtesse de Survilliers actuelle, est venue me voir et après m'avoir fait une visite assez longue, s'en est allée. Un instant après, on sonne, et je vois la reine qui était remontée pour me demander des nouvelles des dames de Plaisance (mère et fille) avec lesquelles elle savait, disait-elle, que j'étais en correspondance. N'ayant reçu aucune réponse à plusieurs lettres qu'elle leur avait écrites à Naples, elle aurait voulu savoir la manière de leur faire parvenir des nouvelles. Elle avait entendu dire qu'elles s'étaient retirées à la campagne. Je crois que j'ai rougi un peu de toutes ces questions, car j'y voyais une affectation un peu marquée. C'est comme la fille de la comtesse de Survilliers qui a épousé le prince Napoléon. Je l'ai vue plusieurs fois ici et elle ne pouvait me faire assez de questions sur le même sujet, ce qui me fait croire qu'elle se doute de quelque chose ³.

On sait qu'accompagnée de son mari ou de sa cousine, M^{lle} de Villeneuve, Charlotte était venue plusieurs fois à l'atelier de la via Felice. De son côté, Robert s'était rendu souvent à la villa Pauline qu'habitaient le prince et la princesse Napoléon. Cependant leurs relations restaient aimablement réservées. Nous avons retrouvé deux lettres que Charlotte écrivit à Robert dans le courant de l'année suivante et qui en font la preuve.

Florence, 16 novembre 1829.

Monsieur,

Je remets cette lettre à M^{lle} de Saint-Hilaire qui se rend à Rome et qui, connaissant plusieurs de vos ouvrages, désire vous connaître personnellement. Elle s'occupe beaucoup de peinture, et avec succès (vous pourrez en juger vous-même). J'ai été charmée de recevoir les dessins que vous avez faits pour mon album ainsi que M. votre frère, et je les conserve avec soin. M^{lle} de Saint-Hilaire vous dira le prix que j'y attache.

Recevez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments d'estime.

Charlotte.

Mon mari vous fait mille compliments. Nous serions bien aises de savoir à quoi vous vous occupez ⁴.

¹ Voir à ce propos Ferdinand BAC, *Les Bonaparte en exil*. Revue de France, 15 janvier 1932.

² Remarquons à ce propos l'erreur de Charles Clément, qui a confondu les deux femmes.

³ Cette lettre n'est pas inédite.

⁴ La seconde lettre, confiée à la duchesse de Frioul, datée du 6 mars 1830, n'a pas plus d'intérêt.

Voici comment, le 22 décembre, donc six semaines plus tard, Robert parlait à ses sœurs de ce billet; il avait tout de même fait date pour lui.

J'ai reçu une lettre de la princesse Charlotte, la fille de Joseph Bonaparte, épouse du prince Napoléon qui, un moment, a été marqué comme successeur de Napoléon le Grand. Elle désire avoir de mes nouvelles et de celles de mes travaux. C'est une bien charmante personne, remplie des qualités les plus solides.

Au printemps suivant (1830), les jeunes époux revinrent à Rome et Napoléon soumit à Robert la série de vues d'Italie qui fut l'occasion d'une triple collaboration. Charlotte prit aussi des leçons du maître. Elle commanda une copie de la *Jeune fille des environs de Rome* dont elle avait vu l'esquisse dans l'atelier de la via Felice et s'enthousiasma pour le tableau commencé : la *Halte des moissonneurs dans les Marais Pontins*. C'est ce printemps-là qu'elle posa pour l'une des glaneuses que l'on voit à gauche du char et que Robert fit d'elle, de Napoléon et de ses parents, plusieurs croquis ou dessins. Si, durant les séances de pose, Robert s'était beaucoup rapproché de Charlotte, il ne semble pas qu'à cette époque il ait séparé dans son esprit ou dans son cœur la princesse de son mari.

Pourtant l'étrange tristesse qui, à la suite de ce trop brillant été, s'abattit sur lui, l'automne suivant, à Frascati, pourrait être l'indice d'une blessure déjà profonde. L'insistance même avec laquelle, à cette époque, il s'affirme invulnérable étonne un peu. Le 20 novembre, il écrivait à ses sœurs :

Vos lettres sont surtout intéressantes pour moi qui ai passé l'âge des passions. Je ne suis plus un fou qui m'amourache, et l'ambition, quoi qu'on en dise, ne me changera pas, l'amour de l'argent encore moins. Il n'y a plus qu'un coup de marteau sur la tête qui puisse me faire varier. On n'en reçoit pas ici : n'ayez pas peur.

A propos des demoiselles Snell, les filles d'Auguste Snell, consul suisse à Rome, qui séjournait aussi à Frascati, Léopold écrivait à Aurèle : « Snell m'a fait promettre de dîner chez lui tous les jours. Il peut y avoir là quelque intention, mais pour cela je suis bien fort. Aussi ne te mets rien en tête. »

Et, à la même époque, à propos de son modèle, une jeune Frascatane de 16 ans que ses camarades avaient vue un dimanche à Frascati et dont ils le prétendaient amoureux :

Sur mon honneur, ce n'est qu'une plaisanterie. Loin d'avoir fait mon choix, il me serait bien difficile de nommer l'objet pour lequel j'aie le plus léger sentiment d'amour... Les observations que je te fais dans mes lettres sur tes faiblesses (à l'égard des femmes) seraient trop à contretemps. Je les maintiens et je t'engage plus que jamais à persévérer dans ta réserve. Si je prolonge mon séjour à Frascati, c'est que j'ai commencé deux études de tête en grand, que j'aimerais finir; mais j'en suis fâché. Je suis impatient de me retrouver auprès de toi¹. (30 novembre 1830.)

En 1831, la princesse Charlotte ne parut pas à Rome. Aussi bien la ville était-elle troublée par les révolutionnaires qui rêvaient d'une Italie unifiée, affranchie de la tutelle de l'Autriche et du pouvoir temporel du pape. Léopold Robert quitta lui-même les Etats de l'Eglise pour se rendre à Paris, au Salon du Louvre, où triomphaient ses *Moissonneurs*. Charles Clément a publié une bonne partie de la lettre où Robert raconte à son frère Aurèle comment, entre Rome et Florence, ayant traversé les provinces insurgées, il rencontra à Terni le prince Napoléon qui s'était mis avec le prince Louis à la tête des révoltés. Au cours d'une longue conversation nocturne, le prince expliqua à son ami les raisons, toutes généreuses et désintéressées, prétendait-il, qui l'avaient engagé dans cette affaire. Il lui confia un paquet pour sa mère, la reine Hortense, et un message affectueux pour sa femme.

En chemin déjà, Léopold avait appris qu'à cause de la révolution italienne, les étrangers ne pouvaient demeurer plus de trois jours à Florence. Grâce à de hautes protections, lui et ses amis obtinrent cependant d'y séjourner quelques semaines.

Il faut que je vous dise, écrivait-il aux siens, que, le lendemain de mon arrivée, j'allai, comme je l'avais promis au prince Napoléon, chez sa femme que je trouvai véritablement irritée contre lui et se plaignant de la position où les princes mettaient leur famille. Cette position est telle que j'ai été surpris grandement de m'entendre dire par chacun ici que si je voulais rester à Florence, je devais éviter d'entrer chez les Bonaparte, qu'il n'en fallait pas davantage pour me faire proscrire. (Mars 1831.)

En réalité, les deux princes avaient quitté Florence à la faveur d'un mensonge. Charlotte s'était faite auprès de Robert l'interprète de cette version de famille. Le peintre la rapportait ainsi à son ami, M. Marcotte d'Argenteuil :

¹ Il faut avouer que si, parlant comme il parlait, écrivant comme il écrivait, Robert a été, durant dix ans, ainsi que certains le prétendent, l'amant de Teresina, c'est un fier hypocrite. Dès lors toute sa biographie est à recommencer, mais sous un autre signe.

Vous me demandez pourquoi Napoléon était avec les Constitutionnels. C'est que lui et son frère ayant appris que leur mère, la duchesse de Saint-Leu, partait de Rome pour venir les rejoindre, à cause des troubles de Rome, pensèrent d'aller à sa rencontre. Au lieu de prendre la route de Sienne, ils prirent celle de Pérouse qui n'était pas celle que leur mère avait prise. (En cela, on dit que Louis n'était pas innocent, que c'était un stratagème pour engager son frère à prendre parti avec les libéraux.) Ils furent reçus à Pérouse, Foligno, Spolète, Terni, avec des démonstrations si vives de joie et on leur fit tant d'instances pour les engager à se réunir aux mécontents et à leur donner l'appui d'un grand nom qu'ils se laissèrent entraîner, Napoléon, par faiblesse, et Louis, par mauvaise tête¹. (18 avril 1831.)

Avec ses amis, Edouard de Pourtalès, Auguste de Bonstetten et Ulrich Ziegler, Robert avait loué le premier étage du palais Passerini. Il travaillait d'arrache-pied à son *Enterrement d'un aîné de famille de paysans romains* et à plusieurs autres tableaux que lui avaient demandés des amateurs florentins. Il faisait à la princesse de fréquentes visites. Tout à coup le bruit se mit à courir que le prince Napoléon était mort. La lettre par laquelle Robert communiquait aux siens cette triste nouvelle a été publiée par Clément.

Quelques jours plus tard, Robert était mandé au palais Bonaparte² où il apprit de la jeune veuve la triste fin de ce prince qui voulait donner sa vie pour la liberté des peuples et qui avait succombé à une maladie d'enfant. Dès lors, il reprit auprès d'elle ses visites régulières. Le 19 avril 1831, il écrivait à Aurèle :

Je vais faire un portrait en grandeur naturelle, avec les bras, du prince Napoléon. J'espère réussir, car, sans avoir sa nature, j'ai toutes les facilités pour le faire mieux qu'un autre. A propos de Napoléon, je vais chaque jour chez la princesse Charlotte qui a été extrêmement affligée de la mort de son époux. Nous faisons ensemble de la lithographie. J'y passe deux ou trois heures et nous travaillons comme on ne peut plus. Tu verras nos œuvres. Cette chère princesse, elle est si bonne, si douce, et cette occupation l'amuse, la distrait. C'est sa mère qui m'a tant engagé à faire mon possible pour lui redonner un peu de goût pour les arts que je le fais volontiers et que j'y trouve bien du plaisir sans pour cela perdre beaucoup de temps. J'y vais à quatre heures jusqu'à la nuit. J'y vais aussi quelquefois le soir, et c'est chez la comtesse de Survilliers que nous nous réunissons. Le roi Louis, le prince de Canino y viennent régulièrement. Si je voulais, je serais extrê-

¹ Cette lettre est à rapprocher de ce que dit la reine Hortense dans ses Mémoires, publiés par Gabriel HANOTAUX. Tome III.

² Charlotte habitait avec son mari et son beau-père le palais Bonaparte, ancien palais de la famille Gianfigliuzzi, sur la place San-Trinità. C'est après son veuvage qu'elle rejoignit sa mère au palais Serristori.

mement répandu, mais mes visites se bornent presque à cette maison. Cette malheureuse disposition que vous avez de croire que mon affection est diminuée par le cercle de mes nobles connaissances !... Je me propose de faire dans un mois une petite excursion à Massa et à Sarzane. Nous nous embarquerons, Bonstetten¹ et moi, sur le bateau à vapeur qui va à Gênes. De là, je me mets dans le courrier et je n'en sors qu'à Paris. Quant à Pourtalès², il retournera à Rome. Ziegler³ le suivra sans doute. J'ai envie de dire à Snell de vendre tout ce que j'ai à Rome et de voir à Florence pour faire mon troisième tableau (*Les Vendanges*). Je serai plus rapproché du lieu de la scène et ne retomberai pas dans ce que j'ai fait jusqu'à présent. On me demande tant de tableaux ! Il ferait beau avoir une espèce de fabrique. J'ai vu chez la princesse Charlotte la marquise Senzoni, dernière descendante des Médicis, qui m'a invité à aller chez elle. Elle m'a dit qu'elle ne recevait que de grands hommes. C'est pour cette raison que je n'y suis pas encore allé. Je vois souvent M^{me} Paterson, Américaine⁴.

Le 4 mai, Léopold ajoutait :

Je me trouve toujours parfaitement à Florence. On se croit dans un paradis... Mes tableaux font ici grand effet. Je ne souffre pas du mauvais temps... La princesse Charlotte que je vois chaque jour veut que je me serve de sa voiture. Elle est toujours bien affligée. Il y a longtemps que ces dames demandaient à voir le tableau que j'ai apporté de Rome. (*Enterrement d'un aîné de famille*.) Je les avais prévenues que le sujet était tout à fait triste. Elles n'ont pas craint cependant de le voir. J'en ai été très fâché, car, à sa vue, la princesse Charlotte a eu un accès terrible et elle s'est trouvée mal plus d'un jour. Ces dames me montrent une bonté, une affection particulière. Je crois que mon assiduité leur plaît⁵.

En même temps, il écrivait à sa sœur :

Je te dirai que je suis très assidu auprès de cette chère princesse Charlotte qui est si gentille, simple et bonne. Figure-toi que je suis tout dans sa confiance, qu'elle me dit tout. Vous êtes tous connus d'elle, car elle m'a fait assez de questions à votre sujet. Je lui ai fait lire toutes vos lettres qui l'ont intéressée. Elle s'est enfin décidée à sortir et nous sommes allés, l'autre jour, faire une charmante promenade qui m'a paru lui faire du bien. Une de ses amies, la marquise Ricci, est venue la prendre dans un bel équipage, et ces promenades se renouvellent souvent. Je les accompagne et elles paraissent fort aises de m'avoir. Je te dirai, ma chère, que ma réputation est si grande ici que les premiers artistes italiens sont venus me voir... Je

¹ Auguste de Bonstetten, de Berne, élève de Robert, fils de Charles de Bonstetten-Bonstetten.

² Edouard de Pourtalès. 1802-1885. Fils de Jacques-Louis. Peintre de paysages. Elève de Robert.

³ Ulrich Ziegler. Paysagiste de Zurich. 1798-1877. Elève de Robert.

⁴ Ce doit être la mère ou une parente de miss Elisa Paterson, première femme de Jérôme Bonaparte.

⁵ Cette lettre n'est pas entièrement inédite.

suis reçu partout avec distinction. Mais je ne vois pas beaucoup le monde parce que la société de la Princesse Charlotte absorbe tous les moments que je donne au plaisir. Elle commence à se consoler et son caractère gai revient.

Robert avait laissé partir pour Massa ses trois compagnes. Il ne quittait plus la jeune veuve. Petit à petit, il cédait aux sentiments que si longtemps il n'avait pas voulu s'avouer. Ses lettres, il les datait de « Firenze benedetta ».

N'es-tu pas émerveillé, écrivait Adèle Robert, sœur cadette de Léopold, à son frère Aurèle, de la lettre de Léopold où il règne un ton de gaieté que nous ne lui connaissions plus depuis longtemps ? (Avril 1831.)

Le 6 juin, Léopold avoue à sa sœur Sophie :

Je suis encore ici, mais c'est pour des raisons de la dernière importance. J'ai un grand succès ici par les ouvrages que j'y ai faits. Ma chère, redressons-nous. Je ne suis pas au bout de ma carrière. Je suis persuadé que je vais me mettre tout à fait à la tête des hommes de génie. N'en dites rien, parce que la poule ne doit pas chanter avant d'avoir fait l'œuf. Le fait est que, me trouvant ici pour cause, il faut qu'Aurèle aille à Paris¹. C'est de toute nécessité. Une supposition que je n'y allasse pas, il y aurait au moins un Robert, ne serait-ce que pour M. Marcotte. Il n'est cependant pas probable que je reste ici. Il faudrait une circonstance tout à fait particulière. Après Paris, je compte revenir ici très vite pour arriver au moment propice pour m'inspirer pour mon troisième tableau. Je le suis déjà. Je ne pense plus que le sentiment soit une chose si peu importante dans la vie... Encore cinq années de travail, j'aurai un nom européen et une fortune indépendante. Alors nous pourrions retourner à notre Chaux-de-Fonds et faire voir qui nous sommes.

Je finis en ce moment le portrait de Napoléon. Je n'ai plus rien à faire ensuite. Ainsi je pars (si je pars : énigme) le 13 de Livourne, sur le bâtiment à vapeur qui va à Marseille et je serai à Paris le 23 ou le 25. Quand j'y pense, je voudrais presque être parti. D'un autre côté, je suis fâché de quitter le lieu où je laisse une affection si chère, car enfin, je ne puis me le dissimuler, *je suis épris*... mais non sans que la raison me conduise toujours. Au moins, je le demande à Dieu. Quand je pense au dévouement de M. Marcotte², je pleure presque de n'être pas encore parti pour aller me jeter dans ses bras. *Mais je suis amoureux* : c'est ma réponse. Je m'arracherai difficilement d'ici, bien difficilement. Si tu savais les soins, les attentions qu'on a pour moi, tu t'expliquerais mon incertitude³.

¹ Pour le Salon. Aurèle était à la Chaux-de-Fonds.

² M. Marcotte d'Argenteuil s'était occupé des inscriptions, des bordures, de tout ce qui concernait l'exposition des ouvrages de Robert au Salon.

³ La seconde partie de cette lettre n'est pas inédite.

Robert partit cependant. Le triomphe qu'il remporta à Paris, la croix que Louis-Philippe en personne épingla sur sa poitrine lui rendirent peu à peu son assurance. Le temps d'embrasser ses sœurs à la Chaux-de-Fonds et le voilà reparti pour Florence où l'appellent, prétend-il toujours, « des affaires de la dernière importance ». Pourtant il y avait un pied de neige sur le Jura, et le temps des vendanges en Toscane était bien passé.

Le peintre emmenait en Italie un nouvel élève, Gustave de Roulet, le fils cadet de son bienfaiteur, M. François Roulet-de Mézerac. Dans ses bagages, il avait dissimulé une parure de 100,000 fr., cadeau de M^{me} de Pourtalès-Castellane à sa nièce, M^{me} de Ganay, et un collier de perles destiné, semble-t-il, à la princesse Charlotte. Ces bijoux valurent aux deux artistes un voyage fort périlleux, car une troupe de brigands battait précisément la route du Mont-Cenis. De Florence, Robert écrivait à ses sœurs, le mardi soir 6 décembre 1831 :

Dès le lendemain de mon arrivée, j'ai fait demander à la princesse Charlotte quand elle pourrait me recevoir. Elle m'a donné rendez-vous pour le soir. Pendant la journée, je suis allé chez le comte de Ganay qui m'a reçu comme un vieil ami. Il m'a dit qu'étant à Gorgier quelques jours, il avait voulu venir me voir à la Chaux-de-Fonds, quand il avait appris que je n'y étais plus et qu'on m'avait vu passer à Neuchâtel avec mes sœurs... Le soir, je suis allé remettre mon collier. J'ai trouvé ces dames en fort bonne santé. J'ai cru remarquer qu'elles s'occupent beaucoup de politique; elles ont été bien aimables et j'ai eu du plaisir à les revoir. La princesse paraît un peu moins triste et même elle m'a paru disposée à la gaîté. Quel médecin que le temps pour les peines du cœur ! Elles m'ont beaucoup parlé de Paris et désirent beaucoup y retourner. Je vous en parlerai au long dans ma prochaine lettre.

Déjà le ton de cette lettre laisse percer la déception. Et cette déception se trahit aussi dans les lettres que Léopold adressait à la même époque à M. Marcotte, lettres déjà publiées par ses premiers biographes.

En effet, Charlotte n'était plus ni triste ni solitaire. Autour d'elle, une petite cour s'était reformée. Le marquis Curtilepri brigua ses faveurs; le comte Leopardi lui lisait ses vers. Avec Robert, Charlotte restait affectueuse et serviable. Elle s'informait toujours de ses travaux et, avec bonne grâce, posait pour lui en coiffe de Bernoise.

Le 9 janvier, il écrivait à ses sœurs une lettre un peu ambiguë et empreinte d'un calme voulu :

Des empêchements de tous les genres (toujours bons) m'ont empêché de vous écrire... Mon départ pour Venise est arrêté au 15 ou 20 février... Presque toute la famille Bonaparte est réunie ici. La reine Caroline, femme de Murat, est arrivée hier. Jérôme, Lucien et Louis, trois frères de l'Empereur, y sont aussi. Je vois assez souvent la princesse Charlotte qui est toujours bien bonne. Elle s'occupe toujours de religion et, ce soir, je dois conduire chez elle notre ministre protestant qui est un jeune homme de Genève, charmant sous tous les rapports. La princesse est toujours la même et ses doutes sont aussi grands. Mais ces Italiens sont des impies, des athées, et elle les écoute et en est malheureuse. C'est ce que je lui disais l'autre jour... Quant à mes plaisanteries — qui n'en étaient pas toujours, — je dois vous dire que mon voyage m'a changé et que je dis : « Vive, vive et vive la liberté ! » Je veux me donner cœur et tête aux arts, à la peinture qui me donne un bonheur continu, un peu mélancolique, il est vrai. Bien que j'y sois sans cesse choyé et prôné, je suis dégoûté du grand monde; je pense à la vie tranquille que je mènerai plus tard dans notre Chaux-de-Fonds.

Léopold avait entrepris d'amener à Dieu celle qu'il aimait. Ses sœurs lisaient entre les lignes, faisaient des suppositions, des réflexions, des questions parfois bien maladroites. Ainsi Sophie qui écrivait avec une légèreté qui prouve combien à cette époque, elle était loin de soupçonner la gravité de l'attachement de son frère: « Je m'impatiente extrêmement de connaître les adieux de la princesse. » (2 mars 1832.)

Aussi, le 27 mars, Léopold leur mandait-il de Venise où il s'était enfui:

Il faut vous parler de Florence. Je suis allé passer toutes les soirées de la dernière quinzaine dans la maison que vous savez. C'est vous dire que je ne suis pas brouillé, au contraire. On m'y a toujours montré de l'intérêt, en m'engageant presque à rester. Mais je suis fort un peu en tout, et j'ai combattu le désir que j'avais de ne pas quitter Florence pour suivre mes projets. Je les ai expliqués (les projets). On m'a témoigné de l'étonnement que je me hasardasse à traiter un sujet qui ne peut guère l'être¹. Enfin je suis parti. Je n'ai depuis ce départ reçu qu'une lettre et elle était de M^{lle} de Villeneuve, très aimable, pleine de bonté et d'intérêt. Je vous laisse à penser le plaisir qu'elle m'a fait. Je vous dirai de plus que je ne serais pas étonné d'apprendre le mariage de la Princesse avec un des plus grands seigneurs florentins qui, je crois, en a bien envie. Vous ouvrez de grands yeux, j'en suis sûr, et pourtant il en sera ainsi peut-être. Je vous assure que, tout en ayant des sentiments que je ne puis me dissimuler, j'ai assez de raison pour me faire désirer avant tout le bonheur d'une personne qui m'intéresse. Je vous l'ai dit: Quelle illusion puis-je avoir à cet égard? Mais une chose que je vous répète, c'est que j'ai trouvé la

¹ Sujet de carnaval que la princesse trouvait trivial.

personne qui m'a touché le cœur, celle que je voudrais appeler ma femme, si elle se trouvait dans une classe plus en rapport avec la mienne.

Je dois vous paraître très calme en disant cela. Heureusement pour moi que je suis un artiste dans toute l'acception du mot et que cette vie m'accapare assez, non pour distraire des sentiments bien intimes, mais pour chercher à parvenir à un point que je vois. D'ailleurs, les jours ne succèdent-ils pas aux jours et un temps ne vient-il pas où on ne compte plus avec lui? D'ailleurs n'êtes-vous pas mes sœurs bien-aimées? N'ai-je pas un frère, un ami? Avec toutes ces bénédictions du Ciel, comment pourrais-je me plaindre? Je cherche à penser comme vous que tout ce qui nous arrive est pour notre plus grand bien. Je crois aussi qu'il faut une inclination pour élever les idées et pour remplir la vie, lors même qu'elle est malheureuse. Elle est bien préférable à ce vide que j'ai éprouvé et qui m'a rendu si malheureux à Rome. Tout était décoloré à mes yeux et même mon devoir ne me paraissait plus tracé. Ça m'a fait faire quelques bêtises dont grâce à Dieu je suis revenu¹.

Je crois que je verrai bientôt Aurèle en Italie. Ma santé est bonne. Je crois que je pourrai travailler avec un peu de suite. Ma composition est faite. Chaque figure me paraît à sa place. C'est un tableau qui peut être fait en six mois, si je ne me trompe pas².

Il s'agit, bien entendu, de la scène de carnaval qui devait figurer l'« Hiver à Venise ». Dès son arrivée dans la ville des doges, Léopold s'y était mis avec acharnement, espérant ainsi surmonter son chagrin. Cette première esquisse représentait, non le carnaval, mais l'Enterrement du carnaval sur la place Saint-Marc.

A la même époque, il écrivait à Aurèle:

Je suis à Venise et j'en suis très heureux. Armand, le neveu de Constantin³, était à Florence. Ayant appris que je désirais venir à Venise avec Roulet, il est venu me dire qu'il avait deux places dans sa voiture. Ça m'a décidé, et nous sommes partis vendredi à midi... J'ai quitté Florence avec peine, car, sous un rapport, je m'y trouvais bien. J'allais très souvent chez ces dames, surtout les derniers temps. J'ai fait leurs portraits, le soir, au crayon seulement. Elles m'ont engagé à leur écrire.

Plus tard, dans une sorte de journal écrit entre le 23 et le 31 octobre de la même année, Léopold disait encore à Aurèle:

Aujourd'hui j'ai reçu des nouvelles de la princesse Charlotte. Elle m'avait déjà écrit il y a huit jours. Dans ses deux lettres, elle me parle des dames de Plaisance et m'annonce qu'elles passeront l'hiver à Florence. Je suis bien aise pour cette raison de ne pas avoir fini mon tableau. Je ne

¹ Léopold pense probablement à son intrigue avec Mlle de Plaisance.

² Cette lettre n'est pas entièrement inédite.

³ Abraham Constantin, peintre sur porcelaine, de Genève. 1785-1855.

serais pas étonné que ces dames aient raconté notre histoire à la princesse Charlotte, ce que je n'ai jamais voulu lui dire et je me loue de ma discrétion. Elle désire savoir si tu es à Paris ou en Suisse et si tu ne viens pas bientôt me rejoindre. A Florence, je ne pourrais pas cacher mon tableau. Ici, ayant pris un parti, je puis y rester autant que je voudrai sans qu'on sache qu'il est fini et faire de petits tableaux... J'ai appris que les mauvaises langues ont beaucoup causé après mon départ. Mais, à Florence, ça ne m'étonne pas.

Evidemment, on avait jasé, et c'est pour cette raison peut-être que, dans les premiers temps de la séparation, Charlotte écrivit très peu à Robert. Ses rares missives, elle les lui faisait tenir par M^{lle} de Villeneuve ou par Jési. Ami fidèle et pitoyable, celui-ci s'efforçait, d'autre part, de donner discrètement à Léopold des nouvelles de la princesse. Pas une de ses lettres où il ne réussît à glisser quelques mots encourageants. Nous en traduisons ici de l'italien quelques fragments:

du 23 mars 1832.

Le beau dessin que vous avez offert à la princesse Charlotte avant votre départ lui a infiniment plu. Elle me charge, ainsi que M^{lle} Juliette de mille choses pour vous.

du 23 avril 1832.

Les dames bien connues sont à la campagne, près de Florence où je les vois comme à l'ordinaire. M^{lle} Juliette voudrait et devrait vous écrire, mais elle est si inquiète de quelques-uns de ses amis de Paris¹ qu'elle ne se sent pas l'esprit assez tranquille pour le faire. Cependant elle me charge de vous dire mille choses, ainsi que la princesse et sa mère (qui est toujours tourmentée par son mal) et M^{me} de Villeneuve.

du 24 mai 1832.

Souvent nous parlons de vous avec ces dames qui espèrent, comme moi, vous revoir bientôt et admirer le fruit de vos travaux à Venise. Je ne puis vous dire que peu de chose que vous ne sachiez pas de M^{lle} Juliette et de la princesse, puisque la première vous a écrit il y a quelques jours seulement. Elles vous font dire mille choses gentilles.

L'horreur des intrigues, des clabaudages mêlés à son indicible amour, l'ennui d'une nouvelle rencontre avec M^{lle} de Plaisance sous les yeux même de la princesse engagèrent Robert à renoncer au séjour de Florence. Le 10 octobre, M^{lle} de Villeneuve lui annonçait ses fiançailles avec son cousin, M. Joachim Clary. Elle ajoutait: « Charlotte qui est toujours l'ange de bonté, s'oubliant elle-même pour les autres

¹ Une terrible épidémie de choléra ravageait Paris.

et qui a été une véritable sœur pour moi, vous dit mille choses et compte vous écrire bientôt. »

Mais, le 29 du même mois, Jési communiquait à Léopold une nouvelle à laquelle celui-ci était loin de s'attendre : « Demain, M^{lle} Juliette partira pour Paris avec M. Clary. Ils accompagneront d'abord à Ostende et peut-être à Londres la princesse Charlotte qui va voir son père. Il n'a pu jusqu'ici obtenir l'autorisation de venir en Italie... Les dames susdites, leurs mères, ma sœur et M. Joyant¹ vous envoient mille messages. »

Cette lettre, Robert la reçut le 2 novembre. C'était le jour des Morts. Il y vit un fâcheux présage. La séparation, il ne savait pourquoi, lui semblait définitive. Conscient du coup que devait avoir porté à son ami la fâcheuse nouvelle, Jési récrivait le 4 décembre :

Ces dames m'ont écrit du bateau à vapeur, entre Mayence et Cologne, et, hier, leurs mères ont eu des nouvelles de l'arrivée à Londres, en bonne santé, de leurs filles et de M. Clary. La princesse s'est décidée à faire une visite à son père, poussée par sa mère et après que tout espoir de le voir à Florence fût perdu. M. Clary l'a accompagnée à Londres où il ne s'arrêtera que deux jours. M^{me} de Villeneuve est très affligée de l'éloignement de sa fille. Elle se croyait déjà assurée que celle-ci ne se marierait pas. Mais je ne vois pas qu'elle ait de bonnes raisons pour blâmer avec tant d'obstination ce mariage qui est, somme toute, très honorable. M^{me} Clary a promis d'être de retour à Florence au mois de mars. La princesse a dit qu'elle reviendrait dans deux mois.

Dès lors, Robert se retrancha dans un sentiment d'aigre ténacité où il croyait trouver plus de secours que dans les épanchements. Son seul réconfort était l'affection bien lointaine mais si sûre de M. Marcotte. « Vous le dirai-je ? lui écrivait-il, je me suis longtemps fait illusion. Tant que j'ai conservé l'espoir de la revoir, je croyais mes sentiments naturels. A présent, ils m'occupent trop. » Mais ces lettres ont été publiées.

Obsédé par son chagrin et par la solitude qu'il sentait pour lui pleine de dangers (Roulet l'avait quitté), Léopold avait appelé auprès de lui son frère Aurèle. Le rouquin se fit beaucoup prier. Il voulait finir à Paris toutes ses planches (gravures en couleur) et ne pas remonter son attirail à Venise.

Tu fumes trop, écrivait-il à Léopold, le 8 octobre. J'ai la conviction que tu te montes l'imagination. Ce que M^{me} de Roulet dit des lettres de Gustave

¹ Joyant ou Joyan, Jules-Romain. Paysagiste et graveur parisien. 1803-1854.

prouve la même chose¹. Déjà lorsque nous vivions ensemble, la moindre indisposition de l'un ou de l'autre te semblait une maladie naissante. Il fallait tout de suite se soigner, appeler le médecin, se mettre au régime. Tu nous dis que les chaleurs de l'Italie ne te conviennent plus. C'est donc l'hiver qui te convient le mieux. Et tu crains d'être malade ! Tu parles de garde-malade ! Alors pourquoi restes-tu à Venise ? Il est clair que, si tu es malade, ton tableau n'avancera pas plus qu'à Florence. Il me semble que tu fais ici preuve d'un défaut de notre famille : l'opiniâtreté.

Enfin, Aurèle arriva. C'était quelques jours avant Noël 1832. Il fut atterré de trouver son frère si vieilli, si changé. Léopold parlait maintenant sans ambages de ce qu'il appelait « sa passion ». Le seul lien qui le retenait à la vie, c'était son tableau. Il s'y acharnait; il s'y échinait. Aurèle en eut bientôt deviné la raison. Léopold attendait de cet ouvrage un miracle. « Vous savez lequel ? » écrivait-il à ses sœurs.

L'arrivée de son frère eut d'abord sur le peintre une heureuse influence. Il dut écrire à la princesse au début de janvier 1833, car le 20 (ou le 26), Jési lui mandait :

« Votre lettre pour la princesse Charlotte (dont il y a de bonnes nouvelles) est partie pour sa destination. »

D'autre part, rentrée de Londres à Paris, Juliette Clary s'excusait — c'était en février 1833 — d'avoir laissé sans réponse trois lettres de Robert.

Nous retournerons au printemps à Florence, ajoutait-elle, avec Charlotte que nous irons prendre à Londres. J'aurai plaisir à vous y revoir et à reprendre les soirées dont vous voulez bien vous rappeler. J'ai souvent des nouvelles de Charlotte dont l'absence m'est *aussi* (c'est nous qui soulignons) bien pénible. Voici une lettre qu'elle m'a envoyée pour vous, voici quatre ou cinq jours.

Dans cette lettre, Charlotte annonçait à Léopold son prochain retour et s'informait de ses projets à lui. Tout de suite, il s'emballe. Il veut aller s'installer à Florence. Il imagine le revoir, l'existence si douce auprès de la bien-aimée retrouvée. Mais le 2 avril, Jési récrivait : « La princesse a reçu vos lettres. L'autre soir, la reine Julie m'a dit, à ma grande surprise, que la princesse ne reviendrait pas à Florence prochainement. » Puis, le 7 mars :

« La princesse ne reviendra pas pour le moment parmi nous, du moins on n'en parle plus, pas même pour l'été. »

¹ Les lettres de Gustave de Roulet datées de cette époque traitent, en effet, Robert de malade imaginaire. Cependant le peintre était certainement atteint de la malaria.

Courageusement, Robert essaya d'abord de se distraire. Il allait au théâtre et à l'église. Il avait acheté un piano et, durant des heures, s'exerçait à en toucher. Mais bientôt il ne voulut plus voir personne ni prendre aucune distraction. Il travaillait avec une sorte de rage, priant Dieu chaque jour avec ferveur.

Enfin, en octobre, il annonça que son tableau était fini. (On sait que, cédant à l'avis de Charlotte, il avait renoncé à peindre une mascarade pour faire une sorte d'hommage au travail de la mer.) Ce qui était terminé, c'était la première composition du *Départ pour la pêche*. Sur le conseil d'un ami, disait Léopold, il laisserait son tableau reposer quelque temps, puis il y mettrait la dernière main.

Ce nouvel ami, c'était un jeune peintre français, d'origine genevoise : Edouard Odier. Les Robert avaient fait sa connaissance durant l'automne. Beau, brillant, la mise élégante, le goût sûr, le caractère à la fois sérieux et gai, il avait eu bien vite raison de la réserve de Léopold. Au palais Pisani, l'atelier contigu à ceux des Robert était vide. Il le loua et prit en même temps pension chez une dame Cattaneo, place Saint-Fantin qui logeait déjà les deux frères. Bientôt il se lia intimement avec l'aîné. Ses conseils, son affection arrachèrent pour quelques mois Léopold au désespoir.

Il faut dire que, le 17 décembre 1833, Jési avait écrit :

L'excellente princesse Charlotte est ici depuis quelques semaines, en meilleure santé, mais l'esprit plus abattu. Sa mère est à peu près toujours dans l'état où elle l'avait laissée. M^{me} de Villeneuve est toujours affligée de l'absence de sa fille. Ces dames parlent de vous souvent et disent beaucoup de choses obligeantes.

Joie et jubilation ! Le bonheur de Léopold déborde dans sa correspondance. Du reste, il devait avoir été précédemment averti de cette bonne nouvelle. Car, le 12 décembre déjà, Sophie lui avait écrit : « La dernière page de ta lettre te marque (*sic*) d'une gaîté dont tu n'avais plus fait preuve depuis maintes années. »

L'espoir de revoir Charlotte, l'affection d'Odier lui donnent le courage de reprendre ses *Pêcheurs* et d'y changer neuf figures. « Un mois encore pour les glaces et l'harmonie, dit-il. Ensuite je le plante là et je pars pour la Toscane... où je ferai mes *Vendanges* ! »

Chose curieuse, à cette époque, les honneurs, les hommages recommencent d'affluer. Léopold en a la tête un peu tournée. Et d'autant plus que, le 1^{er} juin 1834, il peut mander à ses sœurs :

J'ai aussi reçu une autre lettre qui m'a fait une émotion bien vive. Elle était accompagnée d'un souvenir charmant. Le tout m'a été remis par une dame française et son mari que j'ai vus ici plusieurs fois. Je n'ai pas besoin de nommer la personne. On me demande de mes nouvelles, ce que, depuis longtemps, on n'avait pas fait. Il eût été aussi désobligeant que difficile pour moi de ne pas faire mes remerciements. Qu'en dites-vous ? Cette continuation d'intérêt ne vous paraît-elle pas remarquable ? J'espère pourtant que mes actions suivront toujours l'impulsion de ma volonté qui se réglera toujours sur le devoir et la raison.

Je dois beaucoup à Odier qui, avec une vigueur toute nouvelle, est venu me redonner du goût pour notre art. Mais cette chaleur exagérée est tombée. Il ne désire plus que quitter Venise, après n'y avoir rien fait de ce qu'il se proposait de faire. Il parlait d'abord d'abandonner Paris et sa famille pour se vouer entièrement à son art ; mais il en a assez à présent de cette vie qui, au début, ne lui semblait pas assez isolée. Dans un mois, il part pour Florence. Vous concevez avec quel plaisir je ferais ce voyage. Mais non, je me suis dit qu'il n'est pas temps encore, et je reste.

Est-ce cette décision ou la séparation d'avec son ami, après dix mois d'intimité, qui peina le plus Léopold ? Le 10 juillet 1834, il écrivait à Gustave de Roulet :

Je m'étonne d'avoir pu jusqu'ici surmonter la dépression morale et physique que me cause Venise. En arrivant ici, j'ai bien eu le pressentiment de ce qui m'attendait de pénible. Souvent, je vous disais, quand nous étions sur les canaux profonds dont le contour avec la tranquillité de l'eau a quelque chose de si triste que je désirerais me voir au fond... Heureusement que beaucoup de courage se trouvait mêlé à ma peur de la fatigue morale, sinon c'était fini de moi. Tout s'usait en même temps. J'aurais dû faire d'abord de petites compositions en m'inspirant de ce que je pouvais voir d'abord et ensuite du plus important. J'aurais été pour vous un maître, un compagnon plus agréable et de plus de profit. Quoi qu'il en soit, j'ai pris mon pli : on me trouve bien bizarre de m'exclure du monde. J'y vais encore moins que par le passé. Peut-être que le temps me sortira de cette indifférence à tout.

Le décousu, l'obscurité de ces phrases, les regrets que Léopold exprime, les reproches qu'il s'adresse : tout cela est bien caractéristique de son état d'esprit au cours des derniers mois de sa vie.

Sous l'impression de diverses lettres reçues d'Odier, de Charlotte, même de Jési, Léopold redevenait de plus en plus inquiet et nerveux. Un peu imprudemment, il avait remis à son ami une lettre pour la comtesse de Surveilliers, espérant peut-être obtenir par ce moyen des nouvelles plus directes ou même une invitation positive à se rendre à Florence. Le 15 juillet, Odier avait écrit :

... J'ai vu plusieurs fois la comtesse de Survilliers et sa fille qui m'ont accueilli avec une prévenance et une bonté dont je ne suis redevable qu'à vous, mon ami. Je vous en remercie encore. Il y a aussi à Florence une de vos connoissances à laquelle la princesse Charlotte veut me présenter à mon retour¹, c'est la duchesse de Plaisance. Elle demeure à la campagne sans voir personne. M. Jési, M. Guerber, le gendre de Mr Gonin (celui-ci étant absent) m'ont aussi reçu d'une manière charmante et m'ont témoigné tout le cas qu'ils faisaient d'une recommandation comme la vôtre... La princesse Charlotte (à propos) m'a semblé très aimable et gentille hier soir : la première fois elle était un peu froide. Du reste ces femmes-là gagnent à la connoissance...

De son côté, Charlotte avait aussi écrit à Robert, et avec un peu trop d'effusion, lui semblait-il, pour le remercier de lui avoir procuré la connaissance d'un homme aussi accompli. Jési renchérissait sur les mérites d'Odier qui semblait avoir ensorcelé tout le monde.

Je vous remercie de vos lettres et de la connaissance que vous m'avez procurée de M. Odier qui est un jeune homme plein d'excellentes qualités. Nous avons beaucoup parlé de vous ; il m'a dit tout ce qu'on peut dire de la bonté de M. Robert et aussi des merveilles de votre tableau. Je l'ai présenté à la princesse et à sa mère qui ont été enchantées de lui... La princesse vous a écrit la même semaine. Elle vous envoie mille messages, ainsi que sa mère et M^{me} de Villeneuve. Je vous assure qu'on parle de vous chez ces excellentes dames avec tant d'estime et d'affection qu'on n'en saurait imaginer davantage. (8 août 1834.)

Le 28 août, écrivant du couvent des Camaldules où il était remonté une seconde fois pour fuir les chaleurs qui lui causaient d'insupportables maux de tête, Odier revenait sur le sujet :

... Enfin, mon cher, que je vous remercie de la connaissance que vous m'avez fait faire de la famille B[onaparte]. La vieille mère m'a gagné le cœur tout-à-fait : on n'est pas meilleure. J'y ai dîné, j'y suis allé plusieurs fois et j'ai été accueilli toujours comme l'enfant de la maison. La bonne princesse Charlotte m'a prêté des livres pour mon séjour ici et elle est très-aimable quand je la vois. On me parle souvent de vous comme vous pouvez penser et l'on m'a donné de vos nouvelles avant mon départ. La manière dont on reçoit vos recommandés prouve mon ami mieux que toutes les paroles quel cas on fait de vous. J'en suis une preuve...

Entre le 13 et le 18 octobre, Robert recevait d'Odier un billet hâtivement griffonné qui le bouleversa :

¹ Odier allait partir avec les peintres Delaroche et Edouard Bertin pour visiter le célèbre couvent des Camaldules, au centre des Apennins, Lavernia, San Giminiano, Sienne et Pise.

Mon cher Robert, j'ai reçu votre lettre du 19 7bre et vous en remercie mille fois. Je vous avais écrit deux lettres que j'ai *brûlées*. Je pars à l'instant pour Rome. Si vous étiez ici, j'épancherais mon cœur dans le vôtre ; je vous écrirai de la Ville Sainte dès mon arrivée. Vous aurez fait le bonheur ou le malheur de ma vie mais vous serez toujours cher et indispensable à votre ami

Silence et discrétion de grâce.

Edouard,
Florence 9 8bre
au matin — 1834.

Telle était l'angoisse de Léopold qu'il ne put la garder par devers lui. Dans un style extraordinairement embarrassé, il fit part à M. Marcotte de ses soupçons.

Que dirai-je, cher ami, pour vous expliquer ce retard à vous écrire, sinon en vous en disant tous les motifs ? Vous penserez que je suis malade et vous en serez tourmenté. Ce n'est pas précisément cela quoique je me sois trouvé moins bien pour une raison qui vous paraîtra bien faible pour un homme raisonnable. J'ai reçu plusieurs lettres de Florence qui m'ont remis dans un état que je ne dirai pas malheureux, mais que je ne puis dire heureux pourtant... Vous allez me blâmer, mais, mon excellent ami, accordez-moi de l'indulgence. Je dois vous dire que, devant écrire à Florence, j'ai remis à Odier quelques lettres pour les amis que j'y ai. Il a été reçu dans une maison entre autres, avec tant de bienveillance et me dit tant d'aimables choses, pour ne pas dire plus, des personnes dont il me remercie de lui avoir procuré la connaissance que je n'ai pas résisté aux réflexions et aux sensations que ces nouvelles pouvaient produire. Je ne vous en dirai pas plus, ne le pouvant¹.

La réponse de M. Marcotte², si pleine de compréhension, d'affection et de bon sens, n'était pas encore parvenue à Léopold qu'il avait déjà confirmation de la catastrophe. Le 19 octobre, Odier avait écrit de Rome :

Rome, 19 8bre 1834.

Mon cher Robert, vous avez dû recevoir deux lettres de moi, dont l'une s'est croisée avec celle que vous m'aviez écrite le 19 7bre et l'autre que je vous ai adressée le matin de mon départ de Florence, il y a 10 jours. Je vous disais dans ma dernière que j'avais brûlé deux longues épîtres que je vous avais écrites, parce que j'étais combattu par mille sentimens divers. D'ici je puis vous parler un peu plus calme et confier à votre sincère amitié mes chagrins et mes folies. Vous avez pu voir dans mes précédentes combien je me louais de la maison pour laquelle vous m'aviez donné de si bonnes

¹ Nous nous excusons de reproduire cette lettre et la précédente qui figurent dans notre *Vie de Léopold Robert*, mais elles nous paraissent nécessaires à l'intelligence de cette étude.

² Voir *Vie du peintre Léopold Robert*.

Mon cher Léopold j'ai reçu votre
 lettre du 19 7^{bre} que j'ai lue mille fois -
 j'en avais écrit deux lettres que j'ai brûlées -
 Je pars à l'instant pour Rome - Si une fois
 ici j'épancherais mon cœur dans la vôtre ; mais je
 me craindrais de la Ville Sainte de mon avenir -
 Vous avez fait le bonheur ou le malheur de
 ma vie mais avec moi toujours cher et fidèle
 à votre ami.
 Edouard
 Silence & discrétion de grace - Florence 9 8^{bre}
 au matin - 1834

Lettre autographe d'Edouard Odier (voir p. 74).

(Cliché prêté par les éditions de la Baconnière.)

lettres de recommandation. A mon départ pour les Camaldules la seconde fois, je quittais cette famille avec de véritables regrets et l'on eut la bonté de me prêter des livres. A mon retour, je fus reçu avec tant de bonté, tant d'intimité que je ne sortis presque plus de la maison, j'y dinai souvent, presque tous les soirs j'y allai passer quelques heures... La mère et surtout la tante m'envoyaient continuellement promener avec elle pour lui faire prendre de l'exercice. Vous la connaissez, mon ami, vous savez comme elle est aimante et bonne, l'amitié et l'intimité s'établirent vite entre nous je ne sais comment et moi pour ma part je l'aime comme un insensé. Quelle folie ! je le sais ; mais commande-t-on à son cœur et résiste-t-on à mon âge au désir de plaire et d'être aimé ? Et puis que de vertus et de belles qualités réunies chez elle ; tant de naïveté et de simplicité à côté de cela ! Et puis l'on me gâtait dans la maison comme un vert-vert ; la tante me disait des choses si singulières quelquefois sur le mariage, sur le désir de marier sa nièce avec un Français, sur son regret de ne m'avoir pas pour son gendre au lieu de celui qu'elle a, que vraiment je commençais à perdre la tête et je n'ai eu que juste le temps de me sauver à Rome pour me remettre la raison ; car pour le cœur il est resté là-bas. A quoi tout cela aboutira-t-il ?

A rien probablement, je ne suis ni assez riche, ni d'assez grande famille pour jamais me proposer à elle et je l'aime trop pour chercher *autre chose* et puis vous me connoissez assez pour savoir que ce n'est pas dans mes principes. Enfin mon ami je suis très-malheureux : ma seule consolation est de lui écrire, car elle me l'a permis et je suis là comme un oiseau sur la branche et n'ayant de cœur à rien. Je savais bien qu'il m'arriverait quelque chose en vous refusant vos lettres à Venise et pourtant voudrais-je ne pas les connoître ? La bonne mère surtout ; on n'est pas excellente comme elle. Si vous saviez de quels soins, de quelles attentions, de quelles bontés on me comblait. Ah mon ami, ces belles soirées d'Italie passées au clair de la lune sous des abris d'oranges et sentant une femme aimable et tendre à son bras :... qui diable y eût résisté ? Ecrivez moi, mon ami pour me consoler, pour me conseiller. Ne serait-ce pas une folie, même si l'amour m'élevait à elle, de songer à une union possible ? Et puis ne me croit-on pas plus riche de beaucoup que je ne le suis ? Elle doit vous écrire ou vous avoir écrit, elle sait l'amitié qui nous lie, soyez donc circonspect en parlant de moi si vous avez occasion de le faire et ne lui parlez pas de ma tendresse pour elle quoiqu'elle s'en doute, je pense. Si je rêvais le bonheur, je l'imaginerais uni avec une telle femme, avec les titres de la famille de moins ; mais le bonheur n'est pas pour ici bas et le réveil arrive après les songes...

Qui pourrait blâmer Léopold de n'avoir pas contenu sa douleur ?
D'avoir, à son tour, avoué sa passion ?

Le 3 novembre, Odier lui répondait :

Mon cher Robert, la foudre serait tombée à côté de moi que je n'eusse pas été plus saisi, que lorsque j'ai ouvert votre lettre ; mais je jure que mon premier sentiment et le seul qu'elle ait fait naître, est la peine que je vous ai causée sans le vouloir et un degré d'affection de plus pour vous. Moi vouloir être heureux vous sachant malheureux, ah jamais mon ami ! Et dans ce moment on me dirait : la voilà, elle est à vous, que je montrerais votre lettre et dirais : voilà celui qui l'aime véritablement. Dès ce moment, je ne pense plus à elle, elle devient pour moi une sœur et ne sera jamais autre chose, mais vous cher ami, pourquoi perdez-vous tout espoir ? Sait-elle toute la force de votre affection pour elle ? Elle m'a beaucoup parlé de vous, m'a demandé même si vous n'aviez pas quelque passion dans le cœur ? Moi qui suis bête comme une oie et ne me suis jamais douté de votre sentiment pour elle je lui ai dit que je ne m'en étais jamais aperçu ; mais enfin mon ami si toute cette intimité et cette amitié pour moi ne venaient que d'un attachement pour vous ?... car jamais le mot d'amour n'a été prononcé entre nous, amitié oui. Si je pouvais être la cause de votre bonheur mon cher Robert ? Voulez-vous m'autoriser à montrer votre lettre, à aller sous un prétexte quelconque à Florence et à lui parler, à tâter le terrain ? J'espère que vous m'estimez assez pour avoir toute confiance en moi ; ne voyez plus en moi un rival, mais un ami tout dévoué.

D'ailleurs mes parens n'auraient jamais consenti à une union pareille,

Mon cher Robert, la foudre serait
tombée à côté de moi, que je n'aurais été
plus saisi, que lorsque j'ai ouvert votre lettre;
mais je jure que mon premier sentiment q'le
sent qu'elle ait fait naître, est la peine que
je me ai causée sans la vouloir j'un degré
d'affection de plus pour vous. Moi vouloir
être heureux vous sachant malheureux, ah
jamais mon ami! Et dans ce moment on
me disait; là voilà elle est à vous, que
je montrerais votre lettre j'dirais: voilà celui

Répondy moi bien vite un mot mon
cher Robert, j'ai besoin que vous aussi, vous.
me disiez à votre tour je vous en aime
davantage. - Adieu je vous serra sur mon

Edy
Rome 3. 9^{bre} 1834 -

Sans votre lettre j'aurais lutté contre

j'en suis sur depuis 3 jours et votre lettre est venue de *désolé*, de *malheureux* que j'étais me rendre toute mon énergie. Sans cette lettre, j'aurais lutté contre l'opinion de mes parens, aujourd'hui je leur cède. Je ferai tout ce que vous voudrez mon ami et ce ne sera plus un sacrifice. Il est fait, le cœur est brisé, guérissons-le par de la vertu et de l'amitié et d'ailleurs des cœurs qui ont pu s'élever à elle sont, il me semble, inaccessibles à des sentimens bas ou indignes de cet ange.

Répondez-moi bien vite un mot mon cher Robert, j'ai besoin que vous aussi, vous me disiez à votre tour je vous en aime davantage. Adieu, je vous serre sur mon cœur.

Ed.

Rome, 3 9bre 1834.

Sur cette lettre, Léopold inscrivit : R[épondu] le 8 9bre.¹

Dépositaire du secret d'Odier, un secret qui ne lui appartenait pas, Léopold avait aussitôt repris à l'égard de M. Marcotte l'attitude d'un homme uniquement occupé de son art. Dès le 1^{er} novembre, il l'avait assuré que le retard de sa correspondance n'avait réellement d'autre cause que son travail acharné. Il s'excusait d'avoir alarmé à la légère son vénérable ami et ajoutait simplement : J'ai reçu une lettre d'Odier qui me dit avoir reçu une lettre de vous. »

Le 14 novembre, en réponse sans doute à la lettre de M. Marcotte dont nous avons parlé, il s'efforçait de le tranquilliser.

Votre état, en recevant ma lettre, était plus nerveux que de coutume et cette lettre vous a affligé encore. J'en suis désolé, mon ami, d'autant plus qu'en l'écrivant, je n'étais pas dans l'état d'esprit que vous avez pu croire. Il faut, à ce propos, que je vous fasse rire ; j'en serais enchanté. Mon frère, avec son bon sens calme, après avoir lu les pages que vous m'avez adressées, me dit avec un sang-froid vraiment comique pour moi : « Ce bon Monsieur Marcotte se tourmente beaucoup de ta passion. Cependant il me semble que quand, comme toi, on boit, on mange et on travaille, on n'est pas bien malheureux. Tu devrais le lui dire. »² Ceci vous instruira mieux que tout ce que je pourrais vous dire d'autre de l'état dans lequel je suis.

Mon bon ami, cet attachement ne me rend pas malheureux comme vous pouvez le penser et, vous le dirai-je ? tout occupé qu'en soit mon esprit et toute impression qu'il ait produite sur mon âme, je trouve mon état bien moins pénible que le vide du cœur. Mais comment puis-je parler du vide du cœur quand il est tout occupé de l'amitié qui nous lie et de mon affection pour ma famille ? C'est un blasphème. Le dirai-je pourtant comme je le pense ? Le cœur a bien des capacités pour recevoir toutes impressions

¹ Sur presque toutes les lettres d'Odier, Robert a inscrit la date de sa réponse. Cela prouve de quelle importance était pour lui cette correspondance.

² Il est clair qu'Aurèle, lassé peut-être de cette affaire, n'avait pas encore remarqué le changement qui s'était produit chez Léopold.

diverses, et j'ajouterai que, pour nous autres artistes, nous en avons plus besoin que tout autre, afin que l'imagination ne reste pas froide. Ne pensez-vous pas qu'elle donne à toutes nos productions une sensibilité qui en augmente le mérite en y mettant un charme de plus ? Oui, mon ami, je vous le répète, et je mentirais si je disais le contraire : je ne peux penser à Florence sans émotion. J'aimerais sans doute à m'y trouver ; pourtant je ne peux dire que je sois bien malheureux de ne pouvoir y être. La raison, le devoir, le caractère de mon attachement peut-être ne permettent pas à une tristesse violente de s'emparer de moi... tout au plus une mélancolie qui, sans doute, ne me dispose pas à la gaîté, mais qui ne peut nuire à mes occupations, au contraire. J'en ressens une disposition qui me paraît de l'énergie. Quand, dans une personne qui produit une inclination, on aime la beauté de l'âme, la bonté du cœur et le charme de l'esprit, et qu'indépendamment de cela il y a sympathie, les sentiments qui en résultent doivent nécessairement élever. Mais un lien qui n'a pour base que les sens abaisse, tourmente, et bien loin d'augmenter les capacités diminue celles qui existent. Voilà, mon ami, mon opinion.

Permettez-moi d'ajouter que j'ai pu m'exagérer l'opinion d'Odier sur ces dames. Voici deux mots de ses lettres : « Que je vous remercie, mon cher, de m'avoir fait connaître la famille Bonaparte. La mère surtout m'a gagné le cœur. On n'est pas meilleure. La première fois que j'ai vu la princesse Charlotte, je l'ai trouvée un peu froide. Mais ensuite, que de vertus et de belles qualités réunies chez elle m'ont frappé ! Avec cela tant de naïveté et de simplicité¹ ! » Il faut que vous soyez informé qu'en les voyant comme cela et en m'en parlant, il n'avait aucune idée de mes sentiments. Je sais les renfermer. Pendant qu'Odier était ici, nous avons souvent parlé de cette famille en général, et j'avoue que j'ai été plusieurs fois blessé de l'opinion injuste qu'il avait de ses membres. C'est beaucoup pour qu'il fût détrompé que je lui ai remis une lettre dont il ne voulait pas se charger. J'étais sûr qu'il m'en remercierait ensuite. Tout cela, mon cher ami, pour vous faire connaître le charme de cette maison.

Vous envisagez mon état sous un point de vue auquel je ne sais vraiment que répondre. Je ne peux pas vous parler du caractère de l'attachement qu'on me conserve, mais ce que je peux dire, c'est que dans tous les cas, je ne suis pas capable de rompre des relations qui me sont chères². J'ai, à une époque bien malheureuse pour la famille, montré du dévouement

¹ Charles Clément a publié cette lettre, mais curieusement remaniée. Il n'avait pas compris l'importance du passage, cité par Léopold, de la lettre Odier. Il l'a supprimé. Pour nous, ces lignes constituent un document capital, une preuve de l'importance qu'a eue pour Léopold sa rivalité amoureuse avec Odier. Si l'on peut s'étonner de l'incertitude d'un historien de la valeur de Charles Clément, il faut cependant reconnaître que les lettres de Robert sont souvent si mal écrites, si confuses quant à la forme et quant au sens qu'il faut excuser l'auteur qui cherche à les rétablir. Écrivant à trois correspondants différents, Léopold donne parfois du même événement trois versions assez dissemblables. Cela pouvait tenir à l'humeur du moment, peut-être aussi au désir de se faire comprendre ou approuver par le destinataire de la lettre. Enfin Clément a peut-être travaillé sur des copies.

² M. Marcotte lui avait demandé s'il croyait que la princesse fût disposée à partager son sort. Sinon il le suppliait de rompre avec elle toutes relations, même épistolaires. Voir lettre Marcotte dans notre *Vie de Léopold Robert*, p. 271.

qu'on a apprécié. Rompre ces relations sans motif qui puisse être su, je crois qu'on en ressentirait de la peine, se sentant de la reconnaissance pour moi. J'aime mieux que le temps amortisse une inclination que vous voyez bien trop ardente et la transforme en amitié. Si, dans ce moment, mon caractère a une tendance à la mélancolie, soyez sûr que je ne la redoute pas pour mes occupations. Je vous dirai plus, c'est que je n'aurais pas fait mon tableau si mon cœur n'eût été plein d'affections. Elles sont les degrés qui me font monter.

Il y a évidemment dans cette lettre un enjoinement forcé, l'intention de rassurer coûte que coûte le correspondant alarmé. Au reste, Robert se faisait certainement illusion à lui-même.

A son ami Edouard, Léopold avait répondu qu'il n'accepterait pas son sacrifice. Qu'il ne pourrait pas rendre heureuse la princesse. Le 15 novembre, Odier insistait :

Mon cher Robert, je reçois à l'instant votre lettre du 8, qui me fait du bien. Non mon ami, non, ni moi non plus je ne puis faire son bonheur. Tout s'y oppose, les préjugés de toute nature et une femme ne saurait les braver en vain. Je l'aime trop pour lui donner un conseil contraire à son avenir : avec moi elle n'en aurait pas. Ah mon ami, s'il ne fallait lui donner que ma vie, ce ne serait rien pour moi ou plutôt ce serait tout, mais la rendre malheureuse pour contenter sa passion serait indigne d'un galant homme. Mon père qui m'a écrit dans ce sens m'a persuadé, vous-même mon ami, si généreux si bon, n'êtes-vous pas de cet avis ? Quel soutien serai-je pour elle ? Vous savez quelles sont mes idées pour mon retour en France, vous savez avec quel bonheur je resterais auprès d'une femme que je pourrais rendre heureuse, mais si je m'apercevais un jour que je l'ai rendue malheureuse par le fait seul de notre union, ah j'en mourrais de chagrin.

Je suis reçu à merveille ici par toute la famille, mais mon ami tout cela ne [mot illisible] il pas quand on saurait ce à quoi je voudrais prétendre ? Son bonheur, son bonheur, voilà ce qu'il faut voir seulement, eh bien dussé-je en crever de chagrin, je crois qu'il faut la fuir. Elle, me jugeant avec de l'amitié, avec de la bonté seulement me prendra pour un ingrat, mais j'aurai du moins ma conscience et là haut comme vous le croyez aussi tout sera jugé.

Adieu cher et bon ami, je ne fais pas grand'chose comme vous pouvez penser, j'ai l'âme trop tourmentée. Je vous écrirai plus au long un de ces jours...

Le 5 décembre, nouvelle lettre d'Odier :

... Quant à moi je suis comme un homme ivrogne, je tache de me battre les flancs pour me distraire, je cours le monde les salons, mais seul je retombe plus bas encore et pourtant la raison m'ordonne d'en agir ainsi. J'ose vous dire tout cela mon ami malgré la singularité de notre position l'un envers l'autre en cette affaire, parce que je connais votre âme élevée

et je vous plains encore plus que moi, car je suis plus jeune et cette impression durera *peut-être* moins longtemps. Vous écrit-on quelquefois ? On doit avoir une opinion bien défavorable de moi... mes lettres étaient si absurdes. On doit ou me plaindre ou me mésestimer. On ne m'écrit plus et malgré la peine que cela me cause, j'en suis charmé dans l'espoir que la fierté me guérira, car si je pouvais penser qu'on me rendit une parcelle de la tendresse que je lui voue, je serais trop malheureux. Je vois beaucoup ici la princesse de Musignano¹ qui est pleine de bonté pour moi et je reçois ainsi quelquefois des nouvelles de Florence et quelques mots d'amitié. Le temps, ce grand maître sera peut-être mon meilleur docteur. En attendant, je ne fais pas grand chose, j'ai commencé pourtant une étude de pifferari²...

Vous me parlez du bruit qui court sur vous pour le catholicisme que vous devez embrasser. C'est une absurdité qu'on m'a débitée à mon arrivée, mais j'en ai beaucoup ri et ai ri aux dépens de ceux qui me le disaient et à leur nez. C'est de la basse jalousie, mon ami. Riez-en comme moi et répondez leur en les écrasant de votre talent. Les pêcheurs parleront pour vous — laissez faire.

J'ai su avec un grand plaisir que votre frère avait fait de bonnes choses de ses intérieurs de St-Marc, cela me réjouit bien ainsi que ses succès à Berlin...

Sur cette lettre, Robert a écrit : Répondu le 2 [janvier] 1835.

Du 12 janvier 1835.

Mon cher Robert, combien je partage votre goût pour la solitude et depuis quinze jours j'en jouis avec volupté. Ayant été obligé de chercher un logement autre que celui que j'occupais avec Delaroche et que je lui laisse pour y recevoir sa femme, je me suis établi dans un pavillon de la Villa-Pauline (près la porta Pia) appartenant au Prince de Musignano. J'ai de mes fenêtres une vue admirable, je vois tout Rome et suis presque à cheval sur les murs antiques de la Ville. Cela me plaît extrêmement, je *me* retrouve dans cette solitude et je me suis remis au travail sans y songer et avec amour... Le prince de Musignano qui m'a loué ce pavillon habite la Villa et nous sommes par conséquent très voisins : lui et sa femme sont pleins de bonté pour moi et le matin j'ai souvent la visite de leurs enfans qui me rappellent beaucoup mes neveux et m'amuse par leur caquet enfantin. J'ai reçu il y a huit jours une lettre de Florence bien aimable comme à l'ordinaire : on m'engage beaucoup à vous presser de me rejoindre à Rome parce que toutes vos lettres sont si tristes et qu'on en conclut que la solitude de Venise ne vous convient pas. Vous savez cher ami quel plaisir cela me feroit, mais vous n'avez pas l'air encor de vouloir quitter vos lagunes. Quant à moi, je ne sais pas du tout ce que je ferai : je n'ai pas de projets plus lointains que le printemps par ici et puis je ne sais où j'irai et où je resterai...

¹ Zénaïde, sœur de la princesse Charlotte.

² Cette lettre contient ici un récit des fiançailles du peintre Delaroche avec la fille d'Horace Vernet.

Je vous remercie mille fois de tout ce que vous me dites d'affectueux au renouvellement de cette année : je vous le rends bien mon ami et nous avons passé il me semble par une épreuve ou bien des affections auraient succombé et cette année qui vient de finir fera époque chez moi sous plus d'un rapport et surtout à votre égard...

Si nous donnons ici ces lettres presque au complet, c'est qu'elles permettent de deviner les réponses de Léopold, d'imaginer ses réactions. Il y trouvait, hélas ! la preuve évidente que le chagrin de son ami persistait, et cela malgré les assurances du début. La villa Pauline ! Quels souvenirs ce nom devait éveiller en lui ! Quelle douleur d'y sentir Odier installé comme lui-même naguère, jouant à son tour avec les enfants de Zénaïde, ces petits neveux de Charlotte qu'elle aimait tant. L'intrigant ! Il avait donc entrepris la conquête de toute la famille !

Imagine-t-on situation plus tragique que celle de ces deux amis pleins d'estime et d'affection mutuelles, liés par un double aveu, incapables désormais l'un et l'autre de s'avancer auprès de la femme aimée sans passer pour des traîtres ou des meurtriers. Tout aussi incapables cependant de renoncer définitivement aux lettres et à l'intérêt de la princesse. Relevons ce mot « toutes » (vos lettres) dans la dernière missive d'Odier. Il y a là, semble-t-il, une question et un reproche à la fois. Aucun des deux hommes n'observait strictement les règles du jeu.

A Aurèle, Odier écrivait aussi, mais sur un ton différent :

Rome, 9 février 1835.

J'ai reçu il y a quelques jours votre aimable lettre, mon cher Aurèle, et je m'empresse d'y répondre pour vous témoigner tout le plaisir qu'elle m'a fait. Vous ne devez pas douter de tout l'intérêt que je prends à vous et de mes sentimens à votre égard. Il suffit d'avoir connu votre excellent caractère comme j'ai pu le faire sans parler de ce que vous valez comme artiste pour qu'on vous apprécie et vous aime. Votre admirable conduite envers votre frère est toujours une de mes admirations, c'est tout naturel me disiez-vous d'être attaché à un homme comme Léopold, par conséquent à un frère comme lui, votre exemple n'en est pas moins rare pourtant et bien senti par moi qui aime tant les liens de famille, base de toute morale...

Snell¹, Constantin² et Lemoyne³ avec un i grec (comme nous l'appelons, parce qu'il dit d'écrire son nom ainsi) me parlent aussi toujours de vous. Ce sont de bien braves gens mais fièrement cancaniers et c'est je crois à eux trois qu'ils ont fait l'histoire sur la conversion de votre frère au

¹ Auguste Snell, consul suisse à Rome.

² Abraham Constantin. 1785-1855. Peintre de porcelaine genevois.

³ Lemoyne-Saint-Paul, dit Parel Lemoyne, sculpteur, né à Paris en 1784, mort à Rome en 1873.

monacat. En général, Rome est bien petite ville pour les paquets et les potins : on y arrange des histoires dont il n'est pas question au fond. Aussi fais-je la cour à toutes les femmes, ça fait qu'on ne peut dire rien si ce n'est que je ne fais rien...

Aurèle devait s'être plaint à Odier de l'humeur sombre de Léopold. Dans sa détresse et son isolement, celui-ci s'était, à cette époque, rapproché de son cadet et lui avait avoué qu'il ne pouvait surmonter sa passion. Aurèle commençait à s'inquiéter sérieusement. C'est que toutes les circonstances semblaient se liguier contre le malheureux artiste.

Le 30 novembre, il avait fini son tableau. (Composition définitive du *Départ pour la pêche*.) Après l'avoir exposé au Palais Pisani, il l'avait envoyé à Paris où, par une fatale erreur de roulage, il était arrivé trop tard pour le Salon. Cette nouvelle, Robert l'accueillit presque avec indifférence. Rien ne l'atteignait plus. Il se sentait « comme un paralytique moral ». L'achèvement de son ouvrage lui laissait un vide affreux. Il croyait s'être survécu. Avec cela, sa santé était usée, son corps vieilli, son cœur pantelant.

Je ne réponds plus guère aux lettres, écrivait-il, le 19 février 1835, à Gustave de Roulet qui le sommait de lui donner de ses nouvelles. Que direz-vous de cette paresse, après m'avoir vu, comme un maniaque, barbouiller des pages et des pages et m'avoir fait la guerre à ce sujet ?

Dans son *Histoire de ma vie*, George Sand raconte qu'à cette époque, Léopold Robert passait aux yeux de tous pour un triste maniaque. Vêtu d'une jaquette de velours, coiffé d'une toque qui lui donnait l'air d'un peintre de la Renaissance, le regard vague, le geste nerveux, il allait au long des canaux, ramant dans sa barque noire jusqu'à l'épuisement.

Comme alors les deux frères écrivaient ensemble à leurs sœurs, il n'y avait pas d'intimité possible. Crainte d'alarmer ces pauvres femmes, Léopold ne leur parlait plus guère de lui-même, mais seulement d'elles et de leurs petites affaires. Prises dans l'engrenage des lessives, des soins domestiques et des potins de la Chaux-de-Fonds, elles ne se rendaient pas compte du changement d'humeur ni de l'effort que trahissaient pourtant et l'écriture et le style de Léopold. Cependant, le 11 décembre 1834, Sophie s'inquiétait du vide qu'allait laisser à son frère l'achèvement de son tableau. Puis elle ajoutait cette remarque aujourd'hui assez piquante :

M. Imer¹ d'Avignon est complètement emballé du génie de Léopold. Il dit qu'il faudrait voir les *Moissonneurs* à genoux et que nos petits-enfants verront à la Chaux-de-Fonds la statue de Léopold Robert.

Le 27 février, Odier écrivait à Robert :

... Je quitte Rome dans 10 jours, pour faire le tour de la Sicile et aller jusqu'à Malte ; puis je reviendrai à Naples passer quelques semaines et de là je m'embarquerai pour Gênes et retournerai à Paris. Je ne puis cher ami secouer mon *chagrin* : j'ai beau aller dans le monde et chercher à m'étourdir, cela va de mal en pis. Il faut donc fuir, car je redouterais trop sa présence et elle doit venir ici incessamment. Vous dire ce que je ferai, ce que je deviendrai m'est impossible : je voudrais être au fond de la mer.

Et, à la suite, le 3 mars :

Je pars lundi prochain décidément, comme je vous le dis plus haut... (Détails concernant ses bagages et la commande d'un tableau par le comte de Fersen.)

Adieu cher ami, je suis peu en train d'écrire... Où nous reverrons-nous ? Sera-ce encore ici-bas ou là-haut ? Adieu, adieu je vous embrasse de toute mon âme.

Votre ami Edouard.

Cette dernière lettre, Léopold la reçut le 7 mars. Le lendemain arriva une autre lettre, de la princesse celle-là. Charlotte félicitait Robert du succès des *Pêcheurs* dont tout le monde s'entretenait à Paris² et lui demandait une description de la composition définitive. Elle annonçait son intention de rejoindre à Rome sa grand'mère, M^{me} Laetitia.

Léopold avait précisément commencé pour la princesse un dessin à la plume de son tableau. Lorsqu'il sut qu'elle partait pour Rome, il résolut de ne pas le continuer. « Je crois, écrivit Aurèle à M. Marcotte, le 17 avril 1835 (donc après la mort de Léopold) que ce départ pour Rome l'a contrarié ; je ne sais pourquoi. »

Aurèle ne savait pas pourquoi, mais nous le savons. Malgré les assurances d'Odier qui parlait de fuir Charlotte, Léopold était sans doute persuadé qu'elle allait le retrouver à la Villa Pauline ou que, si elle ne l'y retrouvait pas, elle en souffrirait. Léopold résolut-il de mourir pour devancer un geste fatal de son ami ou pour faire le bonheur d'Odier et le bonheur de celle qui lui était plus chère que la vie ? Dans ce terrible conflit qu'aggravaient encore l'ambiance romantique, le désarroi physique et moral de Léopold, le plus naïf, le plus sincère des deux rivaux devait succomber.

¹ Il s'agit du peintre Auguste Imer, qui fit don de plusieurs ouvrages de Robert au Musée Calvet, d'Avignon, et dont cinq toiles sont au Musée de Neuchâtel.

² Les *Pêcheurs* de l'Adriatique étaient exposés dans une salle de la mairie du II^{me} arrondissement.

Au revers de la dernière lettre d'Odier, Robert a noté, selon son habitude : R[épondu] le 15 mars. Qu'écrivit-il alors à son ami ¹ ?

Déjà depuis plus d'un jour, Léopold reposait dans sa tombe de San Michele lorsque, le 24 mars 1835, sa sœur Sophie lui mandait, répondant, semble-t-il, à une demande de conseil peut-être ancienne :

Que te dirai-je de ton projet d'aller à Florence ? C'est un entraînement, je le comprends. Tu as passé un si cruel été, comme en exil, privé d'une société que tu avais appris à tant aimer ! Il serait encore temps, à ton âge qui est celui de ton été et avec ta réputation, d'inspirer à la princesse des résolutions telles que celles de M^{lle} de Nevers. Les scrupules d'Edouard ne pourraient être les tiens puisque les circonstances ne sont pas les mêmes et tu connaîtrais un bonheur bien réel dans une union où les distances seraient effacées par les rapports de caractères. Sans cela, permets que je me range à l'avis de M. Marcotte ².

Sophie avait donc reçu confidence du drame. Peut-être n'en avait-elle pas compris toute l'acuité. Mais, sensible, intuitive, elle saisissait que, s'il restait à Léopold une chance de salut, c'était dans une démarche définitive qu'elle se trouvait. Tout valait mieux que l'effroyable incertitude. Aussi, après avoir longtemps combattu les sentiments de son frère, elle y donnait maintenant son approbation. Bien plus, elle cherchait à lever les scrupules de Léopold à l'égard d'Odier ; elle l'encourageait à tenter la grande aventure.

Est-ce cette réponse-là que Robert attendit dans ses derniers jours ? Car certainement il attendit quelque chose... un mot, un signe qui ne vint pas. De là ses hésitations, ses tergiversations. De là, sans doute, le fait qu'il laissa passer la date fatidique du 18 mars, date du suicide de son frère, dix ans auparavant, et se tua le 20 seulement.

Quoi qu'il en soit, ces lignes de la sœur aînée, de la « grande sœur », de celle qui fut certainement, après sa mère, la plus intime confidente de Robert, ces lignes nous donnent une dernière preuve que le nœud du drame est bien là où nous l'avons montré.

Dorette BERTHOUD.

¹ A l'instant même où je corrige les épreuves de cet article, le comte de Laborde, petit-neveu d'Ed. Odier, m'envoie la copie d'un fragment des *Mémoires* de ce dernier. Ils confirment point par point ce récit. Nous les publierons sous peu.

² Cette lettre nous a paru d'abord datée de 1833, et nous ne l'avions pas comprise. Mais il est clair que le dernier chiffre est un 5 mal fait. Dès lors, tout s'explique. Edouard, c'est Edouard Odier dont, en 1833, Robert ne soupçonnait même pas l'existence. L'avis de M. Marcotte, c'est celui dont il est question dans la note 2 de la page 79.

A NEUCHÂTEL, APRÈS LA MORT DE LÉOPOLD ROBERT¹

Neuchâtel, en 1828, était une petite ville de 5800 âmes logées dans 540 maisons. La vie y était assez chère; le pain coûtait cinq batz la livre, la viande de bœuf neuf batz et demi la livre, le vin dix batz le pot. Toutefois, la situation financière se présentait favorablement. Cinquante-neuf loteries, échelonnées de 1786 à 1798, puis de 1805 à 1825, avaient laissé un bénéfice de L. 682,000; les libéralités de David de Pury n'étaient point toutes épuisées. Aussi avait-on entrepris, dès 1826, la construction du « bâtiment du collège », dans le but d'y réunir les divers enseignements, la bibliothèque, qui comptait déjà 10,600 volumes, et le cabinet d'histoire naturelle. En 1835, l'édifice s'achevait; on parlait de l'inaugurer au cours de l'été. Un atelier de peinture, devisé à L. 10,900 environ, s'aménageait dans les combles. Maximilien de Meuron l'avait proposé; il le voyait à l'avance mis à la disposition d'artistes, et, croyons-nous, en premier lieu à celle de Léopold Robert.

Le grand peintre, en effet, avait promis de venir s'établir à Neuchâtel et d'exécuter un tableau pour orner l'édifice flambant neuf. Aussi, quel coup de foudre, et quelle amère déception quand se répandit la nouvelle de la « mort cruelle » du 20 mars à Venise ! Neuchâtel ne possédait aucune œuvre de l'artiste, et cela était intolérable ! Comment n'avait-on pas songé à lui faire un achat de son vivant ? Il fallait rattraper le temps perdu. M. le maître bourgeois de Montmollin s'y emploie le premier. A ses yeux, « il serait utile, patriotique et honorable d'enrichir le musée ou cabinet lorsqu'il sera transporté dans le vaste et beau local qui lui est destiné à l'Etage du bâtiment du collège », mais avec quelle œuvre ? Il songe au tableau des *Pêcheurs de l'Adriatique*, car il a lieu de croire que M. Paturle, négociant à Paris et membre de la Chambre des députés, qui vient de l'acquérir pour L. 15,000

¹ Outre le *Constitutionnel*, toutes les informations du présent travail sont tirées des Archives de la ville de Neuchâtel : Manuel du Conseil, Manuel des Quatre Ministraux, Lettres, Recueil de pièces officielles et intéressantes n° 2, Livre de cérémonies. Que M. Quinche, secrétaire communal, et ses aimables collaborateurs soient ici remerciés, ainsi que MM. Thévenaz et Montandon.

de France, « ne s'en désaisira qu'en faveur de la ville capitale de la patrie de ce peintre illustre, et que des citoyens riches concourroient par des souscriptions à la dépense nécessaire pour en acquérir à la ville la possession ». Les collègues du maître bourgeois au Petit-Conseil, auxquels l'idée est soumise dans la séance du 13 avril 1835, l'adoptent « unanimement » et autorisent les Quatre-Ministres à faire des démarches auprès du propriétaire du tableau.

Le jour même — exemple mémorable de célérité administrative, surtout pour une affaire touchant aux beaux-arts, — les Quatre-Ministres expédient la lettre suivante :

Monsieur Paturle, membre de la Chambre des députés, etc., à Paris.

Monsieur,

La mort récente et prématurée de notre compatriote Léopold Robert en privant le monde d'un peintre illustre et sa patrie d'un de ses citoyens dont elle pouvoit s'enorgueillir à juste titre, est pour elle d'autant plus sensible qu'elle ne possédoit encore aucun de ses ouvrages et que l'évènement de sa mort a eu lieu au moment où il alloit réaliser le projet et remplir la promesse qu'il avoit faite de revenir à Neuchâtel pour s'occuper dans un atelier que lui-même avoit désigné et que notre administration s'étoit empressée de préparer, de l'exécution d'un tableau qu'il vouloit destiner à l'ornement de l'édifice qu'elle vient de faire construire pour les besoins de l'éducation publique et pour y déposer le produit des arts et des sciences.

La mort de Robert sera donc irréparable pour le pays qui l'a vu naître, si rien ne le lui rappelle, et rien ne sauroit l'y rappeler *effectivement* que la possession et le dépôt d'un de ses précieux ouvrages (trop rares sans doute) et que cependant vous possédez, Monsieur, le *Tableau des pêcheurs de l'Adriatique*.

C'est le but de cette lettre que le Conseil-Général de cette Ville dont nous sommes les chefs et les organes nous a chargés de vous adresser. Elle sera excusée par vous, Monsieur, nous l'espérons, quelque réponse que vous trouviez convenable de nous faire, puisque ce but est, nous croyons pouvoir le dire, légitime et louable, et qu'il est même un devoir pour la patrie de Robert. Si donc, Monsieur, vous vouliez vous désaisir de ce précieux tableau en faveur de la capitale de la patrie de son auteur et que ce fût à un prix auquel notre administration pût atteindre, avec les ressources restreintes dont elle peut disposer, vous ne devez pas douter de la satisfaction que vous nous procurerez et de la reconnaissance vive et durable de tous nos concitoyens qui associeront à la mémoire de Léopold Robert le nom du Français généreux qui leur aura procuré et en quelque sorte ménagé ce souvenir toujours vivant de son immortel talent.

Nous croyons devoir vous annoncer d'avance, Monsieur, que si notre

démarche obtenoit quelque succès auprès de vous, vous fixeriez vous-même l'époque de la remise de ce tableau, puisque nous apprécions tout le prix que vous devez mettre à ne pas vous en désaisir trop promptement, et que nous tenons moins à sa possession immédiate qu'à la certitude qu'elle nous sera acquise à une période déterminée.

Cette lettre vous sera remise par notre digne compatriote, Monsieur de Rougement de Lœvenberg, et en vous réitérant la prière d'en recevoir favorablement le contenu, nous vous prions aussi, Monsieur, d'agréer l'assurance de notre considération très distinguée.

Les Quatre-Ministres de la Ville de Neuchâtel.

En leur nom :

Le Maître-Bourgeois en chef,
Alex. de Rougement.

Le Secrétaire de Ville,
P.-L. Jacottet.

Neuchâtel, le 13^e avril 1835.

L'intermédiaire était choisi avec intention. M. de Rougement de Lœwenberg, en effet, s'intéressait aux beaux-arts et aimait sa patrie. N'avait-il pas, au début de 1828, alors que le « bâtiment du collège » sortait à peine de terre, fait part au Petit-Conseil de son intention de donner, — et donné effectivement quelques mois plus tard, — afin d'en orner une salle, « quatre grands tableaux peints par Detray et représentant des sujets de l'histoire romaine » ? Dans un accusé de réception à la lettre des Quatre-Ministres, le 18 avril, il promet son concours diligent et ses pressantes recommandations, mais doutant du résultat, il laisse entendre qu'il prépare une compensation à ses compatriotes : un tableau de Robert qu'il projette d'acheter à Fribourg.

Dans la même missive, il marque pour Paturle une considération que ne partagent pas nos deux récents biographes de Léopold Robert. Pour M^{me} Berthoud, Paturle est un amateur par vanité, pour M^{me} Florentin le type parfait du vaniteux, tandis que Rougement écrit de lui : « Si jamais il se décidait à se défaire d'un objet auquel il doit tenir par son goût pour les arts et que sa fortune comme son caractère mettent au-dessus d'un calcul vénal, il est à croire qu'il ne se détacherait de ce chef-d'œuvre (que j'ai considéré avec autant d'admiration que d'attendrissement) qu'en faveur des établissements publics de cette Capitale », c'est-à-dire Paris.

La réponse ne tarde pas. Le 21, M. de Rougement écrit aux Quatre-Ministres :

J'ai l'honneur de vous faire passer la réponse de M. Paturle aux deux lettres que vous et moi lui avons adressées et j'unis mes regrets sincères à ceux que son refus, auxquels je m'attendois cependant, vous fera éprouver : je désire que d'autres occasions se présentent de vous témoigner mon dévouement et mon zèle, dans toutes vous m'y trouverez constamment et entièrement disposé.

Et voici la lettre de M. Paturle :

A Messieurs les membres du Conseil Général de la Ville de Neuchâtel.

Paris, le 19 avril 1835.

Messieurs,

J'ai reçu par l'entremise de Monsieur de Rougemont de Lœvenberg la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 13 de ce mois, ayant pour but de m'engager à vous céder pour la Ville de Neuchâtel le tableau des pêcheurs de Léopold Robert.

Apprécient le motif honorable qui vous pousse à cette démarche, c'est avec une peine extrême que je me vois forcé d'y répondre par un refus.

Sans vous parler, Messieurs, du prix que j'attache à la possession de cet ouvrage que j'ai attendu quatre ans, je vous ferai remarquer que bien que le tableau soit à moi, il est aussi dans un sens la propriété de la France, et que je mériterais le blâme de mes concitoyens si je privois les artistes de mon pays de venir méditer devant cette belle toile.

Excusez-moi donc, Messieurs, de ne pas souscrire à votre desir. Croyez qu'il m'en coûte beaucoup de n'avoir pas un autre parti à prendre.

Recevez, je vous prie, Messieurs, tous les témoignages de haute considération de votre très humble et très obéissant serviteur,

Paturle.

Le Conseil, informé du refus le 27 avril, est sans doute déçu : il n'en charge pas moins les Quatre-Ministres de témoigner à M. de Rougemont « sa satisfaction pour le zèle et le dévouement qu'il a manifesté dans cette occasion comme il le fait chaque fois que l'administration réclame ses bons offices, et pour le remercier de l'intention qu'il manifeste de procurer, à ses frais, un autre ouvrage de Robert ».

Et les magistrats de recevoir des louanges pour leur initiative :

Quoique la démarche de la Ville de Neuchâtel, écrit le *Constitutionnel* du 30 juin, n'ait pas eu le succès désiré, elle n'en honore pas moins le patriotisme éclairé des magistrats qui ont conçu cette belle pensée, et tous leurs concitoyens leur rendront avec plaisir le témoignage d'avoir fait tout ce qui dépendait d'eux pour acquérir un souvenir aussi précieux de l'homme dont le génie supérieur a illustré la patrie qui lui a donné le jour, et perpétuer sa mémoire au milieu de nous.

Rappelons ici que le désir des Neuchâtelois de 1835 de posséder les *Pêcheurs* devait être exaucé trente-sept ans plus tard; quand se vendit la collection Paturle, — 28 février 1872, — on sait que le célèbre tableau fut adjugé à quelques Neuchâtelois pour la somme de 83,000 fr.

Mais pour lors frustrés, et ne voyant pas s'accomplir la promesse Rougemont, les Neuchâtelois n'entendent pas demeurer sur leur échec. Le 25 mai déjà, M. de Roulet, doyen du Grand Conseil, donne avis que la famille Robert possède une copie des *Pêcheurs*, promise par Léopold à un comte polonais, il est vrai, mais que les héritiers du peintre ne sont pas décidés à livrer. Le Conseil charge M. de Roulet de faire des démarches préliminaires. Une confusion, en réalité, s'était produite : la copie dont il s'agit est, avec quelques variantes, celle des *Moissonneurs*; et c'est la dernière œuvre qu'a peinte Léopold et devant laquelle il s'est tué. On ignore ce qu'elle est devenue, mais le portrait de Léopold peint par Aurèle à Venise en 1835, connu jusqu'ici de la famille seulement, en donne quelque idée : l'artiste, d'aspect jeune encore, et qui ne paraît pas sur le point de mourir, est figuré travaillant en blouse devant la réplique des *Moissonneurs*; on y distingue le danseur de droite à la tête renversée, alors que dans l'original du Louvre il s'incline en avant. Exactement informés, les Quatre-Ministres sont autorisés, le 27 juillet, à entrer en négociation avec la famille. Dès le 17 août, le tableau est visible à l'ancien hôtel de ville, à l'exposition dont il sera question tout à l'heure. Mais, à la séance du Conseil du 31, il est donné lecture de la lettre suivante adressée par Aurèle Robert à M. de Roulet-Mézerac :

Monsieur,

Un avocat de la ville chargé par Monsieur le comte Rakzinski de faire valoir ses droits à la possession de la répétition des moissonneurs de mon frère est venu m'avertir qu'il n'attendait que la procuration que va lui envoyer son client pour faire contre ma famille et moi des démarches juridiques, afin de mettre un terme à l'indécision jusqu'ici manifestée par nous de lui livrer le tableau promis par notre frère, indécision motivée en grande partie par la noble intention de nos compatriotes de conserver cet ouvrage.

Mes sœurs et moi ne voudrions point être exposés aux chances d'une question embarrassante, malgré le vif désir que nous avons de voir un souvenir de notre frère rester dans sa patrie; en conséquence nous demandons que la ville déclare positivement si elle-même craindrait de s'exposer à notre place aux embarras et aux frais d'un procès, et si elle serait en outre disposée à faire un sacrifice de quinze mille francs de France pour obtenir la propriété du dernier ouvrage de Léopold Robert.

Veillez, Monsieur, agréer l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

Aurèle Robert.

Neuchâtel, le 27 août 1835.

Il dut résulter quelque froid parmi les conseillers de la lecture de cette lettre. Quinze mille francs de France, plus tous les risques d'un procès ! Des administrateurs sont prudents par nature ; ceux-ci ne cherchent pas à marchander, ils ne discutent pas : « Unanimément le Conseil a renoncé à cette acquisition sur le pied proposé. »

Une compensation à cette double déconvenue était cependant assez proche. Le 25 avril 1836, le Conseil autorisait « l'achat d'un tableau original de feu Léopold Robert offert à la ville par Monsieur Paul-Etienne Coulon, ancien major, représentant les ruines de l'église de Saint-Paul à Rome après l'incendie de cet édifice, et qu'il offre de céder au prix de soixante louis, pour être déposé provisoirement dans une des salles de l'hôtel de ville, comme monument du talent de ce célèbre compatriote ».

Ainsi ce tableau, peint durant l'été 1823, qui nous est si familier, et auquel son possesseur reprochait de n'avoir pas des figures « plus essentielles », est le premier en date de l'opulente collection de Robert qui est l'honneur et la richesse principale du Musée de Neuchâtel.

Une autre idée se fit jour au pays de Léopold Robert en faveur de sa mémoire. Le *Constitutionnel* du 9 avril nous apprend que des amis d'enfance du peintre ont aussitôt lancé une souscription pour couvrir les frais d'un monument commémoratif à élever à la Chaux-de-Fonds et qu'un comité s'est formé à Neuchâtel, composé de Maximilien de Meuron, Louis de Meuron et Edouard de Pourtalès, dans un but analogue. Ce n'est toutefois que le 13 juillet que les Quatre-Ministres soumettent au Petit Conseil la demande, faite par Maximilien de Meuron, d'autoriser une souscription en faveur d'un monument « et qu'en même temps l'administration de la Ville concoure au but dont il s'agit en souscrivant en tête de la liste, vu qu'à l'exception des frais peu considérables d'une pierre tumulaire, le produit de la souscription est destiné à former un fonds, dont le revenu sera appliqué à décerner des prix d'encouragement aux artistes neuchâtelois qui se distingueront dans les arts du dessin, de la peinture et autres qui s'y rattachent ».

On reconnaît ici une des idées chères à l'actif mécène neuchâtelois. Mais le Conseil est indécis : il « permet la souscription et renvoie après



d'ultérieures informations à décider s'il prendra une part directe à cette souscription ». Et quand, le 15 août, ces nouvelles informations sont données, la réponse du Conseil est négative : il ajourne « derechef » la question et n'y reviendra plus. Pourquoi ? nous l'ignorons, mais il est à supposer que la nouvelle du suicide a refroidi le zèle civique des conseillers. Et, de fait, la tradition attribue à la mort volontaire de l'artiste l'absence, dans sa patrie, de tout monument à sa mémoire. En 1845, on racontait à Gaullieur, en visite à la Chaux-de-Fonds, que l'autorité locale « éleva des scrupules » sur l'opportunité d'un monument en ce lieu, « à cause du genre de mort de Léopold ». (*Revue suisse*, 1847, p. 173.)

Mais le comité neuchâtelois du monument avait encore un autre projet, repris peut-être d'un correspondant du *Constitutionnel*, qui proposait, le 14 avril, de réunir dans une salle du « Gymnase » (qui est le « bâtiment du collège »), les tableaux de Léopold qui se trouvent à Neuchâtel, car « il existe, prétend-il, proportionnellement plus de ses tableaux que partout ailleurs ». Était-ce bien sûr ? Quoi qu'il en soit, Maximilien de Meuron demande au Conseil, le 13 juin, l'autorisation de disposer, dans une des salles du rez-de-chaussée du collège, les ouvrages qui sont à la disposition de la famille Robert, et cela pour un mois, jusqu'au 22 juillet. Le Conseil accepte pour trois raisons, dont on voudra bien noter la troisième : 1° les présidents de la commission des bâtiments et de la commission d'éducation n'y voient pas d'inconvénients ; 2° le collège ne sera occupé que le 15 août ; 3° *l'objet est d'intérêt public*. « Quand aux frais, la Société y pourvoira sauf à ce que le Conseil ne juge convenable de s'en charger. »

Les délais étaient sans doute trop courts. Sur une nouvelle demande, on accorde le 11 juillet « le local de l'ancien hôtel de ville où sont les écoles, dès qu'elles seront transportées dans le nouveau bâtiment du collège ».

Le *Constitutionnel* du 8 août publie l'avis suivant :

L'exposition des tableaux et des dessins de Léopold Robert et de son frère Aurèle, sera ouverte au public dans les salles de l'ancien hôtel de ville, lundi 17 courant, à midi, et les jours suivants dès le matin. — Prix d'entrée : Un franc de France.

Le succès de l'exposition fut grand; on dut s'y rendre en foule, et en famille. L'écrivain et professeur Louis Favre se souvient d'y être allé tout jeune. Et le *Constitutionnel* du 22 août annonce que l'exposi-

tion ouverte le 17 août (qui fut le jour même de l'inauguration solennelle du collège) se prolongera jusqu'à la fin du mois de septembre. Il donne quelques indications sur les œuvres qui y figurent, et cite le nombre de 138 « morceaux ». Quels étaient ces morceaux ? nous le savons aujourd'hui grâce au catalogue qui vient d'être retrouvé.

Les œuvres sont groupées sous 71 numéros, représentant bien 138 œuvres, dont 72 sont de Léopold, et 66 d'Aurèle.

Celles de Léopold consistent en trois dessins, dont un à la plume du *Départ des pêcheurs*, six esquisses, dont deux de la *Sainte Famille en Egypte*, une qui est la première de la *Fête de la Madone de l'Arc* et une ébauche de sainte, probablement la *Sainte Cécile* de notre musée; puis en cinquante études peintes de paysages, intérieurs, figures, costumes et animaux ; enfin en treize tableaux, dont l'un est spécialement indiqué comme une répétition du *Marinier napolitain avec une jeune fille d'Ischia*.

Pour les autres ce sont les scènes de genre de la *Femme de l'île d'Ischia*, scène de désespoir, de la *Procession de pèlerins*, de la *Religieuse mourante*, de la *Vieille femme malade avec ses petits enfants*, et du *Brigand veillant à côté de sa femme endormie* ; puis des vues diverses, avec ou sans personnages : *Intérieur de la basilique de Saint-Paul à Rome, le lendemain de l'incendie*, *Intérieur du cloître de l'Ara-Cœli*, *Intérieur d'une cour à Rome*, *l'Eglise souterraine de Saint-Martin-des Monts*, *Intérieur de la sacristie de Saint-Jean de Latran* ; enfin l'autoportrait de 1817 (reproduit en tête du livre de M^{me} Florentin) et, le plus frappant et sans doute le plus grand de tous, cette répétition des *Moissonneurs* à l'acquisition de laquelle le Conseil de ville devait renoncer « sur le pied proposé ».

De ces treize tableaux, venus de la famille de l'artiste et d'amateurs de Neuchâtel, de Berne et de Fribourg, aucun n'était de premier plan dans la production de l'artiste. Et pourtant l'on peut dire que son œuvre essentiel était représenté, grâce à l'apport d'Aurèle.

Celui-ci, en effet, outre quatre de ses propres tableaux d'église, avait réuni à l'ancien hôtel de ville les excellentes copies des œuvres de son frère qu'il avait faites au cours de leur carrière commune et sous le contrôle sévère de l'aîné. Elles étaient au nombre de 62, soit 37 sépias, 21 dessins et 4 aquarelles. Bien entendu les *Pifferari*, *l'Improvisateur napolitain*, la *Femme napolitaine pleurant sur les ruines de sa maison*, les *Moissonneurs* et les *Pêcheurs* s'y trouvaient, mais on voyait aussi la *Femme de Sezze*, la *Jeune fille de Procida donnant à boire à un pêcheur*,

la *Jeune fille en costume de Sorrente*, les *Jeunes filles revenant de la fête* et bien d'autres. Quel enseignement pour beaucoup de Neuchâtelois qui n'avaient jamais vu peut-être un tableau de Léopold, ni même la moindre copie ! Et comment n'auraient-ils pas parcouru avec fierté la liste des possesseurs des originaux ? S. M. le roi des Français, S. M. le roi des Belges, princesse Souvaroff, prince Aldobrandini, prince de Metternich, duc de Fitz-James, duc de Montmorency, S. A. R. la duchesse de Berry, maréchale Lauriston, marquis de Ganay, marquis Hutchinson, comte Hahn, comte Schönbrunn, comte Basilewski, vicomte de la Villestreux, baron Fagel, chevalier Bartholdy, général Disney, lord Honton... et tant d'autres de renom, ne proclamaient-ils point dans la petite patrie la gloire de l'artiste ?

Une mention, à la fin du catalogue, nous renseigne sur l'aboutissement du projet de monument. « Le prix d'entrée, y lisons-nous, est fixé au minimum à un franc de France. Cette rétribution est destinée au monument à élever à l'artiste dans l'île de Saint-Christophe, près de Venise, lieu de sa sépulture, ainsi qu'à la fondation qui portera son nom dans sa patrie. »

Telles furent les répercussions immédiates de la mort de Léopold Robert à Neuchâtel : achat d'un tableau, souscription pour un monument, exposition d'œuvres. Toutes choses bien oubliées et que nous avons retrouvées avec un vif intérêt. Nos anciens ne méritaient-ils pas que leur enthousiasme et leur piété fussent rappelés ? Si elle n'eut pas ses os, la patrie de Léopold Robert ne fut du moins pas ingrate.

Maurice JEANNERET.

BIBLIOGRAPHIE

Dorette BERTHOUD, *Vie du peintre Léopold Robert* (avec huit reproductions hors-texte). Editions de la Baconnière, Neuchâtel, 1 vol. petit in-4° de 311 pages.

M^{me} Dorette Berthoud est un écrivain en vue dans la littérature romande. Romancière distinguée, elle est aussi une historienne de talent. A côté de plusieurs notices fortement documentées parues ici même au cours de ces dernières années, elle a consacré au poète et magistrat neuchâtelois César d'Ivernois un volume plein d'agrément, dans lequel elle a su mettre en lumière l'intéressante personnalité du « poète enjoué », dans le cadre si vivant de la société neuchâteloise de son temps.

L'approche du centenaire de la mort du plus illustre des peintres neuchâtelois, Léopold Robert, a engagé M^{me} Berthoud à étudier cette attachante personnalité d'artiste, dont la notoriété et l'éclat ont largement dépassé les frontières de son pays natal, et qui, pendant bien des années, a brillé au premier plan parmi les peintres de l'Ecole française du XIX^{me} siècle.

Jusqu'à ce jour, on ne possédait pas d'ouvrage complet consacré à la vie et à l'œuvre de Léopold Robert. En effet, en dehors de la notice de son ami intime Delécluze, parue quelques années après sa mort, il n'existait que deux biographies de l'artiste, datant chacune de plus d'un demi-siècle, l'une du baron Feuillet de Conches, l'autre du critique d'art Charles Clément, qui tous deux n'avaient eu à leur disposition qu'un certain nombre de lettres du peintre aux siens et à quelques intimes. Or, Robert entretenait une immense correspondance, disséminée aujourd'hui non seulement dans sa famille, mais dans celles des descendants de ses nombreux amis, protecteurs, clients et admirateurs en Suisse, en France, et à Rome, dans la bibliothèque du Musée Bonaparte, réunie par les soins de l'écrivain regretté, le comte Joseph Primoli.

Il s'agissait de prendre connaissance de cette énorme documentation afin de compléter ce qu'on savait jusqu'ici de l'artiste. C'est à ces laborieuses et patientes recherches que M^{me} Berthoud s'est adonnée avec une conscience digne des plus grands éloges. En effet, elle a eu en mains environ 1500 lettres du grand épistolier que fut Léopold Robert — dont plusieurs n'avaient pas encore été vues et utilisées, — et a opéré parmi elles un choix judicieux pour ne pas alourdir la marche du récit. Grâce à cette excellente méthode, M^{me} Berthoud est parvenue, en quelque trois cents pages, d'une lecture attachante et facile, et au cours de vingt chapitres, à exposer la vie et l'œuvre du peintre des *Moissonneurs*, à tracer avec une vigoureuse netteté l'image du grand artiste, à analyser la psychologie de cette nature orgueilleuse, droite et fière, toujours portée à l'absolu, sans cesse en lutte

entre l'ambition et l'amour, et à pénétrer le mystère qui enveloppe sa fin tragique.

Cette existence si originale, si variée, si tourmentée, évoluant dans le cadre somptueux de la Rome papale, parmi les monuments et les œuvres d'art, au milieu des paysages de l'Italie et des costumes pittoresques de ses habitants, aurait volontiers pu faire l'objet d'une « vie romancée », fantaisie si à la mode aujourd'hui, où le talent de l'écrivain et son imagination se donnent libre carrière au détriment de l'érudition. M^{me} Berthoud a su éviter cet écueil, et en écrivain conscient de la puissante personnalité de son héros, elle lui a consacré un livre aussi méthodiquement préparé que richement documenté.

Mais l'auteur ne s'est pas borné à retracer avec soin les diverses étapes de la vie du grand artiste dans les différents milieux où elle évolua. Il s'est attaché à la production immense du peintre neuchâtelois, analysant avec soin presque chacune de ses œuvres, et portant sur elles des jugements qui font preuve d'une connaissance approfondie des matières artistiques. A cet égard, le catalogue qu'il dresse en appendice, classé par périodes ou chapitres, sera d'une grande utilité.

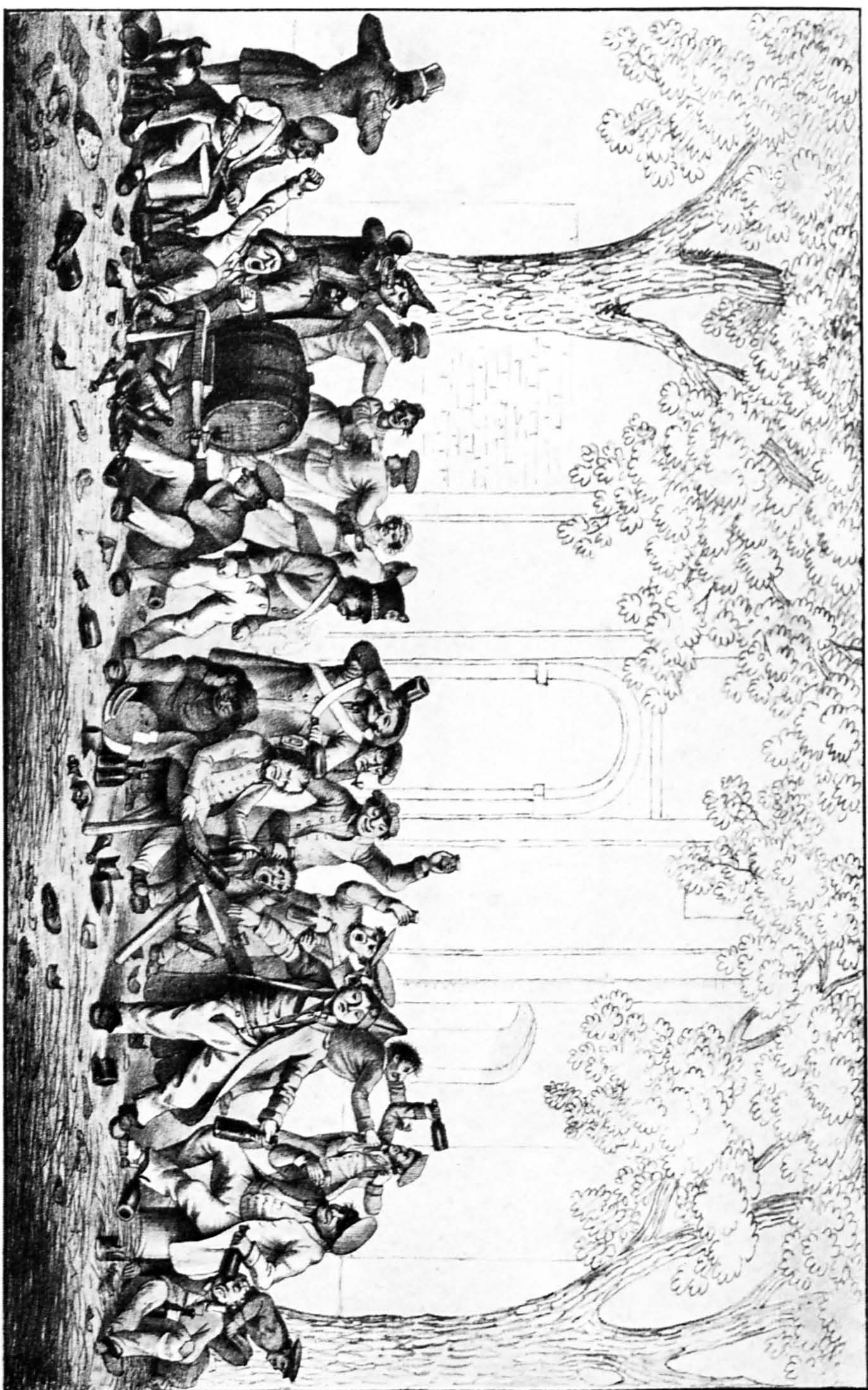
Le beau livre de M^{me} Berthoud vient à son heure. Léopold Robert a obtenu de son vivant déjà le plus grand succès. Le public, les artistes, les poètes, les romanciers l'ont acclamé. Il connut la gloire jusqu'à l'heure fatale où la funeste passion, non payée de retour, qu'il éprouvait pour la princesse Charlotte Bonaparte, non moins que la hantise de la mort qui le poursuivait, provoquèrent la catastrophe de Venise. Après sa mort, l'engouement devint général. Mais la mode est passagère, et à tout le bruit qui s'était fait autour de l'artiste succédèrent bientôt l'indifférence, puis le dédain. Aujourd'hui, cependant, il reprend peu à peu sa place, mais le recul du temps n'est pas encore suffisant pour lui assigner le rang auquel il a le droit de prétendre. Car si Robert n'a pas atteint les plus hauts sommets de l'art, il fut cependant un maître dont sa patrie peut à juste titre se glorifier.

M^{me} Dorette Berthoud aura eu le grand mérite de contribuer pour sa part à la réhabilitation posthume du plus grand des peintres auxquels la terre neuchâteloise ait jamais donné le jour.

M^{me} Berthoud nous permettra-t-elle de lui signaler deux petites erreurs qui se sont glissées, par mégarde sans doute, dans son texte par ailleurs si exact ? Ce n'est pas le roi des Belges mais le roi des Pays-Bas qui retint la « Femme de Sonnino avec son enfant endormi » en 1821 (p. 70), car le premier roi des Belges, Léopold de Saxe-Cobourg, fut élu par le Congrès belge en 1831, après la révolution de 1830 et la dissolution du royaume des Pays-Bas. De même, c'est sans doute sur les ruines du temple de Vénus et de Rome (et non de Mars et de Rome), dont la double abside existe encore à gauche avant le Colisée, que Schnetz et Robert étaient assis un dimanche de mai 1825 (p. 118).

Armand DU PASQUIER.

Vive la Liberté !



Les Patriotes au Château de Neuchâtel.

LA RÉVOLUTION DE 1831

CARICATURES

Il a paru à Neuchâtel, à la fin de 1831, une série de cinq caricatures représentant différentes scènes de la Révolution. Elles sont énumérées dans un ordre défectueux et décrites par Bachelin dans son *Iconographie neuchâteloise*¹ et par Boy de la Tour dans *La gravure neuchâteloise*². Ces lithographies, qui eurent sans doute un grand succès à leur apparition, sont aujourd'hui fort rares. Nous nous proposons de les reproduire les unes après les autres, en commençant par la première qui représente une scène exactement datée et sur laquelle on possède des renseignements d'origine royaliste et républicaine. Cette caricature a comme légende : *Les Patriotes au Château de Neuchâtel*. Au-dessus de la lithographie, on lit : *Vive la Liberté !*³.

La scène se place au dimanche 18 septembre 1831. Ce jour-là, on attendait au château la visite des commissaires fédéraux. Tout était prêt pour les recevoir : la cour du château et les abords de la Collégiale avaient été soigneusement nettoyés et les soldats astiqués. Mais les commissaires fédéraux ne parurent pas⁴. L'après-midi, les femmes, les filles, les parents des insurgés vinrent au château. Voici ce que raconte H[umbert-Droz] dans son *Précis historique de la Révolution de Neuchâtel*⁵, paru le 15 octobre 1831 :

Après-midi, la terrasse fut couverte des épouses et des parentes des soldats. Quoiqu'on se fût proposé de ne laisser sortir ni entrer personne, il fut impossible de résister aux sollicitations réitérées de la troupe; et, sur la demande qui lui en fut faite, le commandant permit de danser un moment. Je me souviendrai longtemps du spectacle pittoresque que présenta tout à coup la terrasse de l'église, transformée de place de guerre en salle de bal.

L'orchestre, perché sur un banc, se composait d'une clarinette, de deux fifres, de deux trompettes et de quelques tambours. Au son de cette musique harmonieuse, une centaine de paires, costumées de mille manières différentes, s'élançaient joyeusement en cadence, au milieu de canons et de fusils en faisceaux, non sur un plancher flexible et poli, mais sur un terrain cou-

¹ Neuchâtel, 1878, p. 284-286.

² Neuchâtel, [1928], p. 152-153.

³ Dimensions : 0,198 × 0,312.

⁴ Voir PIAGET, *Histoire de la Révolution neuchâteloise*, t. IV, p. 328.

⁵ S. l., 1831, p. 83-84.

vert de petit gravier, et faisaient retentir les airs de leurs cris de plaisir. Rien de plus attrayant que le spectacle de la gaîté : presque tous les soldats, attirés par la danse, s'étaient réunis sur la terrasse; les sentinelles même, abandonnant leurs postes, s'avançaient insensiblement vers le groupe des danseurs, et se préparaient déjà à prendre à la dérobée leur part de plaisir, lorsque le Commandant, craignant que l'agrément ne fit oublier le devoir, au milieu d'une valse, fit tout à coup crier : « Aux armes ! »... Deux minutes ont suffi; le calme était rétabli;... lorsque le Commandant fit former le bataillon carré et y introduisit MM. François Chauvet et Jean Rocky d'Yverdon, il annonça à la troupe que ces deux Messieurs venaient, de la part de nombreux libéraux vaudois, offrir des secours à leurs frères neuchâtelois.

Autre son de cloche. Dans le *Constitutionnel neuchâtelois* du 26 octobre 1831¹, le chancelier Favarger a raconté la scène du dimanche 18 septembre qui fut au château « un jour de fête et de réjouissance » :

Une quantité assez considérable de femmes des parties révolutionnées du pays s'y étaient rendues. Un bal en plein air y avait été organisé, et, au milieu des scènes d'angoisse d'une ville dont les habitants fuyaient épouvantés, ceux qui s'annonçaient comme venant lui apporter la liberté et le bonheur passaient dans de dégoûtantes orgies le jour consacré au service de Dieu.

L'auteur de la caricature s'est inspiré du récit du *Constitutionnel* et des racontars qui couraient la ville. Pour lui, comme pour tous les royalistes, les occupants du Château n'étaient qu'une bande de pochards et c'est une scène uniquement bachique qu'il s'est évertué, non sans gaucherie, à représenter.

Au premier plan, des bouteilles, entières ou brisées, du pain, un fromage, des os, un soulier, jonchent le sol. Un patriote assis à terre remplit son verre à un tonneau sur lequel on lit : *Eau de vie*. La plupart des soldats, debout ou assis, tiennent des bouteilles ou des verres. Ceux qui ne boivent pas ont la bouche ouverte et hurlent à pleins poumons. Un homme dort, une bouteille entre les jambes. D'autres titubent et sont sur le point de choir. Deux patriotes en viennent aux mains et se menacent à coups de bouteille. Au pied d'un arbre, à gauche, un homme est accroupi; à droite, un chien lève la patte. En fait de musique, un homme assis bat du tambour et un autre debout, adossé à un arbre, joue de la trompette. A gauche, un personnage vu de dos, un officier, semble-t-il, se bouche les oreilles. A l'arrière-plan, deux patriotes avec leurs femmes dansent tranquillement.

¹ *Constitutionnel*, 26 octobre 1831, p. 32.

La plupart des hommes ont sur leurs casquettes la croix fédérale, d'autres la cocarde cantonale, jaune et rouge, distribuée par Bourquin¹.

Quel est l'auteur de cette caricature et des quatre autres, qui furent lithographiées, à ce que dit Bachelin, chez Weibel-Comtesse ? Nous examinerons cette question après avoir publié toute la série.

A. PIAGET.

URBANISME ESTHÉTIQUE

Neuchâtel, qui a pour origine des habitations groupées autour de la colline du Château où elles trouvaient une protection précieuse en ces temps de féodalité, a un tracé qui ne relève que de l'empirisme. Le seul facteur qui ait pu le conditionner dans une certaine mesure, est la voie de passage au pied de la colline du Château, la croisée à la Croix-du-Marché, au pont franchissant le Seyon. La grande voie de circulation menant de Suisse en Bourgogne passait par des chemins incommodes à travers la ville, de même que, plus tard, les diligences allant de Bâle à Genève. A cette époque, on ne constate à Neuchâtel aucun souci d'améliorer le tracé de quelque manière que ce soit. Il faudra attendre jusqu'au XVIII^{me} siècle pour voir percer une rue permettant un accès plus facile au Château.

La préoccupation d'esthétique n'existe pas. La ville s'agrandira soit en franchissant le Seyon par la construction du Neubourg, dont les maisons se grouperont simplement le long du tracé sinueux des voies sortant de la ville, soit par la Porte des Chavannes ou la Porte de l'Hôpital. Ces deux portes seront réunies par la rue du Neubourg. Les rues suivent les courbes de niveau de la colline du Château d'une part, et le cours du Seyon d'autre part. Cette rue, en s'évasant, formera, lorsque la ville s'étendra vers le lac sur le terrain gagné sur celui-ci grâce aux alluvions du Seyon, la place dominée par les Halles, élevées par la maison d'Orléans-Longueville au XVI^{me} siècle, où se tiendra le marché. Au fur et à mesure que se construisent les quartiers du bas de la ville, le tracé suivra pour les rues sud-ouest-nord-est la rive du lac.

¹ Sur cette cocarde neuchâteloise, voir PIAGET, *Histoire de la Révolution neuchâteloise*, t. IV, p. 217.

Les autres arrivant de la vieille ville, perpendiculairement, se feront plus larges, l'ensemble paraîtra plus aéré, sans que l'on sente cependant l'existence d'un système quelconque.

Les temps étant plus sûrs et la principauté, de par sa situation géographique, peu menacée, la ville ne vit plus aucune raison de se resserrer dans la ceinture d'un rempart et se donna de l'air. Lorsque, au XVII^{me} siècle, la Collégiale se trouvant devenue trop exigüe pour contenir la foule qui s'y pressait, on décida de construire le Temple-Neuf dans la ville basse, on n'eut qu'un seul souci, c'est de trouver le terrain convenable quant à la superficie et sa situation centrale. A cette époque, le souci de l'esthétique urbaine n'existe encore que d'une manière bien confuse.

La France voit l'influence hellénique se manifester dans son tracé urbain, compose des ensembles, cherche à mettre l'édifice public en valeur, trouve des places composées, telles la place Royale des Vosges, la place des Victoires, la place Royale à Bordeaux, la place Stanislas à Nancy, la place Royale à Bruxelles, la Grand'place à Charleville, etc. Un phénomène assez curieux à constater est que l'influence classique est presque inexistante dans la grande majorité des villes suisses, quant au tracé urbain. S'il ne s'y est jamais trouvé de prince qui puisse, comme ce fut le cas à Nancy, faire valoir sa volonté et orner la ville, on ne cherche même que rarement à mettre un édifice au bout d'une artère, afin de créer une perspective, de mettre l'édifice en valeur et de trouver un fond de tableau à la rue. L'influence de la Renaissance italienne se fera sentir néanmoins, soit directement comme ce fut le cas pour Berne, soit en ayant d'abord passé par la France et se manifestant d'une manière plus épurée, plus délicate, ainsi à Neuchâtel. Il est à remarquer que cette influence se limite à l'architecture proprement dite, sans déborder du cadre des édifices. Berne garde son tracé de ville du moyen âge, même si les façades des maisons de la rue de la Justice, de la Grand'rue et des hôtels des patriciens de la rue des Gentilshommes sont inspirées de la Renaissance italienne ou française. De même à Neuchâtel, au XVIII^{me} siècle, de nombreux commerçants qu'avait enrichis le commerce avec les Indes, se font construire des hôtels de style Louis XV et Louis XVI, qui sont d'une très belle architecture. A la même époque, on construit un nouvel hôtel de ville, fort imposant. Un terrain se trouve être libre à l'emplacement de la Porte de l'Hôpital et est utilisé, sans que l'idée naisse de dégager la place devant un édifice classique de cette importance. On construit l'hôtel de ville absolument

comme s'il s'agissait de la demeure de n'importe quel particulier. Le résultat est que de nombreuses places sont absolument informes, le plus souvent sans dominante et que l'on doit chercher les édifices qui les orneraient avec bonheur dans de petites rues, où l'on n'a aucun recul et où ils ne peuvent produire le moindre effet. Cet état que nous constatons au XVIII^{me} siècle persiste dans la majorité des villes suisses jusqu'à nos jours. Berne et Genève sont peut-être d'heureuses exceptions. Une des rares compositions d'ensemble méritant d'être signalées est l'abbaye d'Einsiedeln, bel exemple d'architecture baroque.

Le XVIII^{me} siècle vit néanmoins, grâce à l'initiative de particuliers, s'élever trois compositions monumentales fort belles. L'édifice le plus remarquable est certainement le palais Du Peyrou. Nous nous trouvons en présence d'un somptueux hôtel particulier, œuvre de l'architecte E. Ritter, de Berne. Cette demeure se trouve sur un terrain en déclivité et est placée au centre de la perspective formant fond de tableau à un jardin à la française d'un très habile tracé. Au premier plan, de fort belles grilles flanquées de deux pavillons ferment la propriété. Cet hôtel est certainement le plus bel ensemble de l'art Louis XV qui existe en Suisse. Comme toujours, on laissa ignorer au tracé avoisinant l'existence de cette belle architecture, bien que l'édifice soit propriété communale depuis 1857, et on ne fit rien pour la mettre en valeur. Dans ce même faubourg de l'Hôpital, l'on voit s'élever de nombreux hôtels au XVIII^{me} siècle, à un moment où, à Neuchâtel, on cherche de toutes parts à sortir de la ville, où les maisons sont construites côte à côte, pour pouvoir les édifier en pleine verdure et isolées. Cette conception de la garden-city prévaudra dans toutes les villes suisses et l'ordre contigu de la construction sera rapidement limité au centre des villes et proscrit hors de cette zone, ce qui donnera l'aspect de villes-jardins à nos cités.

La Rochette, construite sur une colline au nord-ouest du faubourg de l'Hôpital, est située sur une terrasse d'où l'on découvre une superbe vue sur le lac et les Alpes. Axée sur le motif central de cette composition de style Louis XV, une succession d'escaliers relie plusieurs terrasses aboutissant au faubourg de l'Hôpital.

Ces quelques exemples de compositions mettant l'édifice en valeur sont tout à fait isolés. Cette conception est même complètement étrangère au tracé urbain des villes suisses de cette époque.

Dès 1707, les Hohenzollern règnent à Neuchâtel, mais l'influence royale ne se retrouve guère dans le tracé urbain. Le Château reste le siège du gouvernement de la principauté tout comme il est aujourd'hui

celui du gouvernement cantonal. Jamais les gouverneurs des rois de Prusse ne cherchèrent par une architecture somptueuse à donner à la capitale de leur terre un caractère de Residenzstadt, comme on les trouve en Allemagne. L'urbanisme français limitera son influence à Potsdam avec Sans-Souci.

Le XVIII^{me} siècle cherchera néanmoins à créer des embellissements et on lui doit les premières promenades plantées d'arbres qui formèrent par la suite des quais. Ces promenades ne procèdent en fait d'aucune composition d'ensemble. Un cas où l'on trouve un souci d'ordonnance qui est à remarquer, c'est le fond de la place Purry constitué par deux immeubles d'une belle tenue classique à gauche et à droite de la rue du Môle qui est dans l'axe de la place. Cette place même fut constituée lorsque le cours du Seyon fut détourné vers l'Evoles, et son lit forma la rue du Seyon y aboutissant. Elle a une bonne allure classique sans prétention et qui reste en rapport avec le cadre, et se trouve heureusement dominée par ces deux édifices qui donnent une orientation que l'on aime à voir à une place; les arbres masquent légèrement le fond, qui gagnerait à être vu.

Le long de la nouvelle route cantonale Bâle-Genève qui traverse le bas de la ville, on créa au XIX^{me} siècle le Jardin anglais par un élargissement de cette voie. L'espace restant entre le jardin et le lac se couvrit d'édifices publics, tels un collège, le Musée des Beaux-Arts, l'Ecole de commerce, l'Université. Le jardin d'une part et les quais d'autre part permettent, grâce à un certain recul, de mettre les édifices plus ou moins en valeur. C'est le cas pour l'Université. L'Hôtel des Postes, construction imposante, domine la place du Port avec le Collège latin, malheureusement cette place est informe et sans proportions. Il en est de même de la place Piaget, où l'on hésite entre le terrain vague et la place.

L'Observatoire a été placé au sud-est de la Promenade du Mail, sans autre souci que celui de placer en un endroit techniquement avantageux cet institut scientifique. Le tracé de cette promenade ignore complètement cet édifice, l'Observatoire lui-même est placé comme s'il s'agissait d'une villa quelconque. On retrouve ici le mal chronique dont souffrent beaucoup de nos villes : l'incapacité de placer un édifice de telle sorte qu'il meuble la ville et qu'en même temps il puisse se faire valoir.

La promenade du Mail, qui date de l'époque de la Succession, a des accès qui ne participent d'aucune composition, tout comme le Cime-

tière du Mail. Dominé par l'Observatoire, et avec une entrée composée, cet ensemble pouvait constituer un fort beau parc.

Le Musée ethnographique se trouve entouré d'un jardin au quartier de Saint-Nicolas, mais ici encore, ni l'édifice ni le parc qui l'entoure ne participent au tracé des voies. La même critique peut se faire au sujet des édifices scolaires. Ces édifices sont généralement chez nous l'objet d'un grand intérêt et peuvent, par leur architecture, constituer des points de vue fort intéressants. Nous les retrouvons en bordure de n'importe quelle route, très bien situés quant à l'orientation, baignés de soleil et de verdure, mais invisibles et inexistantes au point de vue urbanistique. L'emplacement du récent Gymnase cantonal de Winterthur est typique à ce sujet, et le nouveau Collège classique qui va se construire à Lausanne répète la même faute. Ce dernier ignore résolument la place de l'Ours qui lui est contiguë.

Neuchâtel aurait pu, profitant de la forte déclivité du terrain sur lequel la ville s'étage, faire valoir des édifices publics grâce à ces différences de niveau, comme c'est le cas à Zurich, où l'Université et l'Ecole polytechnique se laissent apercevoir de la place de la Gare.

La nouvelle gare, en construction, se présente au point de vue urbanistique de façon très discutable et ne tire pas un parti heureux de sa situation.

Tout ceci n'empêche pas Neuchâtel, malgré son tracé défectueux, d'avoir un grand charme et une élégance tout aristocratique. Certaines améliorations dans son tracé ne pourraient que mettre en valeur ses monuments et son site, qui reste incomparable et n'en mérite que plus d'attention.

Marcel-D. MULLER.

QUELQUES ASPECTS NOUVEAUX DE 1707

(Suite. — Voir ci-dessus, p. 20.)

III

Les traités des droits du roi de Prusse parus avant l'Investiture.

Essai de chronologie.

Rarement une succession dynastique a fait couler plus d'encre que celle qui fut ouverte en 1707 par la mort de la duchesse de Nemours, souveraine de Neuchâtel et Valangin. Les huit prétendants qui soutinrent leurs droits devant le Tribunal des Trois-Etats (le roi de Prusse, le prince de Conti, la duchesse de Lesdiguières, le comte de Matignon, le prince de Carignan, la marquise de Mailly, le marquis d'Alègre et le duc de Wurtemberg-Montbéliard) répandirent ou firent répandre à Neuchâtel toute une littérature historique et juridique pour établir le bien-fondé de leurs prétentions. Les Archives de l'Etat de Neuchâtel en possèdent une collection presque complète¹.

Les factums publiés par les divers agents de Frédéric I^{er} sont de beaucoup les plus nombreux et les plus étendus, ce qui s'explique par le fait que Guillaume III d'Orange avait légué ses droits à son neveu en 1694 et que, dès ce moment, l'électeur de Brandebourg fit collationner les titres des Chalon-Orange par une équipe de spécialistes en droit féodal. Plusieurs personnages s'étaient déjà livrés à l'étude des droits de Guillaume III, tel que l'avocat genevois Jacques de Normandie², auquel le roi d'Angleterre avait remis l'inspection de ses domaines de Bourgogne et de ses prétentions sur Neuchâtel. Le roi de Prusse, en 1703, fit entrer Normandie à son service en qualité de conseiller juridique. Les Bernois Siméon et Emmanuel Bondeli³, que Saint Saphorin

¹ *Recueil de factums* nos 21, 22, 24 et 24^a. Les archives de l'Etat de Prusse à Berlin et les archives cantonales de Berne en ont également recueilli un certain nombre.

² Né en 1650, membre du Conseil des Deux Cents en 1675, secrétaire de la Justice en 1678, auditeur en 1680, membre du Petit Conseil en 1691.

³ Siméon Bondeli (1658-1734) étudia le droit et entra en 1680, comme gentilhomme de la Cour, puis comme conseiller privé, au service du Grand-électeur qui le chargea de plusieurs missions en Angleterre, en Hollande, en Suisse et en Savoie. Il fut envoyé extraordinaire de Prusse à la Haye, d'avril 1700 à décembre 1701. Frédéric I^{er} lui remit la direction des affaires de Neuchâtel en Suisse et le créa baron en 1703. Son frère Emmanuel fut professeur de philosophie à Lausanne en 1682, puis à Berne, en 1684; il devint membre du Grand Conseil en 1693, bailli d'Aubonne en 1701, baron du Châtelard en 1708, membre du Petit Conseil en 1733. Il mourut l'année suivante.

appelait « les pères des droits du roi de Prusse », s'attribuent le mérite d'avoir les premiers démontré les prétentions de la maison d'Orange sur la principauté de Neuchâtel et de les avoir fait passer ensuite aux Hohenzollern⁴. Dès 1690, nous voyons les Bondeli entreprendre des recherches dans les archives des princes d'Orange à la Haye et, dès 1694, à Berlin. C'est Emmanuel Bondeli qui rédigea pour le roi d'Angleterre l'acte de cession de ses droits à son neveu l'Electeur. Bondeli emporta également en Suisse, pour les remettre à son frère, les originaux des principaux titres qui devaient établir le droit de la maison de Prusse. Emmanuel Bondeli passait alors pour le seul savant capable de rédiger l'ouvrage qui devait assurer la succession aux héritiers des anciens suzerains de Neuchâtel. Le chancelier de M^{me} de Nemours, Georges de Montmollin, qui dès 1694 désirait affranchir la principauté de la tutelle française⁵, chargea Bondeli de faire les premières « ouvertures » aux Neuchâtelois sur les prétentions du roi d'Angleterre⁶, ce que le Bernois fit tout en travaillant à son grand traité qu'il acheva en 1701, avec l'aide de Jean-Scipion Peyrol, de Montpellier, docteur en droit et secrétaire du baron d'Herwart, résident de Guillaume III à Genève. L'ouvrage de Bondeli, que l'auteur ne consentit à envoyer à Berlin qu'en juin 1707, est intitulé : *Le fait et le droit qui fondent les prétentions de S. M. le roy de Prusse sur Neufchâtel*⁷.

Pour quelles raisons le bailli d'Aubonne, après avoir consacré plus de dix ans à éplucher des actes et à compulser des textes, s'obstina-t-il à dissimuler un travail dont il savait l'importance qu'y attachait la cour de Berlin ? Dès le commencement du siècle, la direction de l'« affaire » de Neuchâtel que le Hohenzollern avait confiée jadis aux Bondeli en promettant à l'un d'eux la charge de gouverneur, tendait à leur échapper de plus en plus. Un grand nombre d'agents secondaires, chargés de missions officielles, simples donneurs d'avis ou intrigants de profession, s'étaient mis à correspondre avec le ministère prussien et à se

⁴ *Mémoire autobiographique* des frères Bondeli remis le 25 avril 1707 par E. Bondeli à Metternich et envoyé en cour le 30 avril 1707. Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Litteralien*, Conv. IX.

⁵ « Le crédit du chancelier ayant commencé à diminuer auprès de la maison de Condé par des raisons qu'il serait trop long à dire et après qu'il luy fust arrivé plusieurs déplaisirs, il a trouvé à propos de changer de batterie, il a retiré deux de ses fils du service de France et les a fait aller dans celui de l'Angleterre, de quoy il prétend se faire un grand mérite. » Bondeli à l'électeur de Brandebourg, Berne $\frac{12}{2}$, mai 1694, Berlin, *G. P. S.*, Rep. 64, IV, I, *Succ. u. Gen.*, Conv. I.

⁶ *Mémoire* cité note 4.

⁷ Il existe trois copies de ce manuscrit à Berlin, *G. P. S.*, Rep. 64, IV, I, *Deductionen*, Conv. III, n° 1 (360 p. plus une table généalogique), n° 2 (323 p.) et n° 3, sans pagination, exemplaire original, signé et daté d'Aubonne, 14 juin 1707.

jouer mutuellement des tours au grand préjudice de la négociation. Aussi, par l'effet d'une prudence bien compréhensible, Bondeli refusait-il de communiquer son ouvrage à qui que ce fût et prétendait-il toujours, lorsqu'on le lui réclamait, n'avoir pas encore terminé. Le manque d'exactitude que la cour mettait à payer les gages des frères Bondeli et à tenir ses promesses augmentait encore l'entêtement d'Emmanuel. Pour combler une lacune qui risquait d'avoir des conséquences fâcheuses, un certain nombre de personnages rédigèrent, durant les années 1701 à 1706, une série de traités dont les uns furent imprimés et dont les autres circulèrent sous forme de manuscrit à Berlin ou en Suisse. Les voici dans l'ordre chronologique :

Le greffier Blisson, *Relation ou idée au juste de l'estat présent des affaires de Neuchâtel, de tous les droits des prétendants sur cette comté, de l'autorité privilégiée de ceux du Roy de la Grand Bretagne ou pour celle de S. A. E. de Brandebourg et des moyens de les faire valloir et d'en tirer utilité*, avril 1699, 51 p. Ms.⁸

[Le chancelier Georges de Montmollin], *Mémoire contenant les différends que les Princes d'Orange et de la Maison de Challon et de celle de Nassau ont eu avec les comtes de Fribourg, les Marquis de Hochberg et les Ducs de Longueville qui lui ont succédé, tant pour la comté de Neuchâtel que pour la principauté d'Orange et les autres biens de la Maison de Challon*, s. d., 285 p. ms.⁹

[Manget]¹⁰, *Précis en forme de généalogie*, [1702], ms.

*Mémoire du commissaire Rebeur*¹¹ sur Neufchastel¹², [1704], ms. paru sans nom d'auteur à Berlin et à Berne en 1704 ou en 1705 sous le titre : *Mémoire sur Neufchastel*, 31 p. in-fol.¹³

[J. de Normandie], *Mémoire abrégé des droits du feu roi de la Grande Bretagne sur le comté de Neuchâtel et ses dépendances*, 1703, 12 p. in-fol.¹⁴

Blisson, *Mémoire du greffier Blisson pour le fait de Neuchâtel*¹⁵, signé et daté de La Haye, 23 juillet 1703, 10 p. ms.

Mellarède, *Déduction de M. de Mellarède, ministre du Duc de Savoye en Suisse*, envoyé en cour le 4 octobre 1705¹⁶.

⁸ Berlin, G. P. S., Rep. 64, IV, I, *Deduct.*, Conv. IV, n° 1.

⁹ Berlin, G. P. S., Rep. 64, IV, I, *Deduct.*, Conv. III, n° 15.

¹⁰ Médecin et économiste des comtes de Dohna à Coppet.

¹¹ Bourguignon fixé à Lausanne. Procureur patrimonial de LL. EE. de Berne en 1662 et commissaire en 1669. Connu comme cartographe. A la suite d'une affaire délicate où il avait soustrait des documents appartenant à l'Etat, Rebeur prit la fuite en 1682. Il rentra en grâce en 1699 et retourna à Berne où il occupa dès lors la charge de commissaire des appellations. Cf. *Rev. hist. vaud.*, 1909, p. 336 à 342, E. BUTTICAZ, *Le commissaire Rebeur*.

¹² Berlin, G. P. S., Rep. 64, IV, I, *Deduct.*, Conv. III, n° 22.

¹³ Neuchâtel, Arch. de l'Etat, *Rec. de factums* n° 24, pièce 9.

¹⁴ Haller, *Bibl. d. schw. Gesch.*, V, n° 1632. Ce factum ne se trouve pas à Neuchâtel.

¹⁵ Berlin, G. P. S., Rep. 64, VI, I, *Deduct.*, Conv. III, n° 9.

¹⁶ Berlin, G. P. S., Rep. 64, VI, 1, *Deduct.*, Conv. III, n° 21. Mellarède avait rédigé ce mémoire sur le conseil de Saint Saphorin qui lui avait prêté le grand traité d'Emmanuel Bondeli.

De tous ces écrits, aucun ne satisfait la cour de Berlin. Les uns contenaient des lacunes et des erreurs graves, les autres étaient rédigés en une langue rébarbative. Il fallait un petit traité qui fût accessible au grand public d'autant plus que les circonstances rendaient une telle publication urgente. La duchesse de Nemours, déjà octogénaire, ne devait plus vivre longtemps, de l'avis des médecins, de sorte que la succession risquait d'être ouverte avant que les prétentions prussiennes fussent clairement établies et mises à la portée de tout le monde. Ceux qui avaient pu lire l'ouvrage de Bondeli, dont l'avocat genevois Marc Du Puy et Saint Saphorin, tout en admirant ce « monument », déploraient qu'il ne fût pas publiable.

Au début de l'année 1705, le roi de Prusse chargea quelques-uns de ses meilleurs avocats en Suisse, Normandie, Peyrol, Brandt et Du Puy¹⁷ de s'entendre avec Bondeli pour extraire de sa volumineuse compilation, un écrit à la fois léger et persuasif. Le soupçonneux bailli leur rendit la tâche peu aisée en refusant de leur communiquer tous les documents nécessaires. Ainsi le mémoire de Normandie, *Questions de droit qui se présentent dans l'affaire de Neuchâtel*¹⁸, resta-t-il incomplet¹⁹. Brandt eut un peu plus de chances et rédigea un *Mémoire instructif ou abrégé des droits de S. M. le Roy de Prusse sur le comté de Neufchâtel*, 31 p. ms. Cet écrit fut imprimé sous le même titre en 31 p. in-fol²⁰. Enfin Du Puy composa un factum dont l'histoire est curieuse. Il est intitulé : *Traité sommaire du droit de Frédéric I^{er}, Roi de Prusse à la souveraineté de Neufchâtel et Valangin en Suisse*²¹. Il fut envoyé à la cour de Berlin le 29 mai 1705.

Une commission, composée entre autres du conseiller privé du roi, Samuel de Cocceji²², plus tard grand chancelier de Frédéric II, et de

¹⁷ Brandt et Du Puy avaient étudié le droit chez Vitriarius vers 1675.

¹⁸ Berlin, G. P. S., Rep. 64, IV, II, *Litter.*, Conv. XXV.

¹⁹ Normandie estimait qu'il n'y avait pas en Suisse, ni à Neuchâtel, de juriste assez habile pour écrire ce traité. Il fallait, selon lui, chercher un tel personnage en Prusse ou en Hollande. L'avocat genevois suggérait de faire rédiger l'ouvrage en latin par un des meilleurs jurisconsultes allemands et de le faire ensuite traduire en français. Normandie proposait encore d'en confier directement la rédaction au célèbre réfugié Jacques Basnage qui demeurait à la Haye où il dirigeait le recueil des *Ouvrages des Savants*. (Mémoire de Normandie, 24 juillet 1705, Berlin, G. P. S., Rep. 64, IV, II, *Litter.*, Conv. XI.)

²⁰ Berlin, G. P. S., Rep. 64, IV, II, *Litter.*, Conv. XXV.

²¹ Neuchâtel, Arch. de l'Etat, *Rec. de factums* n° 22, pièce 1. Berlin, G. P. S., Rep. 64, IV, I, *Deduct.*, Conv. III, n° 19; Conv. IV, n° 33, 214 p. ms. autogr.; Conv. XV^a, vol. III; enfin deux autres copies dans le Conv. XV^a, vol. I.

²² Il existe de sa plume deux écrits sur la question neuchâteloise : *Très humbles sentimens sur l'affaire de Chalon et Neufchâtel* (Berlin, G. P. S., Rep. 64, IV, I, *Deduct.*, Conv. III, n° 6) et un précis latin de 32 pages munies de notes marginales de Du Puy écrites au début de juin 1707. (*Id.*, Conv. III, n° 4.)

Leibniz, directeur de l'Académie des Sciences de Berlin, eut à se prononcer entre les deux écrits de Brandt et de Du Puy.

Le rapport de Leibniz nous a été conservé²³. En voici les principaux passages :

J'ai lu à la hâte le *Traité sommaire* in-folio et le *Mémoire instructif* in-quarto touchant le droit du Roy de Prusse sur Neufchâtel.

Le second pag. 23 renvoie au premier : cependant je ne les trouve pas entièrement d'accord, et il y a des endroits de fait et de droit, où ils sont d'un sentiment différent... [Nous supprimons les exemples]. L'un et l'autre est quelques fois obscur et ne parle pas assez François. Par ex. pag. 73 fol. *aux dépens de l'irritation de l'Empereur...*

Le *Mémoire instructif* n'explique pas les choses suffisamment, et laisse souvent le lecteur en soubçon et en doute... Il suppose aussi des principes de droit que bien des gens n'accordent pas... Il ne touche pas à des points que je trouve principaux, par exemple à la question si *Chasail* de Neufchâtel ne se peut entendre de ceux qui en sont sortis par filles.

Le *Traité sommaire* avance plusieurs faits historiques douteux et même erronés, par exemple que les Seigneurs de Chalon et les comtes Palatins de Bourgogne, dont sont sortis beaucoup de rois d'Espagne, sont d'une même famille et sont de la race des anciens rois bourguignons.

Il y a des petites fautes en Histoire qui sautent un peu trop aux yeux, par exemple folio 6, que Clovis I avait conquis le royaume des Bourguignons. Ce furent ses enfants.

Il me semble aussi qu'on aurait bien fait de rapporter tous les actes qu'on cite, entiers, et non pas seulement quelques-uns. Autrement le lecteur se défie de ces allégations imparfaites.

Cocceji porta quelques modifications de détail²⁴ au *Traité sommaire* de Du Puy qui fut publié en automne 1706 sans nom d'auteur²⁵, en un volume de 112 pages in-fol.²⁶. Cet écrit n'est donc nullement une œuvre de Leibniz comme le croit une tradition fort ancienne²⁷. Leibniz, par contre, est l'auteur d'un petit mémoire de 18 p. ms. sur la Succession d'Orange, rédigé en 1704 en langue allemande²⁸.

Le *Traité sommaire*, paru avec l'approbation de la cour fut, comme

²³ Berlin, Akad. d. Wissenschaften, *Archiv., Handschriften*, 3, 1, Bl. 67-68. Konzept Bl. 90.

²⁴ Les annotations et remarques de Cocceji au *Traité sommaire* se trouvent dans Rep. 64, IV, II, *Litter.*, Conv. XXVa, vol. II.

²⁵ « Il n'est pas de l'intérêt du Roy ni du vôtre même, que l'auteur soit connu. Préparez-vous à être bien critiqué, car on a beau dire que M. de Coccejus a travaillé à cet écrit, les coups de plume ne regarderont que votre personne. » Metternich à Du Puy, 28 août 1706, Berlin, G. P. S., Rep. 64, IV, II, *Litter.*, Conv. XXVa, vol. II.

²⁶ Un ex. à la Bibliothèque Nationale de Berne. A Neuchâtel, Arch. de l'Etat, plusieurs exemplaires.

²⁷ Par ex. S. E. GUHRAUER, *Gottfr. Wilh. v. Leibniz*, Breslau, 1842, II, p. 229 à 231, veut que Leibniz ait publié cet ouvrage en Hollande. Or, il a été imprimé à Berlin.

²⁸ Berlin, G. P. S., Rep. 64, IV, I, *Litter.*, Conv. II, n° 27, minute originale.

Metternich l'avait prédit, fortement critiqué par ceux qui n'avaient produit que des ébauches imparfaites²⁹. Au lendemain de la mort de la duchesse de Nemours, alors que le mémoire fut répandu dans le public, Metternich fit précéder le volume d'un petit avertissement rédigé par son secrétaire, le conseiller Dunckers, pour expliquer que certaines expressions juridiques telles qu'*usurpation* et *forfait* devaient être prises dans un sens purement juridique et ne se rapportaient qu'aux événements anciens auxquels il était fait allusion dans le texte.

Le *Traité sommaire* eut un certain nombre d'imitateurs qui en tirèrent de nouvelles déductions encore plus sommaires. Ainsi J. S. Peyrol est l'auteur d'une *Information sommaire des droits de S. M. le Roy de Prusse à la pleine souveraineté de Neuchâtel et Valangin*, 15 p. ms.³⁰ parue en un factum de 12 p. in-fol. Il est probable que l'*Addition à l'Information sommaire des droits de S. M. le Roy de Prusse à la pleine souveraineté de Neuchâtel et Valangin, contenant la Réfutation des Réponses publiées pour le combattre*, 16 p. in-fol.³¹ est également due à la plume de Peyrol qui, en qualité d'avocat général du roi, rédigeait tous les mémoires publiés lors de l'ambassade de Metternich³². Peyrol publia encore le *Manifeste de S. M. le Roy de Prusse pour faire voir que son droit à la Principauté de Neufchâtel est soutenu de l'intérêt public, et qu'il y a beaucoup plus d'avantages à attendre pour les peuples et les particuliers de cet Etat sous le règne de S. M. que sous celui de la domination de ses concurrents*, paru à Neuchâtel en septembre 1707 et ratifié par le roi le 10 octobre 1707³³.

Enfin, Metternich fit encore paraître avant l'investiture 9 factums de mise au point qu'il faut également rattacher aux traités des droits dont ils constituent les derniers corollaires. Peyrol, le conseiller Dunckers, et les deux secrétaires de Metternich, Habichstal et Petersin, y collaborèrent dans une large mesure. Ces factums sont le *Manifeste de S. M. le Roi de Prusse pour faire voir...* 10 p. in-fol.³⁴. — *Actes et titres concernans le droit de S. M. le roy de Prusse*, 37 p. in-fol.³⁵. —

²⁹ Les critiques de Peyrol, de Du Puy, de Brandt, de Normandie et d'E. Bondeli sont conservées dans Rep. 64, IV, I, *Deduct.*, Conv. IV, nos 34, 36, 37, 38 et 41.

³⁰ Berlin, G. P. S., Rep. 64, IV, I, *Deduct.*, Conv. IV, n° 27 et Conv. X à XI, nos 6 et 12. Neuchâtel, Arch. de l'Etat, *Rec. de factums* n° 22, pièce 2.

³¹ Neuchâtel, Arch. de l'Etat, *Rec. de factums* n° 22, pièce 3.

³² Chez Haller la confusion est totale. Il fait du *Traité sommaire* (V, 1731) un ouvrage de Metternich, et il attribue l'*Information sommaire* (V, 1732) et l'*Addition à l'Information sommaire* (V, 1733) à la plume de Leibniz.

³³ Neuchâtel, Arch. de l'Etat, *Rec. de factums* n° 22, pièce 4.

³⁴ *Id.*, *Rec. de factums* n° 22, pièce 4 (Haller, V, 1736).

³⁵ *Id.*, *Rec. de factums* n° 22, pièce 5 (Haller, V, 1730). Il n'entrait pas dans le cadre du présent travail de montrer comment Bondeli, Du Puy et Emer de Montmollin, neveu du chan-

Réponse à quelques préjugés contre le droit de S. M. le roi de Prusse..., 14 p. in-fol.³⁶. — *Réponse particulière pour S. M. le Roy de Prusse à l'objection contre ces droits...*, 18 p. in-fol.³⁷. — *Réflexions sur la Réponse de Mad. de Lesdiguières au Mémoire touchant le droit de S. M. le Roy de Prusse...*, 58 p. in-fol.³⁸. — *Recueil de diverses pièces qui ont paru à Neuchâtel et qui ont rapport à la conjoncture présente*, 17 p. in-fol.³⁹. — *Articles généraux dressés et proposés au nom et de la part de tous les Corps et communautés de la Principauté de Neuchâtel et Valangin*, agréés par Metternich le 17 août 1707, 11 p., in-fol.⁴⁰. — *Déclaration de S. E. M. le comte de Metternich*, du 21 octobre 1707, 4 p. in-fol.⁴¹. — *Représentation de Mons. Peyrol... contre le délai demandé par M. le Mis de Puyzieulx*, du 28 octobre 1707, 10 p. in-fol.⁴².

(A suivre.)

S. STELLING-MICHAUD.

celier, constituèrent la collection de pièces originales conservées dans Rep. 64, IV, I, *Deduct.*, Conv. I et III. Il serait intéressant de suivre leur chasse aux documents à travers les archives de la Haye, de Berlin, de Neuchâtel, de Besançon, de Malines, etc.

³⁶ Neuchâtel, Arch. de l'Etat, *Rec. de factums* n° 22, pièce 6 (Haller, V, 1735). Ce factum fut envoyé en cour le 27 septembre 1707.

³⁷ *Id.*, *Rec. de factums* n° 22, pièce 7 (Haller, V, 1734).

³⁸ *Id.*, *Rec. de factums* n° 22, pièce 8 (Haller, V, 1739).

³⁹ *Id.*, *Rec. de factums* n° 22, pièce 9. Ne figure pas dans Haller. Cf. l'analyse de ce factum dans Schulze.

⁴⁰ *Id.*, *Rec. de factums* n° 22, pièce 10 (Haller, V, 1737).

⁴¹ *Id.*, *Rec. de factums* n° 22, pièce 12 (Haller, V, 1738).

⁴² *Id.*, *Rec. de factums* n° 21, p. 627 à 636.

LOUIS DE NEUCHÂTEL ET LA MAISON DE MONTFAUCON

(Suite. — Voir ci-dessus, p. 29.)

Quand le comte de Montbéliard rentra en Franche-Comté, après avoir combattu, près d'une année durant, les Lithuaniens et les Livoniens, ses dispositions à l'égard du comte de Neuchâtel avaient changé du tout au tout. Sans doute ne refusa-t-il pas de payer le solde des mille livres dues à Louis en vertu de la sentence d'Eternoz, ainsi que le prouve une quittance en date du 25 novembre 1345, relevée par Matile dans ses *Monuments*¹⁹, mais quand son neveu lui remit en mémoire sa promesse formelle de l'année précédente et lui fit présenter, pour les faire confirmer de son grand sceau, les lettres d'accord qui avaient été faites sur la médiation de Jean de Chalon, il lui opposa un refus absolu. Avec un beau mépris de la foi jurée, Henri refusa tout net de remplir ses engagements, en avançant comme prétexte la donation de la terre de Réaumont que lui avait faite induement l'ex-prieur de Morteau, Simon de Montferrand, et dont le comte de Neuchâtel contestait justement la validité²⁰.

Ainsi qu'on le conçoit, Louis ne se tint pas pour content d'une réponse qui méconnaissait tout ce qui avait été conclu de part et d'autre depuis l'année 1342 ; de nouveau, après avoir épuisé tous les moyens pacifiques pour se faire rendre justice, il recourut aux armes, et, à une date qui ne doit pas être postérieure au mois de juillet 1346, il se présentait pour la seconde fois, à la tête de ses gens, devant les remparts de Réaumont, où il subit un nouvel échec. Ainsi, pour la troisième fois depuis l'année 1325, la guerre s'était rallumée entre les deux maisons rivales sur le plateau du Haut-Jura. A l'exception de l'entreprise infructueuse du comte de Neuchâtel, nous en ignorons à peu près les circonstances, et nous formons même la supposition que cette nouvelle prise d'armes, sinon la vieille inimitié des deux ennemis, dut assez

¹⁹ MATILE, *Monuments*, t. III, Régeste, n° 174, p. 1177. — TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 43.

²⁰ Archives de l'Etat, J. 25. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 497, p. 596, GINGINS LA SARRA, *op. cit.*, p. 114. TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 43. — Ces détails, ainsi que ceux du paragraphe suivant, sont tirés du mémoire de Louis à l'abbé de Cluny, en date du 24 avril 1347, dont nous avons déjà usé précédemment.

rapidement tomber au point mort, vu les circonstances de la politique générale. En effet, au mois de juillet 1346, le roi d'Angleterre Edouard III débarquait en Cotentin, à la tête de son armée, pour ravager la Normandie et revendiquer la couronne de France. A cette nouvelle, Philippe VI leva en toute hâte le ban et l'arrière-ban de ses vassaux ; or, depuis le 16 septembre 1338, Louis était entré dans la foi et l'hommage du roi de France, en raison d'une rente annuelle de 300 livres qui lui était allouée ²¹. Aussi bien, abandonnant la Franche-Comté et sa guerre avec le comte de Montbéliard, le voyons-nous se rendre à Vevey, dès le commencement du mois d'août, à l'appel de son oncle et parrain, Louis de Savoie, l'un des plus fidèles serviteurs du premier Valois, qui réunissait sur les bords du Léman une petite troupe de chevaliers. Nous avons raconté naguère comment ce secours arriva trop tard sur les lieux, le 26 août 1346, pour prendre part à la bataille de Crécy ; quoi qu'il en soit, les Savoyards et Louis de Neuchâtel qui les accompagnait se jetèrent dans la place de Montreuil-sur-Mer, dont ils écartèrent les Anglais, le lendemain du désastre ²².

Nous ignorons combien de temps le comte Louis dut consacrer au service du roi de France ; dans tous les cas, quand il retourna au pays, il se trouva en présence d'une situation fort troublée et fort délicate. En effet, dès le lendemain de la défaite, la ligue des barons comtois, qui avait été si fort humiliée en 1337, par la sentence de Philippe VI, se leva de nouveau contre le duc Eudes IV, que le désastre du roi de France laissait sans protection, et qui, par surcroît, venait encore de perdre, dans la fleur de l'âge, son fils Philippe de Bourgogne, décédé d'une chute de cheval, au mois de juillet précédent. A la tête de la coalition se trouvaient les ennemis irréconciliables du duc, les citoyens de Besançon, les sires de Faucogney, Thiébaud V de Neufchâtel, dont Louis avait épousé la fille en secondes noces, et avant tous les autres le puissant Jean de Chalon, sire d'Arlay ²³.

Entre l'hommage qui le liait avec le roi de France, en raison de sa pension, et celui qu'il avait prêté à Jean de Chalon, en raison de son fief de Neuchâtel, Louis ne pouvait hésiter bien longtemps ; aussi bien était-il soldé par son suzerain, et c'est ainsi qu'il entra sans tarder dans la guerre que les barons comtois faisaient au duc de Bourgogne, comme l'atteste le défi porté à Eudes IV, le 25 février 1347, par son vassal,

²¹ Cf. notre article : *Les campagnes de Louis de Neuchâtel au service de la France*, dans le *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XX, 1933, p. 56.

²² *Ibid.*, p. 60. — Montreuil-sur-Mer, dép. du Pas-de-Calais, ch.-l. d'arr.

²³ Ed. CLERC, *Essai sur l'histoire de la Franche-Comté*, t. II, p. 81.

Guillaume de Montjoie, sur l'ordre exprès du comte de Neuchâtel²⁴. Mais le duc avait lui aussi ses partisans et ses alliés de ce côté-ci de la Saône, parmi lesquels Hugues de Blonay, sire de Joux, auquel Louis voulait imposer son allégeance, et qui, par un traité daté du 2 juillet 1347, s'engageait à ouvrir aux Bourguignons les portes de son château et à faire la guerre contre leurs ennemis de Neuchâtel et de Faucogney²⁵. Entre temps, la guerre se poursuivait dans le Jura avec des alternatives diverses ; Pontarlier fut enlevé par les coalisés, et ceux-ci obtinrent encore un gros subside du roi d'Angleterre qu'ils étaient allés solliciter en son camp devant Calais. Mais après la signature de la trêve qui suivit la chute de cette ville et dans laquelle ils étaient compris à titre d'alliés d'Edouard III, les barons comtois s'accordèrent à leur tour, au mois de mars 1348, avec Eudes IV, sur l'intervention de Philippe VI.

Louis s'associa-t-il sans réserve à cette politique qui s'appuyait sur l'ennemi déterminé des fleurs de lis ? Nous en doutons et nous ne pouvons suivre sur ce point le vicomte de Truchis de Varenne qui, sans produire aucune justification, signale le comte de Neuchâtel parmi les barons qui se rendirent au siège de Calais auprès du roi d'Angleterre²⁶. Et, si nous en doutons, c'est que nous avons sous les yeux le mandement de Philippe VI, conservé aux Archives de l'Etat, par lequel ce souverain interdisait à ses officiers de molester Louis qui avait été compris contre son gré dans la trêve de Calais, parmi les alliés d'Edouard III et qui avait protesté de la manière la plus catégorique contre cette inclusion tendancieuse de la part du roi d'Angleterre²⁷. Au reste peut-être, le vaincu de Crécy ne poussa-t-il pas très loin son enquête et se contenta-t-il un peu facilement de ces assurances de fidélité, mais, d'autre part, il est assez probable que Louis ait cherché à limiter les conséquences du lien féodal qui l'unissait au comte de Chalon, et qu'il n'ait pas voulu, sous l'influence de Louis de Vaud, s'engager ouvertement contre le roi de France, tout en servant son suzerain contre le duc de Bourgogne.

Quoi qu'il en soit, la guerre de Réaumont avait occasionné de lourdes charges au comte de Neuchâtel, qui, pour subvenir à ses dépenses, avait dû déjà vendre à Thibaut de Ceix, pour la somme de 3500 florins, la seigneurie de Vers, près de Salins, que Catherine lui avait

²⁴ Archives de la Côte d'Or, B 11875. — *Guerre, faits de guerre, défis*, etc.

²⁵ Archives de la Côte d'Or, B 398. — *Cartulaire concernant le comté de Bourgogne*, fo 4 v^o, Archives du Doubs, B 41. — *Traités*.

²⁶ TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 45.

²⁷ Archives de l'Etat. A 47. — MATILE, *Monuments*, t. II, n^o 507, p. 611.

apportée en dot ²⁸. Aussi bien, le voyons-nous se retourner contre l'ordre de Cluny pour tâcher de lui imputer les frais qu'il avait engagés dans cette malheureuse affaire. En effet, le 24 avril 1347, Chrétien de Pommier, clerc de sa cour et chanoine de la Collégiale, se présentait à Cluny, dans la chambre de l'abbé où, en présence du souverain de l'Ordre, Hugues VII Fabri de Tulle, du grand-prieur, des définiteurs et du chapitre général, il donnait lecture des doléances de son maître, en réclamant une prompte satisfaction de sa part ²⁹. Après avoir retracé les faits, Louis représentait qu'il avait dû prendre en main la cause de l'Ordre dans le Val de Morteau, et que ses entreprises contre Réaumont lui avaient coûté 28.000 florins de sa poche. Comme ni le prieur de Saint-Pierre et Saint-Paul, ni les abbés de Cluny qui s'étaient succédé à la tête du monastère depuis l'année 1342, n'avaient cru devoir lever le petit doigt pour défendre les droits qui leur appartenaient, Louis entendait être défrayé des frais qui lui étaient incombés de manière indue, du fait de cette carence, et il ajoutait sur le ton de la menace : « Et sachoïs que ou cas que vous Messire li.. abbés, li grant.. priour, li.. covent, li.. diffinitours et li.. chapitres generaul de Clugny que ceant estes, ne desdomagerez ledit monseignour, monseignour Loys de la dicte somme de florins et ne mettiez remeide ès chouses dessus contenues, qu'il est li entencions doudit monseignour, monseignour Loys de mettre la main ès biens doudit prioréz de Morteau pour le maintenir et de lui desdomagier par sur l'Ordre de Clugny, tant en chief quant en membres. » A côté de ces requêtes pour le passé, formulées sur un ton assez rude, le comte de Neuchâtel réclamait encore des garanties pour l'avenir ; l'abbé de Cluny devait dorénavant *ouvrer* de ses privilèges, en plein accord avec le gardien du prieuré et du Val de Morteau, pour rétablir l'intégrité des droits compromis par sa négligence, en faisant pression, le cas échéant, sur le prieur de Saint-Pierre et Saint-Paul.

A ces sommations accompagnées de menaces, le chapitre de l'Ordre fit une réponse assez vague et prudente, destinée, sans doute, à apaiser le comte de Neuchâtel et à ménager l'avenir aux moindres frais possibles. L'abbé de Cluny réclamait un état des dommages subis par le prieuré et ses habitants et se réservait d'en appeler au pape pour obtenir une satisfaction adéquate ; il acceptait de faire au prieur de

²⁸ Archives de l'Etat, H 8/15. — Acte daté du 2 janvier 1344 (n. s.).

²⁹ Archives de l'Etat, J 25. MATILE, *Monuments*, t. II, n° 497, p. 596 ; TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 44 ; NARBÉY, *Les hautes montagnes du Doubs*, p. 110.

Morteau des représentations, dans le sens indiqué par le comte de Neuchâtel, et de lui adjoindre un coadjuteur pour obtenir toute garantie sur ce chapitre. Quant au reste, c'est-à-dire quant aux 28.000 florins, l'abbé de la Baume, du lignage de Louis, était envoyé à Neuchâtel pour en entretenir le comte de la part de l'Ordre de Cluny. Cependant, le 6 octobre de la même année, le prieur de Nantua, ainsi que deux de ses confrères en religion, recevait l'ordre de l'abbé Hugues de se rendre personnellement au prieuré de Morteau, d'enquêter sur les différends surgis entre le prieur et le gardien et d'y porter un prompt remède ; ils devaient encore intimer l'ordre aux seigneurs qui avaient usurpé le patrimoine du prieuré d'en faire une prompte restitution, et leur signifier en outre qu'il n'était pas dans l'intention de Cluny de voir la guerre s'élever entre eux, soit à son occasion, soit à celle de ses biens ; enfin il leur était recommandé d'enquêter sur le gouvernement temporel et spirituel du présent prieur, lequel était fort critiqué, et de faire rapport sur le meilleur remède que l'on y pourrait apporter³⁰. Nous ne sommes pas renseignés sur les résultats de la démarche prescrite par l'abbé de Cluny ; dans tous les cas, ils ne durent pas apporter une complète satisfaction au comte de Neuchâtel, puisque à la date du 2 janvier 1348, nous le voyons passer de la menace à l'exécution, c'est-à-dire mettre la main sur les biens du prieuré de Morteau, comme il l'avait annoncé précédemment, et installer dans le vallon un administrateur laïc en la personne d'un homme de confiance, nommé Guyot d'Orchamps³¹. Ce régime dura un certain temps et amena par voie de conséquence la nomination d'une nouvelle commission d'enquête qui fut formée sous la présidence de l'abbé de Saint-Seine, avec la même mission que la précédente, en vertu d'un mandement de l'abbé de Cluny, daté d'Avignon, le 15 janvier 1349³².

Entre temps était intervenu un accord entre Jean de Neuchâtel, fils du comte Louis, et sa grand'mère maternelle, Agnès de Durnay, qui avait épousé en secondes noces Guillaume de Vergy, seigneur de Mirebel. Il s'agissait, en la circonstance, d'unifier dans la mesure du possible les possessions qui devaient revenir à la maison de Neuchâtel, en raison du mariage de Louis et de Jeanne de Montfaucon. Le bénéficiaire de cette opération n'avait pas accompli encore sa quatorzième

³⁰ Archives de l'Etat, G 9/24. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 502, p. 605 ; TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 45-46.

³¹ Archives du Doubs, B 513, f° 32. *Prieurés : Morteau*. — TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 46.

³² Archives de l'Etat, J 25 a. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 515, p. 630 ; TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 50.

année, puisqu'il était né le 13 décembre 1334, selon une note contenue dans le missel de la Collégiale que nous avons eu déjà l'occasion de citer, mais il est à noter que dès le mois de juin 1346, il avait été émancipé par son père et séparé de biens avec lui, ainsi qu'il appert d'un document conservé aux Archives de l'Etat³³. Quoi qu'il en soit, Jean de Neuchâtel, agissant, tant en son nom propre qu'en celui de sa sœur Ysabelle, abandonnait à sa grand'mère tout ce qui lui était échu au royaume de France, du fait de sa mère Jeanne de Montfaucon, c'est-à-dire les seigneuries de La Marche sur Saône, de Longchamp et de Brochon qui étaient venues en sa possession à la suite du partage du 6 juin 1330, dont nous avons fait mention dans notre premier chapitre, en exceptant seulement de ces terres et des droits qui leur étaient attachés, les objets pour lesquels il était en litige avec Girard de Montfaucon, son grand-oncle. En échange de quoi, Agnès de Durnay faisait donation à son petit-fils de tout ce qu'elle possédait sur terre d'Empire soit en Franche-Comté, à l'exception toutefois du château de Durnes³⁴ et de Port sur Saône³⁵. Par ainsi, Jean de Neuchâtel devait recevoir incontinent le château neuf de Vuillafans, avec toutes ses appartenances, et la seigneurie de Vercel ; il obtenait encore l'expectative de la terre d'Oigney³⁶, d'une rente de 100 livrées de terre, sise au Mont de Villers³⁷, et d'une autre rente de 200 livres à faire valoir sur la Saunerie de Salins, dont il devait entrer en possession après la mort de la dame de Bruyères, proche parente d'Agnès de Durnay et qui n'avait pas d'autre postérité. Mais, à ces conditions, il renonçait d'ores et déjà à toute revendication subséquente sur l'héritage de sa grand'mère et s'engageait à lui verser, à titre de soulte, une rente viagère de 8 livres d'estevenant, pour parfaire l'échange.

Ces diverses clauses furent insérées dans une première convention qui porte la date du 11 février 1348³⁸ et qui fut ratifiée, à Champvent, le 24 suivant par le comte Louis, père du contractant³⁹. Le 25 avril de la même année, les deux parties répétaient les mêmes stipulations, d'une manière plus solennelle devant l'officialité de Besançon⁴⁰, et le comte de Neuchâtel confirmait le 21 mai sa ratification à

³³ Archives de l'Etat : A 21. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 490, p. 585.

³⁴ Durnes, dép. du Doubs, arr. de Besançon, canton d'Ornans,

³⁵ Port sur Saône, dép. de Haute-Saône, arr. de Vesoul, chef-lieu de canton.

³⁶ Oigney, dép. de Haute-Saône, arr. de Vesoul, canton de Combeaufontaine.

³⁷ Mont de Villers, dép. du Doubs, arr. de Besançon, canton de Pierrefontaine les Varans.

³⁸ Archives de l'Etat, A 2/35. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 504, p. 608.

³⁹ Archives de l'Etat, A 2/35 a. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 506, p. 610.

⁴⁰ Archives de l'Etat, H 42. — Cf. encore sur cette affaire les cotes J 5/9 et S 3/2 des dites archives.

la même instance ⁴¹. L'accord se trouvant ainsi parfait et dûment ratifié de part et d'autre, Agnès de Durnay en donna notification à son beau-frère et suzerain, le comte de Montbéliard, chef de la lignée de Montfaucon, par une lettre qui porte la date du 25 mai ⁴². Enfin, le 16 juillet 1348, Jean de Neuchâtel, que l'acte de reprise qualifie abusivement comme âgé de plus de 14 ans, reprenait, par-devant l'archevêque de Besançon et en présence de nombreux témoins, le château neuf de Vuillafans d'entre les mains de son grand-oncle maternel, Henri de Montbéliard, et le reconnaissait en qualité de suzerain ⁴³.

Ainsi qu'on le voit, l'arrangement de Jean de Neuchâtel et de sa grand'mère comportait des avantages assez substantiels pour le jeune seigneur. Il recevait, en effet, au château neuf de Vuillafans ainsi qu'à Vercel des fiefs assez rapprochés des possessions paternelles sises dans le Val de Morteau et dans la région du Miroir pour y trouver du soutien. Mais il faut remarquer qu'il devenait par là même voisin de son grand-oncle Girard de Montfaucon, seigneur de Vuillafans le Vieux, et qu'il existait certaines rivalités entre les deux seigneuries jumelles ⁴⁴; d'autre part, ainsi qu'on l'a dit précédemment, Jean avait expressément exclu de l'abandon de Longchamp et de Brochon, pour se les réserver, les différends qu'il avait avec le même Girard à cause de ses possessions d'Outre-Saône. Dans ces deux faits, étant donnée l'obstination des uns et des autres, il y avait de quoi alimenter et rallumer les vieilles querelles des deux familles rivales, quand bien même, à cette époque, elles semblaient sur le point de s'assoupir à tout jamais par le moyen d'un nouvel arbitrage.

En effet, à la même saison, les hostilités déclenchées par le comte de Neuchâtel, en raison des usurpations du comte de Montbéliard dans le Val de Morteau, avaient été arrêtées d'un commun accord par les belligérants, lesquels, aux termes d'un compromis d'arbitrage du 25 d'août 1348, s'en étaient remis à la médiation d'Hugues de Vienne, archevêque de Besançon, et d'Hardouin de la Roche, abbé de Saint-Seine en Bourgogne, pour terminer leurs différends ⁴⁵. Les deux arbitres dési-

⁴¹ Archives de l'Etat, J 3/25. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 508, p. 612.

⁴² MATILE, *Monuments*, t. II, n° 498, p. 600. — Cet acte tiré par Matile des Titres de Chalon conservés aux Archives du Doubs, a été placé par lui, par mégarde, au milieu des actes de l'année 1347; il faut encore corriger la date du 21 mai qui ne correspond pas, cette année-là, au *Dimanche devant l'Ascension* ... MCCCXLVIII.

⁴³ Archives de la Côte d'Or, B 11994. — *Inventaire de Peincedé*, t. I, p. 848.

⁴⁴ A ce sujet voyez l'étude de l'abbé J.-M. SUCHET, *Les châtelainies de Vuillafans*, dans les *Annales franc-comtoises*, n^{elle} série, t. VII, 7^{me} année, 1895.

⁴⁵ MATILE, *Monuments*, t. III, Régeste, n° 184, p. 1178. — Un exemplaire de ce compromis se trouve aujourd'hui conservé dans les archives communales du Bélieu.

gnés ne laissèrent pas traîner les choses, puisque le 5 septembre de la même année, ils rendaient déjà leur arrêt aux parties. Si l'on se reporte à cet acte, dont une expédition est encore aujourd'hui conservée aux Archives de l'Etat ⁴⁶, on constate que la nouvelle sentence revenait fort en arrière sur ce qui avait été convenu à Eternoz, le 11 novembre 1344, grâce aux bons offices de Jean de Chalon ; en effet, les prétentions du comte de Montbéliard sur le château et la seigneurie de Réaumont étaient reconnues de la manière la plus formelle, et ceci confirme l'opinion que la fortune des armes n'avait guère été favorable à la cause du comte Louis.

Quoi qu'il en soit, la dite sentence comportait pour commencer une amende de 1000 marcs d'argent qui devait sanctionner l'éventuelle infraction de l'une ou l'autre des deux parties. Puis l'on passait à la délimitation du Val de Morteau et de Réaumont ; nous en épargnerons le détail à nos lecteurs qui pourront se reporter au passage précité de l'ouvrage du vicomte de Truchis de Varenne ; il importe, toutefois, de savoir que la justice de la dite seigneurie de Réaumont, haute, moyenne et basse, était dévolue sans exception au comte de Montbéliard et à ses hoirs ; les habitants du Val de Morteau qui possédaient maison, pré ou domaine dans le même ressort devaient en conserver la paisible jouissance, sauf à convenir avec le seigneur du lieu d'une redevance annuelle ; si l'accord s'avérait impossible sur ce sujet, les arbitres s'engageaient à régler la chose par le moyen d'un commissaire, mais il était entendu que Jean, fils du comte Louis, ne devait conserver à Réaumont ni seigneurie, ni justice, ni ressort, ni garde, ni souveraineté. Quant à Vercel, qui avait été l'objet de l'arrangement du 25 avril précédent entre Agnès de Durnay et son petit-fils, le comte de Montbéliard s'engageait à l'inféoder dans l'espace de dix jours à Jean de Neuchâtel, sans faire à son petit-neveu d'autres conditions que celles qui avaient été réclamées des précédents seigneurs ; cependant, il obtenait la somme de 750 florins pour les améliorations qu'il avait faites dans la dite seigneurie durant le temps de son occupation. La sentence d'Agnès de Durnay relative aux prétentions de Jean de Neuchâtel qui revendiquait le fief de Naisey ⁴⁷, ainsi qu'une compensation pour le tiers des fiefs de Chaussin, était admise par les arbitres ; pareillement, on se rapportait à l'arbitrage de Pierre de Roulans pour attri-

⁴⁶ Archives de l'Etat, J 5. MATILE, *Monuments*, t. II. n° 509, p. 615 ; GINGINS LA SARRA, *op. cit.*, p. 114 ; TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 47-48. — Les archives communales du Béliou, que nous avons pu consulter à Besançon, contiennent une seconde expédition de la dite sentence.

⁴⁷ Naisey, dép. du Doubs, arr. de Baume-les-Dames, cant. de Roulans.

buer au même seigneur le huitième des dîmes perçues à Bremondans ⁴⁸ et Espinouse ⁴⁹. On lui attribuait enfin le fief tenu par Huart de Bulgnéville qui devait être sommé d'entrer dans l'hommage de Jean de Neuchâtel par une lettre du comte de Montbéliard, scellée de son grand scel, et l'on confirmait par la même occasion l'échange de l'hommage de Valangin contre celui de la Roche en Valonois, dont nous avons parlé en son temps.

D'une manière plus générale, toutes les traces de la dernière guerre devaient être effacées dans la mesure du possible ; ainsi toutes les prises faites de part et d'autres sur les habitants de Morteau et de Réaumont devaient être restituées sans frais, à l'exception des bêtes mangées dont la perte ne recevait aucune compensation ; de même les hommes de Morteau qui avaient été faits prisonniers à Passavant ⁵⁰, et qui avaient été taxés à 19 livres, en raison de leurs dépens, étaient tenus quittes pour la moitié de cette somme par le comte de Montbéliard. Quant aux garanties d'exécution, Hardouin de la Roche, abbé de Saint-Seine et Jean de Neuchâtel prenaient l'engagement de faire accepter la sentence du 5 septembre à l'abbé de Cluny, pour autant que celle-ci intéressait le prieuré de Morteau, et ils promettaient, par surcroît, de l'abandonner à ses propres forces s'il se refusait à la ratifier. Par contre, le comte de Montbéliard déclinait par avance toute responsabilité dans le cas où son frère, Girard de Montfaucon, ne voudrait pas se conformer au dit des arbitres touchant les fiefs de Chaus-sin, et déclarait qu'il se tenait d'ores et déjà pour dégagé, quant à cet objet, de l'astriction des 1000 marcs d'argent qui avait été stipulée en débutant. Enfin, en cas d'obscurité ou de différend, les deux arbitres se réservaient le soin d'interpréter leur sentence.

A ces conditions qui paraissent assez dures pour la maison de Neuchâtel, la paix se trouvait de nouveau rétablie entre les deux familles rivales, et, huit jours plus tard, c'est-à-dire le 13 septembre 1348, le comte de Montbéliard, ainsi qu'il l'avait promis, mandait à Huart de Bulgnéville de venir se mettre en la foi et l'hommage de son petit-neveu, Jean de Neuchâtel ⁵¹. Quant à la démarche prescrite à l'abbé de Saint-Seine, ainsi qu'au jeune fils du comte Louis, et qui devait sembler fort humiliante à ce dernier, nous ignorons la date

⁴⁸ Bremondans, dép. du Doubs, arr. de Baume-les-Dames, cant. de Vercel.

⁴⁹ Espinouse. Nous n'avons pu identifier cette dernière localité dans le dép. du Doubs, sans doute disparue depuis le XIV^{me} siècle.

⁵⁰ Passavant, dép. du Doubs, arr. et cant. de Baumes-les-Dames.

⁵¹ Archives de l'Etat, J 3/27 a. — MATILE, *Monuments*, t. III, Régeste, n° 185, p. 1178.

à laquelle elle eut lieu. Quoi qu'il en soit, elle signifiait nécessairement que le comte de Neuchâtel abandonnait toutes les plaintes qu'il avait formulées naguère dans son mémoire du 24 avril 1347, qu'il abandonnait conséquemment ses revendications contre l'ordre Cluny, qu'il retirerait de Morteau l'administrateur laïc qu'il y avait placé pour percevoir à son profit les revenus du prieuré, en place des restitutions auxquelles la sentence du 5 septembre 1348 le contraignait implicitement à renoncer. Et, de fait, à la suite de l'enquête prescrite par l'abbé de Cluny par mandement daté d'Avignon le 15 janvier 1349, nous apprenons qu'un nouveau prieur fut installé à Morteau, en la personne d'Aimé de Nantoux, et que dans le courant de l'année 1352, l'ordre accoutumé régnait de nouveau dans la vallée ⁵². La paix se trouvait donc complètement rétablie, mais ce ne devait pas être pour longtemps, et moins de deux ans plus tard la guerre avec une violence accrue allait étendre de nouveau ses ravages sur les populations du Haut-Jura.

(A suivre.)

Ed. BAUER.

⁵² TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 51.

MÉLANGES

La consécration de la Collégiale de Valangin.

On sait comment, et à la suite de quelles circonstances, la collégiale de Valangin fut construite en 1505. On sait aussi que l'évêque de Lausanne en personne, Aymon de Montfaucon, vint en 1506 procéder à la consécration de la nouvelle église. Matile¹ nous apprend que « les frais de la cérémonie s'élevèrent à quarante-trois sols neuf deniers ». Cet éminent historien était décidément sujet à d'étranges distractions². A combien se montèrent les frais de la cérémonie elle-même ? Nous ne savons. Tout ce que le document cité par Matile nous apprend, c'est que, le jour de la consécration, le seigneur de Valangin invita l'évêque au château et lui offrit un dîner, dont le menu consistait en poissons, poulets et œufs. On acheta, en particulier, des poussins à Arberg, qui coûtèrent 43 sols et 9 deniers. C'est cet achat de poussins que Matile prend pour « les frais de la cérémonie ».

Le sieur de Franquemont, lieutenant du seigneur de Valangin, dans un de ses carnets de comptes, a noté les dépenses faites pour ce dîner, à l'occasion de la bénédiction de l'église.

*S'ensuit la despence faicte par monseigneur de Francquemont pour la benediction de l'eglise*³.

Premièrement, a delivré à Pierre Steph cinq livres et demy pour du poisson, pour ce v livres demy

Item, a Thiebault trois livres quinze solz pour du poisson, pour ce
iii livres xv solz

Item, pour unze solz huit deniers pour du poisson, quand monseigneur de Lousanne vient, pour ce xi solz viii deniers

Item, envoyé querre des pussins à Arberg pour quarante trois solz neufz deniers petit, pour ce xliiii solz ix deniers

Item, envoyé querre des heufz pour trante deux solz et demy, pour ce
xxxii solz et demy

Item, pour trezes pot et demy de beurre a six solz le pot, qu'est en somme quatre livres douze deniers, pour ce iiii livres xii deniers

¹ *Histoire de la seigneurie de Valangin*, p. 224.

² Ainsi que M. Paul Vuille l'a montré excellemment dans le *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XVIII (1931), p. 212-226.

³ Archives de l'État, E 48, n° 20, fol. 4 v°.

Item, au toitot devant le moustier devant monseigneur quatre gros,
pour ce vj solz viii deniers

Item, cinq gros pour envoié sa et la en meme despance
viiij solz iii deniers

Somme xviii livres viii solz xi deniers.

On voit que cette somme de 18 livres 8 sous et 11 deniers représente, non les frais de la cérémonie proprement dite, mais, sauf un ou deux articles, les frais du dîner épiscopal. A propos de l'avant-dernier article, on peut se demander ce que vient faire là le « toitot », c'est-à-dire le couvreur, qui se tenait devant l'évêque, devant le moutier. Sans doute, ce jour-là, ce personnage exerçait-il des fonctions qui n'avaient rien à faire avec son métier de « toitot »¹.

Jean RYCHNER.

Note sur deux portraits d'Henri-François Brandt.

Les musées de peinture de Neuchâtel et de la Chaux-de-Fonds possèdent chacun un portrait du médailleur H.-F. Brandt peint par Léopold Robert. Ces deux tableaux sont très différents de facture. L'un dénote un débutant, l'autre un artiste en pleine possession de son talent.

Le portrait de Neuchâtel, dont une reproduction a paru dans cette revue², représente un jeune homme, avec, à l'arrière-plan, les silhouettes de Saint-Pierre de Rome et de la Villa Médicis. Celui de la Chaux-de-Fonds, traité plus largement, a certainement une plus grande valeur artistique. Reproduit par M^{me} Florentin dans son *Léopold Robert*, il est accompagné des lignes suivantes : « Il y a une virtuosité technique, un souci des nuances, une qualité picturale que seules peuvent expliquer des influences directes. »

Une question se pose. De quand datent ces portraits ? On sait que Brandt était l'aîné de cinq ans de Léopold Robert ; il le précéda à Paris et obtint en 1813 le grand prix de gravure en médaille. Il revint au village natal en janvier 1814 et quelques mois plus tard partit pour Rome³, où, durant trois ans, il fut pensionnaire de la Villa Médicis. Appelé en 1817 à Berlin en qualité de premier médailleur, il quitta Rome avant l'arrivée de Léopold Robert.

¹ La même *Despence pour la beniection de l'église* se trouve dans un autre cahier de comptes de Franquemont (C 18 n° 23). On y lit que le « toitot » reçut quatre gros « pour ce que avoit ouvré en la grange ».

² Fréd. BAUR-BOREL, *Henri-François Brandt, médailleur*, dans le *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. III (1916), p. 7.

³ Brandt arriva à Rome le 13 mai 1814, jour où Léopold Robert fêtait ses vingt ans.

M^{me} Florentin, qui donne sa préférence au second de ces portraits, lui assigne la date de 1814, tandis qu'au sujet du premier elle écrit : « Nous n'avons pas mentionné le beau portrait de H.-F. Brandt, du Musée de Neuchâtel, parce que ce tableau sans date ni signature semble avoir été peint à Rome au temps où H.-F. Brandt était pensionnaire de la Villa Médicis (1813-1816)¹. »

Il serait sans doute indiscret de demander à M^{me} Florentin pourquoi il lui semble que ce tableau a été peint à Rome, à un moment où précisément Robert ne s'y trouvait pas. Serait-ce parce qu'il ne lui paraît pas être de cet artiste ? Mais alors, pourquoi n'indique-t-elle pas les raisons qui la font douter. Serait-ce parce qu'il n'est pas daté ni signé ? Mais le portrait de la Chaux-de-Fonds est dans le même cas et M^{me} Florentin n'a pas hésité à lui donner une date. Serait-ce parce qu'on y voit la Villa Médicis et la cathédrale Saint-Pierre ? Mais à Paris aussi bien qu'à Rome, un artiste est capable de composer un fond de ce genre.

Des renseignements plus précis et plus objectifs sont nécessaires pour répondre à la question posée plus haut. Voici ceux que nous avons pu obtenir.

Le portrait du musée de Neuchâtel a été acquis en 1870. On lit à ce sujet dans le catalogue d'entrée : « Le portrait fut peint en 1814 et acheté à Bâle, en 1870, pour 300 fr., à M. Henri Meyer-Kraus, neveu de Brandt. L'authenticité en a été constatée par M. Aurèle Robert. » Il n'a pas été possible de mettre la main sur la correspondance échangée au moment de cette acquisition, mais le procès-verbal de la commission du musée complète les renseignements ci-dessus en disant que Meyer-Kraus se disait neveu de Brandt par sa mère.

Le *Dictionnaire des artistes suisses* a consacré une notice au vendeur, Nikolaus-Heinrich Meyer². Il naquit à Bâle de J.-J. Meyer et de Sophie Brandt, de la Chaux-de-Fonds. Notons qu'il fut un moment apprenti de son oncle, H.-F. Brandt, à Berlin, puis le mal du pays le prit; il revint à Bâle, étudia la théologie, devint pasteur et plus tard professeur. Le mariage de ses parents eut lieu à Pratteln en 1805. A Bâle, on n'a pas pu fournir de renseignements sur Sophie Brandt, sinon qu'elle est née le 6 décembre 1781 et morte en 1825.

Les parents d'Henri-François étaient Abram-Louis Brandt dit Grieurin et Charlotte fille d'Abram-Louis Tissot-Daguette. Ils se marièrent

¹ L. FLORENTIN, *Léopold Robert*, p. 266.

² T. II, p. 402.

en 1777 à la Sagne et eurent un grand nombre d'enfants. L'aînée des filles s'appelait Sophie et naquit le 2 décembre 1780 à la Chaux-de-Fonds. Si l'on en croit la déclaration d'H. Meyer-Kraus, Sophie Brandt serait sa mère, mais la date de naissance de cette dernière, relevée dans le registre des baptêmes de la Chaux-de-Fonds, diffère d'une année avec celle fournie par Bâle. Faut-il admettre que les registres de cette ville contiennent une erreur et accepter les dires de Meyer-Kraus ? Il nous semble qu'il est difficile de les révoquer en doute, d'autant plus qu'aucune Sophie Brandt n'est née à la Chaux-de-Fonds le 6 décembre 1781.

Le nom de Sophie Brandt n'est pas inconnu dans les relations de son frère avec Léopold Robert. Nous lisons dans l'ouvrage de M^{me} Florentin¹ : « C'est de Rome aussi, où est son ami Brandt, qu'à la fin de décembre 1814 il [Robert] reçoit de ses nouvelles. Brandt le prie de terminer son portrait pour l'envoyer à sa sœur Sophie. » L'intention manifestée par Brandt a son importance. Elle autorise la conclusion suivante, à savoir que le portrait vendu au musée de Neuchâtel en 1870 par le fils de cette Sophie est celui qui a été peint à Paris en 1814 ou 1815, par Léopold Robert. Et cet artiste sachant son ami à la Villa Médicis a jugé bon de faire figurer à l'arrière-plan les deux silhouettes dont nous avons parlé.

Nous sommes moins bien renseignés sur le tableau du musée de la Chaux-de-Fonds. Il a été acquis en 1929, sauf erreur, de M^{lle} Hildegard Lehnert, à Berlin, petite-fille du médailleur. Dans la famille, il passait pour avoir été peint à Paris par Robert. Cette croyance trouvait sa confirmation dans l'inscription qu'il porte au dos, d'une écriture ancienne : *Portrait de H.-F. Brandt médailleur, peint en 1813 à Paris par Léopold Robert.*

Nous venons de voir quel est le portrait Brandt qui fut exécuté à Paris. Il n'est guère plausible d'admettre qu'avant le départ du médailleur, le peintre débutant qu'était Robert ait fait un second portrait du même personnage, si différent de facture du premier. En 1813, il avait 19 ans; il « mordait » à la peinture sous la direction de David, mais, ne l'oublions pas, il était d'abord un graveur qui travaillait en vue du grand prix de Rome. Le contraste que présentent certains des portraits de Robert n'a pas échappé à M^{me} Florentin. Elle reconnaît dans les uns « une retenue, une sécheresse même, une minutie », tandis que d'autres ont un charme, une souplesse, « une sensualité technique qui, en Suisse,

¹ P. 35.

se glace subitement. » Le portrait de la Chaux-de-Fonds appartient à cette dernière catégorie de tableaux, mais M^{me} Florentin, qui est dominée par l'idée qu'il a été peint en 1814, ne peut expliquer le talent qu'y déploie l'artiste qu'en invoquant des influences, celle de David notamment.

Ce raisonnement ne manque pas d'imprévu. Robert, élève de David, graveur et peintre, minutieux et précis, sec même, s'évade de ses défauts et peint avec plus de liberté et de maîtrise sous l'influence de David !

Ne serait-il pas préférable de chercher une explication ailleurs. Brandt a quitté Paris en décembre 1813. Il n'a plus revu son ami qu'au cours d'un voyage en Italie en 1824; il passe alors à Rome à deux reprises. Il avait alors 35 ans et Robert 30. Ce dernier avait acquis la pleine possession de son art. L'année 1824 n'est-elle pas celle de *l'Improvisateur napolitain* ? Et l'on se prend à imaginer que la rencontre de ces deux amis, après dix ans d'absence, a eu pour résultat le portrait de l'un peint par l'autre.

Ce n'est sans doute qu'une supposition. Nous l'émettons cependant, dans l'espoir que l'étude plus attentive de la correspondance de Robert ou d'autres papiers de famille permettra un jour de la confirmer ou de l'abandonner.

LÉON MONTANDON.

Erratum. — Dans l'article sur *La famille de Léopold Robert*, paru dans le dernier numéro, j'ai écrit par mégarde (p. 56) que Charles-Alfred Robert s'est suicidé, le 18 mars 1825, à vingt ans. C'est *trente* ans qu'il faut lire.

L. M.

PETITES NOTES ET CHRONIQUE

* * *Excommunication d'animaux au moyen âge.* — La *Revue historique vaudoise* a publié dans son premier cahier de 1935 un curieux et savant article de Mgr Besson sur « l'excommunication » des animaux au moyen âge. A la vérité, il ne s'agit pas ici d'excommunication proprement dite, mais plutôt d'exorcisme ou d'adjuration. Mgr Besson cite un cas d'anathème contre des chenilles rapporté par Abraham Ruchat dans son *Abrégé de l'histoire ecclésiastique du Pays de Vaud* (Berne, 1707, p. 87). En 1479, « le diocèse étant fort incommodé de chenilles qui gâtoient tous les fruits de la terre, on les cita solennellement à Lausanne à la cour épiscopale, pour y rendre raison du dégât qu'elles faisoient. On leur fit leur procès en forme ». Un avocat plaida leur cause, et l'évêque Benoît de Montferrand prononça contre elles une sentence d'anathème.

A Neuchâtel aussi, on peut citer un fait pareil. En 1519, les chenilles étaient nombreuses et dévastatrices. Le Conseil de la Ville envoya à Lausanne le conseiller Briault pour avoir, sur la façon de procéder contre les chenilles, l'avis de l'Official¹. En même temps, on faisait faire dans les paroisses du Comté « trois processions contre les chenilles ». Enfin un autre conseiller, André Amyod, s'en fut à Lausanne « pour l'adjournement »², c'est-à-dire pour la citation des chenilles « gastant les vignes ». Y eut-il un jugement en forme ? L'évêque de ce temps, Sébastien de Montfaucon, prononça-t-il une sentence d'anathème ? Nous ne savons. P.

* * *La rampe d'escalier de l'hôtel de ville.* — M. Hans Haug, conservateur des Musées de la ville de Strasbourg, vient de publier dans les *Archives alsaciennes d'histoire de l'art* (XIII^{me} année, 1934) un article richement documenté et illustré sur « Jean-Baptiste Pertois, ferronnier, bronzier, sculpteur et architecte ».

Ce Jean-Baptiste Pertois (né le 25 octobre 1733, mort le 11 novembre 1812), fils et petit-fils de ferronniers, avait exécuté de 1763 à 1768 la grande grille du chœur de la cathédrale de Strasbourg. En 1778, il avait fait la grille du balcon et la rampe de l'escalier de l'hôtel de ville de Montbéliard. Ces travaux avaient fait de Pertois « un des industriels d'art les plus demandés dans l'Est de la France à la veille de la Révolution ». On sait (voir *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XXI (1934), p. 44) qu'il fut chargé d'exécuter de 1788 à 1790 la rampe d'escalier en fer et bronze de l'hôtel de ville de Neuchâtel, et, pour le même édifice, divers poêles en faïence et bronze doré.

¹ Voir *Extraits des Comptes de la Bourserie*, publiés par William Wavre dans le *Musée neuchâtelois*, t. XLIII (1906), p. 134. Le conseiller Briault est Huguenin Briault, sur lequel voyez *ibid.*, p. 165.

² W. Wavre a lu : « pour le détournement ». *Ibid.*, p. 134.

M. Haug donne, dans son article, une bonne reproduction de l'escalier de l'hôtel de ville. C'est la seule œuvre conservée de Pertois où cet artiste ait employé simultanément le fer forgé et le bronze doré. M. Haug conclut en ces termes son étude sur cette rampe : « Les feuillages de bronze de l'escalier sont aujourd'hui noirs, sauf à un balustre nettoyé à l'essai. Il est souhaitable que, dans un avenir prochain, les trente-neuf autres balustres soient traités de même; l'effet de l'escalier, déjà imposant dans son architecture sobre et presque sévère, en serait considérablement rehaussé. »

Quant aux poêles de l'hôtel de ville, « ils peuvent compter non seulement pour les plus beaux poêles du monde, mais encore parmi les objets de décoration les plus parfaits que nous ait laissés l'art français du XVIII^{me} siècle finissant ». On trouvera dans l'article de M. Haug une reproduction du poêle en faïence bleue et bronze doré, ainsi que d'un détail (tête de bouc) de ce poêle.

P.

* * * *Réfugiés huguenots au Pays de Vaud et à Berne.* — Le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français* (t. LXXXII et LXXXIII) a eu la bonne fortune de publier un important document sur les réfugiés huguenots, retrouvé à la Bibliothèque de la Faculté de théologie de l'Eglise libre à Lausanne par M. Emile Piguet. Un tirage à part a paru à Lausanne, édition La Concorde, en 1934, sous le titre *Les dénombrements généraux de réfugiés huguenots au Pays de Vaud et à Berne à la fin du XVII^{me} siècle*. En fait, dans ce mémoire, M. Piguet ne publie que le dénombrement de 1693. Cette publication ne touche pas au pays de Neuchâtel, mais elle renferme une telle liste de noms avec de telles précisions qu'elle sera indispensable à tous ceux qui s'occuperont des réfugiés huguenots en Suisse.

* * * *L'émigration française dans le canton de Fribourg (1789-1798).* — Le *Musée neuchâtelois* est heureux de signaler le volume que M. Tobie de Raemy, archiviste honoraire de l'Etat de Fribourg, vient de publier dans les Archives de la Société d'histoire de ce canton (t. XIV, Fribourg 1935). Beau volume de plus de cinq cents pages, plein de science et d'agrément, de soins et de précision, avec de nombreuses planches hors texte et deux tables des noms de personnes et des noms de lieux, où la ville et le pays de Neuchâtel figurent plus d'une fois.

* * * *Armorial neuchâtelois.* — MM. Léon et Michel Jéquier, qui ont entrepris l'élaboration d'un Armorial neuchâtelois, basé sur des documents authentiques et illustré de nombreuses figures et planches hors texte, seraient reconnaissants à tous les amis de l'histoire du pays qui possèdent des documents armoriés neuchâtelois inconnus, ou qui en connaissent l'existence (sculptures sur bois ou sur pierre, peintures, vitraux, sceaux, cachets, argenterie gravée, portraits armoriés, etc.) de bien vouloir donner à ce sujet toutes informations et communications à M. Léon Jéquier, château de Beauregard, à Neuchâtel.

CORRESPONDANCE ET QUESTIONS

QUESTIONS

59. *Jacon - Gacon.* — Dans les anciens documents, on trouve les deux noms de familles *Jacon* et *Gacon*. Ces deux noms désignent-ils la même famille ? S'il en est ainsi, on aimerait savoir comment on a passé de l'une à l'autre prononciation et à quelle époque la métamorphose s'est opérée. Faut-il en rapprocher les formes *Callot* et *Gallot* ? Un historien philologue (il y en a, Dieu merci, quelques-uns dans la Société d'histoire) pourrait-il éclaircir ce mystère ? W. S.

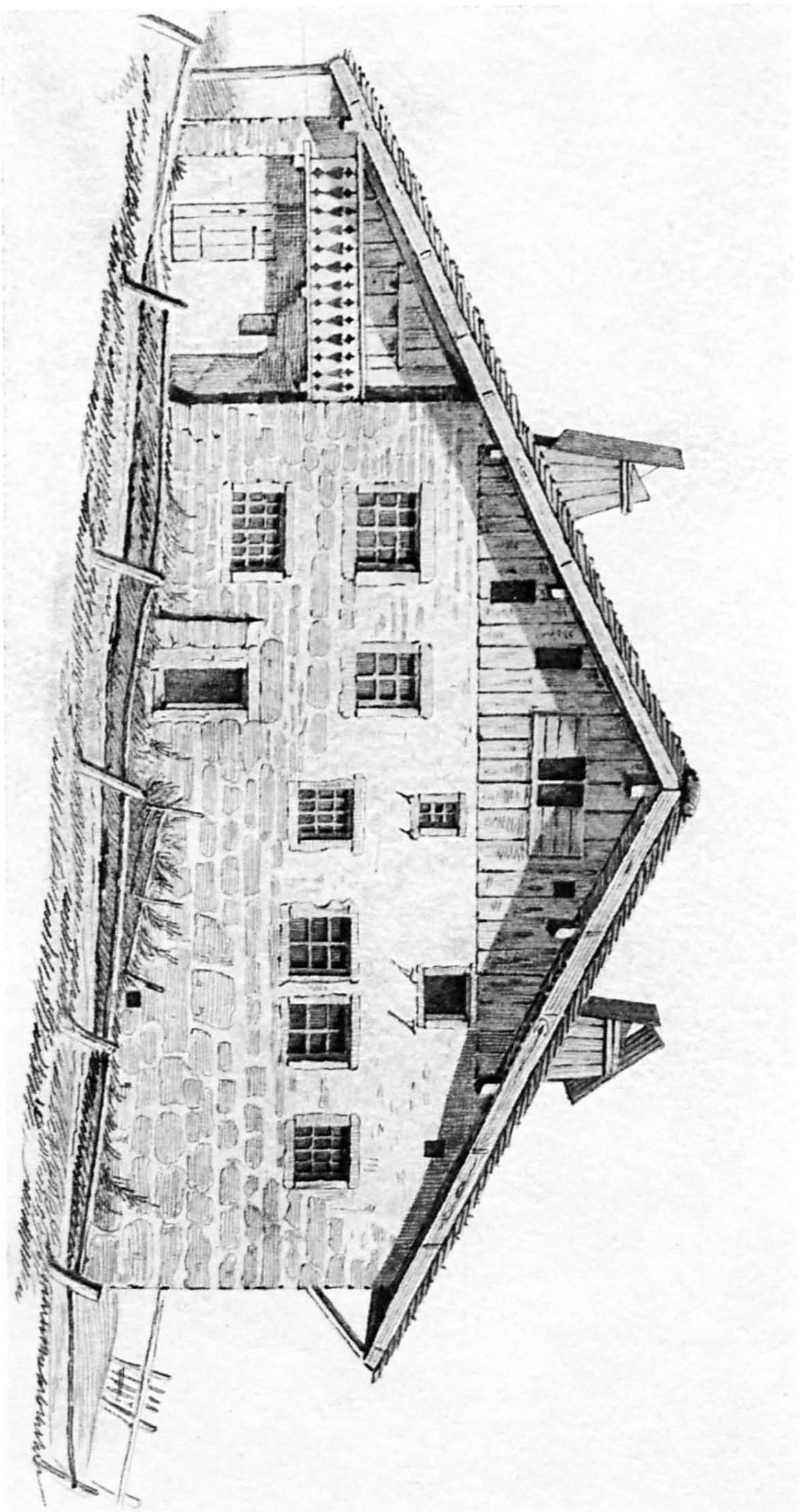
60. *Les armoiries des XII Cantons.* — Sur la façade sud du Château, au-dessous des fenêtres de ce qu'on appelait jadis *Le salon rouge*, se trouvent peintes les armoiries de douze cantons. Encore que ces armoiries ne rappellent pas une période glorieuse de notre histoire, comme l'a bien montré M. A. Piaget dans son *Histoire de la Révolution*, ces peintures donnent à notre château un air helvétique qui fait plaisir à voir. Mais pourquoi douze armoiries et non pas treize ? Je connais, en effet, la Confédération des VIII Cantons et celle des XIII. Sans doute fais-je preuve d'une déplorable ignorance en histoire suisse. Mais si on posait cette question à tous ceux qui gravissent les escaliers du château, combien pourraient répondre ? M. Lombard, lui-même, par inadvertance sans doute, dans le *Guide de Neuchâtel* qui vient de paraître, ne parle-t-il pas des « écussons des XIII Cantons » ? A. C.

61. *Ermitage.* — Tout le monde sait qu'il y a au-dessus de la ville un vallon et une roche de l'Ermitage. Mais quelqu'un pourrait-il dire d'où vient cette appellation ? Est-ce qu'un ermite a réellement vécu dans ces parages ? M. Quartier-la-Tente dit que la roche de l'Ermitage « a dû être autrefois le refuge d'un père de l'abbaye de Fontaine-André ». C'est bien intéressant. Mais est-ce crédible ? P. L.

62. *Maison d'école du XVI^{me} siècle.* — En montant la rue de la Collégiale, on admire, entre autres, une vieille maison qui passe pour la maison d'école du XVI^{me} siècle. Est-elle aujourd'hui telle que l'occupèrent à cette époque les maîtres d'école et les écoliers de Neuchâtel ? Ou a-t-elle été restaurée et modifiée depuis ? Il y a sur une fenêtre la date de 1600. A quoi correspond-elle ? A la construction ou à la reconstruction du bâtiment ou à la réfection partielle de la fenêtre ? X.

63. *Drapeaux des rues.* — Il paraît qu'au XVII^{me} siècle, chaque rue à Neuchâtel avait un drapeau. En existe-t-il encore ? A-t-on des renseignements à ce sujet ? P. K.

64. *Sujets de l'Etat.* — Il existe un certain nombre de familles neuchâtelaises qui n'ont pas de commune. Dans les pièces d'état civil, elles sont qualifiées de « sujettes de l'Etat ». On aimerait savoir d'où provient cette anomalie. DB.



MAISON DU DIABLE, A LA MOLIERE, PRÈS DU LOCLE

12 JUN 1840

(Dessin original de F. DuBois de Montperreux)

LA MAISON DU DIABLE, AU LOCLE

Lorsqu'au mois de mars 1912 fut démolie « une des plus vieilles maisons des Montagnes neuchâtelaises, la plus ancienne peut-être », le *Messenger boiteux de Neuchâtel*¹, après la *Feuille d'avis des Montagnes*², rappelèrent tout ce qu'on supposait et tout ce qu'on savait de cette « Maison du Diable » située dans le quartier de la Molière, près du Locle.

Ce qu'on supposait ? Par exemple, que les moines de Fontaine-André avaient construit cette maison, au XIII^{me} siècle, au lieu dit « la Molière », à la fois une grange et un refuge, ou bien encore que cette construction avait des murs d'une épaisseur inusitée « destinés sans doute à résister aux assauts de voisins pillards venus d'Outre-Doubs³ ».

Ce qu'on savait ? Fort peu de choses, en somme, et la présente notice, si elle apporte quelques précisions relatives aux XVIII^{me} et XIX^{me} siècles, laisse de grands points d'interrogation sur les origines de cet immeuble, sinon mystérieux, du moins populaire.

Ce n'est pas la première fois que cette revue parle de la Maison du Diable. L. Dubois-Dubois, dans son discours présidentiel à la séance du 19 juin 1871, au Locle, plaçait l'origine de cette bizarre maison à l'époque où Renaud de Valangin et son fils Guillaume avaient fait don à l'abbaye de Fontaine-André d'un pré à la Chaux d'Amens et de la vallée du Locle, soit au milieu du XII^{me} siècle. Il ajoutait que, « d'après l'épaisseur des murailles, on prendrait... ce bâtiment plutôt pour un fortin que pour la retraite de religieux » et qu'il se pourrait aussi que cette construction massive « remontât... à une époque plus reculée⁴ ».

Puis, sous le titre « La Molière près du Locle », Auguste Jaccard consacrait une courte notice à cette maison que Louis Favre avait dessinée et autographiée en 1870, et « à laquelle la légende attribue une grande antiquité⁵ ».

¹ Pour l'an 1913, p. 59 et 60.

² N° 56, du 9 mars 1912.

³ Ph. GODET et T. COMBE, *Neuchâtel pittoresque. Vallées et montagnes*. 1902, p. 75 et 76.

⁴ Année 1871, p. 149.

⁵ Année 1878, p. 22.

T. Combe ne manqua pas de signaler l'existence de cette maison dans *Neuchâtel pittoresque*¹ et de rappeler la légende selon laquelle les moines de Fontaine-André, las de tailler et charrier des moellons pour l'ériger, « s'adressèrent finalement au Diable, lequel consentit moyennant les conditions d'usage, à faire pousser la maison en une nuit ». Une vue photographique de la Maison du Diable, prise de l'est, accompagne les lignes de T. Combe.

Au moment de la démolition, la *Feuille d'avis des Montagnes* conseillait aux « amateurs qui voudront conserver un souvenir de la Maison du Diable... de ne pas tarder à mettre en batterie leurs appareils photographiques ». Ce conseil fut suivi, et nous avons ainsi les derniers aspects de cette maison. Ce journal, après avoir rappelé que la Maison du Diable a tout un passé de légende, se ralliait à l'hypothèse suivante du maire Huguenin :

L'établissement construit par les moines a disparu vers 1350. Mais il y a des raisons d'admettre que la Molière, qui comprenait naguère un moulin assez vaste, détruit par le feu, et dont il ne resterait plus aujourd'hui que la Maison du Diable, a été bâtie sur les ruines du premier refuge créé par les moines de Fontaine-André. Ce qui tend à confirmer cette hypothèse, c'est le caractère particulier des fondations et de la partie inférieure des murailles de la Maison du Diable : elles ont l'aspect, par leur disposition et l'épaisseur extraordinaire des murailles, de refuges ou fermes fortifiées établies par les moines défricheurs des XI^{me} et XII^{me} siècles. Il se pourrait donc fort bien que la Maison du Diable, bâtie, selon toute apparence, au XV^{me} siècle — et qui n'en est pas moins l'ancêtre de toutes les maisons existantes au Locle — ait pour fondation les ruines du premier établissement construit dans la vallée par l'abbaye de Fontaine-André².

Avant de nous reporter aux quelques indications que nous avons pu recueillir dans les Archives de l'Etat, nous résumerons d'abord les précieux renseignements que M. Alfred Bühler — fort au courant des choses historiques du Locle — a bien voulu nous donner. Ce dont nous lui sommes très reconnaissant.

Bâtie sur une petite éminence, dans le fond de la vallée du Locle, à vingt minutes de marche à l'ouest de cette localité, ou, plus exactement, à 1750 m. environ de l'église, la Maison du Diable était encore couverte en bardeaux au moment de sa démolition — pour des raisons d'opportunité — par Georges Favre-Jacot, son dernier possesseur. La

¹ Ouvrage déjà cité.

² Journal déjà cité.

Pierre fut utilisée pour la correction du chemin des Jeannerets, la Molière, les Calames qui passait devant cette maison. Les murs des façades — de plus d'un mètre d'épaisseur par endroits — avaient 62 et 64 pieds de long, soit $18^m,40 \times 19^m,50$, non compris des adjonctions à l'ouest et au nord. Les encadrements des fenêtres étaient taillés dans la pierre provenant du Crozot; la même que celle de la tour du moulier du Locle.

La porte étroite et basse de la façade sud — celle que l'on voit — donnait sur un couloir étroit et dallé de roc. A gauche se trouvaient une chambre de grandeur moyenne et une grande cuisine avec une vaste cheminée de bois; à droite, dans la partie sud-est de la maison, une immense cave voûtée.

Dans la façade est, une seconde porte étroite et basse donnait accès au premier étage formé de plusieurs chambres basses et boisées exposées au midi.

Dans la partie nord du bâtiment se tenaient une écurie et un réduit et, au-dessus, la porte d'un troisième logement, la grange et le grenier auxquels on accédait par un pont en remblais soutenu par deux murets de pierres sèches.

A proximité, une vieille fontaine dont la chèvre en pierre à deux goulots laissait tomber l'eau en cascade dans un bassin de roc.

Presque en face de la Maison du Diable, à soixante ou soixante-dix mètres environ, existait le Moulin de la Molière, désaffecté peu après 1850.

A propos de la destination de cette vieille habitation, M. Alfred Bühler émet l'hypothèse qu'elle a pu être autrefois une hôtellerie, parce qu'au XV^{me} siècle, et peut-être auparavant, pour se rendre en Franche-Comté depuis la vallée du Locle, on prenait le chemin à chars qui passait devant la maison même et se dirigeait vers le Chauffaud¹.

M. Bühler suppose encore que c'est dans ce vieux logis que s'acquittaient les péages des marchandises venant d'outre-Jura et les dîmes des francs-habergeants².

¹ Pourtant, Abraham Robert et Benoît De la Tour, dans leur *Description de la frontière des montagnes de Valangin*, [1663], publiée en 1907, disent ceci au sujet des chemins du Locle (p. 44) :

« Le chemin de la Foula tirant à Bourgongne.

» Le chemin blanc tirant à Rocheffort et Chaux d'Etalières.

» Le chemin de la Mollière tirant sur Rocheffort. »

² La même *Description* nous apprend bien (p. 35) que « Le Locle est une majorie qui contient huit quartiers dixmeurs, assavoir : 1. La Mollière, ... » mais aucun texte, à notre connaissance, ne désigne la maison en question à l'usage de maison du péage ou de la dîme.

Nous avons tenu à résumer succinctement ici tout ce qu'on savait et supposait de cette vieille maison aujourd'hui disparue, pour le cas — probable — où de nouveaux documents viendraient à être découverts; il serait alors plus facile de reprendre la question et de corroborer ou réfuter les opinions diverses émises quant à l'origine et à la destination de la Maison dite du Diable.

De tous ceux qui, jusqu'ici, se sont intéressés à l'histoire de la Maison du Diable, personne n'a eu l'idée de remonter la chaîne de ses propriétaires successifs et de chercher à percer ainsi le mystère de son nom et de son rôle dans le passé.

A l'aide des registres de la Chambre d'assurance contre l'incendie, des minutes de notaires et des rentiers et volumes de reconnaissances de biens du Locle, nous pouvons esquisser la destinée de cette maison.

Georges-Emile Favre-Bulle, mieux connu sous le nom de Georges Favre-Jacot, avait acquis ce n° 419 du cadastre du Locle, des enfants d'Alfred Guyot, le 31 mars 1904, acte reçu Jules-F. Jacot, notaire.

Cet immeuble était entré dans la famille Guyot le 21 mai 1834, par acquisition de Charlotte Gévril, femme d'Abram-Henri Guyot, des hoirs de Daniel Robert et de Jeanne-Marie née Pétremand, acte reçu C.-A. Jeanneret, notaire. En parcourant cet acte, l'auteur de ces lignes fit une amusante découverte. Sa grand'mère paternelle, fille d'une Adélaïde Robert alliée Perrelet, alors âgée de 9 ans, figure au nombre des cinquante cohéritiers et copropriétaires résignant à un cinquante et unième le « bienfonds situé à la Molière, ... comprenant une maison à trois appartemens, hangar, la fontaine qui coule à proximité »... Comme mouvance, on se reporte à des actes des 4 juillet 1704, 10 juin 1726 et 3 mars 1751, reçus Isaac Vuagneux; 28 juillet 1780, reçu D.-L. Huguenin; 6 août 1800, reçu Félix Maire, notaire.

Daniel Robert allié Pétremand, maître maçon ou maître tailleur de pierres, était propriétaire de cette maison de la Molière depuis 1780. Elle lui était venue par héritage d'oncles aussi maîtres tailleurs de pierres : Daniel et Jacques Huguenin-d'Hotaux, qui eux-mêmes l'avaient achetée en 1751 et 1758 de Daniel, f. Daniel Jeanneret-Grosjean, tailleur de pierres également, et de Jacob, f. d'Abram Jacot-des Combes, armurier, qui la tenaient d'héritage d'Abram Delachaux-dit-Gay et de Louis Perrelet.

Plus anciennement, les identifications des propriétaires et de l'emplacement deviennent douteuses. En 1663, les domaines, où l'on pourrait situer la maison de la Molière qui nous intéresse, sont désignés : « au

clods du Plannot¹ », « au Chastelard² », « à la Deuca et Plannot³ », et sont la propriété d'Abram Matthey, justicier, d'Huguenin Matthey, ou de Marie Jeanneret, veuve de Jacques Montandon, et ses enfants. Les possessions limitant ces domaines sont en mains de familles portant les noms de Jeanneret, Jacot-des Combes, Montandon, Brandt dit Grieurin, Dubois, Jeanhuguenin, Matthey, Sandoz-Gindre, Perrelet, Calame-Rosset.

Chose curieuse : aucun acte ne désigne la maison d'une façon particulière et ne permet d'étayer les suppositions que l'on a faites sur sa destination. Le fait d'avoir été possédée par des maîtres maçons et tailleurs de pierres est-il en relation avec la « construction massive » que l'on a constatée ? Et ce lieu dit : « au Chastelard », confirmé par d'autres appellations du même quartier : « aux Envers du Chastelard », « aux Sagnes du Châtelard », « au Chastelot des Sagnes⁴ », peut-il faire croire à la maison fortifiée que l'on a vue dans la Maison du Diable ou s'applique-t-il à l'éminence même où elle est édifiée ?

Il est pourtant une question à laquelle le hasard des recherches nous permet de répondre. Pourquoi cette maison a-t-elle été appelée la Maison du Diable ?

Des explications fantaisistes ont été données et publiées. Nous jugeons inutile de les reproduire ici. Pendant un instant, nous avons cru que Daniel-Henry Robert, mécanicien du Locle, âgé de 46 ans, dont la Justice criminelle de Valangin s'est occupée depuis le 25 juin 1831 et qu'on a surnommé *le Diable*, pouvait avoir habité cette maison. Mais Daniel-Henry Robert avait pris soin de mettre la frontière entre la Justice neuchâteloise et lui, et rien n'indique qu'il ait vécu à la Molière. Cette piste était donc fausse. Restait l'idée que l'appellation remontait au XVII^{me} siècle, au temps des procès de sorcellerie. De là à parcourir l'ouvrage de Fritz Chabloz sur *Les sorcières neuchâteloises*, il n'y avait qu'un pas. A la page 500 se trouve résumé un article du Dr Louis Guillaume sur *Le Diable des Ponts*⁵, ce jeune garçon de 13 ans nommé Daniel, f. d'Abram Jaquet, de la Sagne, qui réussit, en 1809, par diverses machinations et méfaits, à faire croire que la maison de son maître et parrain, Moïse Perrenoud, à la Combe-des-Glottes, était hantée, et à provoquer des scènes superstitieuses qu'on ne croyait plus possibles dans le canton de Neuchâtel au début du XIX^{me} siècle.

¹ Rentier du Locle, vol. II, 132.

² *Id.*, I, 102.

³ *Id.*, I, 43.

⁴ *Id.*, II, 128 et 165 v^o; I, 69.

⁵ *Musée neuchâtelois*, 1865, p. 289.

Un lieutenant de Justice, qui soupçonnait le jeune Jaquet, obtint non sans peine qu'il quittât la maison. Dès ce moment, tout fut calme. Or, le verbal d'enquête¹ que nous avons sous les yeux précise que « le petit Jaquet » a été conduit « chez Daniel Robert, à la Molière près du Locle », (p. 49) où il entra bientôt dans la voie des aveux. Lorsque l'on sait que Daniel Robert allié Pétremand était propriétaire, à cette époque, de la maison qui fait l'objet de cette notice, tout devient clair dans le baptême de la Maison du Diable : Daniel Jaquet reçut du public le nom de Diable des Ponts, et la maison de la Molière, parce qu'il y avait séjourné, devint pour les habitants de la région : la Maison du Diable. Les générations ont passé et la raison de cette appellation s'est bientôt perdue, parce qu'elle n'avait été consignée par personne. Il a fallu une heureuse coïncidence, au cours de recherches laborieuses sur ce vieil immeuble de la vallée du Locle, pour retrouver l'explication de son nom populaire.

Le dessin original de la planche ci-devant est dû à l'habile crayon de Frédéric Dubois dit de Montperreux (1798-1850), archéologue et dessinateur, professeur à l'Académie de Neuchâtel. Il porte comme légende : *Maison du Diable, à la Molière, près du Locle. 12 juin 1840*, et se trouve être aujourd'hui la propriété de M. Georges-C. Dubois, à Peseux, auquel nous réitérons nos remerciements pour la communication de ce beau document.

Louis THÉVENAZ.

¹ Justice de Travers. *Verbaux d'enquêtes*, vol. 6, 1806-1809.

« TROP-FAITS »

DANS LES MONTAGNES DE VALANGIN

Sans discuter ici l'origine ni la nature des droits qu'ils exerçaient sur leur domaine, notons que les seigneurs de Valangin se considéraient non seulement comme les maîtres de leurs sujets, mais comme les propriétaires du sol dont la possession leur avait été dévolue par le jeu des institutions féodales. Lorsqu'ils eurent réussi à peupler leurs vallées hautes, notamment le Locle et la Sagne, et que les colons furent organisés en communautés, les Montagnes comprirent: 1° les terres acensées individuellement; 2° les biens communaux en pâturages et forêts, en chemins aussi, cédés par le seigneur à l'ensemble de ses « bonshommes » de chaque « villa », soit gratuitement, soit moyennant une redevance unique ou périodique; 3° le surplus du terrain, qui, d'une façon générale, était couvert de forêts. Le seigneur le désignait dans les chartes sous le nom de « la noire jous » ou « nos jous »¹.

Tant que les habitants n'y mettaient pas la pioche et la hache, cette partie du territoire était pratiquement improductive. La population y bénéficiait de droits d'usage: « Et pevant [peuvent] et devient joyl [jouir] de noz aigues et de noz jous », déclare Jean (II) d'Arberg dans une lettre de franchise en faveur des Loclois et des Sagnards². Mais ces « jouissances », qui consistaient en la liberté de chasser, champoyer (faire paître les troupeaux), bochoyer (couper du bois), tourner (faire paître)³, ne donnaient matière à redevance — en nature — que pour les produits de la chasse⁴. Le rendement était maigre ! Le seigneur devait trouver son profit dans l'extension des défrichements,

¹ Les plus anciens documents appellent l'ensemble des montagnes neuchâteloises, en latin: « Nigras silvas » et en roman: « li neiri jour ». C'est notre « Forêt noire ».

² Archives de l'Etat, T 5 n° 9 f. 12 mai 1372.

³ Sur champoyer, bochoyer et tourner, voir W. PIERREHUMBERT, *Dictionnaire historique du parler neuchâtelois et suisse romand*.

⁴ Accord de Conrad de Fribourg, comte de Neuchâtel, avec Mahaut de Valangin et son fils, Guillaume d'Arberg. Archives de l'Etat, J 5 n° 10 c. 7 septembre 1408. — Cf. BOYVE, t. I, p. 444; CHAMBRIER, p. 131; *Musée neuchâtelois*, 1930, p. 143, note sur les parties de chaque bête tuée qui revenaient au seigneur.

en quoi ses intérêts se rencontraient avec ceux de ses sujets. Ces derniers, obéissant au précepte biblique, croissaient et multipliaient. De plus, l'appel aux aubains, dont l'établissement au Locle et à la Sagne faisait automatiquement des francs-habergeants, se poursuivait. Les besoins en terres nouvelles ne cessaient de se faire sentir et le défrichement était activement poussé.

Pour que les fruits ne lui en échappassent point, le seigneur entendait en garder le contrôle. Il exigeait que son autorisation préalable fût sollicitée et obtenue. Cette obligation était affirmée dans l'acte du 12 mai 1372 cité plus haut:

« Et ne devant [doivent] point amortiz [défricher] de noz jouz sans nostre licence pour faire ne champs ne prelz »¹.

Aussitôt son exploitation commencée, toute parcelle devait être « reconnue », inscrite au cadastre d'alors: les « reconnaissances », « ententes » ou « extentes »; son tenancier devait acquitter la taxe d'« entrage », casuelle, et le cens, annuel, que l'on nommait chez nous la « cense ». L'*entrage* était le droit dû pour l'entrée en possession d'un bien « pris » ou « repris » du seigneur directement, le *lods* étant le droit de mutation payable pour les transferts entre sujets, par héritage, vente, cession. La *cense* était traditionnellement calculée à raison de quatre deniers par faux.

Si légère que fût cette charge, chacun cherchait à s'y soustraire. Les défricheurs travaillaient clandestinement, sans déclarer leurs « accrues », c'est-à-dire les accroissements de leurs tenures, leurs empiétements sur la forêt seigneuriale. Cela durait quelques années, jusqu'au jour où les fraudeurs étaient pincés. Peut-être le seigneur, par ruse, avait-il à dessein fermé les yeux: une surveillance trop serrée eût découragé les initiatives! Laissés à eux-mêmes, les « bonshommes » finissaient par céder à la tentation; ils prenaient de l'audace et d'année en année agrandissaient leurs « esserts », sûrs de l'impunité, se tranquillisant à l'idée que le receveur ne s'y retrouverait plus. Guidé par son flair ou sur dénonciation, celui-ci entreprenait en temps opportun une tournée de contrôle, découvrait le pot aux roses, faisait son rapport. Le seigneur tempêtait, menaçait de tout confisquer. Les coupables ou leurs délégués comparaissaient devant lui. Alors il s'apaisait, se montrait bon prince et se prêtait à une transaction qui ne laissait pas d'être onéreuse pour la partie adverse.

¹ Cf. BOYVE, t. I, p. 358; CHAMBRIER, p. 89; MATILE, p. 60.

Pareille mésaventure était advenue aux Sagnards en 1440¹. Les Loclois en subirent une à leur tour. Le 18 mars 1442 (1443), un acte² passé entre Jean d'Arberg et eux enregistrait leur déconvenue. Comme ils s'étaient, déclare le seigneur de Valangin: « ssens nostre licence et consentement... transportelz et boutez dedens noz joulz e [et] ycelles amortelz, essertery, faire prel et cernyr, sens nous paier sence ne reprendre de nous comme faire il le debvien [devaient] », Jean réclame comme lui appartenant tout « ce que se trouveroit estre par dessus de ce qu'il hauront repris en noulz ententes ».

Toutefois, s'étant laissé fléchir, Jean cède aux habitants du Locle et à leurs héritiers « les dit acrués tant enz cerny, pray, chanps, bois, come aultrement, come plus a plant [à plein, complètement] les dite fault de pray, cernis, boys, chanps, reprises ssont limités en nouz ententes ».

Outre une somme globale de « onze cent florin d'or d'Aillemage de bon or et de juste pois », versée à la conclusion de l'accord, les Loclois s'engageaient à payer « ung chascung am a nostre chastel de Vaulengin, pour chascune des dites fault de pray, de chanps, de boys, de cernys, quatre denier lausanois censables [de cense] ».

Pour finir, Jean d'Arberg concédait « ha [à] noz dit habitant licence et puissance qu'il puissent reprendre en noz joulz et essertelz tout ce qu'il leur plairat dedans dix ans prochannement venan et non plus oultre », à condition qu'ils paient la cense annuelle de quatre deniers par faux et « qu'il veignent [viennent] reprendre de nous... quant il le vorront [voudront] exsertes [essarter]; et ne nous paieront point d'entraige... durant le dit terme; et ou [au] cas que il esserteroient ou que il se acrestroient plus avant [s'accroîtraient davantage] sen [sans] reprendre de nous, ou doit estre a nous aquil [acquis] et confisquelz ».

Ces dispositions ont été l'objet d'une erreur de lecture et d'une faute d'interprétation. Chambrier et Matile ont attribué à l'autorisation d'« essarter » dans les conditions stipulées une validité de *deux* ans au lieu de *dix*³. Chambrier⁴ a cru encore que la même clause portait interdiction absolue de défricher au delà du terme fixé: « Ces deux [dix] années, dont l'active population de nos montagnes ne perdit

¹ BOYVE, t. I, p. 494.

² Archives de l'Etat, G n° 7.

³ Voir Matile et les Textes, dans Musée neuchâtelois, 1931, p. 222.

⁴ Histoire de Neuchâtel et Valangin, p. 162.

sans doute pas un seul jour, furent la dernière époque où chaque famille put reculer les limites de son patrimoine, aussi loin que le lui permirent le nombre et la vigueur de ses bras. »

Ce n'était pas tout à fait cela. Faute de remplir leurs obligations, les Loclois avaient provoqué un conflit. Il est naturel que le seigneur n'ait pas donné son agrément au compromis sans en avoir tiré tout le parti possible. Il ne se contenta pas de liquider le passé; il profita de l'occasion pour prendre une avance sur l'avenir, afin que la somme à toucher fût plus substantielle. Contre les onze cents florins d'or qu'il se fit allouer, il donnait quitus tant pour les entrages restés en souffrance que pour les arrérages de la cense, et il accordait une dispense d'entrage pour les dix prochaines années. En leur permettant de défricher, durant cette période, à leur gré et sans licence particulière, il s'assurait que ses francs-habergeants s'emploieraient avec une énergie redoublée à la mise en valeur de ses forêts.

Les dix ans écoulés, on devait retomber sous le droit commun; aucun défrichement ne pourrait derechef être entrepris qu'avec l'assentiment préalable du seigneur et contre versement de l'entrage. Certes, forcée comme elle dut l'être pendant les dix ans de grâce, la besogne subit ensuite un temps d'arrêt, mais elle ne pouvait tarder à reprendre, et elle n'y manqua pas. De fait, elle était si peu interdite ou négligée que les Reconnaissances des XV^{me}, XVI^{me} et XVII^{me} siècles contiennent la trace de nombreuses « prises » récentes. Quand il renouvela, en 1480, les franchises des francs-habergeants du Locle et de la Sagne¹, Jean (III) d'Arberg n'omit pas d'invoquer la règle toujours actuelle:

Item qu'il pouvient [pouvaient] et debvoient jouyr et user de noz aigues ainsi que du temps passés... Et de noz boix et jous, reserver pour faire champs, prez et cernis lesquels ne pouvient faire ne peulent [peuvent] encore de present ne au temps avenir sans premierement estre reprins et accensés de nous per faulx.

Les Loclois et les Sagnards, malgré la leçon reçue par leurs pères, n'en retombèrent pas moins dans les mêmes errements. Si fort est le penchant, non de l'homme mais de l'« assujetti », à tromper le fisc...

Le 14 juillet 1505², Claude, comte d'Arberg, tançait ses « biens aimez hommes » les francs-bourgeois et francs-habergeants du « villaige du Loucle » qui avaient « pluseurs troptfaitz de terres, de prelz, de cerniez et d'aultres terres... par dessus ce que contient en noz ententes

¹ Archives de l'Etat, T 5 n° 9 g. 20 mars 1480.

² Archives du Locle, A n° 25.

et recongnossances », lesquelles terres lui « debvoient estre escheutes et confisquees par droit ». Ses sujets l'ayant « humblement priez, supplier et requis... de leurs laissez les dictz troptfaitz et leurs pardonner », Claude les leur abandonne pour mille florins du Rhin. Le point de vue du seigneur, ses exigences, le ton de sa mise en demeure n'ont pas changé depuis le siècle précédent, non plus que la résignation des sujets, conscients de leurs torts. On trouvera dans Boyve¹ et dans Matile² le récit de ces démêlés et de leur règlement³, ainsi qu'une allusion au déboire des Sagnards qui, le 25 août 1505, y furent de deux cents florins pour le même motif.

Remarquons que, dès lors, ces empiétements sur la forêt seigneuriale, ces défrichements non autorisés et non « reconnus », sont appelés des « trop-faits ». L'expression, qui n'avait pas été employée dans l'acte du 18 mars 1442 (1443), apparaît, parallèlement à celle de « forfait » dans un document du 19 novembre 1464, la lettre par laquelle Jean (III) d'Arberg faisait diverses concessions aux francs-habergeants du Locle et de la Sagne (Archives du Locle, A n° 17), et qui débutait ainsi :

Nous Jehan, conte d'Arberg, segneur de Valengin, faisons sçavoir à tous ceux que verront et orront ces presentes lettres que comme ainssy soit que nos hommes franc abergent du Locle et de la Saigne heussient usaigiez par long temps oultre raison des usaiges cy desoubz escript, desquelx nous les en avons repris. Or est ainssy que les dit habitant se sont retrait et venuz par devers nous tous ensemble nous requérant grace des dit usaiges et forfait, que nous leurs vouldissien pardonner du troffait du temps passés selon le contenu de ceste presente par nous leurs avoir donnez.

Comme le montre le contexte, les « forfaits » ici visés sont les abus dont les coutumes font l'objet, les droits dont on use « oultre raison » ; c'est, exactement et étymologiquement, ce qui est fait *en dehors* de ce qui est licite. « Trop-fait », construit sur le même modèle, reprend la même idée et s'applique aux mêmes abus, qui appartiennent à plusieurs domaines : mariage, vente, mise en gage et affermage des terres, fours. Ainsi, le mot a, dès les premiers documents où il se rencontre, deux sens parallèles, l'un, — celui de 1464, — plus général, se rapportant aux abus commis dans l'exercice des droits de tout ordre, le second, — celui de 1505, — se rapportant spécialement aux abus en matière de défrichement, aux terres détenues indûment, à celles que les sujets se

¹ Tome II, p. 201, 202 et 207.

² *Histoire de la Seigneurie de Valengin*, p. 207.

³ Les actes originaux se trouvent aux Archives du Locle : A n° 30 (19 novembre 1506) et A n° 31 (14 décembre 1507).

sont appropriées *par-dessus* leurs possessions légitimes, à ce qu'ils ont pris, « fait » — autrement dit : défriché — *en sus* de ce qui était permis¹. Ils ne s'en étaient pas privés, nous l'avons vu.

Et ce ne fut pas fini. Les acensements s'étendant encore, pour manifester une recrudescence vers le dernier quart du XVI^{me} siècle², nos incorrigibles aïeux, chaque fois qu'ils purent échapper à la vigilance des percepteurs, se dispensèrent d'annoncer leurs usurpations. A son tour, René de Challant dut les faire rechercher³.

Bien loin de clore l'ère du défrichement, le délai imparti par l'accord de 1443 n'en avait marqué qu'une étape, prélude d'une activité ultérieure, dont le rythme devait tantôt se ralentir, tantôt s'accélérer au gré des circonstances, des occasions. Cette « affaire » n'avait été qu'un incident de la vie courante. Les convoitises d'hommes entreprenants le firent renaître périodiquement par leurs « trop-faits ».

Paul VUILLE.

¹ Dans son *Dictionnaire historique du parler neuchâtelois et suisse romand*, M. W. Pierrehumbert a étudié le mot *trop-fait*. Son article très complet contient une série d'exemples de toutes les époques. Néanmoins, l'occasion m'étant offerte d'apporter quelque précision sur un ou deux points, je pense utile de le faire. M. P. s'exprimant ainsi : « *Sous l'ancien régime*, on appelait trop-faits les anticipations de prés et pâturages faites par les sujets sur les terres et forêts seigneuriales », il laisse entendre que le sens plus étendu donné en tête de sa note : « chose qui est de trop, superfétation, dépassement de ses droits et compétences avec empiètement sur ceux ou celles du prochain », est le dernier venu et qu'il n'était pas connu avant le XVIII^{me} siècle. Nous avons montré plus haut qu'il existait au XV^{me} siècle et qu'il est le premier en date à se retrouver dans un acte. M. P. relève, il est vrai, que Boyve cite « déjà » en 1440 et en 1464 des trop-faits de défrichement. Pour la mention de 1440, nous devons douter qu'elle ait été réellement faite dans l'acte résumé par Boyve (t. I, p. 494) et visant des empiètements dont les Sagnards s'étaient rendus coupables. En effet, le mot n'est pas employé dans l'acte précité du 18 mars 1442 (1443), qui réglait la même question avec les Loclois ; les empiètements n'y sont pas désignés par trop-faits, mais par une périphrase : « ce que se trouveroit estre par dessus de ce qu'il hauront repris en noulz ententes ». Il en aura été de même dans l'arrangement de 1440, malgré quoi, habitué à parler de trop-faits en pareil cas, Boyve aura sans autre introduit ce terme. Quant au document de 1464, nous avons constaté qu'il a trait à l'abus de divers usages et non aux défrichements excessifs.

Dans un registre du notaire De la Haye (folio 1, 18 novembre 1479) figure le mot « torfait ». M. P. le présente comme une forme de trop-fait et lui attribue aussi le sens de défrichement anticipé. Or, les « torfaits » en cause sont en réalité des vols de foin et de blé commis par les Loclois au détriment des habitants des Brenets, comme cela ressort des conventions qui ont précédé le procès-verbal auquel se réfère M. P., et en particulier du compromis signé le 22 septembre 1478 entre les parties pour soumettre le différend au comte de Neuchâtel (Arch. de l'Etat, C 4 n° 4 r). Cet acte parle d'« innovations et euvres de fait », ce qui correspond à troubles et voies de fait. Le notaire P. De la Haye dit : « nouvelletez et torfaiz ». Les « torfaits » dont les gens des Brenets ont souffert n'étaient pas des abus d'usage, ni des empiètements sur les forêts seigneuriales. Il s'agissait de *torts faits* à des particuliers. *Tortfait* prendrait place dans la série des composés sur le participe fait, tels que *forfait*, *maufait* ou *malfait*, *méfait*, *tropfait*. Il semble d'ailleurs que, à un certain moment, les expressions *tropfait* et *tortfait* ont été confondues et que *torfait* s'est appliqué aussi aux abus de défrichement.

En résumé, les deux sens courants de trop-fait ont coexisté dès le début. Ils marquaient que des limites, matérielles pour l'un et juridiques pour l'autre, étaient outrepassées.

² BOYVE, t. III, p. 210 ; CHAMBRIER, p. 345 ; MATILE, p. 330 et 331.

³ MATILE, p. 262.

QUELQUES ASPECTS NOUVEAUX DE 1707

(Suite. — Voir ci-dessus, p. 104.)

IV

Les dépenses de Metternich à Neuchâtel.

« L'ambition et l'avarice ne sont pas mon plus grand faible. »

E. DE METTERNICH.

En automne 1702, Metternich eut connaissance de sa nomination d'ambassadeur extraordinaire du roi de Prusse auprès du Corps helvétique. A la mort de la duchesse de Nemours, il devait se rendre à Neuchâtel pour y défendre les droits de la maison de Hohenzollern. L'envoyé brandebourgeois, qui vivait modestement à Ratisbonne avec sa femme et ses fils, dépensant à peine ses 300 écus¹ de gages mensuels, appréhenda fort de partir pour la Suisse et d'avoir à tenir tête, dans une affaire aussi compliquée, au marquis de Puyzieulx, ambassadeur du roi de France, connu pour son adresse diplomatique et son train de vie de grand seigneur. Nous savons les scrupules de Metternich à la veille de cette négociation pour laquelle il ne se sentait pas les qualités voulues; il éprouva les mêmes craintes et les mêmes inquiétudes à l'idée d'organiser et de diriger une ambassade. Il commença par acheter une belle livrée et des habits somptueux qui, l'année suivante, furent déjà démodés; il fit construire un carrosse magnifique, à double fond et à huit chevaux, qui s'abîma d'être inutilisé si longtemps, car il ne pouvait s'en servir à Ratisbonne. La composition de sa suite tracassa beaucoup Metternich. A plusieurs reprises, il pria Marc Du Puy et E. Bondeli de lui dire combien de gentils-hommes, de pages, de secrétaires, de maîtres d'hôtel, de laquais et de valets il lui convenait d'avoir². N'ayant pu trouver à Berlin, à Nuremberg et à Halle quatre jeunes nobles, bien faits, de bonne vie

¹ Un écu ou thaler valait trois livres ou francs de Suisse.

² Metternich à Du Puy, 27 décembre 1703, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Neuch. Litteralien*, Conv. XV^a, vol. II; Metternich à Bondeli, 27 décembre 1703, *id.*

et sachant le français, pour lui servir de pages, Metternich chargea Du Puy de lui en chercher en Suisse³. C'est ainsi que cinq patriens bernois devinrent gentilshommes de la suite de l'ambassadeur prussien; c'étaient Louis de Watteville, Sigismond Muller de Mernau, un Wurstemberger, un Tschiffeli et un Luternau.

Le diplomate brandebourgeois s'informa ensuite auprès de ses conseillers suisses de combien de couverts, de plats et de services devait se composer sa table, s'il lui fallait de la vaisselle d'argent comme à l'ambassade de France⁴, autant de gens de cuisine et de chevaux qu'à l'ambassade de l'empereur, enfin s'il avait besoin d'une chaise roulante, d'une chaise à porteur et d'une litière. Il semble curieux qu'un conseiller du roi de Prusse, ministre plénipotentiaire et comte d'Empire s'inquiât pareillement de ces questions de ménage. Metternich avait ses raisons. Il pensait que le procès consisterait avant tout à paraître avec éclat devant les juges du Tribunal des Trois-Etats et que par ce décorum il imposerait aux Neuchâtelois le respect de la puissance de Frédéric I^{er}. Aussi lui était-il très important d'établir à l'avance un état de ses dépenses courantes afin de pouvoir demander au roi les crédits nécessaires. D'après les calculs qu'il fit à Ratisbonne, pour un train de douze à vingt personnes, 1000 écus par mois seraient à peine suffisants. Il dut néanmoins se contenter de cette somme qui fut jointe, à titre de pension temporaire, à son traitement habituel, durant le procès de la succession. Jusqu'à la mort de la duchesse de Nemours, Metternich ne reçut aucune indemnité et il se rendit à ses frais à Berne, en août 1706, pour sonder secrètement Leurs Excellences. Le roi se borna seulement à lui rembourser les frais d'un petit voyage dépourvu de tout caractère officiel, qu'il effectua en mai 1707 au pays de Vaud et à Neuchâtel. Voilà pourquoi les comptes de Metternich ne sont tenus à jour qu'à partir du mois de juin 1707, date à laquelle commença véritablement sa négociation.

Deux jours après la mort de la duchesse de Nemours (elle était morte le 16 juin), Metternich avait envoyé son secrétaire particulier, le conseiller Dunker, à Neuchâtel pour y préparer son arrivée et lui trouver un logement convenable. Dunker, aidé du pasteur Ancillon, chapelain de Metternich, retint tout d'abord la maison de M. Tribolet

³ Metternich à Du Puy, 28 avril 1705, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Neuch. Litteralien*, Conv. XV^a, vol. II.

⁴ Metternich dépensa, en 1707, 2173 livres 9 s. 2 d. pour l'achat de vaisselle et d'argenterie chez l'orfèvre Bernard Bourgeois, à Berne.

de Bellevaux, lequel se montra très disposé à la céder, ainsi que sa cave, à l'ambassadeur du roi de Prusse⁵. Mais les prétentions de Tribolet étant exagérées, l'on se rendit chez le conseiller H. Petitpierre qui commença par craindre d'être récusé comme juge s'il logeait le Brandebourgeois, puis demanda 700 livres pour la durée du procès. C'était également trop. Le maître-bourgeois David Buloz avait une belle maison neuve sur la place; Dunker pensait qu'en y élisant domicile, Metternich gagnerait plus facilement le propriétaire à sa cause. Le secrétaire d'ambassade fit la même remarque à propos du maître-bourgeois Frédéric Chambrier qui avait aussi offert sa maison. Bref, après bien des démarches, Tribolet voulut bien se contenter de 600 livres pour avoir l'honneur d'héberger le représentant du roi de Prusse. « Il faut que V. E. se prépare à être plus mal logée qu'à Berne, écrivit Dunker à son patron⁶. Tout ce qu'il y a de bon, c'est que la vue donne sur le lac, mais ce plaisir coûtera un peu cher et il y fera bien chaud. D'autre part, il y a une commodité, c'est qu'on peut entrer de deux côtés et par conséquent voir des personnes sans être vu. » La question des logements réglée⁷, Dunker prépara la réception. La Seigneurie, à cause de son alliance avec le roi de France, ne pouvait fêter personne en dehors de l'ambassadeur de Louis XIV. Par contre, la ville se montra disposée à honorer tous ses visiteurs de marque. Mais pour épargner des frais aux conseillers et leur être agréable de cette façon, Dunker conseilla au comte d'arriver à Neuchâtel vers le soir et à l'improviste, sans se faire annoncer.

Metternich, après avoir quitté Berne le 29 juin à 5 heures de l'après-midi, coucha à Aarberg et dîna le lendemain à Saint-Blaise d'où il partit vers les 6 heures du soir. « Son écuyer marchait à la tête suivi de deux valets menant deux chevaux de main et de dix valets de pied à livrée, ayant des justaucorps de drap cramoisi couverts d'un galon velouté couleur d'orange et bleu. Deux pages dont les justaucorps étoient aussi de drap cramoisi entièrement couvert d'un galon d'or bordé de bleu, précédoient immédiatement S. E., qui étoit montée sur un beau cheval

⁵ Dunker à Metternich, 22 juin 1707, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Neuch. Litteralien*, Conv. XXXI.

⁶ Dunker à Metternich, 25 juin 1707, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Neuch. Litteralien*, Conv. XXXI.

⁷ Neuchâtel, à ce moment-là, débordait de monde. Les prétendants et leur suite occupaient toutes les auberges et les principales maisons disponibles. Le prince de Conti était descendu chez Madame Bergeon, le comte de Sillery (frère cadet du marquis de Puyzieulx et premier écuyer du prince de Conti) logeait au Coq d'Inde, M^{lle} de Soissons (fille du chevalier de Soissons) à la Chancellerie. Le maître-bourgeois Buloz avait réservé quelques chambres pour Stanyan qui vint à Neuchâtel au mois de juillet.

bais richement harnaché, ayant à ses côtés deux Hayducques⁸ à pied avec des bonnets à plume, couleur d'orange, et des habits très propres à leur manière. Six gentilshommes très bien montés et après eux une litière où étoient M. Ancillon, ministre de la cour, et M. Peyrol, conseiller et avocat général de S. M. Les officiers de M. l'Ambassadeur, maître d'hôtel, sommeliers, confiseurs, homme de chambre, cuisiniers, portiers, etc., les valets des gentilshommes et des officiers de S. M., et cinq mulets chargés ayant des couvertures à la livrée de S. E., fermoient la marche. Lorsque S. E. fut près de la ville, elle fut saluée par trois décharges de sept pièces de canon qu'on avoit placés au bord du lac. A son entrée, elle trouva une compagnie de fusiliers en haye des deux côtés, présentant les armes avec leurs officiers en hausse-cou et la pique à la main, les tambours battant aux champs. L'avenue de la ville et les rues depuis la porte jusqu'à l'hôtel de S. E. étoient bordées de monde⁹... »

Metternich pouvait rivaliser sans crainte avec le prince de Conti dont le train de maison, à Neuchâtel, comptait 5 gentilshommes, 2 secrétaires¹⁰, 1 trésorier, 1 contrôleur¹¹, 1 maître d'hôtel, 3 pages, 3 hommes de chambre, 6 valets de pied, 1 chef d'office, 12 à 15 personnes pour la cuisine et 1 Suisse. Les trains du duc de Matignon et du duc de Villeroy (le délégué de la duchesse de Lesdiguières) étaient infiniment plus modestes puisqu'ils se composaient simplement d'un gentilhomme, d'un homme de chambre et de quelques cuisiniers et laquais.

Metternich et Conti tenaient table ouverte tous les jours; ils en faisaient même servir deux, le comte à quinze couverts et le prince à douze couverts chacune. Il n'est pas étonnant qu'une telle ambassade ait englouti des sommes considérables dont nous voudrions essayer de donner ici un bref aperçu. Nous commencerons par les dépenses courantes de Metternich en retenant les détails qui, dans ces frais de représentation, intéressent l'histoire des prix et du commerce à Neuchâtel. Nous dirons ensuite quelques mots des dépenses politiques de Metternich. Enfin, nous rappellerons brièvement de quelle façon et

⁸ Soldats croates des régiments d'infanterie placés sous la couronne hongroise.

⁹ *Relation de l'Entrée publique que S. E. Mons. le comte de Metternich, ambassadeur extr. et plénipot. de S. M. le Roy de Prusse a faite le 30 juin 1707 à Neufchâtel. A Cologne sur la Spree, chez Ulric Liebpert, Imprimeur du Roy, 4 p. in-8°. Un ex. à Berlin, Geh. Preuss. Staatsarchiv., Rep. 64, IV, II, Deductionen, Conv. X-XI, N° 24. Cette relation est sans doute due à la plume du pasteur Ancillon.*

¹⁰ Metternich en eut bientôt trois : Dunker, Petersen et Habichstal.

¹¹ A notre connaissance, personne, dans la suite de Metternich, ne remplissait cette fonction, l'ambassadeur tenant lui-même ses comptes.

auprès de quels banquiers le roi de Prusse accreditait son ambassadeur des sommes importantes grâce auxquelles le fils du Grand Electeur acquit la principauté de Neuchâtel ¹².

Les dépenses faites par le maître d'hôtel de l'ambassadeur (un nommé Gross, de Berne) nous apprennent que la table de Metternich était plus qu'abondante et que le comte affectionnait la cuisine grasse ¹³. A titre d'exemple, voici, pris au hasard, les achats du jeudi 1^{er} septembre 1707, destinés à deux repas d'une trentaine de personnes au maximum :

4 levraux, 8 bécasses, 12 grives et une sarcelle,
28 paires de poulets à 11 sols et 6 paires à 8 sols,
8 poules grasses,
mûres, framboises, amandes vertes, poires et pommes,
8 paires de pigeonceaux à 10 sols,
des truites et 200 grosses écrevisses,
des concombres, salsifis, etc.,
36 cailles et 2 perdrix,
8 coqs d'Inde,
13 livres de lard.

Les dépenses du maître d'hôtel variaient par mois de 914 l. 7 s. (juillet 1707) à 1143 l. 9 s. (novembre 1707).

Voici quelques échantillons de prix ¹⁴ :

Une grosse truite coûtait de 3 à 5 livres, un petit brochet 2 l., un gros brochet 6 l., un poisson Saluze pesant 13 livres 10 l. 8 s., une tête de veau 1 l. 10 s., un demi-veau et 8 langues de bœuf 10 l., un jambon 18 s., une livre de viande de veau 4 s., 3 lièvres et une colombe 3 l., un levraut 14 s., un cochon de lait 17 s., un chapon gras 6 l., un coq d'Inde 1 l. 10 s., un canard 10 s., 2 perdrix, 2 grives et une caille 3 l. 10 s., une paire de pigeons 12 à 14 s., une paire de pigeonceaux 10 s.,

¹² Les comptes de Metternich remplissent trois grosses liasses à Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Neuch. Litteralien*, Conv. XXIII A-C. Lorsque nous n'indiquons pas d'autre source, les détails dont se compose la présente étude proviennent de ces trois volumes.

¹³ Dans une liste de conseils pratiques que Bondeli adressait un jour à Metternich, encore à Ratisbonne, nous lisons entre autres : « Je crois bien qu'un cuisinier allemand seroit aussi bien qu'un françois, peut-être meilleur, les Suisses n'aimant pas trop la cuisine françoise. » Cette remarque valait sans doute surtout pour les Bernois.

¹⁴ Rappelons que la livre se divisait en 20 sols ou en 10 batz et le sol en 12 deniers. L'écu se divisait en 30 batz et valait trois livres. La livre représentait environ 20 francs de notre monnaie actuelle.

une paire de poulets 10 à 15 s., cent écrevisses 18 s., 12 fromages de chèvre 2 l. 8 s., une livre de beurre 5 s., une livre de lard 7 s., une livre de café 3 l. 10 s., une livre de morilles sèches 3 l., 68 citrons et oranges 9 l., une bouteille de champagne 18 bats, 1 setier de vin rouge 1 l. 14 s., un char de la Côte 23 l. Les prix des fruits et des légumes sont difficiles à établir, car le maître d'hôtel en commandait par grandes quantités et les désignait la plupart du temps, dans ses comptes, sous le nom générique de « jardinage ». Gross avait, enfin, son propre poulailler.

Le boucher de l'ambassade était un nommé David Crible qui fournissait, de juillet à fin novembre, pour 2717 l. 18 s. de viande. Ce personnage dut faire fortune pendant ces quelques mois si l'on songe qu'il livrait sans doute encore à d'autres prétendants. Pour les pâtisseries et les « confitures », les ressources de Neuchâtel n'étaient pas suffisantes. L'ambassade prussienne se fournissait en douceurs chez M^{me} Fels à Berne et lui passait de grandes commandes. Ainsi le bal et le repas offerts aux délégués de Berne qui étaient venus complimenter Metternich au lendemain de l'investiture comportaient à eux seuls pour 259 l. de pâtisserie.

La location des maisons et des chambres pour le nombreux personnel de l'ambassade représente un poste important des frais généraux de Metternich. A côté de son appartement chez M. Tribolet, le comte avait une « chambre de retraite » chez Jacques Pury. Mme de Rougemont logeait le conseiller Dunker, l'avocat Peyrol, le secrétaire Habichstal, deux pages et quatre valets pour 310 l. Le bailli Chr. Steiger, qui représentait Leurs Excellences à Neuchâtel, habitait avec le secrétaire du Conseil de Berne, Gross, chez M. Petitpierre. Jean-Louis Gaudard, sgr. de Corcelles, qui servait d'agent particulier à Saint-Saphorin, y logea aussi pendant plus de trois mois. Les capitaines Portefaix, d'Yverdon, et Chasseur, bourgeois de Berne, officiers de la suite de l'ambassadeur habitaient avec leurs domestiques chez Jean-Rod. Gouard. Le capitaine Paul de Senarclens, également attaché à la personne de Metternich, logeait chez Mme Judith Guenaud. Stanyan, envoyé de Grande-Bretagne, et Runkel, représentant des Etats-Généraux, ne restèrent que peu de temps à Neuchâtel. Le diplomate anglais y envoya par contre son secrétaire, le Zuricois Werndli, qui demeura chez M^{me} de Biolley jusqu'à la fin du procès.

Nous savons par le menu comment l'ambassadeur était vêtu et quels étaient ses fournisseurs. J.-J. Chastelain lui livrait des chapeaux

en castor d'Angleterre à 28 l. 6 s. la pièce. Metternich possédait trois perruques : une grande carrée et fournie, de 150 l. (sans doute celle qu'il porte sur les tableaux de Huber et sur la gravure des Thurneysen), une « espagnole » et une courte et fournie achetée chez Phil. Cherret à Berne. Les autres pièces de vêtement provenaient en général de marchands neuchâtelois. Ainsi Jos. Sauveur fournissait les manchettes, les bas et les cravates. J.-J. Cornu fit des justaucorps aux valets et des manteaux d'écarlate aux pages de Metternich. Plusieurs quittances de fournisseurs nous apprennent qu'à cette époque déjà notre langue était estropiée par des artisans combourgeois qui écorchaient les oreilles neuchâteloises de leur « français fédéral ». Le cordonnier Krattli, par exemple, déclara un jour avoir fait « le 16^e du moy de chuillet un pair de potine pour Monsieur Muller avec des poudon doré pour 60 batz ».

A plusieurs reprises, Metternich acheta des étoffes en gros pour sa garde-robe ou pour orner l'ambassade. Fr. Petitpierre, commerçant, lui livrait du drap écarlate superfine à 13 l. l'aune, de la ratine de Hollande à 17 l. l'aune, du drap anglais, du velours gris-bleu, du taffetas à 4 l. 5 s. l'aune et des tapisseries de haute lisse. Le banquier Henry, de Neuchâtel, qui se livrait également au négoce, fit venir pour Metternich du velours cramoisi de Gênes, des peaux de maroquin rouge du Levant, des galons d'or de Genève pour un fauteuil, des couvertures de table, etc. En effet, Metternich avait été obligé de regarnir entièrement le château de Neuchâtel qu'il avait trouvé en un fort pauvre état en y allant prendre demeure après l'investiture¹⁵. C'est à cet effet que Fr. Passet et fils, de Morat, lui livrèrent, en novembre 1707, 45 aunes de satinade du Piémont à 45 s. l'aune, des damas et des toiles blanches pour faire des falbalas aux rideaux des fenêtres du château.

Le jour même de l'investiture, Metternich dépensa près de 10 mille livres pour prouver au peuple neuchâtelois la générosité de son nouveau maître. Il donna 1000 écus au corps de la bourgeoisie et 500 écus aux maîtres-bourgeois de Valangin pour les pauvres du comté. Chaque officier de la milice reçut 30 s. et chaque soldat 20. L'ambassadeur

¹⁵ Dans l'Inventaire du mobilier du château, dressé le 28 novembre 1707 par Metternich (Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Neuch. Litteralien*, Conv. XXVIII, Annexe à la relation du 17 avril 1708), l'ambassadeur avait noté « 18 bois de lit, tous vieux, excepté trois, 12 matelas vieux ou à moitié usés..., 42 rideaux de lit, à demi usés..., 5 vieilles armoires de sapin, 6 garde-robes, 5 buffets de noyer..., 14 chaises, 4 chandeliers et 4 pots de chambre d'étain ».

jeta lui-même à la foule, du haut des murailles qui bordent la terrasse du château, mille écus en diverses monnaies¹⁶. Metternich paya enfin des réjouissances à ses gens dans les diverses auberges de Neuchâtel, au *Coq d'Inde* chez le sieur Quinche (450 l. pour un repas de vingt personnes), au *Singe*, chez le sieur Abr. Chaillet, chez la veuve Pigaud à la *Croix-Blanche* et chez le cabaretier A. Meuron. Le 4 novembre et les jours suivants, l'ambassadeur traita tous les députés et les bourgeois des communes qui se trouvaient alors à Neuchâtel. Ces personnages en profitèrent largement puisque les dépenses se montèrent, à cette occasion, à 1229 l. Il y eut pour 60 l. de verres cassés pour boire à la santé du roi de Prusse pendant ces festivités.

Il serait trop long d'entrer dans le détail de toutes les dépenses de Metternich pendant la période qui précéda l'investiture. Citons-en quelques-unes qui se rapportent à des choses ou à des gens déjà connus. Les nombreux manifestes publiés par l'ambassade prussienne étaient imprimés à Berne et à Genève. Ils coûtèrent en tout 1758 l. Le relieur Boyve relia la plupart de ces écrits. Nous savons par les comptes de Metternich que le *factum* sur les *Actes et titres concernant le droit du Roi de Prusse...* fut tiré à 1000 exemplaires et coûta 100 l. et que le *Manifeste du roi de Prusse pour faire voir que son droit...* fut tiré à 4000 exemplaires et coûta 136 l.

Metternich fit de nombreuses gratifications. Le 3 décembre 1708, il remit 410 l. au diacre J.-L. Choupard pour la bibliothèque de la compagnie des pasteurs. Le 5 octobre 1707, il donna 300 l. à J.-J. Scheuchzer qui lui avait offert un ouvrage manuscrit sur les fossiles du comté de Neuchâtel et Valangin, dédié au roi de Prusse et rédigé pour l'Académie des Sciences de Berlin dont le naturaliste zuricois devint peu après membre correspondant¹⁷.

¹⁶ *Relation de ce qui s'est passé à Neufchâtel le Jeudi 3 de Novembre...* Ce *factum* est dû à la plume d'Emer de Montmollin dont le brouillon original se trouve à Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarchiv.*, Rep. 64, IV, I, *Neuch. Succ. u. Gen.*, Conv. XXIII.

¹⁷ Scheuchzer séjourna à Neuchâtel en automne 1707 et y rédigea cet ouvrage intitulé *Diluvianae Inundationis reliquiae in comitatibus Neocastrensi et Vallis Anginae fossiles* (Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarchiv.*, Rep. 64, IV, II, *Deductionen*, Conv. VI et Rep. 94, VII, G. d. 3 (manuscrit original, 52 p.). J.-M. Füssli, de Zurich, s'inspirant d'une gravure de Merian, dessina la page de titre. Scheuchzer accompagna Metternich dans plusieurs excursions à travers le pays neuchâtelois à la recherche de mines de sel. Le naturaliste zuricois rendit également des services politiques au diplomate prussien, en entretenant avec le secrétaire de la légation anglaise, Werndli, alors à Neuchâtel, une correspondance suivie de 1707 à 1708. Cf. Zurich, *Zentralbibliothek*, H, 341, *Lettres des Anglois à Scheuchzer*.

Nous ne voulons pas revenir ici sur l'affaire des « pots-de-vin » pour laquelle nous nous permettons de renvoyer le lecteur à la discussion détaillée que nous lui avons consacrée ailleurs¹⁸. Rappelons seulement que les « gratifications » aux sept juges du tribunal des Trois-Etats et à la soixantaine de personnages influents dans le procès atteignirent une somme totale de 393,885 l.¹⁹. Pour compléter la somme des dépenses « politiques » de Metternich, il convient d'ajouter à ces importantes gratifications la liste des frais occasionnés par la mise sur pied des milices neuchâteloises de décembre 1707 à mai 1708. L'ambassadeur prussien dépensa 88,138 l. 8 s. pour l'entretien du régiment Petitpierre qui fut sous les armes pendant ces six mois jusqu'au lendemain de la ratification du traité d'Aarau par Louis XIV (12 mai 1708). A côté de cela, Metternich paya encore 21,848 l. 4 s. aux régiments auxiliaires bernois, une vieille convention voulant que le prince de Neuchâtel offrît aux troupes de secours des villes combourgeoises le fourrage des chevaux des officiers, l'entretien des hôpitaux, le logement des soldats et le transport de leurs vivres sur le territoire neuchâtelois.

Ainsi toutes les dépenses de Metternich lors de la succession de Neuchâtel, dépenses dont nous avons donné un aperçu très sommaire, atteignirent-elles pour finir un total de 222,666 écus 15 batz ou 667,999 l. 10 s.²⁰. Si l'on songe que les deux tiers presque de cette somme furent employés à solliciter les suffrages du Tribunal et des conseillers, il faut bien conclure avec Metternich que c'est aux puissants moyens financiers dont il disposait qu'il a dû le succès de sa négociation²¹. Et il ajoutait aussitôt dans sa lettre au ministre des finances de Frédéric I^{er}, comme pour s'excuser d'avoir utilisé de si grandes sommes : « C'est icy un pays de barbares quant à cet article (l'argent), ainsi que vous verrez, Monsieur, par les comptes que j'auray l'honneur d'envoyer en cour... Si on trouve que j'ay fait des dépenses inutiles, je protesteray devant Dieu qu'il n'y a pas un sol de détourné volontairement à mon profit particulier²². »

¹⁸ Dans notre ouvrage sur *Saint Saphorin et la politique de la Suisse pendant la guerre de succession d'Espagne*, p. 311 sq. et 423 sq.

¹⁹ *General-Rechnung über die neuchatellischen Gratificationen*, du 20 octobre 1707 au 22 juillet 1709, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Neuch. Litteralien*, Conv. XXXIII, vol. A-C.

²⁰ D'après un état de Krautt du 7 juillet 1710 et d'après une quittance générale signée par Metternich le 16 novembre 1711 à Ratisbonne.

²¹ Metternich à Krautt, 29 novembre 1707. Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Neuch. Litteralien*, Conv. XXIV.

²² *Id.*

De quelle façon le ministre des finances du roi de Prusse, le conseiller Krautt, fit-il parvenir tout cet argent à Metternich ?

L'ambassadeur reçut tout d'abord de la caisse réservée aux traitements des diplomates (*Legations Cassa*) 7000 écus de pension supplémentaire pour une période de sept mois; le roi lui envoya ensuite directement 15,666 écus 15 batz prélevés sur sa caisse privée. Enfin, 200 mille écus, pris dans la Caisse de la succession d'Orange, furent remis à Metternich par l'intermédiaire de banquiers genevois, bernois et neuchâtelois. L'envoi de sommes aussi considérables étant trop dangereux en temps de guerre, Krautt avait donné l'ordre, le 28 juin 1707, à ses correspondants d'accepter et de payer à l'échéance les lettres de change que Metternich tirerait sur eux, jusqu'à concurrence de 200 mille écus. Il avait réparti ses assignations de la façon suivante : Malacrida de Berne devait payer jusqu'à 100 mille écus, Abr. et Fr. Gallatin, de Genève, ainsi que Calandrini, jusqu'à 40 mille écus, Alex. Zollicoffre et Natussen, de Genève, jusqu'à 10 mille écus chacun²³. Le ministre prussien Krautt s'était adressé à un si grand nombre de banquiers parce qu'il ne croyait pas que les financiers de Berne et de Genève pussent payer comptant d'aussi grandes sommes, surtout à un moment où les réserves de ces marchands devaient être épuisées par les demandes d'autres prétendants. Aussi avait-il conseillé à Metternich de ménager Malacrida, puisque à Berne il y avait encore moins de commerce que dans les autres villes; il fallait commencer par mettre les Genevois à contribution et recourir en dernier lieu aux Bernois. Mais le financier prussien s'était trompé sur ce point, car ce fut précisément Malacrida qui effectua les plus grands paiements pour Metternich²⁴. Enfin, l'ironie du sort voulut que ce fût un banquier neuchâtelois qui rendît les meilleurs services à l'ambassadeur. Au début de sa négociation, le représentant du roi de Prusse avait dû céder du terrain au prince de Conti parce que celui-ci promettait à ses partisans que les récompenses qu'il leur destinait seraient payées même en cas d'échec. Le roi de Prusse, par contre, n'avait autorisé Metternich à faire des promesses que pour le cas où le succès couronnerait l'entreprise, ce qui, selon l'expression de Saint-Saphorin, rendit les Neuchâtelois de glace. Ceux-ci voulaient bien soutenir la candidature de Frédéric I^{er}, à condition que

²³ Krautt à Metternich, 28 juin et 2 juillet 1707, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, I, *Succ. u. Gen.*, Conv. XIX.

²⁴ Le 5 août 1708 Malacrida déclare même pouvoir avancer jusqu'à 300 mille écus. Malacrida à Petersen, secrétaire de Metternich, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Neuch. Litteralien*, 17 (33).

Metternich déposât dans leur ville les sommes qui leur avaient été promises. L'ambassadeur n'aurait certainement pas pu faire livrer d'emblée les sommes voulues. C'est alors que le banquier Henry, de Neuchâtel, vint le trouver et lui offrit de payer, sur présentation d'un billet de garantie du ministre des finances prussien, pour 100 mille écus de lettres de change. Krautt donna aussitôt l'ordre à MM. Boissier et fils, à Vignoles et Naville, à Gênes, d'accepter les traites d'Henry jusqu'à concurrence de 10 mille écus, à Gérard Rovers, d'Amsterdam, jusqu'à 20 mille écus, à Jean-Thomas Rauner, d'Augsbourg, jusqu'à 16 mille écus, et à Jean Martin, de Francfort, jusqu'à 10 mille écus²⁵. Cette intervention du banquier Henry détermina les Neuchâtelois hésitants à se montrer complaisants pour l'ambassadeur du roi de Prusse²⁶.

Metternich tirait habituellement ses traites sur les correspondants de Krautt à l'échéance de 2, 3, 4, 6 et parfois même 12 mois, afin que le ministre des finances n'eût pas à effectuer de trop grandes remises à la fois à ces banquiers. Krautt avait, en effet, prié l'ambassadeur de ne pas signer de lettres de change payables à vue pour plus de 10 ou 20 mille écus à la fois; encore devait-il avertir le banquier plusieurs jours à l'avance. En fait, Metternich ne demanda jamais autant d'argent à la fois. Au mois de novembre 1707, où il dépensa le plus, il reçut de Malacrida 12 mille écus et 18,622 et deux tiers de louis d'or (1 louis d'or = 11 l. 8 s.) en cinq versements, dont le plus grand fut de 12,522 et deux tiers de louis d'or²⁷.

(A suivre.)

S. STELLING-MICHAUD.

²⁵ Krautt à Metternich, 5 juillet 1707, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, I, *Succ. u. Gen.*, Conv. XIX.

²⁶ Metternich à Krautt, 26 août 1707, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, I, *Succ. u. Gen.*, Conv. XXI.

²⁷ Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Neuch. Litteralien*, N° 17 (33). Correspondance de Metternich avec Malacrida et avec les banquiers genevois. Cette liasse contient tout le détail des opérations financières de Metternich et des mouvements bancaires dont Neuchâtel fut le centre lors du procès de 1707.

MÉLANGES

La fondation Léopold Robert.

Aux visiteurs de l'exposition Léopold et Aurèle Robert, qui eut lieu à l'ancien hôtel de ville de Neuchâtel en août et septembre 1835, on réclamait une entrée de un franc de France « au minimum ». Mais il était spécifié que le bénéfice réalisé servirait à payer le monument de Léopold à Saint-Christophe de Venise et contribuerait à une « fondation » qui porterait le nom du peintre tragiquement disparu.

Le but de la fondation est connu. Il a été annoncé dans le numéro 68 du *Constitutionnel*, le 6 juin 1835. A titre d'encouragement et de récompense, une somme de 1000 à 1200 livres du pays serait remise à de jeunes artistes neuchâtelois qui se distingueraient dans les arts du dessin (peinture, gravure, ciselure et architecture).

Qu'est devenu ce beau projet ? Pareil prix, que nous sachions, n'a jamais été décerné à quiconque au nom de Léopold Robert. Pour quelles raisons ? Grâce à M. Pierre de Meuron, qui voudra bien agréer nos remerciements, il nous est possible aujourd'hui de répondre à ces questions.

Dans les papiers de Maximilien de Meuron, en effet, M. Pierre de Meuron a retrouvé un dossier concernant la fondation Léopold Robert. Il est composé de lettres, de comptes, de coupures de journaux et de procès-verbaux dont, en bref, on peut apprendre ce qui suit :

Dès avril 1835, — le *Constitutionnel* du 9 avril en fait foi, — sous l'empire de l'émotion causée par la « mort cruelle » du grand artiste neuchâtelois, deux comités s'étaient formés à l'insu l'un de l'autre, l'un à Neuchâtel, présidé par Maximilien de Meuron, l'autre à la Chaux-de-Fonds, avec Sandoz-Cugnier à sa tête, dans le but tous deux de perpétuer par un monument la mémoire de Léopold.

Sandoz-Cugnier en écrit aussitôt à Neuchâtel, proposant la réunion des deux comités et demandant expressément que le monument envisagé soit élevé à la Chaux-de-Fonds. « Jamais, déclare-t-il peu après, quand le comité du « Bas » se fut rangé à son avis, je n'ai vu plus de bonne volonté et de désir de travailler de concert avec Neuchâtel. »

Le 25 avril a lieu, dans une salle de l'hôtel de ville de Neuchâtel, la première réunion de comité. Maximilien de Meuron préside; les membres présents sont Louis de Meuron, Edouard de Pourtalès, de Roulet-Mézerac, Louis Coulon et Louis Châtelain, architecte; Sandoz-Cugnier représente la Chaux-de-Fonds. On prend la décision ferme d'élever le monument à la Chaux-de-Fonds et de consacrer le surplus des fonds réunis à une fondation en faveur de jeunes artistes. En outre, l'idée de faire une exposition des œuvres de Léopold à Neuchâtel est approuvée.

A la séance suivante, le 25 mai, on accepte avec reconnaissance l'offre désintéressée du médailleur Brandt, à Berlin, de verser à la fondation le bénéfice réalisé sur la médaille commémorative à laquelle il travaille et pour laquelle Aurèle Robert lui a fourni un profil de Léopold¹. Aurèle, présent à la séance, s'étonne de n'y trouver aucun représentant des Montagnes et prie qu'on fasse « activer la souscription à la Chaux-de-Fonds ».

On n'y est cependant pas resté inactif. Sandoz-Cugnier signe, avec le maire Challandes et Louis Brandt, ainsi que tous les commissaires de Neuchâtel, l'annonce au public qui paraît dans le *Constitutionnel* du 6 juin.

A Neuchâtel, tout en préparant l'exposition, on fait circuler dès le 10 juillet un cahier de souscriptions qui se couvre de 150 noms. Les plus gros apports sont ceux de Louis et Frédéric de Pourtalès (100 et 200 fr.); il en est de très modestes; huit souscripteurs faisant défaut au moment des versements, le total s'élèvera à L. 1719,1,6.

Cependant, aucune nouvelle ne parvient de la Chaux-de-Fonds jusqu'en décembre. Sandoz-Cugnier, préoccupé ou absent, a perdu la chose de vue et n'a pu voir Challandes. Le comité de Neuchâtel, réuni le 14 janvier 1836, est tout en peine : « Accélérez, n'abandonnez pas, secondez-nous », écrit-il le même jour à la Montagne.

« Tout va bien, répond Challandes; dans quelques maisons seulement, nous avons recueilli plusieurs centaines de pièces de 5 francs. » Et Sandoz-Cugnier, de son côté, tout heureux de communiquer cette bonne nouvelle, écrit qu'il espère arriver à 4000 fr., vu que deux maisons de commerce ont donné chacune 300 fr. « N'ayez peine, ajoute-t-il, nous avons toujours le même zèle pour payer la dette d'honneur et illustrer la mémoire d'un ami. »

¹ Ce dessin vient d'être acquis par le Musée de Neuchâtel, grâce aux bons offices de M. Léon Montandon.

Peut-être ne saura-t-on jamais pourquoi tant de zèle et de promesses ne comporta aucune suite. Quand, le lundi 15 février 1836, le comité réuni à l'hôtel de ville de Neuchâtel arrête sans récriminations ni commentaires les comptes de la souscription, il est réduit à ses seules forces. Rien n'est venu de la Chaux-de-Fonds. Cent francs (L. 72,10) ont été versés à Aurèle pour le monument de Venise. Décompte fait de quelques menus frais, et y compris le versement de Brandt (L. 76,8), il ne reste en tout et pour tout que L. 1703,12,6, qui sont placées à la Caisse d'Epargne.

La petite somme travaille obscurément pendant vingt-six ans. Le comité de Neuchâtel s'est endormi.

Il se réveille le 19 mai 1862, bien amoindri : seuls survivent Maximilien de Meuron, Edouard de Pourtalès et Louis Châtelain. Constatant que la somme disponible s'élève alors à 5859 fr. 23, et que, pour pouvoir exécuter le programme du 10 juillet 1835, il faudrait attendre jusqu'en 1900, il propose d'affecter cette somme au bâtiment d'exposition qu'une nouvelle société Léopold Robert a l'intention de construire. Par souci de correction, il offre aux 52 souscripteurs survivants de leur rembourser leurs versements s'ils ne sont pas d'accord avec l'affectation proposée. Aucune opposition ne se dessina et il est peu probable qu'il y eut des retraits.

Ainsi, par la carence inattendue, et restée inexpliquée, du « Haut », la fondation n'a jamais fonctionné. Aucun artiste neuchâtelois n'a été soutenu, au début de sa carrière, en souvenir de Léopold Robert. On peut le regretter. Mais l'idée généreuse de Maximilien de Meuron et de ses amis n'a pas été sans efficacité, puisque les fonds réunis ont contribué à la construction de la « Galerie Léopold-Robert », un des plus anciens locaux d'exposition de Suisse, considéré encore aujourd'hui comme l'un des meilleurs.

Maurice JEANNERET.

Un moulin à vent à la Sagne au XVI^{me} siècle.

Une question a été posée l'an passé dans le *Musée neuchâtelois*¹ relative aux moulins à vent, qui, à côté des moulins concédés sur les cours d'eau, pouvaient exister dans le pays de Neuchâtel.

Il y en avait un, au XVI^{me} siècle, sur le « commun », c'est-à-dire sur le pâturage communal de la Sagne. Il avait été accensé par Claude d'Arberg à Vuillemin Vuillomier, qui l'avait édifié lui-même et qui payait une cense annuelle de douze livres. Il faut croire que le moulin à vent construit par Vuillomier ne fit pas ses affaires. Par acte du 18 mai 1519, Guillemette de Vergy, constatant que ce moulin tombait en ruine, l'accensa à nouveau, pour six livres et demie, aux frères Pierre et Blaise Bourquin, fils de feu Othenin Bourquin. S'ils le jugeaient nécessaire, ces deux meuniers pouvaient choisir un emplacement plus favorable et reconstruire « aultre part » leur moulin, « sans porter domaige à autrui » :

Nous Guillemete de Vergy, dame de Valengin et de Boffremont, faisons savoir a tous ceulx quilz ces presentes lettres verront et orront, tant au present comme au temps advenir, que nous pour nous et noz hoirs, que comme ainsin soit que Vuillemin Vuillomier de la Saigne eusse repris de Monseigneur que Dieu pardoint une place sur le communlz de la Saigne pour faire et ediffier ung molin a vent, ensemble de ses fondz et appartenances pour le pris et somme de cense et rente de douzes livres petites monnoye ung chascun an a une chascune feste de Pasques charnel, et le debvoit tenir franc l'espace de quatres ans, et pour ce que ledit Vuillemin at quictez et nous at remis ledit molin a nous ladite dame pour en faire nostre bon vouloir et plaisir, or est pour ce que ledit molin alloit en ruynne, nous ladite Guillemete de Vergy, dame que dessus, pour nous et noz hoirs, avons mis et lassier, mectons et laissons a Pierre, filz de feuz Outhenin Bourquin de la Saigne, et a Blaise Bourquin, son frere, pour eulx et leurs hoirs, ledit molin a vent, ensemble de ses fondz, tresfondz, yssues et appartenances. Et est ce pour la cense et rente de six livres et demy petites monnoye courant en noz terres et seigneurie de Valengin, annuelle et perpetuelle, debvoir a paier par lesdits freres et par leurs hoirs a nous ladite dame et a noz hoirs ung chascun an a une chascune feste de Pasques charnel en nostre chastel de Valengin, sans empeschemens quelconques. Par telle condicion que lesdits freres ou leurs hoirs le pourront refaire et mener aultre part ledit molin, se bon leurs semble, sans pourter dommaige a

¹ Nouv. série, t. XXI (1934), p. 176.

autrui. Et parmy ceste lettre de mise la lettre de mise que mondit seigneur que Dieu pardoint avoit fait audit Vuillemin sceret casse, irrite et de nulle valeur. Devestissant nous ladite dame pour nous et noz hoirs dudit molin ensemble de ses fondz et appartenances, et lesdits frères pour eulx et leurs hoirs investissant perpetuellement par ces presentes. Promectant pour ce nous la ditte Dame pour nous et noz hoirs par nostre bonne foyz donné en lieu de leaul serement, et soubz l'obligacions de tous et singuliers noz biens presens et advenir, contre cestre lettre de mise et contenuz en icelle non faire, dire ne aller au contraire, mais ledit molin ensemble de ses appartenances ausdits freres et a leurs hoirs perpetuellement maintenir, guerentir, apaisier et deffendre envers et contre tous en tous jugemens et dehors a noz propres missions et despens et de ceulx de noz hoirs, renunçant a toutes et singulieres renunciacions, renunçant et au droit disant que general renunciacion ne vault se l'especial ne precede. En tesmoing desquelles chouses, nous ladite Guillemete de Vergey, dame que dessus, nostre propre seel armoier en noz armes a ces presentes lectres de mise avons commander mettre, saul noz drois et l'autrui. Que furent faictes et donnees le xviii^e jour de may l'an Nostre Seigneur courant mil cinq cens et dix neufz ¹. P.

CHRONIQUE

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DU CANTON DE NEUCHÂTEL

*Séance administrative du samedi 15 juin 1935, au château de Valangin,
à 16 heures.*

Soixante-dix personnes environ sont présentes. Une dizaine se sont fait excuser.

M. L. Thévenaz, président, résume l'activité de la société durant l'exercice écoulé. Il rappelle la fête d'été à Môtiers, le centenaire de Marie-Anne Calame et signale, parmi les publications neuchâteloises, la biographie de cette femme de bien, due à la plume de Mlle Marguerite Evard, que la société a distribuée à ses membres. Le président adresse une dernière pensée aux disparus, notamment à deux membres honoraires : Robert Durrer, archiviste du Nidwald, et Emile Bourgeois, professeur à la Sorbonne, et à un certain nombre de membres actifs : Edmond Berthoud, qui fut trésorier de la société durant vingt-cinq ans, de 1907 à 1932; Gustave Borel-

¹ Archives de l'Etat, B 18, n° 18.

Girard, ancien pasteur, fondateur et président de la Société d'histoire de l'Eglise neuchâteloise; William Baillod, ancien président de la section du Locle; Jean Belperrin, Dr Georges Borel et Alfred Jeanneret-Nicolet. M. Thévenaz termine son rapport en disant les regrets qu'éprouvent les amis de l'histoire à la pensée que M. Arthur Piaget va quitter prochainement ses fonctions d'archiviste.

Sections. — La section de Neuchâtel a tenu six séances au cours de l'hiver dernier et entendu douze travaux. L'excursion archéologique a groupé, le 1er juin, 120 participants, qui ont visité les mosaïques romaines de Boscéaz, l'église de Romainmôtier et le château de la Sarraz. La section est intervenue auprès des autorités communales, mais sans succès, au sujet d'une maison qu'on veut surélever en face de l'hôtel Du Peyrou.

La section du Locle s'est occupée de la célébration du centenaire de la mort de Marie-Anne Calame. Elle a, en outre, organisé une visite du Musée historique.

La section de la Chaux-de-Fonds a visité cinq des plus belles fermes des Eplatures et organisé pendant l'hiver quatre conférences.

Château de Valangin. — Pendant l'année 1934, le nombre des entrées s'est élevé à 5607, une centaine de moins qu'en 1933; la recette a été de 1329 fr. 30.

Les collections se sont enrichies de trois dons : Une plaquette de bronze représentant l'hôtel des Six-Communes à Môtiers, œuvre de C. Reussner, donnée par l'Association pour le développement économique du Val-de-Travers; un char d'enfant d'il y a un siècle, provenant du Val-de-Travers, don de Mme Robert Monnier; un poêle du XVIII^e siècle, provenant de l'hôtel de la Couronne à Valangin, don de la commune.

La Société des Amis du Musée jurassien, à Delémont, a demandé l'entrée gratuite pour ses membres au château de Valangin, en offrant, par réciprocité, la même faveur aux membres de notre société qui visiteraient le Musée jurassien, sur présentation de leur carte de sociétaire. Ce qui a été accordé.

Comptes. — Fort bien tenus par M. O. Sollberger, trésorier, ils se présentent comme suit :

Recettes, y compris la fête d'été	Fr. 6085.22
Dépenses, y compris la fête d'été	» 5596.42
Excédent de recettes	Fr. 488.80
La fortune de la société était au 31 décembre 1933 de . . .	Fr. 8108.67
Elle s'est augmentée de l'excédent de recettes	» 488.80
et atteint	Fr. 8597.47

Fonds spéciaux.

I. *Le Fonds Jaquet-Droz* a été créé le 29 mai 1909, par décision de l'assemblée. Il a pour but de faciliter aux musées historiques du canton

l'acquisition d'objets de valeur, intéressants au point de vue de l'histoire ou des mœurs du pays. Il a été constitué par une somme de 5000 fr. prélevée sur le produit net des expositions des automates Jaquet-Droz, en 1907 et 1908. Il est inaliénable et ses intérêts seuls peuvent être dépensés. Au 31 décembre 1934, le fonds s'élevait, après un amortissement sur titres de fr. 201.25, à la somme de fr. 8547.89.

II. *Le Fonds Antoine Borel* date du 8 septembre 1917. Il a été constitué par un prélèvement de dix mille francs sur le don de 15,000 fr. fait au mois de novembre 1916 par les héritiers d'Antoine Borel, en son vivant consul de Suisse à San-Francisco.

Ce fonds est inaliénable et ses intérêts sont destinés à l'entretien et à l'ameublement du château de Valangin, ainsi qu'à son aménagement en musée.

Le fonds atteignait à la fin de 1933 la somme de fr. 12,105.09; l'année suivante, il n'était plus que de fr. 10,801.53. Cette diminution a été causée par d'importants frais d'entretien au château de Valangin et l'installation de nouveaux bancs sur la terrasse, ainsi que par un amortissement sur titres de fr. 542.50.

III. *Le Fonds des publications* est destiné à supporter les frais des publications historiques de la société. Créé par décision de l'assemblée le 28 mai 1927, il se compose d'une partie inaliénable et d'une partie aliénable.

Au 31 décembre dernier, la partie inaliénable attei-	
gnait un montant de	Fr. 8,590.22
et la partie aliénable	» 6,713.13
ce qui donne un total de	Fr. 15,303.35

Le fonds a supporté les frais d'achat et d'expédition de 630 exemplaires de la biographie de Marie-Anne Calame, soit fr. 1767.

Sur proposition des vérificateurs de comptes, l'assemblée adopte les comptes et le rapport du président.

Réception de nouveaux membres. — Sont reçus dans la société : Mlles Elisabeth Aubert, institutrice, Savagnier; Jeanne Borel, Serrières; Jeanne Courvoisier, Neuchâtel; Amélie L'Eplattenier, Saint-Blaise; Germaine Mentha, Neuchâtel; Mmes Georges Courvoisier, Peseux; Willy Gacond, Neuchâtel; Mme et M. Edmond Otz, Peseux; MM. André Bourquin, organiste, le Locle; Georges Boillod, Neuchâtel; Albert Chervet, Neuchâtel; Frédéric Dubois, Neuchâtel; Gustave Girard, Neuchâtel, Léon Jequier, Paris; Frédéric Nippel, ancien consul, Neuchâtel; Pierre Perret, Cormondrèche; Georges Robert, le Locle; Robert DuBois, Genève.

Cotisation et budget. — La cotisation pour 1936 est maintenue à 5 fr. et le projet de budget, équilibré aux recettes et aux dépenses par fr. 3970, est adopté.

Nomination du comité. — M. L. Thévenaz, président sortant de charge, décline une réélection au comité. Ses neuf collègues sont renommés par un vote à main levée, puis l'assemblée désigne Mlle Gabrielle Berthoud pour remplacer M. Louis Thévenaz au comité.

Nomination des vérificateurs de comptes. — MM. Paul de Pury et Maurice Clerc sont réélus sans opposition.

Séance d'été. — La Chaux-de-Fonds commémorera le centenaire de la mort de Léopold Robert par une exposition des œuvres de cet artiste, qui aura lieu du 20 juillet au 22 septembre.

Sur la proposition du comité, l'assemblée décide de tenir la séance d'été à la Chaux-de-Fonds, le samedi 31 août. Après la séance aura lieu une visite de l'exposition, puis une promenade en autocar à la Maison Monsieur, où nous dînerons.

Allées de Colombier. — Un particulier se propose de construire quelques immeubles dans les allées, ce qui provoque une certaine émotion parmi la population de Colombier. M. Paul de Montmollin se fait l'interprète des amis des allées et demande à la Société d'histoire qu'elle écrive au Conseil communal de Colombier pour qu'il se décide à faire l'achat du terrain menacé, ce qui empêcherait les constructions projetées. L'assemblée est unanime à appuyer cette proposition.

Travaux. — En l'absence de M. Georges DuBois, M. Léon Montandon résume le travail de ce dernier intitulé : *Un républicain de 1842*, puis M. François Faessler lit son étude : *Le premier voyage en Amérique de J.-J. Huguenin en 1807*.
L. M.

P.-S. — A l'issue de la séance, le comité s'est constitué comme suit : Président, M. Léon Montandon; vice-président, M. Jean Hurny; secrétaire, M. André Bovet; trésorier, M. Oscar Sollberger; secrétaire-adjoint, Mlle Gabrielle Berthoud; conservateur du château de Valangin, M. Charles Gallandre. Membres : MM. Julien Bourquin, à Cortaillod; Georges Borel, à Fleurier; Henri Favre, au Locle; Henri Wille, à la Chaux-de-Fonds.

En font encore partie : Le président de la section de Neuchâtel; M. François Faessler, président de la section du Locle, et M. René Junod, président de la section de la Chaux-de-Fonds.

* * * *Liste des travaux présentés à la section d'histoire de Neuchâtel durant l'hiver 1934-1935 :*

Eddy Bauer : *Louis de Neuchâtel et les Montfaucon*.

Dorette Berthoud : *A propos de Léopold Robert et de Charlotte Bonaparte. Quelques documents inédits*.

Gabrielle Berthoud : *François de Cherpont et sa famille*.

André Bovet : *Philippe de Hochberg au service des rois de France.*

Alfred Chapuis : *Les cloutiers de Noiraigue.*

Alfred Chapuis : *Quelques propos sur le Grand Frédéric.*

Paul Grandjean : *Quelques aspects de la galerie Philippe de Hochberg.*

Charly Guyot : *Un correspondant parisien de la Société typographique : Quandet de Lachenal.*

Maurice Jeanneret : *A Neuchâtel après la mort de Léopold Robert.*

Léon Montandon : *La section d'histoire de Neuchâtel-ville.*

Léon Montandon : *La famille de Léopold Robert.*

William Pierrehumbert : *La faune sauvage dans la toponymie neuchâteloise.*

*. Rectification. — Dans *La Suisse* du 25 mai 1935 a paru un article intitulé *De Léopold Robert à Edouard*, dans lequel M^{me} L. Florentin rectifie un passage de l'article de M^{me} Dorette Berthoud sur *Léopold Robert et Charlotte Bonaparte* (voir ci-dessus, p. 85). M^{me} Berthoud a commis une amusante méprise au sujet d'un Edouard, personnage d'un roman de la duchesse de Duras (intitulé *Edouard*, publié en 1825) qu'elle a pris pour Edouard Odier. En outre, elle a daté de 1835 une lettre de Sophie Robert qui est du 24 mars 1833. Un fac-similé de cette lettre a paru dans *La Suisse*.

M^{me} Berthoud publiera prochainement dans le *Musée neuchâtelois* une note sur le roman de la duchesse de Duras, dont un exemplaire avait été donné à Léopold Robert par Juliette de Villeneuve, cousine de la princesse Charlotte.

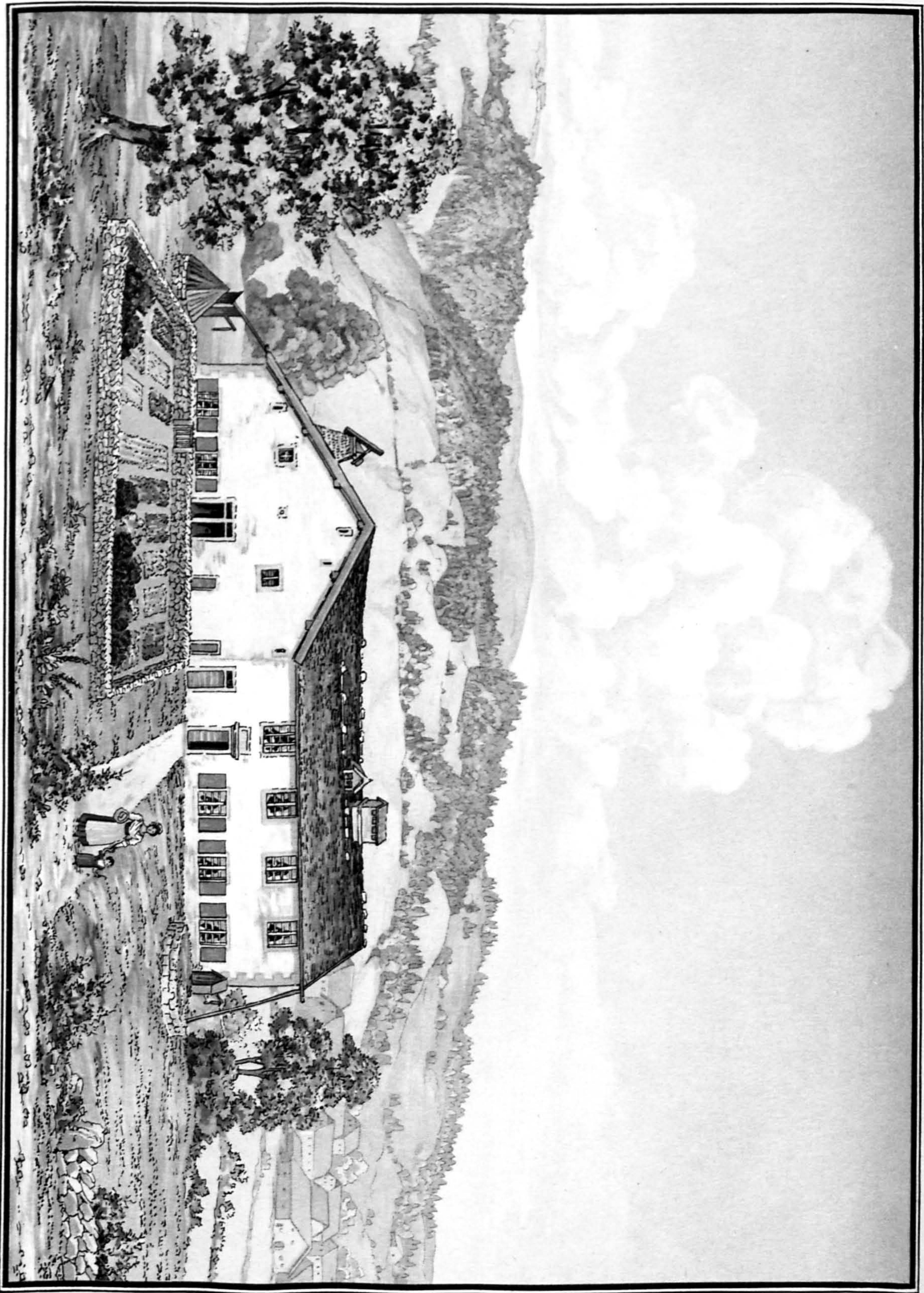
RÉPONSE

58. *Moulin à vent.* — Voir une réponse à cette question, ci-dessus, p. 155.



LITHOGRAPHIE DE FIEDLER SA. REPRODUCTION D'UNE AQUARELLE DE L'ÉPOQUE

Maison où naquit Léopold Robert à la Haue de Fonds.



LITHOGRAPHIE DE FIEDLER S.A. REPRODUCTION D'UNE AQUARELLE DE L'ÉPOQUE

Maison où naquit Léopold Robert à la Chaume de Fonds.

LA MAISON NATALE DE LÉOPOLD ROBERT

Les participants à la fête d'histoire de la Chaux-de-Fonds ont eu l'agréable surprise de recevoir de la maison d'art Fiedler une belle reproduction en couleurs d'une aquarelle représentant la maison où naquit le peintre Léopold Robert. Le comité du *Musée neuchâtelois* a tenu aussi à l'offrir à ses lecteurs, dans la persuasion qu'ils seront heureux de posséder une vue de cette maison. On connaît plusieurs gravures en noir du même sujet, mais c'est la première en couleurs qui ait été signalée. L'aquarelle originale mesure 27 sur 19,5 cm. Elle n'est pas signée et rien jusqu'à présent ne permet de risquer une attribution à un artiste de chez nous¹. Bachelin, dans son *Iconographie neuchâteloise*, mentionne trois gravures de la maison Robert. A cette liste, nous pouvons ajouter la reproduction qui se trouve dans le volume publié à l'occasion du centenaire de la Chaux-de-Fonds² et un dessin fait par un artiste français, Henri Monnier, alors qu'il séjournait à la Chaux-de-Fonds vers 1843-1844. Il en fit don à Célestin Nicolet³.

Cet immeuble existait déjà en 1724⁴. Il fut acquis en 1768 par le père de Susanne-Charlotte Robert, puis vendu par les héritiers de celle-ci, le 22 octobre 1829, à Aimé Perrenoud⁵. Le 15 mai 1873, il passa des héritiers de Perrenoud à André Straub⁶, puis, le 2 mai 1892, à Edouard-Honnest Boillot et Fritz Fluckiger⁷. Ces deux copropriétaires firent un partage en 1895, et Boillot devint seul possesseur de la maison Robert.

Elle se composait d'un corps principal, à gauche, et d'une adjonction, à droite, plus étroite. Le premier fut démoli par Boillot en 1911 et la seconde en 1919. Le jardin qui s'étendait devant bordait la route du Locle, ou Grande rue de la Chaux-de-Fonds. C'est cette circonstance

¹ Le possesseur, M. René Junod, Promenade 5, la Chaux-de-Fonds, serait reconnaissant à quiconque pourrait lui fournir des renseignements sur l'artiste.

² *La Chaux-de-Fonds, son passé et son présent*. La Chaux-de-Fonds, 1894, p. 506.

³ *Musée neuchâtelois*, t. XXVIII (1891), p. 14.

⁴ Pierre Leschot, not., VI, p. 57. Acte du 2 mars 1724.

⁵ *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. XXII (1935), p. 51.

⁶ J. Cuhe, not., III, p. 990.

⁷ J.-A. Quartier, not., II, p. 414.

qui engagea la municipalité de la Chaux-de-Fonds à décider, le 8 août 1862, que la Grand'rue porterait le nom de Léopold Robert, afin de rappeler la mémoire de l'artiste¹. Mais le recul même de cette maison la plaçait dans l'axe d'une nouvelle artère, ouverte plus tard, qui fut d'abord appelée le Boulevard du Petit Château, et aujourd'hui la rue de la Serre. Elle portait les numéros 102 et 104 de celle-ci, qu'elle coupait dans son tracé.

Telle que nous la voyons sur la gravure ci-contre, la maison Robert n'a pas subi de modification jusqu'à une époque récente; elle est restée couverte en bardeaux et a conservé sa destination primitive de maison d'habitation avec grange et écurie. Mais André Straub, qui construisit plusieurs maisons dans le voisinage, a surélevé l'adjonction de deux mètres environ et l'a couverte, ainsi que le bâtiment principal, de tuiles. Dans la vente de 1892, le n° 102 de la rue de la Serre, donc l'adjonction, est appelée maison de maître, tandis que le n° 104 est encore qualifié de ferme. L'estimation pour l'assurance immobilière donnait à la première une hauteur de 6 m. 60 et seulement de 4 m. 80 à la seconde.

La disparition de cet immeuble a permis de terminer la rue de la Serre, et dans le jardin qui s'étendait au sud, on a construit la fabrique d'horlogerie *Invar*. C'est elle qui abrite encore la plaque commémorative apposée jadis sur la maison natale du grand artiste chaux-de-fonnier².

Léon MONTANDON.

¹ Rapport du Conseil municipal au Conseil général de la municipalité de la Chaux-de-Fonds sur la question de donner à une de nos rues le nom de Léopold Robert. Du 7 août 1862.

² Cette plaque, qui se trouvait au-dessus de la porte d'entrée du n° 102 de la rue de la Serre, porte l'inscription suivante : A LÉOPOLD ROBERT || NÉ DANS CETTE MAISON || LE XIII MAI MDCCXCIV || SES AMIS.

FRANÇOIS DE CHERPONT ET SA FAMILLE¹

Le 1^{er} janvier 1507, on célébrait à Paris, en l'église de Saint-Germain l'Auxerrois, une cérémonie solennelle. L'évêque de Paris, Etienne de Poncher², bénissait la chapelle et le tombeau luxueux que son frère Louis, général des finances et grand trésorier de France, venait de faire élever pour inhumer « luy, sa femme, enffans et autres de leurs parens et amys portant leurs armes³ ». Deux gisants de marbre, déposés aujourd'hui au Louvre, vinrent orner une quinzaine d'années plus tard ce tombeau; ils illustrent de manière frappante ce qu'étaient alors les Poncher. L'une des statues représente Louis de Poncher, l'autre sa femme, Roberte Legendre. Très dignes tous deux et les mains jointes, lui, les traits énergiques, en armes, mais la tête nue, elle, sereine, un gros chapelet coupant seul la ligne sobre de ses vêtements, on les sent jusque dans la mort, forts de leur race et de leur tradition, de leur obéissance aussi au roi et à l'Eglise.

Originaires de la Touraine, les Poncher n'étaient pas de très antique noblesse, mais comptaient cependant parmi les premiers seigneurs français de la fin du XV^{me} et du début du XVI^{me} siècle. Alliés, et de fort près, aux Beaune-Semblançay, aux Briçonnet, aux Hurault de Cheverny, aux Bohier, châtelains de Chenonceaux, ils faisaient partie de ce cercle de grands financiers qui avaient réussi à centraliser en leurs mains toute l'administration des revenus du royaume. Ils y avaient acquis d'énormes richesses et un immense crédit. Dans l'administration comme dans l'Eglise, ils occupaient les postes les plus éminents. Des quatre frères de Louis⁴, l'un, Jean, secrétaire puis argentier du roi, avait été trésorier général des guerres; un autre, Etienne, évêque de Paris, allait être promu quelques années plus tard archevêque de Sens; prélat ver-

¹ Travail lu à la Section d'histoire de Neuchâtel, le 4 avril 1935. — Sur la famille de Cherpont, voir A. REY, *Boileau et Sylvie*. Paris, 1912. Un compte rendu de cet ouvrage a paru avec quelques notes complémentaires dans le *Bulletin de la Société du protestantisme français*, t. LXI (1912), p. 553 et suiv.

² Le nom exact de la famille était Ponchier; on la connaît cependant beaucoup plus couramment sous le nom de Poncher que nous avons adopté. A. REY, *ouv. cité*, p. 9 et 27.

³ A. REY, *Jacques Bachot et le tombeau des Poncher*. Paris, 1911.

⁴ Les deux autres frères de Louis de Poncher, André et un second Jean, n'ont pas laissé d'autres traces que leur mention par le père Anselme.

tueux et lettré, chargé par François I^{er} de plus d'une mission délicate, c'était une des plus belles figures du clergé français.

Quelques années cependant devaient suffire pour que sombrât l'orgueil des Poncher.

François, le seul fils de Louis le trésorier, fut le premier à déchoir. Sa carrière, pourtant, s'était annoncée brillante. Il avait étudié à Milan et, sous la direction des humanistes italiens, avait pris ce goût des belles-lettres qu'il devait garder toute sa vie. De retour en France, il avait rempli diverses fonctions ecclésiastiques, avait été élu, en 1510, conseiller au Parlement; neuf ans plus tard, il succédait à son oncle Etienne comme évêque de Paris. Il ne joua d'ailleurs pas dans l'Eglise un rôle très en vue; son activité fut plutôt celle d'un protecteur des lettres qui acceptait de bonne grâce les dédicaces d'ouvrages savants que d'un ecclésiastique très pieux⁵.

Mais tout épris qu'il fût de culture et d'humanisme, François de Poncher n'en possédait pas moins un sens très net des réalités. Sans doute les biens périssables lui semblaient-ils plus sûrs que ceux que pouvait lui acquérir sa dévotion. Ils lui valurent néanmoins une fin tragique.

Pendant l'été de 1532⁶, l'évêque de Paris était arrêté et envoyé comme prisonnier « au chasteau du boys de Vincennes ». Le soupçonnait-on vraiment « d'estre Luthérien » comme le laissèrent entendre plus tard ses descendants ? C'est très peu probable. On lui reprochait en tout cas, et cela certes suffisait à motiver son arrestation, d'avoir trempé dans des intrigues destinées à prolonger la captivité de François I^{er} en Espagne. On l'accusait de plus, et surtout, de « divers excès, actes et conventions simoniales par lui faites pour se faire élire abbé de Saint-Benoist-sur-Loire ». En janvier 1526 déjà, ordre avait été donné d'informer contre lui. Mais l'enquête fut probablement traînée en longueur et l'évêque de Paris ne passa jamais en jugement. Après un bref emprisonnement, il mourut à Vincennes, poignardé, a-t-on dit sans grande vraisemblance⁷. Fait bizarre, le corps de révérend père

⁵ Voir : E. MAUGIS, *Histoire du Parlement de Paris*. Paris, 1916, t. III, p. 144 et 156, et E. DELARUELLE, *Répertoire analytique et chronologique de la correspondance de Guillaume Budé*. Paris, 1907, p. 15 et 16.

⁶ E. MAUGIS, *ouv. cité*, dit : août 1532. *Le Journal d'un bourgeois de Paris*, édit. Lalanne, p. 427 : octobre 1531, corrigé en 1532. *La chronique parisienne de Pierre Driart*. Paris, 1895, p. 154 : août 1531. Suivant le biographe anonyme de son fils (cité par A. REY, *Boileau et Sylvie*, p. 31) qui écrit vers 1610 et qui fait beaucoup d'erreurs de dates, son arrestation aurait eu lieu vers 1523 déjà, ce qui est en contradiction avec tous les témoignages contemporains.

⁷ A. REY, *Boileau et Sylvie*, p. 31. Il mourut le 1^{er} septembre 1532, d'après la *Chronique parisienne de Pierre Driart*, p. 158 et le 12, d'après MAUGIS, *ouv. cit.*, p. 156.

en Dieu, Monseigneur François de Poncher, fut ramené en « son hostel à Paris » et « inhumé en son église » Notre-Dame où il eut son épitaphe tout comme un digne évêque⁸. Il est vrai que la simonie était chose courante en ces temps et qu'on avait vu bien d'autres prélats coupables de pareille faute rester impunis.

Ces graves accusations, cette détention ne furent pas seules à ternir l'éclat de la famille Poncher. Trois ans après la mort de François, son cousin germain, Jean⁹, général des finances dans le Languedoc et qui s'était dans cette province « enrichi sans mesure et vraisemblablement sans scrupules », était poursuivi à son tour et pendu à Montfaucon. On l'accusait d'avoir été complice des malversations de son grand oncle Semblançay, surintendant des finances, exécuté huit ans auparavant¹⁰.

Les Poncher ne sont plus dès lors qu'une race déchue. Les fils du condamné de Montfaucon garderont bien les fonctions importantes qu'ils exerçaient à la mort de leur père, mais ils mourront peu après, ne laissant qu'une postérité bâtarde qui s'éteindra rapidement; et ce n'est pas aux descendants de l'évêque de Paris qu'il sera donné de faire revivre l'ancienne gloire de leur nom.

François de Poncher laissait un fils, François aussi, seul survivant des trois enfants qu'il avait eus d'un mariage plus qu'hypothétique, soi-disant contracté avant d'entrer dans les ordres avec une prétendue Jeanne du Hautbois¹¹. Pendant la captivité de son père et après sa mort, l'enfant, alors âgé d'une douzaine d'années, avait été remis aux soins de son oncle Jean. Après l'exécution de ce dernier, le jeune François vécut auprès du fils aîné du condamné, son cousin Etienne, archevêque de Tours; il lui servait de secrétaire. Fort bien vu du prélat et de son frère, maître des requêtes, il aurait sans doute fini ses jours sous l'habit ecclésiastique et titulaire de quelque bénéfice s'il n'avait commencé à manifester des penchants que sa famille devait peu goûter. Il trahissait de trop vives sympathies pour la Réforme. Où et comment avait-il pu les concevoir ? Il est difficile de l'établir, car nous ne savons pas exactement à quel moment il se convertit. Trop

⁸ *Chronique parisienne de Pierre Driart*, p. 158, et E. MAUGIS, *ouv. cité*, p. 156.

⁹ Fils de Jean l'argentier.

¹⁰ Voir A. REY, *La fin de Jean de Poncher*. Versailles, 1909. Pierre DE LESTOILLE note dans ses *Mémoires-Journaux*, Paris, 1875, t. II, p. 28 et 29, que le roi aurait eu pour « principale occasion » de faire pendre Jean de Poncher le désir de lui prendre la terre de Limoux qui, après sa mort passa à M^{me} d'Etampes, à la duchesse de Valentinois, puis au duc de Joyeuse, « tellement qu'elle pouvoit sembler avoir esté fatalement bastie par ce malheureux et chétif trésorier pour venir en proie successivement à toutes les mignonnes et mignons de nos Roys ».

¹¹ Voir les raisons qu'on a de douter de ce mariage dans A. REY, *Boileau et Sylvie*, p. 34 et 35.

tard en tout cas pour que son père, à supposer que celui-ci eût, comme on l'a prétendu, penché vers le luthéranisme, ait pu lui faire partager ses idées; trop tard aussi pour qu'ait soufflé sur lui l'esprit qui, au début du siècle, animait certains membres du clergé et les engageait à des réformes salutaires. François de Poncher aurait-il, si l'on veut chercher au changement de ses convictions une cause extérieure, été influencé par la famille de Guillaume Budé, dont il était parent, et avec lequel son grand-oncle Etienne et son père avaient été en relations ¹² ? Aurait-il subi plutôt l'ascendant de l'humaniste protestant Nicolas Bérault, l'ancien secrétaire et l'intime de l'archevêque de Sens ¹³ ? Ce n'est pas impossible.

Quoi qu'il en soit, la famille du jeune homme vit de très mauvais œil « qu'il inclinait au changement de religion »; ses cousins, en bons catholiques, allèrent jusqu'à le menacer de mort. François estima plus prudent de s'éloigner. Sans doute ne se sentait-il pas une âme de martyr ou jugeait-il inutile de s'exposer volontairement à la persécution. Il quitta l'archevêque de Tours, mais sans sortir de France cependant. On peut supposer qu'il se réfugia à Paris, puisqu'on le voit, le 18 avril 1551, épouser Catherine Bruslé, une Parisienne, devant un obscur tabellion de la châtellenie de Bertaucourt ¹⁴. Cette mésalliance, conclue sans bruit avec une hérétique évidemment, signifie sans doute qu'à cette époque déjà, François de Poncher avait rompu définitivement avec ses cousins. Ce n'est pourtant qu'après la mort de l'archevêque de Tours ¹⁵ qu'il se décida, la situation devenant menaçante, à chercher abri et refuge en un pays où la liberté de professer sa foi lui serait assurée. Il gagna Genève. Là naquit, en juillet 1554, son premier enfant, Sara ¹⁶. C'est dans le registre d'état civil qui mentionne le baptême de cette fillette qu'on rencontre pour la première fois le pseudonyme que Poncher avait pris, en France déjà, peut-être, pour dissimuler son identité et se soustraire aux persécutions, ou qu'il adopta

¹² La grand'mère de Budé était une Poncher. Voir L. DELARUELLE, *ouv. cité*, p. 15 et n. 2, 16, 18, 19, 31, 32, etc.

¹³ *Ibidem*, p. 39, n. 1 et p. 52.

¹⁴ Aujourd'hui Brétencourt, en Seine-et-Oise, terre appartenant aux Poncher.

¹⁵ Les protestants tirèrent de sa mort survenue en 1553, un exemple des jugements de Dieu. « Avez-vous jamais entendu comme feu Poncher, Archevesque de Tours, poursuivant l'erection d'une chambre ardente, fut bruslé du feu de Dieu, qui lui commença au talon; et se faisant couper un membre après l'autre, mourut misérablement, sans qu'on peust jamais trouver la cause? » CRESPIN, *Livre des martyrs*, éd. Toulouse, t. II, p. 539, accompagné d'une note erronée.

¹⁶ Archives de Genève. *E. C. Madeleine*, B. M. 1. Le baptême eut lieu le 14 juillet, au sermon de 6 heures. « Sarra fille de Francoys Charpont et de Caterine sa famme » était « présentée par Robert Estienne ».

en Suisse seulement, pour cacher son origine bâtarde et ses attaches épiscopales. De Poncher il était devenu Cherpont¹⁷. C'est sous ce nom qu'il fera généralement précéder d'une particule qu'il a travaillé dans notre pays et y a laissé des traces.

Peut-être Cherpont ne pensait-il pas, quand il y arriva, séjourner longtemps dans la cité de Calvin. Il résolut pourtant, au bout de quelques mois, de s'y fixer et se fit inscrire, le 15 octobre 1554, dans le rôle des nouveaux habitants¹⁸.

Le fils de l'évêque de Paris n'était pas arrivé à Genève dans l'état de dénuement de beaucoup de ses coreligionnaires. Sans doute avait-il, comme le dira plus tard un biographe anonyme, abandonné « parents, biens et tout ce qu'il avoit de plus cher¹⁹ »; il avait cependant réussi à emporter de l'argent en quantité assez considérable pour entretenir les siens pendant plus de deux ans et sans rien gagner, semble-t-il. Bien que sa famille se fût augmentée d'un fils, Jean, né en septembre ou octobre 1555²⁰, Cherpont se trouvait en mesure, en 1556, de prêter à tel bourgeois de Genève 40 écus d'or sol²¹. Rares étaient les réfugiés qui pouvaient en faire autant.

On ne saurait dire si, en gagnant la Suisse, François de Cherpont avait l'intention d'y exercer un ministère actif. Peut-être ne recherchait-il que la paix. Mais sans doute l'ardeur de ceux qu'il fréquentait à Genève l'enflamma-t-elle à son tour. Il désira, lui aussi, se mettre à l'œuvre. Or la classe de Neuchâtel se trouvait précisément dans l'embarras. Le maître d'école de la ville, Mathurin de la Brosse, un excellent pédagogue, venait de quitter son poste. En peine de lui trouver un successeur, les ministres neuchâtelois s'adressèrent à leur suprême ressource, leurs collègues de Genève. Et c'est ainsi qu'en février 1557 fut élu pour magister des petits Neuchâtelois M^e François de Cherpont, natif de Paris²².

¹⁷ On trouve de Cherpont les orthographes les plus diverses : Cherpon, Cherppon, Charpont, Charppon, Descherpont, Descharpon, Escharpon, Escherpon ; nous avons adopté l'orthographe de Cherpont lui-même.

¹⁸ Arch. de Genève. *Registre des habitants*. A 1, p. 95. La *France protestante*, 2^{me} éd., t. IV, col. 301, trompée par l'abréviation de François a lu Jean. Th. DUFOUR a relevé cette erreur dans ses *Notices bibliographiques sur les ouvrages des réformateurs et autres auteurs du XVI^{me} siècle*. Ms. Musée hist. Réf. Genève.

¹⁹ Cité par A. REY, *ouv. cité*, p. 32.

²⁰ Arch. de Genève. *E. C. Madeleine*, B. M. 1. « Jehan, fils de François Charpon et Catherine sa femme, présenté par M^e Jehan Macard » fut baptisé le 4 octobre 1555.

²¹ Arch. de Genève. *Registre* de B. Neyrod, notaire. T. I, fol. 7, cité par la *France protestante*, 2^{me} éd., t. IV, col. 302, n. 1.

²² Musée hist. réf., Genève. *Papiers Herminjard*, pf. : Extraits des archives de Genève ; Registres du Conseil et du Consistoire ; dossier : Procès-verbaux de la Compagnie des Pasteurs. C'est par erreur qu'il est dit dans *Guillaume Farel*, p. 699, n. 7, que Cherpont fut nommé maître d'école en 1558.

Nous ignorons évidemment ce que fut l'action pédagogique de Cherpont sur les écoliers confiés à ses soins et nous ne connaissons guère mieux les circonstances de sa vie à cette époque. Imaginons-le seulement dans les salles de la rue des Chanoines, enseignant à ses jeunes disciples la lecture et l'écriture, leur inculquant les éléments du latin et les principes de la vraie religion.

Les recteurs d'école étaient gratifiés, à cette époque, d'un traitement misérable : quelques muids de blé et de vin, un peu d'avoine et une très faible somme d'argent. Sans doute, Cherpont recevait-il encore des enfants un modique écolage, mais il lui fallait par contre héberger et entretenir le bachelier qui le secondait. C'est dire que, pour un homme déjà chargé de famille, la situation était plus que difficile. Et pourtant le fils de l'évêque de Paris faisait à Neuchâtel figure de « bon personnage », généreux de ses deniers. Le livre de comptes du boursier des pauvres le mentionne fréquemment au chapitre des recettes²³. Ses dons, trois gros en général, sont réguliers. Ce n'est d'ailleurs pas de son argent seulement qu'il se montre libéral. Maintes fois il adresse au boursier de pauvres passants, écoliers dans la misère, infirmes, ouvriers, « povre frere cherchant à enseigner les enfans ». Il leur prodiguait sans doute ses encouragements, mais faisait mieux encore : il engageait son collègue Fornelet à leur octroyer quelque aumône.

C'est, croyons-nous, au début de son séjour à Neuchâtel que M^e François perdit son fils aîné; mais à la même époque naissait au foyer de la rue des Chanoines un second garçon; on le prénomma Jean, en souvenir sans doute de son frère disparu²⁴.

Le plus souvent, à l'époque de la Réforme, les places de maître d'école n'étaient occupées que temporairement par des hommes jeunes qui attendaient qu'un poste de prédicant fût à repourvoir. Il fallait

²³ Bibl. des pasteurs. *Comptes du boursier*. I/8/1, passim.

²⁴ Les registres d'état civil faisant défaut pour cette période, nous ne saurions être absolument affirmatifs au sujet de cette naissance et de cette mort. Elles sont cependant extrêmement vraisemblables. En 1581, en effet, Jean de Cherpont, fils de François, publiait à Genève un volume intitulé *Libelli aliquot*... La préface en est datée du 3 décembre, jour anniversaire de l'auteur et avec lequel il termine, dit-il, sa 23^{me} année. L'ouvrage ayant paru, semble-t-il, au printemps 1581, la préface serait de 1580 et Jean de Cherpont serait né le 3 décembre 1557. Il paraît inadmissible que le jeune auteur des *Libelli* se soit trompé sur le jour, le mois et l'année de sa naissance et qu'il ne fasse qu'un seul et même personnage avec le Jean de Cherpont baptisé à Genève en octobre 1555. Comme nous ne trouvons nulle part les traces de deux Jean de Cherpont qui auraient vécu simultanément (il était rare d'ailleurs, à cette époque, qu'on donnât le même prénom à deux enfants vivants de la même famille) et que la carrière d'un seul, né en 1557, nous est connue, il nous faut bien admettre que François de Cherpont eut deux fils Jean, dont le premier est mort en bas âge.

être un Mathurin Cordier pour tenir à exercer toute sa vie les fonctions modestes d'un régent. François de Cherpont ne devait pas échapper à la règle. Fût-ce désir d'améliorer sa situation matérielle ou zèle dévorant pour le ministère ? il se laissa élire par la classe de Payerne au poste de pasteur de Constantine. Le 1^{er} juin 1559, il prêtait à Berne, selon la coutume, serment de s'acquitter de sa charge selon la puissance que Dieu lui avait donnée suivant sa parole, de ne rien annoncer aux âmes qui lui seraient confiées qui ne fût contenu dans l'Ancien et le Nouveau Testament ²⁵.

Rien à dire de l'activité de M^e François dans sa première paroisse, sinon qu'elle fut courte. En 1560 déjà, voyant les affaires des réformés de France prendre une tournure favorable, le jeune ministre désira regagner sa patrie. Il quitta Constantine vers la fin de 1560 ²⁶.

Sur les douze ans que Cherpont passa ensuite en France, nous n'avons que peu de renseignements. On sait qu'il était en mars et mai 1561 à Loudun d'où il adressait à Calvin deux lettres qui nous ont été conservées ²⁷. Pleines d'aisance et d'une courtoisie de bon aloi, ces deux missives témoignent d'une profonde déférence envers le grand réformateur; Cherpont s'en proclame le « très humble serviteur et humble disciple ». Et ce ne sont pas là des mots seulement. Si le pasteur de Loudun s'adresse à Calvin, c'est en fils obéissant, pour lui demander conseil. Des troubles ont-ils éclaté dans son Eglise par la faute d'un moine défroqué et trop peu orthodoxe : « Il vous plaira, écrit Cherpont au pasteur de Genève, me faire mander ce qu'il sera bon que je face. » Nous ne savons la solution que reçut ce conflit, ni si la paix se rétablit grâce aux sages avis de Calvin ²⁸. Le séjour de M^e François à Loudun fut d'ailleurs de courte durée.

On trouve ensuite notre ancien maître d'école à Tours, en juillet 1562, moment où éclatent contre les huguenots de cruelles persécutions ²⁹. Au milieu des massacres et des atrocités, Cherpont est assez heureux pour avoir la vie sauve. Mais « contraint de sortir promptement de la ville » avec sa famille, il y laisse « ses tiltres principaux »

²⁵ Archives cantonales de Berne. *Predicanten Rodel*, 1546-1607, n° 417.

²⁶ *Ibidem*, n° 452. Petrus de Bosco prête serment comme pasteur de Constantine le 12 décembre 1560.

²⁷ *Calvini Opera*, t. XVIII, col. 394 et 451, 5 mars et 15 mai 1561.

²⁸ Voir A. LIÈVRE, *Protestants du Poitou*, 1856, t. I, p. 93.

²⁹ A. REY, *Boileau et Sylvie*, p. 32. BEZE, *Histoire ecclésiastique des églises réformées*, éd. Toulouse, t. II, p. 127 et suiv. Voir sur l'église de Tours : *Bull. prot. fr.*, t. XLIV (1895), p. 57 et suiv., et tome L (1901), p. 7 et suiv. les articles de A. Dupin. Ils ne mentionnent pas Cherpont parmi les pasteurs. Sans doute faut-il le compter au nombre des premiers ministres dont plusieurs ne séjournèrent que très peu de temps à Tours.

qui y sont « pillez et bruslez »; perte que ses descendants déploreront plus tard amèrement.

Puis c'est à Mer, près de Blois, et à Montargis que travaille Cherpont, mais sans qu'on puisse préciser à quelle époque et dans quel ordre il occupa ces postes ³⁰. Enfin, ironie du sort, il est nommé pasteur à Paris.

On souhaiterait connaître mieux son caractère et pouvoir imaginer ses sentiments tandis qu'il prêchait l'évangile dans cette ville dont son père avait été l'évêque et où il avait lui-même passé son enfance catholique. Bon nombre de ses parents, tous restés papistes, y vivaient. Le ministre y pouvait rencontrer encore maints témoignages de l'ancienne foi des Poncher. Il dut se sentir, dans sa ville natale, singulièrement étranger à ses ancêtres et à leur tradition, mais ses convictions n'en furent nullement ébranlées. Il est vrai qu'à ce moment la Réforme jouissait d'une grande faveur; un auteur catholique reconnaissait, une vingtaine d'années après, qu'on voyait alors « en la ville de Paris si grand nombre de Huguenots aller à la preche, que ceux qui restoient allans à la Messe ne paroissoient rien auprès d'eux ³¹ ».

On sait assez qu'une telle situation ne dura pas. C'est à Paris que la Saint-Barthélemy surprit Cherpont. La terrible nuit lui fut néfaste. Il courut, paraît-il, « fortune de perdre la vie », et ses derniers titres, eux, y restèrent tout à fait ³². De nouveau ce fut l'exil. Au début d'octobre 1572, avec les premiers fugitifs, Cherpont arrivait à Genève où, pour la seconde fois, il trouvait asile ³³. C'est là, sans doute, qu'il passa l'année suivante pendant laquelle nous perdons sa trace.

Peut-être en se réfugiant dans la cité de Calvin, Cherpont avait-il espéré y trouver quelque emploi. Ses espoirs furent déçus. On n'avait nul besoin de lui; les pasteurs, en ces temps de persécution, surabondaient. L'ancien maître d'école de Neuchâtel se retira donc dans la contrée où il avait fait ses premières armes. Il eut raison. Le 6 mai 1574, il était élu « pour diacre et maistre d'eschole à Mostiers ³⁴ ».

Situation peu brillante ! La paroisse de Môtiers n'était pas large pour ses dirigeants. On se rappelle le pasteur Gaspard Carmel devant,

³⁰ A. REY, *ibidem*. Le *Bulletin prot. franç.*, t. LXI (1912), p. 553, fait certainement erreur en admettant que Cherpont séjourna à ce moment auprès de la duchesse de Ferrare. Le texte cité par Rey (p. 32) et sur lequel se base l'article du *Bulletin* permet de supposer qu'il y passa peut-être un certain temps, mais bien avant, vers 1551.

³¹ Anonyme. *Replique pour le catholique anglois, contre le Catholique associé des Huguenots*, s. l. 1588, fol. 4 v^o.

³² A. REY, *ibidem*.

³³ Il fut reçu habitant le 8 octobre. Arch. de Genève. *Registre des habitants*, A 2, p. 436.

³⁴ Bibl. des pasteurs. *Actes de la Classe*, t. II, p. 45.

pendant tout l'hiver, « aller de porte en porte chercher les vivres » dont il avait besoin, obligé de retourner « dans la même maison non pas une fois mais dix » et s'éloigner souvent sans avoir rien obtenu, « poursuivi par les malédictions ³⁵ ». La condition de diacre ne valait guère mieux. M^e François ne tarda pas à s'en rendre compte à ses dépens. Après tant de désastres essuyés en France, il ne lui restait rien, évidemment, de sa fortune personnelle. Il avait en outre de lourdes charges de famille. Ayant perdu sa première femme ³⁶, il s'était remarié avec une veuve, Marguerite Chevallier d'Orléans, mère déjà d'une fillette ³⁷ que Cherpont avait, bien entendu, recueillie. Il l'élevait avec ses deux cadets, les aînés ayant déjà quitté la maison ³⁸.

Le diacre de Môtiers n'arrivait donc pas à subvenir aux besoins des siens. Aussi, après de longs mois d'une vie difficile, ne craignit-il pas de s'adresser à « Monseigneur l'ambassadeur de Messeigneurs noz Princes ³⁹ ». Il lui dépeignait sa situation : « Appelé en ce lieu de Moustiers pour y exercer le ministère de diacre qui est pour survenir à tous les ministres de ce Vau, s'il avient que par malladie [ou] autre accident, ilz ne puissent exhorter en leurs paroisses et aussi pour instruire les enfants », Cherpont ne retirait pour ces « debvoyrs » que « trois muyds de bled pris au prieuré et trois muyds de vin Auvernier et vingt livres d'argent ». Pour l'école, « la plupart des enfans ne se trouvant que l'hyver en icelle et ne payant pas », le régent ne recevait que « le logis de la communauté ». Encore voulait-on, si le « louage » excédait vingt livres, lui en faire payer le surplus. La paroisse, pourtant, était « riche et composée de quatre gros villages ». Cherpont implorait qu'on avertît « la communauté » de ne le « contraindre aucunement » « à payer rien qui soyt de son logis ». Il s'engageait en revanche à prier « à jamais ce bon dieu pour la prospérité de Messeigneurs noz Princes » et celle de leur ambassadeur. Celui-ci ne resta pas insensible à de telles prières et à de telles promesses. Il fit verser au pauvre diacre dix livres faibles. Cherpont s'en déclara « content et bien satisfaict ⁴⁰ ».

³⁵ Guillaume Farel, p. 613.

³⁶ En France, probablement. On ne sait pas la date de son second mariage. Elle ne doit en tout cas pas être postérieure à 1574 ; Abraham, en effet, fils de Marguerite Chevallier, avait 20 ans au moins en 1594.

³⁷ Hester, fille de M^e Anthoine Matel. *Baptistère de Cornaux*, passim.

³⁸ Dans la supplique citée à la note suivante, Cherpont dit avoir une famille de cinq personnes, « trois enfans luy et sa femme ». Les deux cadets étaient probablement à ce moment-là Daniel et Abraham, à moins que Catherine ne fût déjà née ou que Cherpont ait eu d'autres enfants dont il n'est pas resté de traces.

³⁹ Archives de l'Etat, Y 21, n° 4, s. d.

⁴⁰ *Ibidem*. L'ordre de payer est du 2 septembre 1575 et le reçu de Cherpont du 28 septembre.

Mais ce ne fut pas pour longtemps. La paroisse de Môtiers se montrait rétive à exécuter les ordres venus de la ville. De nouvelles réclamations du maître d'école parvinrent sans doute au château de Neuchâtel. En effet, le 17 juillet 1576, le conseil signifiait au « chate-lain du Vaultravers » de « remonstrer... aux Gouverneurs des 4 vil-lages et parroisse de Mostiers, de quitter le louage de maison audict Descharpon leur diacre et maistre d'escole ». S'ils ne voulaient obéir, un jour leur serait fixé où ils devraient exposer les motifs de leur con-duite. Et, plus généreux que les habitants du Vaultravers, le conseil décidait, « pour la pitié et pauvreté dudict maistre descole », de lui octroyer « quelque don soubz le bon vouloir de Madame ⁴¹ ». Un nou-veau secours de dix livres faibles, accordé le 23 juillet 1577 ⁴² « à M^e François Descharpon... pour pitié, charité et aulmone, pour luy ayder à la nourriture de ses enfans », prouve que, malgré ses requêtes, le pauvre homme ne voyait pas s'améliorer sa situation. Peut-être même commençait-on à trouver son insistance un peu déplaisante. L'arrêt du conseil spécifiait, en effet, que cette nouvelle libéralité était « sans tirer en consequence et sans qu'il y retourne plus, cy appres ».

François de Cherpont n'y « retorna » pas, du moins autant que nous le savons. Mais la princesse s'intéressa à lui. Elle ordonna que M^e Escherpon fût « pourveu en la premiere place vaccante » qui se pré-senterait où il serait « duisable ⁴³ ».

Le diacre de Môtiers ne vit pas ses vœux exaucés immédiatement. Il dut attendre près de deux ans qu'un poste fût libre ou qu'il fût jugé propre à le remplir. Enfin, le pasteur de la Sagne, Siméon Clerc, mau-vais sujet ivrogne et débauché, étant déposé du ministère par la Classe fatiguée de ses frasques, le fils de l'évêque de Paris fut appelé à le remplacer. Elu le 3 juillet 1579, il fut présenté le 5 à sa nouvelle paroisse par « M. Bongouhard, ministre en la Chaux-de-Fond ⁴⁴ ».

François de Cherpont commença son ministère dans nos montagnes par des démêlés avec son prédécesseur. L'incorrigible Siméon Clerc avait eu soin, avant de s'en aller, de vendre la dîme de la cure qui, pourtant, ne lui appartenait plus, de faucher et « recueillir » certaines « pièces de prelz » dont la récolte devait revenir à son successeur. Ce ne fut pas sans peine que Cherpont arriva à se faire rendre son dû ⁴⁵.

⁴¹ *Manuel du Conseil d'Etat*, 17 juillet 1576. M. Louis Thévenaz, archiviste, nous a obli-geamment fourni les références aux Registres du Conseil d'Etat.

⁴² *Manuel du Conseil d'Etat*, 23 juillet 1577.

⁴³ *Ibidem*, 6 novembre 1577.

⁴⁴ *Actes de la Classe*, t. II, p. 104 et t. I, p. 117.

⁴⁵ *Actes de la Classe*, t. I, p. 119 ; t. II, p. 104 et 112.

La vie fut moins dure au pasteur de la Sagne qu'au diacre de Môtiers. Madame continuait à lui témoigner un intérêt bienveillant. Elle y était poussée non seulement par son désir de se faire bien voir de la Classe, mais aussi par les recommandations d'un puissant personnage, Philippe Hurault de Cheverny, chancelier de France. Celui-ci, parent de Cherpont⁴⁶, faisait, paraît-il, « beaucoup d'estat de luy et avoit fort agréable de sçavoir de ses nouvelles, le reconnoissant son parent et en parlant ainsi à tous ceux qui venoient de sa part ». Le prédicant lui écrivait souvent⁴⁷. Le chancelier ne se sentait peut-être pas la conscience très tranquille vis-à-vis du fils de l'évêque de Paris. En effet, il était en train d'accaparer l'héritage qui aurait dû revenir à Cherpont d'une cousine, Marguerite de Poncher, devenue par son mariage avec Jacques Hurault, belle-sœur de Cheverny⁴⁸. Celui-ci pouvait donc bien engager Marie de Bourbon à gratifier d'un « bénéfice » le pasteur de la Sagne⁴⁹. Cela ne lui coûtait guère et apaisait ses scrupules éventuels.

(A suivre.)

Gabrielle BERTHOUD.

⁴⁶ Nous ne savons à quel degré, mais le fait est attesté par les descendants de Cherpont (A. REY, *Boileau et Sylvie*, p. 32) et par sa tante, Anne Bohier. (A. REY, *Jacques Bachot et le tombeau des Poncher*, p. 12.) Cheverny était de plus le beau-frère de Marguerite de Poncher, fille de Jean, le cousin germain du père de François de Cherpont.

⁴⁷ A. REY, *Boileau et Sylvie*, p. 32.

⁴⁸ A. REY, *ibidem*, p. 31, 32, 33.

⁴⁹ Nous ne savons pas la date exacte à laquelle Cherpont reçut ce secours ni quel fut son montant. C'était en tout cas peu avant qu'il fût nommé à Cornaux, donc probablement dans les années 1580-1583. Voir: *Copie de la requeste de M^e François Cherpont*, archives de la famille de feu M. Ch. Lardy, Châtillon.

LOUIS DE NEUCHÂTEL ET LA MAISON DE MONTFAUCON

(Suite. — Voir ci-dessus, p. 111.)

La sentence arbitrale du 5 septembre 1348 visait donc à liquider le vieux différend qui, durant de si longues années, avait mis aux prises Louis, comte et seigneur de Neuchâtel, et Henri, comte de Montbéliard, à cause de l'héritage de Jeanne de Montfaucon et, notamment, à cause de l'avouerie du prieuré bénédictin de Morteau et de la seigneurie de Réaumont. Faut-il dire que le comte de Neuchâtel ait acquiescé sans arrière-pensée à la prononciation de l'archevêque de Besançon et de l'abbé de Saint-Seine ? Ce serait lui prêter une résignation qui ne cadre pas avec le caractère impétueux et obstiné que nous lui connaissons; sans doute, durant un certain temps, entretint-il des relations correctes avec son rival, comme nous l'apprenons par l'acte d'engagère du château de Durnay, qui fut conclu entre les deux anciens ennemis au mois de mars 1349¹, mais, outre que Louis devait conserver l'impression qu'il avait été lésé par l'oncle de sa première femme, la sentence du 5 septembre 1348 avait encore laissé certains points de détail à débattre entre les deux familles, d'où la vieille querelle allait rejaillir. D'autre part, après la mort d'Eudes IV, survenue en 1349, la Franche-Comté allait tomber dans l'anarchie, malgré la garde confiée au roi de France durant la minorité du jeune Philippe de Rouvres. En effet, si la politique énergique, pour ne pas dire plus, du puissant duc et comte de Bourgogne avait violemment froissé l'orgueil jaloux des barons comtois, elle leur avait imposé, tout au moins, le sentiment de leur solidarité, tandis qu'après lui chacun devait tirer de son côté. C'est ainsi que la puissante maison de Montfaucon-Montbéliard qui, avec ses innombrables tenants et aboutissants, exerçait une véritable domination dans la partie septen-

¹ Le château de Durnay était venu à Louis de Neuchâtel par l'héritage de sa belle-mère, femme de feu Jean de Montfaucon; mais à l'occasion du mariage de Jeanne, fille du comte de Montbéliard, avec Hugues, seigneur de Gex, le comte de Neuchâtel leur avait abandonné cette seigneurie en échange de certains droits qu'il avait à faire valoir contre Jeanne de Savoie, mère du dit Hugues, et moyennant une rente de 300 livres d'estevenant. Cf. à ce sujet: Archives de l'Etat, W 3/6 § 1 et 2, 3 et 4. — MATILE, *Monuments*, t. II, nos 510, 513, 517 et 518, p. 617, 623, 631 et 632.

trionale de la Comté, ayant perdu avec Eudes IV la principale raison de son prestige, il s'éleva contre elle, contre son orgueil, contre ses usurpations une véritable coalition de tous les principaux seigneurs de cette province. Avec beaucoup d'habileté, Louis de Neuchâtel sut aviver ces rancunes et attiser un incendie qui faillit dévorer les possessions de son rival, encore que le succès, une fois de plus, n'ait pas répondu à ses ambitions.

Quoi qu'il en soit, la chronologie exacte de ces nouvelles prises d'armes doit être précisée, car si les anciens historiens de la Franche-Comté placent ces déplorables incidents entre les années 1350 et 1354, il n'est pas à croire, cependant, que l'on se soit battu quatre années durant dans la boucle que décrit le Doubs entre Morteau et Besançon, et les circonstances de la vie agitée de Louis de Neuchâtel vont nous permettre de resserrer ces données chronologiques un peu vagues. En effet, la paix devait régner en Franche-Comté, au mois d'avril 1350, au moment où le futur Jean le Bon, venant prendre possession de cette province au nom de son pupille Philippe de Rouvres, rétablit Louis au bénéfice d'une rente de 200 livres, assise sur la Saunerie de Salins et que lui avait retenue le duc Eudes, en raison de sa participation aux troubles de 1336 et 1346². Puis, en compagnie de son fils Jean, le comte de Neuchâtel passa l'hiver 1350-1351 en Lombardie, au service de l'archevêque de Milan et de son neveu Bernabo Visconti³, et mit la main aux difficultés qui opposaient le duc d'Autriche aux cantons suisses, à l'occasion de l'entrée de Zurich dans la Confédération⁴. En octobre 1352, une nouvelle circonstance devait encore l'empêcher de tourner ses regards vers la Franche-Comté; en effet, à l'occasion d'une révolte des Sédunois contre leur évêque, le comte de Savoie leva une armée contre les rebelles et leur infligea une défaite écrasante le 3 novembre 1352; quelques jours plus tard, les vainqueurs emportèrent d'assaut la ville de Sion; or, parmi les nombreux seigneurs du pays romand qui participèrent à cette répression, nous relevons les noms du comte de Neuchâtel, du comte de Nidau, son gendre, de son parent et vassal, le comte d'Arberg, seigneur de Valangin, ainsi que celui de son ancien ennemi Girard de Montfaucon, frère du comte de Montbéliard et sei-

² Archives de la Côte d'Or, B 41994. *Inventaire de Peincedé*, t. I, p. 843. — PETIT, *Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne*, t. IX, p. 336, n° 8620.

³ Voir à ce sujet notre article: *Louis de Neuchâtel au service des Visconti (1350-1351)* dans les *Nouvelles étrennes neuchâteloises pour 1933*, p. 41-56.

⁴ BOYVE, *Annales*, t. I, p. 319-321; AESCHBUCHER, *Die Grafen von Nidau und ihre Erben*, p. 232.

gneur de Vuillafans le Vieux⁵. D'ailleurs, les relations de suzeraineté qui unissaient Louis de Neuchâtel à la maison de Savoie l'entraînèrent à d'autres aventures encore; s'il n'est pas certain qu'il ait participé au fameux tournoi de Chambéry où Amédée V gagna le surnom de comte Vert qui lui est resté dans l'histoire, il fut, tout au moins, étroitement impliqué dans les querelles qui opposaient le comte de Savoie à ses ennemis le comte de Genève et le Dauphin de Viennois⁶. Conséquemment, c'est au cours de l'année 1353 que l'on doit placer la reprise de la guerre en Franche-Comté, tout au moins pour ce qui concerne la participation du comte de Neuchâtel.

Entre temps, un certain nombre d'actes administratifs avaient éclairci et amélioré la situation des sires de Neuchâtel dans les fiefs comtois qui leur revenaient au titre des partages de Montfaucon. En premier lieu, le 4 décembre 1348, une sentence d'Othe, seigneur de Grandson, avait mis fin à la difficulté qui mettait aux prises Hugues de Blonay, sire de Joux, et le comte Louis, en leurs qualités respectives de gardiens du couvent augustin de Montbenoît et du prieuré bénédictin de Morteau, touchant les limites des deux monastères du val de Venne et des « villes » d'Avoudrey et de Flangebouche⁷. Puis en juillet 1350, moyennant un paiement de 300 florins, Louis et son fils abandonnèrent les droits de justice auxquels ils prétendaient sur les sujets de l'abbaye de Saint Paul de Besançon, dans les villages des environs de Roulans, et se désistèrent pareillement de leur mainmise sur les biens dudit établissement sis à Nancray, Osse, Gonsans, etc., à laquelle ils avaient procédé pour faire prévaloir leurs droits prétendus en qualité de seigneur de Bouclans et d'Aigremont⁸. Enfin, deux ans plus tard, le 9 juillet, les habitants du Barboux et du Mémont furent gratifiés d'assez larges franchises; en cela, le comte de Neuchâtel se conformait, semble-t-il, à un plan bien déterminé pour se concilier les populations, car les actes de ce genre abondent sous son règne. Cependant à ce sentiment d'humanité s'ajoutait l'intérêt pécuniaire, car la bourse du comte était habituellement vide, ensuite de ses goûts aventureux et dispendieux,

⁵ *Anciennes chroniques de Savoye* dans *Monumenta historiae patriae, scriptorum*, t. I, col. 237; GREMAUD, *Documents relatifs à l'histoire du Valais*, t. V, n° 2000, p. 57-67, dans *Mémoires et Documents p. p. la Société d'histoire de la Suisse romande*, t. XXXIII, année 1884.

⁶ *Anciennes chroniques de Savoye*, *op. cit.*, t. I, col. 285.

⁷ Arch. de l'Etat, Z 25/46; Arch. du Doubs, H (non coté) *Abbaye de Montbenoît*. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 512, p. 620; TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 49-50. — Montbenoît: dép. du Doubs, arr. de Pontarlier; Avoudrey: Dép. du Doubs, arr. de Baume-les-Dames, cant. de Vercel; Flangebouche: Dép. du Doubs, arr. de Baumes-les-Dames, cant. de Pierrefontaine.

⁸ Bibliothèque de Besançon, *collection Duvernoy*, t. 15, f° 205. — Nancray, Osse, Gonsans: Dép. du Doubs, arr. de Baumes-les-Dames, cant. de Roulans.

et les sujets étaient appelés à payer de leurs deniers la bienveillance de leur seigneur. Ainsi les habitants des deux villages précités durent s'astreindre au paiement d'un cens annuel de 3 sous par feu, ainsi qu'aux lods et ventes sur les opérations foncières⁹.

Quant aux relations des deux sires de Neuchâtel, le comte Louis et son fils Jean, seigneur de Vuillafans le Neuf, avec la maison de Montfaucon, si elles présentent un caractère pacifique le 19 juin 1351, comme il apparaît par la vente d'une grange sise à Vernierfontaine, qui fut acquise de ses neveu et petit-neveu par le comte de Montbéliard¹⁰, il restait encore à débattre entre les deux dynasties certains points de détail que la sentence du 5 septembre 1348 n'avait pas réglés ou encore, qu'elle avait laissés dans l'obscurité. A vrai dire, les objets litigieux ne semblent pas à nos yeux du XX^{me} siècle, dignes de la guerre qu'ils occasionnèrent, mais, outre la différence des temps, il ne faut pas oublier les vieilles rancunes et les méfiances invétérées que toutes les décisions d'arbitres n'avaient pas pu abolir dans l'espace de trente ans. En l'espèce, il s'agissait de deux vignes à Vuillafans que Jean de Neuchâtel contestait à son grand-oncle, Girard de Montfaucon, et du partage de Longchamp et Brochon qui était demeuré en suspens depuis 1330¹¹. De plus, Louis était encore en débat avec sa tante par alliance, Mahaut, dame de Saint-Hippolyte et comtesse de Fribourg, ainsi que nous le montre un compromis, en date du 1^{er} juin 1352, qui remettait toute décision en cette matière à l'arbitrage d'Henri de Grandvillars, chevalier, et de Pierre de Roulans, doyen de Montbéliard¹². En tout cela, le comte de Neuchâtel agissait en plein accord avec son fils Jean, émancipé comme nous l'avons vu depuis l'année 1348; en effet, le 23 octobre 1350, Jean avait fait abandon à son père de tous les biens qui pouvaient lui venir du chef de sa mère, au cas où il décéderait sans postérité légitime¹³. A cet acte vint s'ajouter la donation de tous les droits que le jeune seigneur pouvait faire valoir contre Girard de Montfaucon, son grand-oncle, sur les terres de Longchamp et de Brochon. Cet acte, qui porte la date du 27 août 1352, nous prouve évidemment que déjà l'on en était à Neuchâtel aux précautions et aux préparatifs¹⁴.

⁹ NARBEY, *op. cit.*, p. 116 et 134. — Le Barboux et le Mémont: Dép. du Doubs, arr. de Montbéliard, cant. du Russey.

¹⁰ MATILE, *Monuments*, t. II, Régeste, n° 188, p. 1178. — Vernierfontaine: Dép. du Doubs, arr. de Baume-les-Dames, cant. de Vercel.

¹¹ SUCHET, *op. cit.*, p. 258; MATILE, *Monuments*, t. II, n° 565, p. 717, reproduisant la sentence d'arbitrage du 25 février 1355 (n. s.), publiée par PERRECIOT, *De l'état civil des personnes...* t. II, p. 429-444, au n° 128 de ses preuves.

¹² Archives de l'Etat, Y 3/13. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 541, p. 671.

¹³ Archives de l'Etat, K 5/1. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 527, p. 650.

¹⁴ Archives de l'Etat, J 20. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 544, p. 675.

Quoi qu'il en soit, au moment où le comte de Neuchâtel se trouva les mains libres et put se retourner du côté de la Franche-Comté, tout un ensemble de circonstances favorables vinrent s'offrir à lui pour promouvoir les ambitions de sa maison et pour régler enfin le vieux différend qu'il avait avec la dynastie rivale de Montfaucon-Montbéliard. En premier lieu, dans les derniers jours du mois de décembre de l'année 1352, trépassa de ce monde Girard de Montfaucon, seigneur de Vuillafans le Vieux. Comme on l'a dit en son temps, ce personnage était le frère du comte de Montbéliard, et outre un certain nombre de possessions bourguignonnes, comme Vuillafans le Vieux, ainsi que ses prétentions sur Longchamp et Brochon qui le mettaient en délicatesse avec les sires de Neuchâtel, il avait retenu des vastes domaines de Montfaucon la partie vaudoise de cet héritage, soit Orbe, Echallens, Bottens et Montagny le Corboz; à ce titre, il devait l'hommage féodal au comte de Savoie, et c'est la raison pour laquelle nous le trouvons devant Sion, au mois de novembre 1352¹⁵, en compagnie de son ennemi le comte de Neuchâtel. Peut-être même, comme l'écrit l'abbé Suchet, fut-il grièvement blessé lors de l'assaut donné à cette ville; dans tous les cas, il ne survécut guère à cette campagne, laissant comme unique héritier un fils mineur, Jean de Montfaucon¹⁶. Ainsi qu'on le voit, c'était là une circonstance particulièrement favorable pour les adversaires de sa maison.

D'autre part, parmi les seigneurs comtois, la discorde s'était mise entre le comte de Montbéliard, ses amis et alliés, d'une part, et les lignées rivales de Neufchâtel-Bourgogne, de Faucogney, de Vienne et de Grandson, d'autre part. Rien qu'à compter sur ses parents et vassaux, Henri de Montbéliard pouvait déjà constituer une puissante ligue dont il était le chef reconnu et respecté; outre sa sœur Mahaut, dame de Saint-Hippolyte et femme de Ferry le Jeune, comte de Fribourg, son fils Etienne, seigneur de Cicon, ses trois neveux, Jean de Montfaucon, fils de Girard, son frère, Thiébaud, comte de Blamont en Lorraine, fils de sa sœur Marguerite, Henri, seigneur de Belvoir, fils de sa sœur Jeanne, lui apportaient, en effet, le secours de leurs armes et de leurs hommes, cependant qu'il commandait directement à de nombreux vassaux, parmi lesquels on relève le nom des sires de Cusance, de Belmont et de Villersexel¹⁷. Enfin le puissant baron s'était encore assuré l'al-

¹⁵ GREMAUD, *op. cit.*, t. V, p. 65, n° 2000.

¹⁶ SUCHET, *op. cit.*, p. 255.

¹⁷ MATILE, *Monuments*, t. II, n° 565, p. 717; voyez aussi la généalogie de la maison de Montfaucon-Montbéliard en appendice de l'ouvrage cité de Gingins la Sarra.

liance de la florissante cité de Bâle, en se faisant recevoir bourgeois de cette ville au début de l'année 1350¹⁸.

Cependant, si l'on considère la sentence arbitrale du 25 février 1355 (n. s.) qui mit fin à ces sanglantes querelles, on demeure stupéfait devant l'inconsistance des griefs agités de part et d'autre, qui ne paraissent soutenir aucune proportion raisonnable avec les atrocités auxquelles ils donnèrent lieu. Conséquemment, l'on est amené à penser que la noblesse de cette région, pleinement assurée de son indépendance vis-à-vis de la Bourgogne par la minorité de Philippe de Rouvres, se saisit des moindres prétextes pour secouer l'orgueilleuse tutelle du comte de Montbéliard et de ses tenants qui cherchaient à monopoliser à leur unique profit les efforts dépensés depuis tant d'années par les barons comtois pour sauvegarder leurs libertés contre les envahissements de l'administration d'Outre-Saône.

Et bientôt les hostilités s'allumèrent dans toute cette partie de la Franche-Comté qu'entoure le Doubs entre Morteau et Besançon; en cette occurrence, les Montbéliard semblent avoir pris les devants, en portant leurs efforts contre Thiébaud VI de Neufchâtel-Bourgogne, beau-frère de Louis, à cause du second mariage de celui-ci, célébré en 1343. Dès l'année 1350, en effet, la petite ville de l'Isle sur le Doubs, appartenant au dit seigneur de Neufchâtel, fut assiégée, et malgré une résistance acharnée de plusieurs semaines, partiellement emportée par l'agresseur, qui échoua cependant à prendre le château¹⁹. L'année suivante, le comte de Montbéliard et ses alliés bâlois subissaient un échec assez cuisant devant les solides remparts de Blamont²⁰. Entre le seigneur de Belvoir, le comte de la Roche et leurs adversaires de Neufchâtel-Outre-Joux et de Châtillon, la fortune des armes fut également partagée; quand Henri, sire de Belvoir, faisait des incursions dans les domaines de Louis de Neufchâtel, avec lequel il partageait les cantons actuels du Russey et de Pierrefontaine²¹, Jacques de Vienne, seigneur de Châtillon sous Maîche, se jetait sur les villages mal gardés de son ennemi occupé ailleurs, mais il était amplement payé de retour par celui-ci, quand il lui prenait la fantaisie de quitter ses terres pour courir celles du comte de la Roche, fils de cet Aimes de Villersexel que nous

¹⁸ WACKERNAGEL, R., *Geschichte der Stadt Basel*, t. I^{er}, p. 265.

¹⁹ LOYE, *Histoire de la seigneurie de Neufchâtel-Bourgogne*, p. 137. — L'Isle sur le Doubs: Dép. du Doubs, arr. de Baume-les-Dames.

²⁰ WACKERNAGEL, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 265. — Blamont: Dép. du Doubs, arr. de Montbéliard; à ne pas confondre avec Blamont en Lorraine: Dép. de Meurthe-et-Moselle, arr. de Lunéville.

²¹ LOYE, *Histoire de la baronnie de Belvoir*, p. 1.

voyons figurer en bon rang parmi les adversaires du comte Louis, avec son beau-frère, Jean de Senecey²².

Quant à Louis, il se plaignait de subir les attaques déloyales et non provoquées d'Etienne, seigneur de Cicon, et de Thiébaud, comte de Blamont en Lorraine, mais ceux-ci lui rétorquaient avec quelque apparence de raison qu'il devait s'attendre légitimement à leurs entreprises, étant l'un le propre fils et l'autre le neveu d'Henri de Montbéliard, auquel le comte de Neuchâtel avait fait signifier son défi. Ainsi la guerre s'étendait à tout le pays, et encore qu'aucun historien contemporain ne nous en ait conservé le détail, les actes diplomatiques nous suffisent pour nous en donner une idée et pour en montrer le caractère particulier de violence. Nous apprenons de la sorte que, bon gré mal gré, les malheureux paysans du Val de Morteau et de la région du Miroir durent quitter leurs villages et qu'ils se mirent sous la protection du château de Réaumont, entre les mains du comte de Montbéliard, l'ennemi juré de leur légitime seigneur²³. On nous dit encore que Bonnétage, Le Luhier, Mambouhans furent horriblement ravagés par l'un ou l'autre des deux partis, et que Jacques de Vienne incendia à tel point le malheureux village de Saint-Ahon, aux environs de Saint-Hippolyte, qu'il ne fut jamais reconstruit²⁴.

Cependant, nous n'avons conservé aucune mention d'aucun combat notable qui aurait été livré par les gens d'armes des deux partis. Ceci, du reste, n'est pas pour nous étonner outre mesure, car les coutumes militaires du XIV^{me} siècle consistaient à « courir, gaster et ardoir le païs, à bouter les feux », comme dit Froissart à maintes reprises dans ses chroniques, en un mot à vexer, piller et rançonner les infortunés sujets de l'ennemi pour l'amener à résipiscence, beaucoup plus qu'à rechercher la destruction de ses forces organisées par le moyen d'une bataille rangée. Nous savons toutefois que le comte Louis avait requis le service féodal de ses vassaux de Neuchâtel et appelé à sa solde les hobereaux de la Suisse occidentale. Parmi ces derniers, nous relevons le nom d'Henri Reich, de Soleure, qui semble avoir fait plusieurs campagnes avec lui, et auquel un acte du mois de novembre 1356 concédait,

²² LOYE, *Histoire de la baronnie de Belvoir*, p. 124 et cf. encore du même auteur, *Histoire du comté de la Roche et de Saint-Hippolyte*, p. 111 et 113.

²³ MATILE, *Monuments*, t. II, n° 565, p. 717. — Le Miroir, aujourd'hui région de Plaimbois du Miroir : Dép. du Doubs, arr. de Montbéliard, cant. du Russey.

²⁴ SUCHET, *op. cit.*, p. 258-259; LOYE, *Histoire de la seigneurie de Neufchâtel-Bourgogne*, p. 138. — Bonnétage et Le Luhier : Dép. du Doubs, arr. de Montbéliard, cant. du Russey; Mambouhans : Dép. du Doubs, arr. de Montbéliard, cant. de Pont-de-Roide; Saint-Hippolyte : Dép. du Doubs, arr. de Montbéliard.

en raison de ses bons services en Franche-Comté, deux muids de vin à percevoir annuellement au Landeron, avec clause de rachat pour 40 florins ²⁵. Moins heureux, par contre, fut Nicolas de Blonay qui fut fait prisonnier par le comte de Montbéliard et délivré à la fin de l'année 1355, moyennant une rançon de 1200 florins d'or, sous la caution de Pierre, comte et seigneur de Gruyère, et de plusieurs autres notables personnages du pays de Vaud ²⁶.

Au début de l'année 1354, les ennemis de la maison de Montfaucon-Montbéliard, mal contents, sans doute, des résultats médiocres qu'ils obtenaient par des actions isolées ou décousues, résolurent de s'unir par une alliance formelle, renouvelant, comme dit le traité scellé à Besançon, le 11 janvier de cette année, les anciennes amitiés et affinités qui avaient existé dans le passé entre les contractants, tant par alliance que par lignage ²⁷. Entrèrent dans cette ligue : Thiébaud VI, seigneur de Neufchâtel en Bourgogne, Jacques, Hugues et Henri de Vienne, respectivement sires de Longvy, de Saint-Georges et de Mirebel, Jean, sire de Faucogney, et son frère Henri, seigneur de Chastel-Aremberg, Henri, sire de Rahon, Othe, sire de Grandson, et Guillaume de Grandson, sire de Sainte-Croix, son frère, Geoffroy, sire de Beaujeu sur Saône, et Louis, comte et seigneur de Neuchâtel. Cette ligue présentait un aspect défensif, puisque le *casus foederis* ne devait pas être invoqué, si l'un ou l'autre des contractants commençait la guerre de sa propre initiative et sans l'aveu de ses associés, néanmoins les alliés se promettaient aide, secours et retraite, chacun à ses frais, contre le comte de Montbéliard, son fils Etienne et son neveu Thiébaud, comte de Blamont en Lorraine. Pour coordonner les efforts de la Ligue, Othe de Grandson, Jacques de Vienne et Thiébaud de Faucogney devaient former une manière de conseil suprême qui déciderait des hostilités, arbitrerait en dernier ressort les différends venant à surgir entre les ligueurs, exercerait, en un mot, sur la coalition une autorité à laquelle chacun promettait une aveugle obéissance. Cependant chacun des ligueurs présentait, comme il était d'usage, ses exceptions; parmi celles-ci, le comte Louis mentionnait son beau-frère, le sire de Neufchâtel-Bourgogne qui lui rendait la politesse,

²⁵ Archives de l'Etat, X 11/6. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 581, p. 746.

²⁶ MATILE, *Monuments*, t. II, n° 572, p. 734.

²⁷ Archives de l'Etat, L 3/5. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 550, p. 687; sous la cote des mêmes archives L 3/5 a, on trouvera encore la ratification de Guillaume de Grandson, sire de Sainte-Croix, exceptant ses alliés de Berne, Bienne, Morat et la Neuveville, en date du 20 mars 1354; pièce reproduite dans MATILE, *Monuments*, t. II, n° 551, p. 689.

le sire de Grandson, ainsi que les bourgeoisies et alliances qu'il avait avec les « bonnes villes »²⁸.

Mais il semble, d'autre part, que les adversaires de la Ligue avaient aussi resserré entre eux leurs alliances et qu'ils s'étaient donné pareillement une manière d'organisation, soit avant, soit après le traité du 11 janvier 1354. Le fait est, dans tous les cas, que les trêves qui furent signées de part et d'autre, à quelque temps de là, mentionnent du côté de Montbéliard ce qu'elles appellent des « chefs en cette présente guerre »; ainsi Thiébaud, comte de Blamont en Lorraine, s'intitule « chef » contre le sire de Neufchâtel-Bourgogne et contre Jacques de Vienne, seigneur de Longvy; de son côté, Aimes de Villersexel est qualifié de même contre Louis de Neuchâtel, tandis qu'Henri de Belvoir reçoit une appellation identique contre le même Louis et le même Jacques de Vienne; enfin Jean de Cusance et Othenin de Belmont semblent avoir uni leurs efforts contre Thiébaud de Neufchâtel, sans préjudice, cependant, des partisans de celui-ci qu'ils combattaient à titre d'alliés du comte de Montbéliard et du comte de Blamont en Lorraine²⁹.

Cependant, le roi de France, Jean II dit le Bon, agissant en sa qualité de tuteur du jeune Philippe de Rouvres, héritier et petit-fils mineur de feu le duc et comte de Bourgogne, Eudes IV, n'avait pas été sans interposer sa médiation entre les belligérants dont les querelles incendiaient la Franche-Comté. Déjà en 1353, d'après une note de la collection de Bourgogne, Philibert de Laye, gouverneur du duché, avait reçu l'ordre du roi d'« accommoder » le comte de Montbéliard et le seigneur de Neufchâtel, et convoqua à cet effet Jacques de Vienne à Dijon, avec Jacques de Marigny et le seigneur de Ray³⁰, mais il ne semble pas que cette intervention ait été suivie d'aucun succès. Par contre, au lendemain de la formation de l'alliance du 11 janvier 1354, les baillis du comté de Bourgogne renouvelèrent la médiation royale, et l'on aboutit à la conclusion d'une première trêve qui fut signée à Arguel, le 21 mai, pour durer jusqu'à la quinzaine suivant la prochaine fête de saint Jean-Baptiste, c'est-à-dire jusqu'au 8 juillet inclusivement. Elle comprenait le comte de Montbéliard, son fils, sa sœur Mahaut, comtesse de Fri-

²⁸ La mention de Thiébaud de Faucogney, comme membre du Conseil de la Ligue, fait difficulté, car aucun personnage de ce nom n'est cité parmi les alliés du 11 janvier 1354; peut-être ce prénom n'est-il qu'une erreur du notaire dans le seul exemplaire de ce traité que nous ayons conservé.

²⁹ Archives de l'Etat, A 15 et S 3/1. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 555, p. 701 et n° 557, p. 703.

³⁰ Bibl. Nat. de Paris, *Coll. de Bourgogne*, t. 24, f° 87, v°.

bourg, ses neveux de Montfaucon, de Blamont et de Belvoir, les sires de Belmont, de Cusance et de Villersexel, ainsi que les citoyens de Bâle, d'une part, et, d'autre part, Thiébaud de Neufchâtel, le comte Louis, Jacques de Vienne avec tous leurs alliés, aidants, complices et sujets ³¹. Ce premier délai permit l'intervention du haut et puissant baron Jean de Chalon, seigneur d'Arlay et de Cuiseau, commis à cette cause par le roi de France, et, le 10 juin, la trêve du 21 mai fut prorogée jusqu'au 26 novembre prochain ³². On espérait que cet intervalle de temps suffirait pour aboutir à la conclusion d'une paix définitive entre les belligérants qui s'en remettraient aux bons offices d'une commission mi-partie. Mais cet espoir ne fut pas réalisé, et quelques jours après l'expiration de la convention du 10 juin, Geoffroy de Charny, sire de Savoisy, notable chevalier bourguignon, auquel le roi Jean se fiait particulièrement, imposa en l'absence de Jean de Chalon, occupé à plusieurs « grosses besognes », un nouveau délai aux deux factions. Promulguée à Besançon, le 12 décembre 1354, cette troisième trêve devait durer jusqu'au prochain dimanche de Quasimodo, soit jusqu'à la date du 12 avril 1355 (n. s.); entre temps, les prisonniers faits de part et d'autre devaient être provisoirement élargis, les gentilshommes, ainsi que trois citoyens de Bâle détenus par Thiébaud de Neufchâtel, sur leur parole, les autres, sergents, bourgeois ou « gaignours », par voie d'échange ou en fournissant des otages ³³. On ne sait pour quelle raison ces dispositions furent répétées par un second mandement du même Geoffroy de Charny, mais l'expédition que nous en possédons aux archives de l'Etat comporte en annexe la ratification de Thiébaud de Blamont, du comte de Montbéliard et de Jean de Cusance, agissant tant en leur nom qu'en celui de leurs alliés ³⁴.

(A suivre.)

Ed. BAUER.

³¹ Arch. de l'Etat, A 15. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 555, p. 701; Jean de Cusance adhéra à la trêve par un instrument de même date et du même lieu. Cf. à ce sujet Arch. de l'Etat, O 13, reproduit dans MATILE, *Monuments*, t. II, n° 556, p. 702. — Arguel: Dép. du Doubs, arr. et cant. de Besançon (Sud).

³² Arch. de l'Etat, S 3/1. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 557, p. 703.

³³ Archives de l'Etat, P 8. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 562, p. 712; TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 51-52, mentionne ces trois trêves.

³⁴ Archives de l'Etat, J 3/21. — La ratification du comte de Montbéliard et de ses alliés se trouve sous la cote des mêmes archives: J 3/21 a; elle figure dans les *Monuments* de MATILE, t. II, n° 563, p. 714.

MÉLANGES

La croix de pierre devant la Collégiale de Valangin.

La fondation de la Collégiale de Saint-Pierre par Claude d'Arberg et Guillemette de Vergy fut confirmée en date du 1^{er} juin 1505 par l'évêque diocésain Aymon de Montfaucon qui accorda quarante jours d'indulgences à ceux qui y prieraient dévotement ; par cela même, il ratifiait la création de quatre chapelles, celles de saint Jean l'Evangéliste et de Notre-Dame de Pitié du côté de l'Evangile, c'est-à-dire à gauche du maître autel par rapport aux assistants, et celles de la Sainte Vierge et de saint Georges du côté de l'Epître, à droite. L'église fut inaugurée en 1506.

On connaît moins communément l'existence sur la place, entre le portail de l'église et la porte du bourg, d'une grande croix de pierre. Matile en parle brièvement¹ et nous en avons trouvé une mention un peu plus précise chez le P. Martin Schmitt². Le premier a eu entre les mains l'indult qui est l'occasion de ces notes, le second en a trouvé une copie dans le tome sixième du *Cartulaire de la Maison d'Estavayer*³.

Il est possible de déterminer la date de l'érection de cette croix, postérieure à la construction de la Collégiale et nouveau monument de la piété de Guillemette de Vergy, à l'instar de ses chapelles aujourd'hui disparues des lieuxdits en Biolley et la Chapelle. Et il n'est pas trop audacieux de penser que les briseurs d'images de 1530 ont abattu cet intéressant témoignage de la foi, supprimant du même coup le bénéfice des indulgences qui y étaient attachées par l'*Indultum de cruce ante ecclesiam* de 1511.

Cet acte latin⁴ fut donné par Aymon de Montfaucon⁵, évêque et prince de Lausanne. Il connaissait Valangin pour y être venu en 1506,

¹ *Histoire de Valangin*, p. 224.

² P. Martin SCHMITT, *Mémoires historiques sur le diocèse de Lausanne*, publiés et annotés par l'abbé J. Gremaud. Fribourg, 1858-1859, t. II, p. 246.

³ Il s'agit certainement de la *Généalogie de la Maison d'Estavayer* qui contient la copie de beaucoup d'actes et fait partie des archives privées de la famille de Mülinen, à Berne.

⁴ Archives de l'Etat, P 8 n° 27, document original.

⁵ Sur Aymon de Montfaucon, voir entre autres P. Martin SCHMITT, *op. cit.*, tome II, p. 240-256 ; M. REYMOND, *Les dignitaires de l'Eglise Notre-Dame de Lausanne jusqu'en 1536*. Lausanne, 1912, p. 388.

et il acquiesça volontiers à la demande des seigneurs Claude, comte d'Arberg, et Guillemette de Vergy, sa femme, par dévotion envers la Sainte Croix :

Cet admirable signe, qui sera dans le ciel quand le Seigneur viendra pour juger et par lequel Il a racheté le monde en mourant sur le bois, nous avertit ainsi que les récits des disciples que nous devons nous approcher de lui quand la tempête s'élève sur les flots de ce monde... C'est pourquoi, afin que la croix de pierre récemment construite et érigée devant l'Eglise collégiale de Valangin soit décemment honorée et sans cesse vénérée par les fidèles du Christ qui s'en approcheraient par dévotion, ... par la miséricorde du Dieu Tout-Puissant et des saints Pierre et Paul, apôtres, appuyés sur Son autorité, à tous et à chacun des fidèles des deux sexes, vraiment pénitents et confessés, qui s'approcheront de la dite croix par dévotion et publiquement à genoux y auront dit un *Pater Noster* et un *Ave Maria*, autant de fois qu'ils l'auront fait, miséricordieusement nous leur accordons dans le Seigneur, sur les pénitences à eux infligées, quarante jours d'indulgences à perpétuité pour les temps futurs.

Donné à Lausanne en notre château Saint-Maire, le cinquième jour du mois d'août, l'an du Seigneur mil cinq cent onze.

L'acte est signé *De Vernetis*¹. Comme il est daté d'août et que la croix de pierre est *noviter constructa et erecta*, l'érection a sans doute eu lieu cette même année 1511.

Eric LUGINBUHL.

Sujets de l'Etat.

La catégorie des sujets de l'Etat s'est constituée peu à peu du fait que, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le Conseil d'Etat accordait des lettres de naturalisation à des Suisses ou à des étrangers sans exiger d'eux l'acquisition d'une commune ou d'une bourgeoisie.

Une dérogation à cette coutume a été proposée en séance du Conseil d'Etat, le 15 mars 1791 :

Monsieur de Sandoz de Travers, conseiller d'Etat et châtelain de Thielle, a représenté que comme l'on accorde des lettres de naturalité à des étrangers sans les astreindre à prendre bourgeoisie ni communauté, les descendants de ces sujets naturalisés se trouvant pauvres retombent entièrement à la charge des caisses du prince, en sorte que pour prévenir cet abus, il lui paroitroit nécessaire de mettre à l'avenir dans les lettres de naturalité la condition

¹ Sur Vernets, voir M. REYMOND, *op. cit.*, p. 460.

expresse que celui en faveur de qui elles sont expédiées prenne bourgeoisie ou communauté dans l'Etat pendant l'an et jours, à deffaut de quoi les dites lettres seroient censées nulles. Surquoi, après avoir délibéré, il a été dit que le Conseil renvoie la représentation de mondit sieur le châtelain de Thielle à l'examen et au rapport de Messieurs de Pierre, procureur général, et de Rougemont, commissaire général, les deux conseillers d'Etat ¹.

Le Conseil d'Etat prit, le 30 janvier 1797, une décision dans le sens préconisé par Sandoz de Travers; il ordonna « qu'à l'avenir l'obligation proposée soit imposée à ceux qui postuleront la naturalité, à moins de cas tout à fait favorables, et dont le conseil décidera ² ».

Les événements politiques devaient bientôt fournir au Conseil d'Etat l'occasion de se prononcer sur des cas de naturalisation « tout à fait favorables ». Il estima qu'il pouvait accorder, à titre de faveur, la naturalisation sans commune à ceux qui avaient pris les armes pour la bonne cause en 1831. Dans une lettre à la cour, du 16 janvier 1843, il expose les mobiles auxquels il obéissait pour accorder cette faveur :

En général, nous n'accordons la naturalisation qu'aux personnes qui ont fait dans l'Etat un séjour assez prolongé pour qu'on ait eu le temps de juger de leurs sentiments politiques, et de s'assurer de leur bonne conduite, et toujours sous la condition qu'ils se procureront une communauté dans l'Etat.

Voilà la règle générale, nous y avons apporté les exceptions suivantes :

a) Nous avons accordé la naturalisation, *sans exiger l'achat d'une commune*, aux heimathlosen dont la conduite et les sentiments politiques nous paraissaient le mériter.

b) Nous avons fait aussi généralement une exception en faveur des hommes qui avaient pris les armes pour la bonne cause en 1831, et nous en avons fait deux classes; la première se composant des hommes qui s'étaient particulièrement distingués, la seconde de ceux qui, tout en ayant été fidèles, n'avaient pourtant rien fait qui leur méritât une distinction particulière. Les hommes qui appartiennent à la première classe, et qui ont demandé la naturalisation, l'ont assez ordinairement obtenue sans qu'on leur ait imposé la condition de se procurer une communauté; quant à ceux de la seconde classe, nous leur annonçons généralement que nous étions disposés à la leur accorder moyennant qu'ils se procurassent une communauté.

Dans ces deux classes, nous avons aussi eu égard à la position particulière de certaines classes d'étrangers. Quelques-uns appartiennent à des Etats où la conscription militaire est en vigueur, tels sont les Français et les Sardes. Lorsque des individus appartenant à ces deux nations se sont trouvés dans cette double position, d'être depuis très longtemps domiciliés dans ce pays et d'avoir pris les armes pour sa défense, nous leur avons assez générale-

¹ *Manuel du Conseil d'Etat*, t. 135, p. 199.

² *Id.*, t. 143, p. 103.

ment accordé la naturalisation lorsqu'ils l'ont demandée, sans exiger l'achat d'une commune, et cela essentiellement dans le but de soustraire leurs enfants aux lois de la conscription dans un pays qui leur était entièrement étranger.

Nous ajouterons quant aux résultats de la naturalisation pour les étrangers, que la plupart des ressortissants des Etats suisses conservent, nonobstant la naturalisation, leurs droits de patrie dans les cantons auxquels ils appartiennent; cela est vrai entre autres de Vaud et de Berne, mais que les étrangers, par exemple, les Français et les Sardes, perdent leurs droits de patrie et deviennent simples sujets neuchâtelois¹.

La loi fédérale du 3 décembre 1850 sur l'Heimatlosat prescrivait aux cantons l'obligation de procurer aux heimatloses un droit de bourgeoisie communal. Le canton de Neuchâtel dut se préoccuper de ce problème. Une statistique dressée en 1854 et 1855 révéla l'existence de 3110 heimatloses et citoyens neuchâtelois sans commune dans le canton et à l'étranger. Ils se répartissaient en heimatloses proprement dits, illégitimes ou descendants d'illégitimes, étrangers naturalisés sans commune et Suisses dans le même cas. Le nombre de ces derniers, qui jouissaient d'un droit communal en Suisse, s'élevait à 342. Déduction faite de ceux-ci, dont on estimait ne pas devoir s'occuper, et des personnes trop âgées, il restait encore 2508 individus des deux sexes à pourvoir d'un indigénat communal.

Le gouvernement songea à créer une nouvelle commune, celle des Eplatures, où existait déjà une municipalité, et de lui incorporer tous les citoyens neuchâtelois sans commune. Le projet de constitution de 1858 contenait un article 80, dont l'alinéa *d* avait la rédaction suivante :

« En exécution de la loi fédérale sur l'Heimathlosat, il sera créé une commune nouvelle, comprenant le territoire de la municipalité des Eplatures, et dans laquelle seront incorporés les citoyens neuchâtelois sans commune. »

Ce point de vue n'a pas prévalu devant l'assemblée constituante, de sorte que l'article 80 définitif de la constitution dit ceci, *litt. b* : « Les heimathloses et Neuchâtelois sans commune seront incorporés dans les communes de l'Etat, à teneur de la loi fédérale du 3 décembre 1850. »

A la suite de l'adoption de la constitution par le peuple, le Conseil d'Etat fit voter par le Grand Conseil une loi sur l'incorporation des citoyens neuchâtelois sans commune (2 juillet 1859), dont l'art. 5 a la teneur suivante :

¹ *Lettres à Sa Majesté*, vol. EE (1841-1843), p. 662-664.

« Les citoyens suisses naturalisés neuchâtelois qui n'appartiennent à aucune commune du canton, mais qui possèdent le droit de commune dans leur canton d'origine, conservent leur position actuelle. »

L'autorité législative n'a pas voulu assimiler ces confédérés, naturalisés neuchâtelois sans commune avant 1848, à des heimatlosen et les pourvoir d'une commune dans le canton. Elle les a maintenus « dans leur position actuelle », ce qui revient à dire que ces personnes ressortissent à une ou plusieurs communes dans leur canton d'origine, mais à aucune dans le nôtre. Et faute de pouvoir les qualifier convenablement, on les appelle improprement « sujettes de l'Etat. »

Leur nombre est assez élevé, puisque dans la liste de ces « sujets » on relève 54 noms de famille différents. Nous en donnons la liste ci-après, en faisant remarquer que ces mêmes noms sont également portés par des familles non sujettes de l'Etat, en Suisse et dans notre canton :

Allamand, Allioth, Bastardoz, Beller, Bourquin, Bracher, Broliat, Caumont, Colomb dit Delay, Delay, Dellenbach, Dufaux, Favre, Fillieux, Gerster, Grand, Granger, Grobéty, Guilloud, Heyer, Henchoz, Hirschy, Hugentobler, Imhoff, Jeanmonod, Josy, Jutzeler, Kramer, Lecoultre, Lerch, Lutz, Ménétrety, Monnier, Nicolet, Périllard, Pictet, Piot, Rauls, Reinhardt, Renard, Richard, Rosalaz, Rott, Schaeffer, Schauenberg, Schmidt, Stauffer, Stebler, Steudler, Treyvaud, Vautravers, Willen, Yersin, Zahler.

L. M.

CHRONIQUE

* * * *Voyageurs en pays neuchâtelois.* — Voyageuses plutôt, devrions-nous écrire, puisque cette note est consacrée aux impressions que gardèrent de notre principauté deux belles étrangères.

M^{me} de la Briche, belle-sœur de M^{mes} d'Houdetot et d'Epinay, fit plusieurs voyages en Suisse. Les deux principaux datent de 1785 et 1788. Ses souvenirs ont été publiés, l'an dernier, par M. le comte Pierre de Zurich : *Les voyages en Suisse de M^{me} de la Briche en 1785 et 1788.* (Editions Victor Attinger.) On sait que M. de Zurich a donné d'autre part une très remarquable biographie de la même grande dame.

M^{me} de la Briche séjourna à Greng dans la seconde quinzaine de septembre 1788, en compagnie de sa mère, de sa fille, de Bêat-Louis de Praroman, capitaine aux Gardes Suisses, et des deux jeunes de Montbreton. Les voyageurs quittèrent Greng le 1^{er} octobre; arrivés à Cudrefin, ils abandonnèrent leurs voitures, désireux de traverser notre lac en bateau. Le vent était violent; une véritable tempête s'éleva. M^{me} de la Briche prétend avoir fait bonne contenance, cependant que MM. de Montbreton étaient plus morts que vifs. L'un de ces deux jeunes gens, devenu plus tard un homme important, a raconté (*Mémorial de Norvins*, t. I, p. 42) que « le mal de mer tenait M^{me} de la Briche couchée au fond du bateau », cependant que les bateliers « se livraient à un véritable désespoir », et que lui, Norvins, avec son frère, ramait courageusement ! On arriva néanmoins sains et saufs à Neuchâtel. M^{me} de la Briche trouva la situation de la ville « belle », mais, dit-elle, « les montagnes, au bas desquelles Neuchâtel est placée, sont près de la ville et la resserrent trop. Elle est assez mal bâtie, et n'a de remarquable qu'un beau faubourg au bord du lac, où logent les gens aisés, et qui est rempli de superbes maisons. »

En deux charabans, une partie des voyageurs monta, vers la fin de l'après-midi, à la Chaux-de-Fonds. Vers Valangin, dit M^{me} de la Briche, « nous retrouvâmes les précipices des environs des glaciers. Valangin est situé au milieu des horreurs ». Par contraste, le Val-de-Ruz fut jugé « la plus délicieuse vallée... Je ne conçois pas pourquoi ce lieu n'est pas plus célèbre. Je n'avais jamais entendu parler du Val-de-Ruz : c'est assurément une grande injustice. » On atteignit la Chaux-de-Fonds de nuit, après avoir parcouru de fort mauvais chemins, bordés de « précipices ». On soupe et on loge à la Fleur-de-Lys. Le lendemain, 2 octobre, départ de très bonne heure pour le Locle : « Les maisons du Locle sont plus belles, et les habitants y

sont encore plus riches. » Suivent quelques remarques, sans intérêt d'ailleurs, sur l'horlogerie. Au Locle, M^{me} de la Briche visite le « magasin de montres » de David Courvoisier. Puis les voyageurs partent dans la direction du Val-de-Travers et des Verrières, pour s'en aller coucher à Pontarlier.

— Dans le numéro du 15 septembre 1934 de *La Pologne littéraire*, revue mensuelle paraissant en français à Varsovie, M. Boy-Zelénski a publié une lettre inédite de M^{me} Hanska à son frère Henryk, où sont consignées quelques-unes des impressions neuchâteloises de l'« Etrangère », qui devait devenir l'épouse de Balzac.

La lettre est écrite de Genève, et datée du 10 décembre 1833. M^{me} Hanska « regrette l'été... et soupire en regardant la bise balayant devant elle des essaims de feuilles mortes... » Elle trouve la société genevoise « maussade »; « les étrangers sont accueillis poliment et froidement ». Puis elle annonce à son frère : « Nous avons fait en Suisse une connaissance dont nous sommes charmés, c'est celle de M. de Balzac, l'auteur de la *Peau de chagrin* et de tant d'autres ouvrages délicieux. Cette connaissance est devenue une véritable liaison et j'espère qu'elle durera autant que notre vie. » Suit un portrait de Balzac, des nouvelles de la famille, et quelques impressions neuchâteloises. « Nous avons passé deux mois à Neuchâtel, où la bourgeoisie nous a fêtés comme si nous étions des descendants des Châlons, des Nemours, des Longueville, ou au moins de quelque branche collatérale de la haute et puissante maison de Brandebourg. Ces bonnes gens nous donnaient d'excellents dîners et se confondaient en remerciements de l'honneur que nous leur faisons de les manger. De ma vie je n'ai passé deux mois aussi heureux et paisibles que le mois de juillet et d'août à Neuchâtel. — J'ai fait des courses délicieuses dans le plus beau pays du monde — et quelles promenades ! La roche de l'Ermitage, Pierre à Bot, le Chanet, le Mail, le Crêt, la promenade du Faubourg, la Rochette, Fay [c'est, je pense, nos Fahys], le Pertuis du Saut, l'Abbaye, les allées de Colombier, Chaumont. Mais en vérité je m'arrête, ma lettre ne serait qu'une nomenclature si je voulais vous nommer les délicieux environs de Neuchâtel, qui lui-même est placé dans la plus ravissante position, son beau lac le séparant des Alpes, et le Jura s'étendant au-dessus de ses rues si riantes, si larges, si propres. »

— Signalons enfin que M. J.-G. Aubry, dans une excellente étude sur *Balzac à Genève* (*Revue de Paris*, 1^{er} avril 1935), nous a révélé le nom d'une domestique neuchâteloise de M^{me} Hanska. La feuille de recensement du canton de Genève pour 1834 porte en effet, à la suite des noms du comte Hanski, de son épouse et de leur fille, la mention de trois domestiques, dont une « Suzanne Schauemberger, neuchâtelloise ». Dans une lettre à M^{me} Hanska, du 2 mars 1844, Balzac parle de « Suzette », en évoquant des souvenirs genevois : « Elle était gaie et elle vous aimait; c'est un grand titre à mon souvenir; elle y est gravée éternellement pour son entrée à l'Arc, à Genève, de votre part. » (Il s'agit de l'Auberge de l'Arc, où Balzac logea, fin décembre 1833, et où Suzette vint lui apporter un paquet de la part de M^{me} Hanska.) C. G.

* * * *Note sur Léopold Robert.* — Dans la succession de son père, M. Charles-Edouard Bovet-Huguenin, récemment décédé, M. Edgar Bovet vient de retrouver un petit roman intitulé *Edouard*, œuvre de la duchesse de Duras, paru en 1825. Ce charmant volume, très soigneusement relié, porte, sur la page de garde, une note d'Aurèle Robert :

« Ce livre a été donné à mon frère Léopold Robert par M^{lle} Juliette de Villeneuve, cousine germaine de la princesse Charlotte Napoléon Bonaparte, avec laquelle elle demeurait à Florence, à l'époque où mon frère y a connu ces dames et leurs mères. M^{lle} de Villeneuve avait des idées égalitaires, ce qu'elle a prouvé par son mariage avec un cousin qu'elle aimait (M. Clary). Le don de ce livre était-il oui ou non un encouragement pour engager mon frère à continuer ses visites dans la famille Bonaparte ??? Je laisse à la perspicacité féminine le soin d'éclaircir une question qui a eu une influence si fatale sur la destinée de ce cher frère. Aurèle Robert. »

Constatons d'abord qu'Aurèle était parfaitement informé des circonstances du suicide de Léopold. Comme nous l'apprend une lettre qu'il écrivit de Paris à ses sœurs, le 13 février 1836, lettre qui se trouvait aussi dans la succession susdite, il était allé voir Edouard Odier chez lui. Et celui-ci, dans une conversation tout intime, lui avait révélé son conflit amoureux avec Léopold et le rôle bien involontaire qu'il avait joué dans le drame. Aurèle n'était donc pas plus que nous partisan du suicide par désespoir d'artiste, mais bien par désespoir d'amour. La note ci-dessus en donne une preuve nouvelle.

Examinons ensuite l'affabulation de ce roman. Le héros est un roturier qui s'éprend d'une jeune veuve, une duchesse : M^{me} de Nevers. A mesure que se développe leur mutuel amour, il comprend que la différence de fortune et de condition sociale le rend impossible. J'incline donc à croire que, par ce cadeau, M^{lle} de Villeneuve voulait discrètement mettre en garde le pauvre artiste qui courait à un échec certain.

Léopold envoya le livre à sa sœur Sophie, lui demandant sans doute son opinion. C'est donc à cette question, semble-t-il, qu'elle répondait dans le fragment de lettre que nous avons cité à la fin de notre article sur Léopold Robert et Charlotte Bonaparte (*Musée neuchâtelois* de mars-avril) : « Il serait encore temps, à ton âge qui est celui de ton été et avec ta réputation d'inspirer à la princesse des résolutions telles que celles de M^{lle} de Nevers. Les scrupules d'Edouard ne pourraient être les tiens, puisque les circonstances ne sont pas les mêmes et tu connaîtrais un bonheur bien réel dans une union où les distances seraient effacées par les rapports de caractères. Sinon permets que je me range à l'avis de M. Marcotte. »

Dès lors, le prénom *Edouard* désigne le héros du roman et non le peintre Edouard Odier, ce qui, du reste, ne change absolument rien au fond de la question, à savoir que cet Edouard Odier fut la cause involontaire de la mort de Léopold Robert. Dès lors aussi, la lettre de Sophie paraît bien datée du 24 mars 1833, comme nous l'avions cru d'abord, et non de 1835, comme nous

l'avions pensé ensuite, alors que nous n'avions plus ce document sous les yeux.

Cependant, si la lettre est bien de 1833, il reste à expliquer la dernière phrase du paragraphe : « Sinon, permets que je me range à l'avis de M. Marcotte. » On ne voit vraiment pas quel pouvait être, en mars 1833, l'avis de M. Marcotte sur le mariage de Léopold avec la princesse, puisque en octobre 1834 il ne savait pas encore si son ami était épris de Juliette de Villeneuve ou de la princesse Charlotte. Sa lettre du 29 octobre 1834 en fait la preuve. J'y trouve ces mots : « Dans un temps, j'avais pensé que c'était M^{lle} de Villeneuve qui exerçait sur vous une si grande influence; mais vous m'en avez assez dit pour me détromper. Est-ce, comme je le pense, la princesse Charlotte ? » Plus loin, la même lettre contient ce conseil : « Si la princesse entretient votre passion sans la partager et sans être disposée à faire pour vous les sacrifices que vous feriez pour elle, alors fuyez, fuyez des relations qui ne peuvent vous conduire au bonheur... Rompez absolument. Plus de lettres, plus de relations, même indirectes. »

Si, comme nous l'espérons, les papiers de Léopold Robert que nous avons consultés, en 1932, chez M. Edgar Bovet, exécuteur testamentaire du peintre Paul Robert, sont prochainement déposés dans un établissement public, nous reviendrons sur cette question, du reste tout à fait secondaire.

Dorette BERTHOUD.

* * * *Aller gendre.* — Dans son *Dictionnaire historique du parler neuchâtelois et suisse romand*, M. W. Pierrehumbert a signalé cette expression « aller gendre », mais il n'indique pas que celui qui allait demeurer chez son beau-père prenait le nom de ce dernier.

Ce cas de prédominance du nom de la femme se présente dans quelques familles du canton, sans qu'on ait pu l'attribuer avec certitude au fait que le mari était « allé gendre ».

Une inscription du registre des décès de la Chaux-de-Fonds nous fait voir cependant que celui qui « allait gendre » perdait son nom. La voici :

« Le 30 [janvier 1679, on a enterré] le sieur David Sandoz, capitaine de la Compagnie de Vallenviron, fils de feu David Sandoz, qui étoit fils de feu Grand Jaques Sandoz. Ledit sieur capitaine David Sandoz ayant épousé Judith, fille de maître Abram Robert-Tissot, enterré le 21 avril 1668, et luy étent allez Gendre, il porta le nom de son beau père qui a passé à ses décentent. »

Cet Abram Robert-Tissot mort en avril 1668, il est intéressant de le relever, était justicier, notaire, capitaine du Valanvron et *horloger*. A cette date, Daniel JeanRichard n'avait que trois ans environ. L. M.

RÉPONSE

64. Sujets de l'Etat. — Voir une réponse à cette question ci-dessus, p. 185.



JACQUES-FRANÇOIS D'ESTAVAYER
Gouverneur de Neuchâtel

JACQUES-FRANÇOIS D'ESTAVAYER SEIGNEUR DE MONTET

Quatrième gouverneur de Neuchâtel, appartenant à la maison d'Estavayer, Jacques-François d'Estavayer, seigneur de Montet, naquit le 13 mars 1642. Il entra, fort jeune, au service de France, dans le régiment des Gardes suisses, dont son père, le maréchal de camp Laurent d'Estavayer, était colonel; il commanda la compagnie entière aux Gardes, que son père avait eue pendant quelques années, et se distingua à plusieurs sièges et batailles; il reçut la croix de Saint-Louis, en récompense de sa belle conduite.

La duchesse de Nemours avait promis le gouvernement de Neuchâtel à François-Henri d'Estavayer-Mollondin, fils du précédent gouverneur, François-Louis-Blaise, qui avait joui, auprès d'elle, d'une constante faveur. Lorsque la duchesse devint souveraine de Neuchâtel, en 1694, à la mort de son frère, l'abbé d'Orléans, Mollondin n'avait que vingt ans; il était trop jeune pour occuper la plus haute charge de l'Etat, dans une période aussi troublée, aussi le nomma-t-elle lieutenant du gouverneur; elle fit appel, comme gouverneur et lieutenant général de la principauté, à Jacques-François, qui était un homme d'expérience, connaissant les affaires du pays, et qu'elle avait nommé, en 1680, capitaine de Colombier.

Les cinq années que Jacques-François passa au château de Neuchâtel furent pleines de difficultés pour lui. C'était l'époque des luttes épiques entre les Nemouristes et les Contistes, sans compter les négociations secrètes avec Guillaume d'Orange : chaque jour amenait de nouveaux incidents. Le Conseil d'Etat se montrait incertain et sans vigueur, la Classe manifestait un esprit dangereux¹, la bourgeoisie de Neuchâtel était divisée; Berne et l'ambassadeur de France intervenaient de plus en plus dans les affaires de la principauté.

L'année 1699 vit l'arrivée dans le pays de la duchesse de Nemours, du prince de Conti, des ducs de Villeroy et de Lesdiguières, du comte

¹ CHAMBRIER, *Histoire de Neuchâtel*, p. 481.

de Matignon, suivis d'une foule de gentilshommes français; l'agitation fut à son comble. Intrigues et contestations furent brusquement interrompues par l'ordre subit de retour en France, donné par Louis XIV à tous ses sujets. Peu après éclata l'affaire bien connue du ministre Girard, dont les répercussions furent considérables, puisque le roi de France y intervint en personne, exigeant la destitution du gouverneur de Montet. La duchesse obéit à contre-cœur, ne ménageant pas les témoignages de sa satisfaction au disgracié, et le gratifiant, entre autres, d'une pension viagère de 4000 livres. Elle le remplaça aussitôt par le jeune Mollondin, qu'elle refusa ensuite de destituer, ce qui lui valut une lettre de cachet du roi, l'exilant dans son château de Coulommiers; elle y demeura quatre années.

Jacques-François d'Estavayer fut heureux de se retirer à Soleure, où il avait une situation considérable et où il rendit encore d'excellents services à sa patrie. Il avait été nommé membre du Conseil souverain en 1664, sénateur de deuxième ordre²⁾ en 1684, du premier rang³⁾ en 1696, bailli de Kriegstetten en 1704, de Bucheggberg en 1708, prévôt des guerres en 1708. Il mourut à Soleure le 27 novembre 1714, âgé de 72 ans, entouré de l'estime de ses concitoyens.

Le gouverneur de Montet avait épousé, le 22 octobre 1671, Madeleine-Anne-Marie de Sury¹⁾, veuve de Jean-Joseph de Besenval. Ils eurent dix enfants, dont sept moururent jeunes : leur fils, Urs-Pierre, fut sénateur de Soleure, et continua la famille; deux filles ne se marièrent pas, dont l'une fut religieuse.

Le portrait du gouverneur, que nous reproduisons ici, est l'œuvre du peintre français J. Guynier. Daté de 1690, il a été conservé longtemps dans la famille de Besenval. Il est actuellement déposé au Musée des Beaux-Arts, à Neuchâtel.

P. DE PURY.

¹⁾ Fille de l'avoyer de Soleure, Pierre de Sury, et d'Anne-Marie de Wallier, née le 1^{er} avril 1650, morte le 1^{er} septembre 1689.

1) Gommach
2) Jungrat
3) Albrat

QUELQUES ASPECTS NOUVEAUX DE 1707

(Suite et fin. — Voir ci-dessus, p. 141.)

V

Les origines de la prospérité économique de Neuchâtel.

En devenant souverain de Neuchâtel, le roi de Prusse donna une impulsion nouvelle au commerce de la principauté en procurant à ses produits des débouchés dont elle n'avait pas bénéficié jusqu'alors. Les principaux articles d'exportation neuchâtelois étaient le vin et les chevaux. Nous croyons intéressant de retracer brièvement ici l'histoire de ce commerce à l'aurore du régime prussien.

La réputation du vin de Neuchâtel date de ces années-là. Dès qu'il fut arrivé dans la principauté pour y disposer les esprits en faveur de son maître, Siméon Bondeli fit envoyer au premier ministre prussien Danckelmann « du vin vieux claret de la comté de Neuchâtel qui est aussi bon, Monseigneur, que celui de Champagne ¹ ». Durant son séjour en Suisse, de 1706 à 1714, l'envoyé d'Angleterre, Abraham Stanyan, goûta tous les produits du sol helvétique et ses réflexions gastronomiques nous paraissent aussi pertinentes que ses jugements politiques. Les vins suisses lui inspirèrent cette page : « Ce païs produit plusieurs sortes de vins, dont deux sont également sains et agréables. L'un est blanc et croît dans le païs de Vaud sur les bords ou sur les côtes du lac de Genève, d'où il a le nom de *vin de la Côte*. L'autre est rouge et croît dans le comté de *Neuchâtel*. Le blanc n'est ni trop violent, ni trop faible ou aigre; mais s'il est fait en de bonnes années, c'est un excellent vin de table, et il devient meilleur plus on le garde. Le rouge a quelque chose du goût des vins de Bourgogne; mais il ne sauroit atteindre à la délicatesse des meilleures sortes de ces vins ². »

A la fin du XVII^{me} siècle, les Neuchâtelois débitaient leur vin à Berne, à Fribourg, à Soleure et dans l'évêché de Bâle. Cette exporta-

¹ Sim. Bondeli à Danckelmann, 31 mars 1694, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. IV, I, Neuch. Succ. u. Gen., Conv. I.

² Abraham STANYAN, *L'Etat de la Suisse*, écrit en 1714, traduit de l'anglois. Amsterdam, 1714, p. 6-7.

tion formait la grande ressource de la principauté. En 1707, le trésorier Pierre Chambrier écrivait dans un Mémoire adressé à la cour de Berlin que « la nécessité et l'expérience ont appris aux Neuchâtelois à peu près tout ce qu'il est possible de savoir sur la culture des vignes et la manière de faire les vins ³ ». Jusqu'en 1675, les Neuchâtelois avaient eu la liberté de vendre en tous temps leur vin dans le canton de Berne. Mais les Bernois, prenant prétexte de la sollicitation de leurs sujets du pays de Vaud qui n'arrivaient pas à débiter leurs produits, firent interdire à partir de cette année-là le commerce du vin neuchâtelois sur leurs terres. Chambrier affirme que cette mesure avait été prise pour augmenter les ressources des magistrats qui possédaient eux-mêmes de grands vignobles. Les Neuchâtelois ne purent faire revenir leurs combourgeois sur cette décision. En 1706 enfin, Leurs Excellences autorisèrent leurs sujets à acheter du vin à Neuchâtel entre Pâques et le 1^{er} septembre ⁴, « encore cela est-il accompagné de tant de formalités qu'on en est rebuté et que par là leur permission est presque illusoire ⁵ ». Aussi Chambrier demande-t-il au roi de faire rétablir l'ancienne liberté du commerce comme une conséquence naturelle de sa combourgeoisie avec le canton de Berne. Fribourg consommait peu de vin neuchâtelois, préférant ceux de Lavaux. Soleure était, de tous les cantons alliés de la principauté, celui qui en importait le plus à cause de la facilité du transport par eau. Les années où le vin était cher, les Soleurois en faisaient venir d'Alsace, d'où l'évêché de Bâle tirait la majeure partie du sien. Le débit du vin neuchâtelois dans les cantons suisses n'était donc pas considérable. Avant l'investiture de 1707, un essai d'exportation en Hollande avait échoué à cause des péages excessifs des villes du Rhin qui obligeaient les marchands à en doubler leurs prix.

Saint-Saphorin joignit ses efforts à ceux du trésorier Chambrier pour obtenir que la cour de Berlin demandât aux princes et aux électeurs des bords du Rhin de supprimer les droits pour le vin neuchâtelois en transit ⁶. Cette prière fut effectivement exaucée et le vin neuchâtelois fut affranchi de toute taxe sur le parcours entier du Rhin,

³ Trésorier général Pierre CHAMBRIER, *Mémoire sur les emplois, corps et commerce des comtés de Neuch. et Val.*, envoyé en cour par Metternich le 20 déc. 1707, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.* Rep. 64, IV, II. *Deductionen*, Conv. VI, Nr. 29.

⁴ Berne, *Arch. de l'Etat*, Mandaten Buch, 11, fol. 52-53, T. Spruch Buch, CCC, fol. 280, Rats Man., 22, fol. 278 sq., 17 février 1706.

⁵ CHAMBRIER, *Mémoire* cité n. 3.

⁶ *Mémoire pour demander la suppression des péages*, joint à la relation de Metternich du 5 août 1709, Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Litteralien*, Conv. XII, fol. 431-433.

à l'exception de la seule ville de Dusseldorf qui demandait 6 louis d'or et 2 écus blancs.

Il s'établit ainsi, dès l'année 1708, une exportation régulière dans la proportion de $\frac{9}{10}$ de blanc et de $\frac{1}{10}$ de rouge, à destination de l'Angleterre. En 1708, année où la récolte avait été mauvaise, il fut envoyé à Londres 100 tonneaux de 1000 bouteilles la pièce. En 1709, les marchands expédièrent une quantité triple de vin. En 1710, il n'y eut que 30,000 bouteilles et 45 galons d'eau-de-vie. Malgré les droits d'entrée anglais fort élevés (30 livres sterling pour mille bouteilles), le vin neuchâtelois se vendait à Londres moins cher que les vins de Bourgogne et de Champagne⁷. Les Neuchâtelois avaient obtenu que leur vin ne payât pas plus de droits que ceux du Rhin ou de la Moselle qui étaient les moins taxés. Les vins d'Espagne et de Portugal étaient imposés davantage que celui de Neuchâtel. « On a trouvé en Angleterre, écrivait Perroset dans son Mémoire, que nos vins approchoient de ceux de France tant par la couleur que par la qualité. » Chose curieuse, le vin de Neuchâtel était le seul produit de tous les Etats du roi de Prusse qui fût importé en Angleterre. Elle fournissait en échange aux négociants de la principauté des marchandises fabriquées dans le royaume ou provenant de la compagnie des Indes orientales. Parmi les Neuchâtelois qui se livrèrent à ce commerce, citons David-François et Josué Gaudot, conseiller, Jean Perroset, Frédéric Bovet et un Pury dont nous ignorons le prénom.

Outre le vin, la principauté avait également une surabondance de chevaux et de bœufs dont elle exportait une partie. Bien qu'il n'y eût pas d'haras dans le pays neuchâtelois, l'élevage s'y pratiquait beaucoup, surtout à Valangin où chaque paysan possédait pour son labourage deux ou trois cavales qui poulinaient tous les ans. Ces chevaux se vendaient surtout à la France comme bêtes de trait ou montures pour l'armée. Le trésorier Chambrier, qui paraît avoir été un bon connaisseur, proposa de changer la race chevaline et d'introduire à Neuchâtel des étalons danois ou oldenbourgeois. « On remédieroit par là, disait-il⁸, au défaut de nos chevaux qui ont des encolures comme des cochons et des jambes comme des ours », défaut qui en faisait considérablement baisser le prix. Chambrier assurait que l'amélioration de la race chevaline augmenterait de beaucoup les revenus de la principauté. Si la guerre devait

⁷ *Mémoire touchant le négoce du vin en Angleterre*, par J. PERROSET, Berlin, Geh. Preuss. Staatsarch., Rep. 64, IV, II, *Litteralien*, Conv. XII, fol. 321-29 (31 mars 1709).

⁸ *Mémoire* cité n. 3.

encore se prolonger, il proposait à Metternich de faire des élevages de mulets à Neuchâtel. Nous ne savons pas si ces conseils furent suivis.

Au regard de la recette de l'exportation, les dépenses causées par l'importation étaient considérables, car Neuchâtel ne produisait aucune denrée qui pût suffire aux besoins de ses seuls habitants. Il ne croisait qu'un tiers des graines nécessaires dans le pays même; le reste venait de Berne, de Fribourg et de Franche-Comté. De cette dernière province, Neuchâtel tirait également son sel, pour une valeur d'environ 40 mille livres par an. Le fer provenait de Franche-Comté, de Montbéliard et de l'évêché de Bâle. L'acier, le cuivre et les autres métaux étaient importés de l'Empire. Les drogues et les épices étaient fournies à la fois par la Hollande et par les négociants de Genève qui les recevaient de Marseille. Les puissances maritimes livraient la majeure partie des draps, et le canton de Berne les toiles grossières et les bas. Neuchâtel recevait de France les petites étoffes de laine ou de soie et les chapeaux. La verrerie était importée de l'évêché de Bâle et de l'Alsace. Le bois à brûler venait en partie de la principauté elle-même, en partie du bailliage de Grandson. A ce propos, Chambrier déclare : « Je ne puis m'empêcher de me récrier sur les gouverneurs passés qui ont abusé des bois qui appartiennent au souverain en en distribuant à tout le monde et en le donnant en récompense à ceux dont ils tiroient quelque service. » Une saine administration forestière s'imposait donc, et Chambrier en a tracé les grandes lignes.

La cour de Berlin tenta de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses en développant les manufactures neuchâteloises. Sur ce point, les deux meilleurs conseillers techniques de Metternich, Saint-Saphorin et Chambrier, tombaient d'accord. Le résident impérial, dans ses suggestions, se montrait seulement beaucoup plus hardi que le prudent trésorier. A côté d'innovations financières, comme la vente des domaines inutiles appartenant au souverain, la diminution des censes foncières et des servitudes personnelles, il proposait de créer des manufactures qui, en faisant affluer de l'argent dans le pays, devaient augmenter les revenus du roi par les droits de lods. La situation géographique de Neuchâtel entre la France, l'Allemagne et l'Italie était extrêmement favorable au commerce. Saint-Saphorin estimait⁹ que les Neuchâtelois pouvaient jouer le même rôle que les Genevois, et cela d'autant plus facilement qu'ils avaient sur ces derniers l'avantage de pou-

⁹ *Mémoire sur la situation des affaires dans la souveraineté de Neuchâtel et de Valangin...*, Berlin, Geh. Preuss. Staatsarch., Rep. 64, IV, I, Neuch. Succ. u. Gen., Conv. XXIX.

voir trafiquer librement dans l'Empire, étant protégés par le roi de Prusse. Dès le début de la guerre de succession d'Espagne, le commerce de Genève avait en effet été interdit en Allemagne par l'empereur¹⁰ à cause des remises d'argent que cette ville faisait à la France. Le grand nombre d'habitants, le coût de la vie inférieur à celui de Genève, le caractère réaliste des Neuchâtelois, Saint-Saphorin voyait là autant de facteurs favorables au développement économique de la principauté.

L'industrie neuchâteloise se bornait, au début du XVIII^{me} siècle, à fort peu de chose. L'horlogerie n'était guère encore développée et se trouvait alors presque entièrement aux mains des Genevois. Dans le Jura, l'on fabriquait des dentelles qui se vendaient aux foires de Strasbourg et de Zurzach. Mais le bénéfice annuel de cette manufacture, d'après le trésorier Chambrier, n'était que de quelques milliers de livres ou francs. Si cette industrie était mieux soutenue et mieux conduite, pensait-il, on en tirerait un bien meilleur parti, puisque le long hiver des montagnes permettait aux ouvriers de parfaire leur ouvrage à la maison. Il existait encore, à ce moment-là, deux tireries de fil de fer dont l'une avait brûlé et dont l'autre consommait trop de charbon pour pouvoir rapporter un bénéfice.

Le peu d'intérêt porté par les gouvernements précédents aux questions économiques était la cause de cette absence de prospérité, car ni les ressources ni les talents ne faisaient défaut. Tous ceux qui prenaient à cœur le développement économique de Neuchâtel estimaient de façon générale que l'industrie pouvait y fleurir à condition d'être soutenue par l'Etat et mieux dirigée¹¹. Le procureur général Jonas Chambrier joignit au *Mémoire* du trésorier des *Réflexions* qui se rapprochent de celles de son parent. En plus de cela, il suggère la création d'une *Justice* (tribunal) *de commerce* et d'une législation « comme

¹⁰ Résolution impériale du 27 mai 1702. Cf. notre ouvrage sur *Saint Saphorin et la politique de la Suisse pendant la guerre de succession d'Espagne*, p. 226.

¹¹ Cf. aussi Emer DE MONTMOLLIN, *Mémoire sur la manière de gouverner la souveraineté de Neuchâtel*, art. IV de l'App. Berlin, *Geh. Preuss. Staatsarch.*, Rep. 64, IV, II, *Litteralien*, Conv. XII, fol. 561. Montmollin préconisait l'assimilation de tous les étrangers « propres à faire fleurir à Neuchâtel les arts, le commerce et les manufactures ». Il souhaitait que la cour de Berlin prît le contrepied de la politique de la duchesse de Nemours, laquelle n'avait jamais voulu de nouveaux bourgeois. « J'ose dire, écrivait Montmollin, qu'il faut naturaliser et recevoir pour sujets de l'Etat tout autant de gens qu'il s'en présentera, pourvu qu'ils soient de bonne vie et mœurs. » Le précepte fut appliqué. Feuilletons les Manuaux du Conseil de Ville. Le 5 novembre 1708, l'on accorda l'habitation au cordonnier Jean Dauth de Francfort (t. X, fol. 211). Le 5 décembre 1707, le Conseil avait accordé l'habitation à Pierre Pastre, de Pragela, réfugié à Berne, pour créer des manufactures à Neuchâtel (t. X, fol. 134). Un Juif, Joseph Sauveur, est autorisé, en novembre de la même année, à pratiquer le commerce à Neuchâtel (t. X, fol. 109), etc.

il y en a dans tous les lieux où fleurit le négoce ». Il estime que la procédure en usage est beaucoup trop compliquée et difficile. Le commerce demande plus de clarté et de simplicité, dit-il. La cour de Berlin parut bien disposée à tirer parti des ressources de la principauté, mais elle se borna malheureusement à ne donner que des encouragements théoriques. En 1708, par exemple, elle chargea Metternich de faire une enquête sur les produits naturels du pays qui n'étaient pas encore exploités, de découvrir des minéraux pour en extraire des couleurs, de trouver des gisements de charbon et des mines de sel.

L'on croyait, à Berlin, à l'existence de mines de charbon dans la principauté. Leur exploitation devait servir à combattre le déboisement¹². La cour avait adressé tout un questionnaire à Metternich pour savoir quelle était la nature du terrain « où la baguette avoit tourné », si le sol contenait des traces d'alun, de vitriol, de soufre, de cinobre et d'antimoine, etc. Metternich, d'après les directives du naturaliste zuricois J.-J. Scheuchzer, fit plusieurs chevauchées à travers le pays. Mais ce fut en vain; la baguette n'avait pas tourné.

Nous avons retracé l'histoire de ces petites tentatives commerciales du début du régime prussien à Neuchâtel, parce qu'elles ont été, à notre avis, trop négligées. Et il y aurait encore beaucoup à dire pour compléter le tableau que nous n'avons fait qu'esquisser. L'activité physiocratique d'Emer de Montmollin, par exemple, et ses curieuses expériences d'œnologue mériteraient d'être sauvées de l'oubli.

Si le génie de certains particuliers soutenus par un gouvernement ferme et clairvoyant a pu créer, au cours du XVIII^{me} siècle, la remarquable activité économique par laquelle cette époque se distingue, n'oublions pas que ce développement repose en grande partie sur les efforts généreux de ces premiers pionniers pour qui veille la Justice qui a nom Histoire.

S. STELLING-MICHAUD.

¹² Articles envoyés de la cour le 21 mars 1709 et les réponses sur iceux, Berlin, Geh. Preuss. Staatsarch., Rep. 64, IV, II, Litteralien, Conv. XII.

LOUIS DE NEUCHÂTEL ET LA MAISON DE MONTFAUCON

(Suite et fin. — Voir ci-dessus, p. 174.)

Ces quatre mois de répit furent activement utilisés par les médiateurs, si bien que, dès le 25 février 1355 (n. s.), une sentence d'arbitrage était rendue à Beure³⁵ aux parties litigieuses par Jean de Chalon, seigneur d'Arlay, et par Geoffroy de Charny, sire de Savoisy, l'un et l'autre conseillers du roi de France et commis par lui à cet effet. Ces deux hauts personnages agissaient sur le rapport de six chevaliers qui leur avaient été désignés par les adversaires en présence : Etienne de Musigney, Jean de Salins, Guillaume le Mellet avaient été choisis par le comte de Montbéliard et ses amis, cependant que le comte Louis, Thiébaud de Neufchâtel et Jacques de Vienne s'en étaient remis aux bons offices de leurs amis, le seigneur de Montmartin, Guillaume du Pailly et Guillaume d'Esternoz. La sentence de Beure a disparu depuis longtemps des archives de l'Etat. Par bonheur, l'érudit comtois Perreciot nous l'a conservée dans son intégrité; l'ayant découverte dans un cartulaire de la seigneurie de Neufchâtel, il l'a fait figurer parmi les preuves de son ouvrage intitulé : *De l'état civil des personnes et de la condition des terres dans les Gaules, dès l'époque celtique jusqu'à la rédaction des coutumes*, publié en Suisse, sans nom d'auteur, sans doute par les soins de la célèbre *Société typographique* de Neuchâtel, en 1786³⁶. Perreciot, qui faisait profession de philosophie, a publié ce document parce qu'il lui semblait constituer une preuve bien vivante de la barbarie moyenâgeuse, faisant mieux apprécier par contraste les lumières du XVIII^{me} siècle. *O François, sensibles François*, s'écrie-t-il à ce propos, quelques années avant les hideuses journées du 10 août et du 2 septembre, *comparez les bontés de votre jeune monarque avec la rigueur des despotes féodaux de vos pères ! Voyez-les poursuivre le fer à la main leurs habitants fugitifs et les ramener chargés de*

³⁵ Beure, dép. du Doubs, arr. et canton de Besançon (Sud).

³⁶ T. II, p. 429-444. — *Preuves*, n° 128.

*chaînes à leurs tristes foyers*³⁷. Evidemment, ces déclamations sont bien de leur époque; elles n'empêchent pas cependant que cet important document a été utilisé bien souvent par les érudits comtois ou romands. Comme de juste, Matile l'a reproduit *in extenso* dans ses précieux Monuments³⁸, après lui Gingins la Sarra³⁹, l'abbé Loye⁴⁰, et, plus récemment encore, le vicomte de Truchis de Varenne⁴¹ l'ont mis à profit tour à tour.

Quoi qu'il en soit, la sentence du 25 février 1355 fut rendue par les arbitres en la présence de toutes les parties, à l'exception toutefois du comte Louis, lequel, ne pouvant tenir en place, avait profité de la trêve pour mettre son épée au service du Comte Vert, dans sa guerre contre le Dauphin de Viennois⁴². Par contre, parmi les partisans du comte de Montbéliard, nous relevons le nom de *Monsignour Jehan de Nuefchastel*, ce qui ne laisse pas de surprendre. Assurément, le père et le fils étaient séparés de biens depuis l'émancipation de 1348, et aucun acte ne nous montre que le fils de Louis ait pris une part active au conflit de son père et du comte de Montbéliard; d'autre part, Louis avait racheté à son fils tous les droits que celui-ci aurait pu faire valoir contre Girard de Montfaucon à Longchamp et Brochon; conséquemment, Jean se trouvait désintéressé dans cette querelle, et l'on peut penser qu'il observa la neutralité dans la querelle de son père et de son grand-oncle, tenant ses seigneuries de Vercel et de Vuillafans le Neuf à l'abri des hostilités.

Si nous passons maintenant à l'examen du texte publié par Perreciot, nous y trouvons toute une série d'articles dont une partie seulement intéresse le comte de Neuchâtel. On y proclamait premièrement qu'une bonne paix devait durer désormais entre les parties, et que si l'une d'entre elles avait quelque chose à réclamer à l'autre, elle devait s'adresser à l'ordonnance des seigneurs arbitres. Les prisonniers qui se trouvaient encore en captivité devaient être élargis et leur rançon payée par ceux dont ils avaient suivi le parti; cependant, si l'un ou l'autre de ces captifs avait été rançonné au delà d'une limite raisonnable, cet excès devait lui être restitué par son vainqueur.

Quant aux griefs du comte Louis et du comte de Montbéliard, il était prononcé que les hommes du Miroir et du Val de Morteau qui, à

³⁷ PERRECIOT, *op. cit.*, t. I, p. 473.

³⁸ MATILE, *Monuments*, t. II, n° 565, p. 717-726.

³⁹ GINGINS LA SARRA, *op. cit.*, p. 128.

⁴⁰ LOYE, *Histoire du comté de la Roche et de Saint-Hippolyte*, p. 108-109.

⁴¹ TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 52.

⁴² *Anciennes chroniques de Savoye*, *op. cit.*, t. I, col. 285; PARADIN, *Chronique de Savoye*, p. 228.

l'occasion de la dernière guerre, avaient fui leur village et s'étaient mis en la foi du comte de Montbéliard, sous la protection des remparts de Réaumont, devraient regagner leurs foyers et reconnaître à nouveau la domination de leur légitime seigneur. Pareillement, Henri ferait raison à la partie adverse de deux vignes, sises à Vuillafans, que Jean de Neuchâtel contestait à son cousin de Montfaucon. Pour ce qui concernait les sempiternelles difficultés de Longchamp et de Brochon, le comte de Montbéliard, agissant au nom du fils de Girard de Montfaucon, refusait d'en débattre avec Louis de Neuchâtel, mais il garantissait au fils de son ennemi qu'il lui ferait bon accueil, pourvu qu'il consentît à lui exposer ses griefs; ce qui démontrait que les droits réclamés par Louis, à ce propos, revenaient incontestablement à son fils⁴³. Enfin, toujours sur le même sujet, Guillaume d'Esternoz et Renaud de Luigney décideraient si le comte de Montbéliard était bien redevable de 500 marcs d'argent envers le comte de Neuchâtel, à titre d'arrérages échus, et, dans le cas de l'affirmative, lui imposeraient l'acquittement de cette obligation.

La sentence réglait également les différends qui opposaient Louis au seigneur de Villersexel. Le premier devait toucher 200 livres de son adversaire, soit 100 livres en vertu d'une sentence rendue naguère par le comte de Montbéliard, 100 livres pour infraction à la dite sentence, plus certains frais et dommages issus du non-paiement de cette somme; par contre, il était débouté d'une réclamation de 3000 livres produite par lui à titre de frais de guerre. On prescrivait encore la liquidation de divers menus griefs; ainsi les arbitres devaient trancher la question de savoir si le comte de Neuchâtel ne devait rien au seigneur de Villersexel pour une jument enlevée par ses gens et pour 15 florins de dégâts occasionnés à Bonnetage; semblablement, le même Louis était admis à faire la preuve qu'il avait à bon droit confisqué un cheval, deux cognées et un fossoir sur les hommes de son ennemi, qui avaient usurpé l'usage des bois de Bonnetage, auquel il prétendait exclusivement; on prescrivait la même procédure quant à une certaine quantité de planches que le comte de Neuchâtel avait fait saisir au Luhier, sous prétexte que le bois en avait été induement coupé dans ses forêts, et que les hommes du sire de Villersexel refusaient d'en acquitter le péage. Enfin, les arbitres donnaient raison à ce dernier qui refusait de faire hommage à Louis, lequel alléguait une prétendue donation de Jean de Neuchâtel;

⁴³ Ainsi le comte de Montbéliard et les arbitres refusaient toute validité à la cession du 27 août 1352, dont nous avons parlé en son temps, aux termes de laquelle Jean de Neuchâtel avait abandonné à son père tous ses droits contestés sur les deux seigneuries bourguignonnes.

il se disait prêt, par contre, à se reconnaître l'homme du jeune seigneur duquel il ne contestait pas tenir 400 livrées de terre.

Louis de Neuchâtel et la comtesse de Fribourg étaient renvoyés à la sentence rendue quelques années auparavant par messire Henri de Grandvillars et maître Pierre de Roulans, pour vider leurs litiges particuliers; on prescrivait seulement un supplément d'enquête pour savoir à qui devait revenir le meix *ès enfans Patoillet*. Quant à la querelle de Louis et du comte de Belvoir, les arbitres décidaient que le comte de Neuchâtel enverrait de ses gens à son adversaire pour recevoir satisfaction légitime d'un homme tué et de trois blessés sur la terre de Belvoir; d'autre part, Renaut de Luigney et Guillaume d'Esternoz devaient se rendre prochainement sur les bords de la Dessoubre ⁴⁴ pour y enquêter et faire droit selon la justice, sur les prétentions opposées des deux adversaires. Enfin, la sentence mentionnait l'imputation portée par le comte de Neuchâtel contre Etienne de Montbéliard et Thiébaud, comte de Blamont en Lorraine, qu'il taxait de félonie pour l'avoir attaqué, lui et ses gens, sans observer les règles du droit féodal accoutumées en la circonstance. Mais comme la prononciation du 25 février 1355 reproduit également la défense des deux seigneurs incriminés et n'émet aucun jugement émanant des arbitres, on peut penser que ceux-ci trouvèrent assez mal fondés en droit et en fait les griefs du comte Louis, et qu'ils se bornèrent de lui donner acte de ses accusations, en les enregistrant dans leur sentence, sans engager pour tout cela leur propre responsabilité.

La sentence des arbitres liquidait aussi les différends mutuels des autres parties en présence : ceux de Thiébaud de Neufchâtel avec la comtesse de Fribourg et les seigneurs de Cusance, de Belmont et de Villersexel, ceux de la dite comtesse et de Jacques de Vienne, ceux de ce dernier seigneur contre le sire de Belvoir et Aimes de Villersexel, déjà nommé. Mais nous ne saurions toutefois abuser de la patience du lecteur en rapportant toutes ces affaires dans leurs détails parfois bien futiles, comme la couverture de menu vair réclamée par Jacques de Vienne au sire de Belvoir, ou comme le *gîte aux chiens* prétendu par Thiébaud de Neufchâtel sur les terres de la comtesse de Fribourg. Nous nous contenterons donc d'indiquer comme références les passages précités de Matile, de l'abbé Loye et du vicomte de Truchis de Varenne. Pour ce qui nous concerne, il faut encore mentionner que la sentence

⁴⁴ La Dessoubre, petit affluent de la rive gauche du Doubs, qui se jette dans cette dernière rivière à Saint-Hippolyte.

de Beure prescrivait l'abolition de toutes les commises de fief prononcées de part et d'autre à l'occasion de la dernière guerre; de même, il était ordonné aux arbitres de commencer dans le délai de quinze jours leurs enquêtes sur les points qui avaient été réservés pour de plus amples éclaircissements, et de rendre leurs conclusions dans le délai d'un mois après la prochaine fête de Pâques; enfin, le seigneur de Montmartin, Henri de Beauffremont, Renaud de Luigney et Girard de Thurey, qui s'y étaient déjà employés, devaient régler définitivement le sort des prisonniers de guerre, tant de ceux qui avaient été mis à rançon que des autres.

Cependant, à la date du 4 juin 1355, une des très rares lettres missives que nous conservions de Louis de Neuchâtel nous apprend que le comte de Montbéliard faisait encore certaines difficultés pour libérer ses prisonniers ⁴⁵. Quoi qu'il en soit, ce dernier incident dut être liquidé peu après cette date, sans doute grâce à l'intervention des arbitres, car nous n'en entendons plus parler par la suite. Ainsi les hauts et puissants seigneurs, commis par le roi Jean le Bon pour rétablir la paix en Franche-Comté, durent avoir le sentiment qu'ils n'avaient pas perdu leurs diligents efforts et qu'ils avaient étouffé jusqu'au dernier tison de discorde dans cette tumultueuse province. Mais encore une fois, l'événement ne devait pas répondre à la légitime attente de ceux qui s'étaient entremis.

Entre les deux maisons rivales de Neuchâtel et de Montfaucon-Montbéliard, il restait donc à régler les querelles relatives à la possession des deux seigneuries de Longchamp et de Brochon, sises l'une et l'autre sur la rive gauche de la Saône, dans le duché de Bourgogne. Pour quelles raisons Jean de Chalon, sire d'Arlay, et Geoffroy de Charny, seigneur de Savoisy, négligèrent-ils sur ce point de pourvoir dans les délais prescrits à la parfaite exécution de la sentence de Beure? Nous n'en savons rien à coup sûr, mais on peut supposer sans invraisemblance que les graves événements politiques et militaires dont la France fut le triste théâtre à cette époque, détournèrent des bords du Doubs et de la Saône la sollicitude du roi Jean et de ses conseillers. Quoi qu'il en soit, si l'aventureux Jean de Neuchâtel mit à profit avec empressement cette occasion de faire prouesse, car nous trouvons son nom associé à celui de son parent et futur beau-frère Rodolphe de

⁴⁵ Archives de l'Etat, Q 4/13. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 568, p. 729, mais la date donnée par cet auteur est fautive, la Fête-Dieu tombant en l'année 1355, non pas le 22 mai, mais le 4 juin.

Nidau, parmi ceux des seigneurs qui accompagnèrent le roi de France durant l'automne 1355, dans sa vaine campagne de l'Artois ⁴⁶, son père, absorbé dans sa vieille rancune, dut suivre avec intérêt le développement des événements que marquèrent les trahisons du roi de Navarre, les troubles de Normandie, la campagne du duc de Lancastre et surtout cette fatale bataille de Poitiers, où Geoffroy de Charny se fit héroïquement massacrer sur l'oriflamme de Saint-Denys.

En effet, au moment où les fleurs de lys succombaient, c'est-à-dire au cours de l'automne 1356, les hostilités reprirent une dernière fois entre Louis de Neuchâtel et Jean de Montfaucon, soutenu par son oncle le comte de Montbéliard ainsi que par tous ses cousins, alliés et amis qui avaient déjà été impliqués avec lui dans les difficultés des années précédentes. Par contre, il ne semble pas que le comte Louis ait reçu aucun secours de la part des barons comtois, encore que la ligue du 11 janvier 1354 ne se soit pas dissoute à la suite de la sentence de Beure, puisque Jean d'Oiseler lui notifiait son adhésion par une lettre en date du 13 février 1357 ⁴⁷. Nous devons donc inférer de cet ensemble de circonstances que le comte de Neuchâtel prit l'initiative des hostilités et que ses alliés lui refusèrent le bénéfice du *casus foederis*. Il pouvait compter cependant sur l'appui de Jean d'Arberg, seigneur de Valangin, dont il avait été le tuteur depuis la mort de Gérard d'Arberg, son père, tué jadis à la bataille de Laupen, et qu'il venait de marier avec Mahaut de Neufchâtel-Bourgogne, fille de Thiébaud VI, seigneur de ce lieu, et nièce de Catherine, sa seconde femme ⁴⁸.

Pas plus que précédemment, nous ne sommes exactement renseignés sur les circonstances de cette guerre qui dut, comme à l'ordinaire, faire peser son poids sur les malheureux paysans de la région de Morteau et de Réaumont; nous trouvons en effet des mentions de bêtes enlevées et d'habitations incendiées dans la trêve qui termina cette affaire; toutefois, dans l'une de ces obscures rencontres, les hommes du comte de Montbéliard firent un prisonnier de marque en la personne d'Amé de Moudon, seigneur de Montagny, pour la rançon duquel le comte de Neuchâtel dut fournir sa caution par un acte du 3 avril 1358 ⁴⁹.

Ces hostilités furent encore marquées par un singulier épisode dont la ville de Neuchâtel fut le théâtre et qu'il vaut la peine de rap-

⁴⁶ MATILE, *Monuments*, t. II, n° 570, p. 732; GUICHENON, *Histoire généalogique de la royale maison de Savoie*, t. I, p. 410 et t. IV, p. 197.

⁴⁷ Archives de l'Etat, L 3/5 b. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 588, p. 754.

⁴⁸ MATILE, *Histoire de la seigneurie de Valangin*, p. 81-82.

⁴⁹ MATILE, *Monuments*, t. II, Régeste, n° 198, p. 1178.

porter. Comme on sait, à cette époque, la dynastie des seigneurs d'Estavayer tenait en fief des comtes de Neuchâtel la terre et le château de Gorgier, et leur devait en conséquence les services d'ost et de plaïd, selon la coutume du moyen âge. Nous ignorons tout des raisons qui mirent en opposition le comte Louis et Pierre d'Estavayer, lequel partageait le fief de Gorgier avec son frère Artaud. Nous devons noter cependant que, quelques années auparavant, l'un et l'autre entretenaient de bonnes relations, puisque c'est un représentant de la famille d'Estavayer qui donna le signal de la guerre entre les deux maisons de Neuchâtel et de Montbéliard, en tuant de sa propre main le châtelain de Réaumont, ainsi que nous l'avons vu plus haut. Quoi qu'il en soit, au moment où les hostilités reprirent pour la dernière fois en Franche-Comté, Pierre d'Estavayer, encore qu'il eût été sommé dans les formes accoutumées par son suzerain de venir le servir dans sa querelle, refusa obstinément de se rendre à ses instances. D'autre part, à l'occasion de la querelle qui avait pris naissance entre Louis de Neuchâtel et le seigneur de Grandson, sur la délimitation de leurs terres, le vassal avait pris fait et cause pour l'adversaire de son suzerain et l'avait fait bénéficier de ses conseils, contrairement aux principes du droit féodal.

Selon l'usage du temps, cette attitude suffisait pour provoquer la commise, c'est-à-dire la confiscation du fief, la félonie du vassal se trouvant clairement établie dans les deux cas. Mais Pierre d'Estavayer ne s'en tint pas là : le 1^{er} novembre 1356, il se présentait en armes dans la ville de Neuchâtel, après avoir escaladé nuitamment le rempart, envahissait la maison des hoirs Amiot Teygant, abattait d'un coup d'épée le poing de Jean de Rigny qui s'y trouvait logé, et le couvrait de blessures mortelles. Puis ayant perpétré ce mauvais coup, il s'en retournait par où il était venu, non sans emmener avec lui pour les rançonner, le fils et le bâtard de Jean de Rigny, ainsi qu'un certain damoiseau d'Estavayer, sur lequel nous n'avons pas de plus amples détails. Cet acte de brigandage provoqua la colère du comte Louis qui fit citer Pierre d'Estavayer devant la cour des pairs, instance habile à juger des causes féodales, pour y répondre de ses méfaits, mais l'accusé sachant bien le sort qui l'attendait, s'il poussait l'audace jusqu'à se présenter à Neuchâtel, fit obstinément défaut. En fin de compte, après une troisième et infructueuse citation, sur le rapport d'un juge désigné par le suzerain, la cour rendit son arrêt; elle était composée des vassaux, alliés et combourgeois du comte de Neuchâtel, parmi lesquels nous retenons les noms de Jean, coseigneur de Blonay et bailli

de Vaud, de Jean d'Arberg, seigneur de Valangin, de Guillaume, seigneur de Vautravers, de Werner, comte de Falkenstein, de Bourcart, seigneur de Gléresse, de Guillaume de Dompierre, de Godefroy de Courtelary, de Jacques Reich, de Soleure, de Jean d'Orvins, d'Othon dit le Bel, de Cormondrèche, des conseils et bourgeoisies de Berne, Fribourg, Payerne, Morat, Soleure, Romont, Bienne et Yverdon, lesquels, le 6 mars 1357, prononcèrent la commise des fiefs du vassal félon, et le condamnèrent, en outre, à perdre la tête, après avoir eu le poing tranché, en raison de son agression contre Jean de Rigny, pétrée dans une ville « libre, franche et jurée ⁵⁰ ».

Malheureusement, il est difficile de se rendre compte du rapport qui put exister entre le coup de main de Pierre d'Estavayer et la guerre de Franche-Comté, en dehors du refus de service opposé au suzerain par son vassal. Dans tous les cas, une nouvelle fois, l'arbitrage s'interposa entre les deux adversaires, grâce aux bons offices de Jean de Vienne, archevêque de Besançon. Les deux parties s'étant réunies à Vuillafans pour vider leur différend dans une conférence amicale, l'arbitre agréé des uns et des autres y prononça sa sentence, le 8 septembre 1357, aux conditions suivantes : en premier lieu, l'archevêque prescrivait l'amendement réciproque des dommages que s'étaient portés les belligérants au cours de la dernière guerre; les habitants de Réaumont devaient restituer quarante grosses bêtes, estimées à 60 florins, qu'ils avaient enlevées aux sujets du comte de Neuchâtel, mais ce dernier, pour sa part, offrirait une juste réparation au comte de Montbéliard, après que l'arbitre aurait taxé les dégâts, pour les ravages commis par ses partisans dans le village de Faïche ⁵¹. Enfin et surtout, la sentence de Jean de Vienne tranchait définitivement les difficultés relatives à Longchamp et à Brochon qui avaient opposé depuis plus de trente ans les Neuchâtel et les Montfaucon et qui avaient motivé, tout au moins en apparence, la dernière prise d'armes; les deux tiers des seigneuries d'Outre-Saône et de leurs revenus devaient être attribués à Louis ainsi qu'à son fils, cependant que Jean de Montfaucon se contenterait du reste. Mais la répartition de ces terres et de leurs fruits n'était pas abandonnée à la bonne volonté bien aléatoire des deux parties; l'archevêque, en effet, promettait d'y faire procéder par les soins d'une commission, et se réservait encore la connaissance de toutes les

⁵⁰ Tous les détails donnés ici sur cette curieuse affaire sont tirés d'une seule pièce des Archives de l'Etat, contenant le jugement de la cour des pairs et conservée sous la cote J 5/10 h. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 589, p. 755, et *Fontes rerum bernensium*, t. VIII, n° 515, p. 186.

⁵¹ Faïche, dép. du Doubs, arr. de Montbéliard, canton d'Audincourt.

obscurités ou de tous les conflits que ce partage pourrait faire apparaître. A ces conditions, la paix devait être rétablie dans le pays, et les anciens ennemis se pardonnaient les uns aux autres leurs haines, mal-talents et rancœurs ⁵².

Cette sentence du 8 septembre 1357 est la dernière de la longue série d'arbitrages auxquels avait donné lieu la mauvaise intelligence de Louis de Neuchâtel et de ses cousins de Montfaucon-Montbéliard, et l'archevêque de Besançon finissait par réussir où avaient successivement échoué les efforts de Jean de Chalon, du comte de Bourgogne et du roi de France. En effet, la paix régna désormais entre les deux partis qui, durant trente-deux ans, s'étaient déchirés pour le plus grand malheur de leurs infortunés sujets. Faut-il supposer que le comte de Neuchâtel, lassé et vieilli, se soit résigné sur le tard à la situation que lui faisaient en Franche-Comté les oncles et cousins de sa première femme? Somme toute, malgré tant de prises d'armes et malgré tant de florins dépensés, il n'avait que très partiellement réussi à reconstituer l'héritage qui, selon lui, aurait dû revenir à Jeanne de Montfaucon du fait de son père et de sa grand'mère, et, notamment, il avait dû tolérer les usurpations du comte de Montbéliard à Réaumont. Qu'il ait souffert d'une injustice, ce fait nous semble avéré, et Jean de Montfaucon lui-même, le fils de Girard, paraît avoir eu des scrupules de conscience à ce sujet, ainsi que l'atteste son testament en date du 18 juin 1371, instituant comme héritière universelle de tous ses biens, à défaut d'enfants légitimes, Ysabelle, comtesse de Nidau, la propre fille de Louis et de Jeanne de Montfaucon ⁵³. Mais si l'ardent et vindicatif comte de Neuchâtel se résignait pour finir au « mauvais arrangement » du 8 septembre 1357, il n'avait pas su éviter pour tout cela les frais du « bon procès », poursuivi les armes à la main à Morteau, à Réaumont et sur tout le haut plateau comtois que circonscrit le Doubs dans ses méandres entre Pontarlier et Besançon. Aussi bien, si cette longue histoire nous apporte la preuve évidente de sa ténacité, elle ne nous fournit pas un témoignage aussi probant en faveur de son sens politique; bien au contraire, nous pouvons conclure de cet épisode que le comte Louis ne sut jamais proportionner les moyens au but poursuivi.

⁵² Archives de l'Etat, J 3/12. — MATILE, *Monuments*, t. II, n° 596, p. 772; SUCHET, *op. cit.*, p. 259; TRUCHIS DE VARENNE, *op. cit.*, p. 53. Il faut noter qu'en ce faisant, l'archevêque de Besançon revenait sur la sentence de Beure qui, à la suite de l'émancipation de Jean de Neuchâtel, avait débouté Louis de tout droit sur Longchamp et Brochon.

⁵³ Archives du Doubs, E 1324. — *Testaments*.

Mais aussi son fils aîné, celui pour lequel il avait pris les armes et dépensé tant d'argent, ne paraît pas avoir porté le même intérêt passionné à l'héritage de sa mère. Jean de Neuchâtel semble s'être contenté assez facilement des parts qui lui avaient été consenties à Vuillafans et à Vercel par le comte de Montbéliard et Girard de Montfaucon. Dans son ambition, dans son esprit d'aventure, son regard portait plus loin que le plateau boisé de la Franche-Comté, et les tragiques événements dont la France était le théâtre depuis l'écrasante défaite de Poitiers, de même que les relations qu'il avait nouées avec Charles le Mauvais, le perfide roi de Navarre, lui ouvraient d'éblouissantes perspectives, auprès desquelles les forêts jurassiennes et leurs droits d'usage disparaissaient dans l'obscurité. D'autre part, la faiblesse du gouvernement de Philippe de Rouvres, l'invasion des Anglais, les entreprises des routiers et l'extinction de la dynastie des Capétiens-Bourgogne allaient poser dans un proche avenir des problèmes un peu plus ardues et un peu plus importants que « le gîte aux chiens » de la comtesse Mahaut de Fribourg. La ligue comtoise qui avait naguère combattu avec des fortunes diverses la politique autoritaire du duc Eudes IV allait se reformer contre Philippe le Hardi, sous la direction du comte de Montbéliard; aux ordres de celui-ci, nul en Franche-Comté ne devait être plus résolument dévoué que le propre fils de son tenace adversaire.

Ainsi, plus que toute autre chose, les circonstances de l'histoire générale mettent le point final à cet obscur et sanglant épisode de l'histoire régionale de Neuchâtel et de la Franche-Comté. Il n'a exercé, sans doute, qu'une très faible influence sur les grands faits politiques du temps, en retenant un instant l'attention de Jean le Bon; il n'en apporte pas moins une assez précieuse contribution à l'histoire de la société du XIV^{me} siècle, en nous montrant, de manière manifeste, comment les petites dynasties féodales, dans les luttes obstinées qu'elles soutenaient les unes contre les autres, se sont ruinées de leurs propres mains.

ED. BAUER.

FRANÇOIS DE CHERPONT ET SA FAMILLE

(Suite et fin. — Voir ci-dessus, p. 163.)

Plusieurs des enfants de Cherpont, d'autre part, n'avaient plus besoin de son aide matérielle. Jean, en tout cas, avait quitté le foyer pour entreprendre des études. Son père eût été bien embarrassé de le pousser dans cette voie s'il n'avait reçu l'aide de Guy de Laval, le neveu de l'amiral Coligny⁵⁰. Ce jeune seigneur s'était réfugié en Suisse au lendemain de la Saint-Barthélemy avec d'autres membres de sa famille⁵¹. Et quoique fort gêné financièrement, il encourageait de ses deniers plus pauvre que lui. C'est ainsi qu'il avait pris pour « premier escollier qu'il entretinst en écolle » Jacques Merlin, fils du ministre de l'amiral Coligny. Il lui accordait 100 livres de pension annuelle⁵². Jean de Cherpont, dont Laval avait sans doute connu le père à Paris, bénéficia probablement des mêmes faveurs.

C'est à Zurich ou à Berne qu'il étudia tout d'abord, puis, sachant fort bien l'allemand, il commença des études de théologie. C'est ainsi qu'en date du 21 mai 1579, on lit dans le *Livre du Recteur* de Genève, parmi les noms des nouveaux étudiants : Johannes Cherpontius, Neocomensis. Nous pouvons être fiers de voir Jean de Cherpont se qualifier de Neuchâtelois, car c'était un jeune homme vertueux, brillamment doué et qui savait mettre ses talents au service de la bonne cause.

En 1580, avant même d'avoir terminé ses années d'académie, il faisait paraître une édition du Nouveau Testament gréco-latin de Théodore de Bèze avec des notes dont certaines étaient son œuvre, dont la plupart cependant étaient empruntées à Bèze et à d'autres auteurs⁵³. Ce travail entrepris à la demande d'Henri Estienne était surtout une compilation; le célèbre imprimeur la jugeait pourtant assez soigneu-

⁵⁰ AYMON, *Tous les synodes nationaux*. La Haye, 1710, t. I, 2^{me} part., p. 169.

⁵¹ MÆRIKOFER, *Histoire des réfugiés de la Réforme en Suisse*. Neuchâtel, 1878, p. 104 et suiv.

⁵² *Diaire de J. Merlin*, publ. par GABEREL. *Histoire de l'Eglise de Genève*. Genève, 1855, t. II, 2^{me} part., p. 157.

⁵³ Voir E. REUSS. *Bibliotheca Novi Testamenti*, Brunsvigæ, 1872, p. 94, et les préfaces de l'ouvrage. C'était la troisième des éditions « mineures » contenant, outre le texte grec, le texte de la Vulgate et la traduction latine de Bèze.

sement faite pour qu'on n'y pût « rien retrancher ni reprendre ⁵⁴ ». C'était dire la supériorité de l'édition de Cherpont sur les précédentes dont l'une cependant était l'œuvre du fameux Loiseleur de Villiers.

La même année, le jeune théologien terminait un nouvel ouvrage, plus significatif de ses goûts et de ses capacités : la publication en quatre langues, grec, latin, français et allemand du traité de Plutarque sur l'éducation des enfants, de deux discours d'Isocrate et d'un opuscule de Lambert Daneau, l'*Ethique chrétienne* ⁵⁵. Si ce n'était pas là une œuvre en tous points originale, si Cherpont avait parfois recouru pour ses traductions à l'aide de plus expérimentés que lui, il témoignait pourtant dans cet ouvrage de connaissances étendues et précises dans les langues anciennes, d'une parfaite maîtrise de l'allemand et d'un esprit critique averti. Qualités d'autant plus remarquables que l'auteur signait sa préface le jour même de ses 23 ans ⁵⁶. Aussi bien, le livre de Cherpont connut-il un joli succès. Deux éditions en parurent presque simultanément, l'une à Genève, l'autre à Lyon ⁵⁷, et les amis de l'étudiant vantèrent l'utilité pédagogique et l'excellence de cet « ouvrage gentil », chantèrent les louanges de son « très savant et sage » auteur et appelèrent sur sa tête les bénédictions du ciel ⁵⁸.

Ce ne fut sans doute qu'un jeu pour Jean de Cherpont de soutenir quelques mois plus tard la thèse sur la *Très sainte et vénérable Trinité* par laquelle il mettait fin à ses études ⁵⁹. Très peu après, il était nommé ministre à l'hôpital de Genève ⁶⁰.

Les succès de son fils ne furent pas seuls à réjouir en ces années le pasteur de la Sagne. Le 14 août 1580, il mariait sa fille aînée, Sara, avec Etienne Favon, marchand à Genève ⁶¹. C'était une mésalliance pour la fille de « noble et spectable François de Cherpont », mais la rotture de Favon était compensée par de solides revenus. Il possédait

⁵⁴ Fol. 15, non chiffré. Typographus Lectori.

⁵⁵ *Libelli aliquot formandis tum iuventutis moribus, tum linguæ Græcæ, Latinæ, Gallicæ et Germanicæ utilissimi... opera et studio Johannis Cherpontii*. Apud Eustathium Vignon. MDLXXXI, in-8°, 336 p.

⁵⁶ P. 7, non chiffrée. « Tertio die Decemb. qui meus est natalis, annumque ætatis XXIII adimplet... Johannes Cherpontius. »

⁵⁷ Citée par la *France protestante*, 2^{me} éd., t. IV, col. 303.

⁵⁸ En grec, latin, allemand et français ; p. 333 et suiv. des *Libelli aliquot...*

⁵⁹ De S. S. et veneranda Trinitate... Respondente Johanne Cherpontio, Neocomensi. Soutenance, vendredi 28 juillet 1581. H. HEYER, *Catalogue des thèses de théologie soutenues à l'académie de Genève*. Genève, 1898, p. 9, n° 2.

⁶⁰ H. HEYER, *ouv. cité*, p. 141, et *L'Eglise de Genève*, 1909, p. 439, où Heyer, par erreur certainement, dit Cherpont étudiant à Genève en 1578 déjà.

⁶¹ Archives de Genève. E. C. St Pierre, B. M. 3. Le mariage fut donc célébré peu de temps et non comme le dit Galiffe « longtemps » avant l'établissement du contrat de mariage qui est du 5 septembre 1580. Arch. Genève, *Reg. du not. J. Jovenon*, t. IV, fol. 453 v°.

plusieurs immeubles à Genève, bon nombre de florins et vaisselle d'argent. Il était de plus généreux et réformé convaincu, si l'on en juge par les legs qu'il fit, dans ses divers testaments ⁶², « en la bourse des povres estrangers retirez en ceste cité de Geneve pour la parolle de Dieu », « au college » et « à l'hospital general dudit Geneve ».

La famille de Sara de Cherpont bénéficia de cette générosité. Favon avança de l'argent à son beau-père toujours gêné; Jean, de son côté, emprunta au marchand genevois une petite somme ⁶³, peut-être au moment où il quitta la Suisse pour prendre la tête, en Bretagne, de la paroisse de la Gravelle ou Terchant, dépendant du seigneur de Laval dont il avait été « l'escollier ⁶⁴ ».

En rompant avec le catholicisme, François de Cherpont avait fait des siens une race de déracinés, condamnés à errer sans cesse. Au moment où son fils s'installait en Bretagne, une de ses filles, dans la misère, arrivait de Sedan à Genève avec ses cinq petits enfants et son mari en quête de travail ⁶⁵. Le pasteur de la Sagne, lui-même, s'appêtait alors à changer de paroisse.

Le poste de Cornaux était en effet vacant. Cherpont, désireux sans doute de regagner des cieux plus cléments, s'y laissa nommer. Présenté à ses futures ouailles le 7 juillet 1583 ⁶⁶, il en fut agréé immédiatement. Une semaine après, il quittait la Sagne, abandonnant à son successeur, Abraham Philippin, la modeste cure et ses revenus. Cherpont sut d'ailleurs, et à bon droit, se faire dédommager des soins qu'il avait pris pour réparer sa demeure et la loge qui en dépendait, des frais que lui

⁶² Arch. Genève, *Reg. du not. J. Jovenon*, t. V, fol. 426 v^o, 3 août 1584; *Reg. du not. Et. Demonthoux*, t. 47, fol. 154, 31 mars 1610, et t. 28, fol. 5, 4 janvier 1614. Etienne Favon ne mourut que le 6 avril 1616, âgé de 87 ans environ. Arch. Genève, *E. C. Morts* 28, fol. 6 v^o.

⁶³ Dans son premier testament, Favon remet ces dettes à ses beau-frère et beau-père « au cas qu'il ne leur plaira ou qu'ilz n'aurent le moyen de le payer et rendre à ses heritiers ». François de Cherpont est bien appelé beau-père de Favon et non beau-frère, comme le dit la *France protestante*.

⁶⁴ En 1582 probablement, et non 1572 comme le dit Vaurigaud. *Essai sur l'histoire des églises réformées de Bretagne*. Paris, 1870, t. I, p. XXXV. En avril 1583, il était déjà en fonctions. La paroisse de la Gravelle fut rattachée à la Province de Bretagne le 15 mai 1583 par le synode de Vitré « à cause que nôtre Frère Mr. Cherpont avoit été poussé aux études par les libéralités du Seigneur de La Val, et que la plus part des membres de cette Eglise sont Bretons... mais pendant le tems seulement que Monsieur Cherpont seroit Ministre de ladite Eglise ». AYMON, *ouv. cité*, p. 169.

⁶⁵ Nous n'avons sur cette fille de Cherpont que les renseignements donnés par une lettre de Jean de Cherpont à « Monsieur de La Flesche » (Th. de Bèze). Bibl. de Genève. *Correspondance ecclésiastique*, 1580-1583, fol. 77. Dans cette missive, datée « d'Ollivet ce 3^e avril 1583 » le jeune pasteur recommandait à Bèze « une miene sœur venue depuiz II trois mois comme j'estime habiter en vostre ville... » Il ne semblait guère connaître son beau-frère dont il écrivait « le mari est bon ouvrier et comme je crois homme de bien. Il est sergent... Ilz sont domestiques de la foy ». Nous ne savons si Fr. de Cherpont s'occupa de cette fille.

⁶⁶ *Baptistère de Cornaux*.

avait occasionnés son courtil qu'il laissait « fort bien orné de lahons et garny d'ortullaies ⁶⁷ ». Le fils de l'évêque de Paris s'installa donc dans son nouveau logis ⁶⁸. C'était la vieille maison que Jehan Pichoti, curé de Cornaux, avait fait élever vers le milieu du XV^{me} siècle, à l'endroit où se dresse la cure actuelle; entourée d'un clos planté d'arbres, d'un jardin et d'une chenevière, flanquée d'une grange, d'un pressoir et « d'une stable aux cochons », elle avait, comme la plupart des cures campagnardes, tout l'air d'une ferme et exigeait de celui qui l'occupait, s'il y voulait vivre à son aise, des vertus ménagères autant que pastorales.

Le ministre de Cornaux devait en outre allier à ces qualités pratiques un esprit paisible, le voisinage de Cressier lui valant des difficultés que ses collègues ne connaissaient pas. Tous les prédécesseurs de Cherpont en avaient souffert. Le dernier, Tite Veluisat, ne s'était-il pas vu refuser l'augmentation de pension qu'il demandait, ne l'avait-on pas menacé de « l'oster et deposseder de ladicte cure, attendu qu'il estoit en mauvais mesnage avec ceux de Cressier, ses voisins, et d'autre part assez mal voulu de ses paroissiens ⁶⁹ ». Cherpont paraît avoir été de caractère assez pacifique pour éviter tout ennui de ce genre. Les seules occasions dans lesquelles on le voit en relations avec les habitants de Cressier sont les baptêmes qu'il célèbre, les mariages qu'il bénit dans les familles réformées établies en pays catholiques ⁷⁰.

Cherpont, d'ailleurs, « selon la grâce que Dieu lui faisait », s'employait « en sa charge le plus diligemment et fidelement qu'il lui étoit possible ». Nous en avons pour preuve son témoignage que nous pouvons bien supposer sincère et la manière fort consciencieuse dont il tenait le registre des actes ecclésiastiques.

Les premiers ministres de Cornaux, sagement, avaient répondu aux vœux de Farel qui, en 1533 déjà, jugeait qu'« il seroit bon escrire le nom de ceulx qu'on baptise et le jour qu'ilz sont baptisez. Et aussi le

⁶⁷ Sur les arrangements entre Cherpont et Philippin, voir *Actes de la Classe*, t. I, p. 118, 119.

⁶⁸ Sur l'installation de Cherpont à Cornaux et ses arrangements avec son prédécesseur Tite Veluisat, voir *Baptistère de Cornaux*: Entree de François Decherpont en l'église de Cornau, et *Actes de la Classe*, t. II, p. 69 et 124. Cherpont arriva à Cornau le 15 ou le 16 juillet. Il rendit en effet ses comptes à la Sagne le 12 juillet et y resta jusqu'au 14; le 17 juillet il réglait sa pension à Cornaux. Cherpont était élu à Cornaux depuis le 11 mars déjà. *Manuel du Conseil d'Etat*, 11 mars 1583.

⁶⁹ Copie de la requête de François de Cherpont. Voir p. 216, n. 77.

⁷⁰ Parmi ces « protestants disséminés » figurent à plus d'une reprise les enfants et petits-enfants de « M^e Laurent de Crecy » autrement dit Laurent Perrod, le sculpteur de fontaines. *Baptistère de Cornaux*, passim.

nom de ceulx qu'on espouse et pareillement le jour, en ung petit livret ⁷¹ ». Cherpont suivit leur exemple et ce précieux « Baptistère », le seul de cette époque qui de tout le canton soit parvenu jusqu'à nous, est une mine de renseignements de toutes sortes. A le feuilleter, on pénètre un peu la vie tranquille de la paroisse : mariages, « dénoncés » « par deux ou troys dimenches » avant les noces, « devant et ouyant toute l'eglise congregation et parroisse », célébrés en général le dimanche, parfois le mercredi; baptêmes où parrains et marraines, la plupart du temps fort nombreux, présentent l'enfant et promettent d'en « faire bonne garde ⁷² ».

Le registre de paroisse se fait aussi l'écho des difficultés qu'éprouvait la Classe à nantir les habitants de Cornaux d'un maître d'école qui leur restât. L'un après l'autre, ils s'en allaient. On en compte sept en onze ans.

Parfois aussi, Cherpont se laisse aller à noter entre les actes ecclésiastiques les petites joies que lui accorde la Providence, tel dîner, par exemple, auquel il est convié avec sa femme chez « M. le chastellain Vallier ⁷³ ». Il arrive qu'il mentionne les scandales qui défrayaient la chronique du village, mais, discret, il le fait presque toujours en latin ⁷⁴.

Le *Baptistère*, malheureusement, ne dit rien de l'action de Cherpont sur l'âme des fidèles, rien de son influence personnelle ni de ses talents de prédicateur.

On peut conclure, cependant, qu'il remplissait ses fonctions à la satisfaction générale, du fait qu'il fut choisi, le 7 mai 1584, pour secrétaire de la Classe et, en mai 1586, nommé juré « pour le côté de Cornaux ⁷⁵ ».

Mais la tranquille conscience du vertueux prédicant ne remplissait ni son escarcelle ni les bahuts de la cure de Cornaux.

Nous avons plus d'un écho des démarches que tenta le pasteur pour se faire secourir. Elles furent en général, semble-t-il, couronnées de succès. C'est tantôt une, six, huit émines de froment « en aulmosne de charité », deux sacs d'avoine ou « quatre cestiers de vin » à prendre « en la cave de Madame à Cornaux » qu'on octroie à Cherpont, mais en l'avertissant toujours prudemment que c'est « pour ce coup tant seu-

⁷¹ *Manière et fasson*, 1533, fol. CIV v^o.

⁷² On trouve souvent mentionnés parmi ces parrains et marraines, le prédicant lui-même, sa femme, Marguerite Chevallier, sa belle-fille Hester Matel, son fils Abraham.

⁷³ Le 19 juillet 1584.

⁷⁴ Les 20 janvier 1594, 3 juin 1594, 4 août 1594, etc.

⁷⁵ *Actes de la Classe*, t. II, p. 130 et 141.

lement et sans tirer à conséquence par cy appres⁷⁶ ». Seule une des nombreuses requêtes du ministre à la Seigneurie pendant son séjour à Cornaux est parvenue jusqu'à nous; elle fournit d'intéressantes données sur des difficultés matérielles qui devaient être d'ailleurs celles de plus d'un de ses collègues⁷⁷.

Cherpont avait à entretenir une famille de huit, « quelques fois dix » personnes⁷⁸. Or, pour de telles charges, quelle était sa pitance ? Deux muids de blé reçus de la Seigneurie, six ou sept émines « de cense annuelle » et une « tierce gerbe » récoltée sur les champs de la cure et qui se réduisait à un sac de grain. Le prédicant devait ainsi sans cesse emprunter blé ou froment qu'il était fort embarrassé de rendre à la fin de l'année.

Cherpont avait, bien entendu, comme tout pasteur qui se respectait, quelques vignes à cultiver. Mais il remarquait déjà que ce sont là « revenus casuels et non tousjours certains ». « Les façons et nourritures des ouvriers » coûtaient bon. Qu'on y ajoute « un ordinaire mediocre de vin pour la maison et povres passants » et l'on reconnaîtra volontiers que ses vignes étaient pour M^e François de maigre profit. Le foin qui entrait dans la pension du prédicant ne l'enrichissait pas davantage. « Les frais des fenaisons » étaient élevés; il fallait nourrir « une vache ou deux » et « un cheval pour aller au bois et au moulin et pour l'usage dudict suppliant ». Bref, de ses vignes et de ses prés, le malheureux ne retirait que cinq ou six livres dans les meilleures années.

Aussi remarquait-il avec amertume que la pension des anciens curés de Cornaux était beaucoup plus abondante. Les vieilles « recognoissances » qu'il avait « entre mains » et ne relisait pas sans envie en faisaient foi.

Par malheur, Cherpont n'était pas pauvre seulement; il avait le cœur bien placé et disciple du « S^t apostre » se montrait « hospitalier, communicatif et recueillant volontiers les estrangers ». Il aurait tenu « grandement sa conscience chargée de fermer la porte à tout le monde, notamment aux souffreteux et domestiques de la foy ». Or, ceux-ci

⁷⁶ *Manuel du Conseil d'Etat*. 20 juin 1587, 27 juin 1592, 15 mai et 2 octobre 1594, 23 mai 1595.

⁷⁷ Requête mentionnée p. 214, n. 69. C'est une copie contemporaine de l'original non datée. Mais son contenu permet de déduire que Cherpont n'était pas depuis longtemps en fonctions à Cornaux quand il l'adressa à la Seigneurie.

⁷⁸ Quelles étaient ces huit personnes ? Nous ne connaissons parmi les enfants que Cherpont pouvait, à cette époque, avoir encore chez lui qu'Hester Matel, Abraham, Catherine et peut-être Daniel Cherpont. Il faut donc admettre que le pasteur de Cornaux aurait eu au moins deux enfants qui nous seraient restés inconnus ou qu'il avait recueilli quelques-uns des enfants de sa fille (ou celle-ci et son mari) arrivés à Genève en 1583. Voir p. 213, n. 65.

étaient nombreux, exagérément. C'est, disait le pauvre prédicant, « une infinité de povres passans, mendiens, estudians, soldats et voyageurs qui (pour estre la maison de la cure apparente et assise au pied du grand chemin pour tirer es Allemagnes) se jettent dedans icelles ». Que faire devant pareille invasion ? Impossible d'éconduire tous ces malheureux « sans pain ou vin ou argent » ; force était de leur « donner pour dieu et fere aulmones ». La pension du charitable pasteur s'en trouvait fort amoindrie. Il implorait donc dans sa requête le conseil et Madame sa « Souveraine Princesse » d'augmenter ses revenus annuels d'« au moins... quatre muids de froment... et d'autant de vin ». Il pourrait ainsi « entretenir sa famille, exercer hospitalité et user le reste de ses jours au service de Dieu, de Madame et de Messeigneurs noz Princes souverains ». Sinon, il se verrait réduit avec les siens « à toute extremité ou contraint quitter le lieu par faute di pouvoir vivre ».

Cette perspective, peut-être aussi les mystérieuses recommandations « de bonne part » (le chancelier de Cheverny probablement), dont se réclamait Cherpont, ouvrirent les yeux et la bourse du Conseil. On satisfit à ses demandes, partiellement du moins. Il ne quitta pas la cure de Cornaux, mais il ne put sans doute obtenir d'augmentation fixe à sa pension, car l'année qui précéda sa mort il adressait encore au gouverneur une de ces suppliques qu'on jugerait lassantes si elles ne trahissaient une vie de privations et de gêne perpétuelles.

D'autres soucis encore que celui du pain quotidien vinrent assaillir Cherpont. Il était depuis quelques années à Cornaux lorsque parvinrent de France d'inquiétantes nouvelles. En Bretagne, la situation devenue dangereuse pour les protestants avait contraint la plupart des pasteurs à quitter leurs postes et à chercher refuge dans les îles de la Manche ou en Angleterre. Jean de Cherpont était du nombre ; il avait dû abandonner son Eglise de la Gravelle, interrompre l'œuvre entreprise⁷⁹, aller s'établir en l'île de Guernesey dans la paroisse du Val⁸⁰.

On était habitué dans la famille de Cherpont à risquer sa vie pour sa foi. Etre obligé de fuir la persécution avait été à plus d'une reprise

⁷⁹ Sur l'activité en France de Jean de Cherpont, qui fut souvent confondu avec son père, voir AYMON, *ouv. cité* ; VAURIGAUD, *Essai sur l'histoire des églises réformées de Bretagne*. Paris, 1870, t. I, p. XXXV et p. 260, contient quelques erreurs ; le *Diaire de J. Merlin* (cité p. 211, n. 52) p. 160 et la lettre de Jean de Cherpont à Bèze (voir p. 213, n. 65) où il parle de ses relations avec la famille de Laval et celle du Sr de Montmartin.

⁸⁰ VAURIGAUD (*ouv. cité*, t. I, p. 260) prétend à tort que Cherpont était mort en octobre 1585, au moment où une forte émigration se produisit en Bretagne ; cela pourrait faire supposer qu'il avait déjà quitté sa paroisse à ce moment et avait passé à l'étranger au début de 1585 ou en juillet, comme certains de ses collègues. (Voir p. 255 et 258.)

le sort du vieux pasteur. Il se tranquillisa sans doute en apprenant que son fils avait trouvé un asile et que, sur cette terre d'exil où il avait, semble-t-il, repris une activité, un fils, Paul, lui était né, le 17 août 1586⁸¹. Ce répit ne dura guère. Quelques mois plus tard, Jean de Cherpont mourait emporté par une « fièvre continue⁸² ». Il laissait de son mariage avec Marie de la Pommeraye, fille d'un seigneur breton, deux enfants tout jeunes, Paul et Marguerite. La mère des deux orphelins ne paraît pas avoir songé à se rapprocher de la famille de son mari. Rien non plus ne permet d'affirmer que Cherpont chercha à lui venir en aide. Mais on imagine ce que fut pour lui la perte de ce fils, celui dont le caractère correspondait le mieux au sien, qui partageait ses convictions et n'avait pas hésité à renoncer à toute sécurité et à tout intérêt personnel pour annoncer l'évangile.

Et la vie continua sans grands incidents pour François de Cherpont. Ses fonctions pastorales l'absorbaient tout entier. En 1588, il fut nommé à la charge la plus honorifique du clergé neuchâtelois, celle de doyen⁸³. Deux mois après, cependant, le secrétaire de la Classe consignait dans le registre que « M. François Charppont... pour une faute apparente » dont il avait « méritoirement esté convaincu », était « condamné pour estre exactement censuré et desposé du decanatus⁸⁴ ». Nous ne savons rien de cette faute; elle était vénielle, sans doute, puisque l'écho en est resté si faible. Elle n'empêcha pas le vieux ministre de finir honorablement sa carrière et de contenter jusqu'au bout ses paroissiens.

Les dernières années du pasteur de Cornaux furent paisibles. Ses enfants, devenus grands, étaient établis : Sara, mère de cinq enfants⁸⁵, vivait toujours à Genève dans une position fort aisée; Daniel avait, semble-t-il, regagné la France et se suffisait à lui-même. Cherpont avait marié lui-même sa belle-fille Hester Matel avec un honorable bourgeois de Valangin, Gonnin Favre de Vilars⁸⁶. Abraham, le dernier fils de M^e François, était établi au pays. Son père, qui connaissait son caractère

⁸¹ *Diaire de J. Merlin*, p. 161. Ce fut Merlin qui le baptisa.

⁸² *Ibidem*, le 7 juillet 1587.

⁸³ *Actes de la Classe*, t. II, p. 152, le 6 juin 1588.

⁸⁴ *Ibidem*, p. 154, 1^{er} août 1588.

⁸⁵ *Estienne*, né le 3 juin 1581, *Jean*, né le 17 janvier 1583, *Marie*, née le 21 octobre 1584, *Anne*, née le 1^{er} juillet 1588, *Louys*, baptisé le 19 septembre 1593. Archives de Genève, *Registres d'état civil*. Plusieurs des descendants de Sara de Cherpont, à commencer par son fils Etienne, furent ministres.

Sara de Cherpont mourut le 2 juin 1626 âgée, non de 78 ans comme le dit l'état civil, mais de 72. Arch. Genève, *E. C. Morts* 30, fol. 36 v^o. L'article de Galiffe sur les Favon dans ses *Notices généalogiques*, 1836, t. III, p. 207, renferme quelques erreurs.

⁸⁶ *Baptistère de Cornaux*. Les promesses sont du 11 septembre 1592.

positif, en avait fait un notaire ⁸⁷. La cadette enfin, Catherine, allait se marier lorsque mourut François de Cherpont, le 22 décembre 1596.

Sans doute n'a-t-il pas joué dans l'Eglise neuchâteloise un rôle prépondérant. Mais ses origines, tout ce qu'il a sacrifié et souffert sans défaillances pour sa foi, ses activités diverses, son long ministère, lui valent cependant une place à part parmi nos premiers pasteurs.

Le prédicant de Cornaux laissait une veuve et des enfants dont les destins furent très divers. Nous ne savons ce qu'il advint de Marguerite Chevallier. Elle finit probablement ses jours au pays près de sa fille Catherine. Celle-ci avait épousé, peu après la mort de son père, le « favre » de Cornaux, Pierre Clottu dit Perrod ⁸⁸. Il pourrait être piquant de rechercher dans la nombreuse postérité du forgeron Clottu et de Catherine de Cherpont ⁸⁹, parmi les Clottu, les Perrod, les Tissot et bien d'autres, ce que devinrent les descendants de l'évêque de Paris et des nobles Poncher. Sans doute le souvenir de ces riches aïeux s'effaça-t-il rapidement dans ces familles de simples gens qui restèrent bien de chez nous. Le sort des deux fils de François de Cherpont présente plus d'imprévu.

A part le témoignage un peu suspect de ces fils, nous n'avons aucune preuve que le pasteur de Cornaux ait jamais « pris la résolution » de « faire poursuite de ses droits héréditaires ⁹⁰ ». S'il sut parfois se servir du chancelier de Cheverny pour recevoir une aide matérielle, c'était sans même alléguer ses liens de parenté avec lui; jamais on ne le voit faire allusion à ses origines, reprendre, une fois pasteur, son nom de Poncher, ni employer en guise de cachet, comme le fera son fils Jean, les armes de la famille ⁹¹. Cherpont avait renoncé à ces

⁸⁷ *Registre du Conseil d'Etat*, 19 novembre 1594. A cette date, Cherpont présente son fils Abraham « pour estre receu en l'estat de notaire tant de ce conté de Neufchastel que seigneurie de Vallangin ». L'autorisation demandée est accordée à Abraham de Cherpont, qui prête serment.

⁸⁸ *Baptistère de Cornaux*, 9 mars 1597. Premier mariage célébré par Guillaume Jaquet, successeur de Cherpont.

⁸⁹ D'après le *Baptistère de Cornaux*, Pierre Clottu et Catherine de Cherpont eurent pour enfants: Marguerite (épouse Simon, fils de Jonas Tissot, le 20 août 1617, en a une fille Judith, baptisée le 16 septembre 1618), Blaise (« favre » comme son père en mars 1639, père de: Catherine, baptisée le 15 novembre 1637, Susanne, baptisée le 4 mars 1639, Blaise, baptisé le 5 novembre 1643. Epouse en secondes noces le 2 avril 1644 Isabeau Bourgeois). Abraham, baptisé le 15 février 1601. Judith, baptisée le 15 mai 1603 (épouse le 6 avril 1625 Jehan Jaques Dorn d'Annes (Anet?). Pierre, baptisé le 28 avril 1605 (père de Marie, baptisée le 20 novembre 1636). Jonas, baptisé le 1^{er} mars 1607. François, baptisé le 7 juin 1612. Il est très probable qu'il faut compter aussi dans cette famille: Jehanne, baptisée le 13 mars 1608, Jehan, baptisé le 8 août 1613, Elie, baptisé le 26 février 1615, Jaques, baptisé le 16 décembre 1621, mais le *Baptistère* n'est pas assez précis pour qu'on puisse en être absolument certain. Pierre Perroud était mort le 2 avril 1644.

⁹⁰ A. REY, *Boileau et Sylvie*, p. 32. Voir cet ouvrage sur tout ce qui suit.

⁹¹ D'or au chevron de gueules à 3 coquilles de sable, 2 et 1. Voir le cachet de la lettre de Jean de Cherpont à Bèze, citée p. 213, n. 65.

vanités, et pour toujours, en se consacrant au service de la Réforme.

Ses fils tenaient plus que lui à la fortune et à l'apparence. Daniel, l'aîné, était en France quand mourut son père ⁹². Abraham, le notaire, dit adieu à ses registres et l'y rejoignit sans tarder. Peut-être tous deux furent-ils à Paris les hôtes du chancelier de Cheverny qui les reconnut « pour ses parens » et leur promit « de leur faire du bien, craignant peut-estre qu'ils poursuivissent leurs droits ». C'était en effet leur intention bien arrêtée.

Leur ambition était double : récupérer tout d'abord leurs droits nobiliaires; rentrer ensuite en possession de l'héritage dont l'exil de leur père les avait frustrés. Leur premier soin, pour arriver à chef, fut de renier leur foi et de revenir dans le giron de l'Eglise catholique. Leur zèle de convertis s'étendit même jusqu'à leurs neveux, les enfants de Jean. Le petit Paul avait été placé — sa mère était sans doute morte elle aussi — chez un certain Jehan Quasmir habitant la Rochelle. Ce fut là qu'un de ses oncles vint le chercher « subtilement ⁹³ ». A ce que raconte Jacques Merlin, ancien collègue de Jean de Cherpont, il le « vendit argent comptant au sieur de Biragues grand catholique romain, qui estoit cousin de l'enfant ⁹⁴ ». Celui-ci fut dès lors instruit « en la profession romaine ». Sa sœur subit le même sort; on la trouve plus tard religieuse à la Trinité de Poitiers.

En règle avec le ciel et l'Eglise, les deux frères de Cherpont reprirent le nom auquel ils avaient droit. On ne connut plus dès lors que Daniel et Abraham de Poncher. Le premier, officier du prince de Condé, avait épousé Renée du Houssot; il se qualifiait sieur de la Salle; il était établi à Loudun. Le second, sieur de Lomény, « secretaire du roi et interprète de sa majesté en la langue germanique », s'était allié à Marie le Grand, fille du général des Monnaies de Paris ⁹⁵.

Daniel, inscrit sur le rôle des taillables de Loudun, se réclama le premier de ses origines et en appela pour se faire restituer sa noblesse. Abraham joignit ses revendications aux siennes. Les deux frères

⁹² Cela nous semble ressortir du fait qu'il ne figure comme ses frères et sœurs dans aucun acte suisse. De plus, son métier d'officier qu'il n'aurait pu exercer en Suisse autorise à penser qu'il quitta sa famille sitôt qu'il fut en âge de gagner sa vie.

⁹³ *Diaire de J. Merlin*, p. 186, le 16 mars 1699.

⁹⁴ Au baptême de la petite-fille de Paul, Madeleine fille d'Anselme, on trouve pour marraine, Madeleine de Beaumanoir, épouse de Jean de Biragues, ce qui laisse supposer un lien entre les deux familles.

⁹⁵ M. Rey semble croire qu'Abraham habitait Loudun. Rien de ce qu'il cite n'autorise telle supposition. Au contraire, les fonctions d'Abraham de Poncher, le fait qu'il possédait à Colombes près Argenteuil une maison de campagne signifient évidemment qu'il habitait Paris. Voir DUFORT DE CHEVERNY, *Mémoires*, 3^{me} éd. Paris, 1909, t. I, p. 9 et 47.

n'aboutirent à se faire reconnaître pour « nobles, extraits et issus de noble race et lignée » qu'en 1610 au bout de quatre ans d'efforts.

Peut-être un écho de ces tentatives et de ce succès arriva-t-il jusqu'en Suisse, peut-être Abraham et Daniel firent-ils bénéficier leurs sœurs du droit si péniblement reconquis. On voit, en tout cas, la femme d'Etienne Favon reprendre son nom de Poncher dès 1607⁹⁶. Et, fait bizarre, dans le Baptistère de Cornaux on signale, en 1650, le décès de « Catherine de Ponchere, vefve de Pierre Perrou⁹⁷ ».

Les revendications héréditaires des fils de M^e François eurent moins de succès. La succession de l'évêque de Paris et celle fort « grande et opulente » de Marguerite de Vibraye, cousine de Cherpont, avait passé tout entière et abusivement aux mains des Hurault de Cheverny. La lutte n'était certes pas égale entre les descendants du chancelier et ceux du modeste ministre de Cornaux. Les premiers étaient d'autant plus forts qu'ils avaient fourni aux frères Poncher certains titres nécessaires pour établir leur noblesse, à condition seulement qu'ils n'en feraient pas usage pour réclamer le patrimoine ancestral. Les deux parties en conflit arrivèrent, semble-t-il, à conclure certains accords, mais Daniel et Abraham de Poncher furent bien loin d'obtenir ce qu'ils prétendaient leur dû. Ils restèrent dès lors dans une situation relativement modeste. La possession même du tombeau de Saint-Germain l'Auxerrois leur échappa. Vendu par les Hurault à des étrangers, il ne revint jamais aux descendants de Louis de Poncher, malgré les tentatives d'un fils d'Abraham⁹⁸.

Il ne reste aucune trace des enfants qu'a pu laisser Daniel de Poncher. Le fils de Jean, par contre, Paul, est à la tête de toute une postérité qu'on suit jusqu'au début du XVIII^{me} siècle et parmi laquelle figurent bon nombre de prieurs, chanoines et religieuses.

La branche issue d'Abraham, enfin, s'est perpétuée, par les femmes, jusqu'à nos jours; elle a compté plusieurs personnages de marque, dont le plus fameux fut le comte Dufort de Cheverny, introducteur des ambassadeurs sous Louis XV. C'est lui qui, revanche des Poncher sur les Cheverny, acquit, en 1764, le château reconstruit par le fils du chancelier.

La descendance d'Abraham de Poncher ne vaudrait pas qu'on s'y

⁹⁶ Archives de Genève, *Reg. du not. Et. Demonthoux*, t. 47, fol. 87 et 154, t. 28, fol. 5, t. 82, fol. 20 v^o, t. 34, fol. 79 v^o.

⁹⁷ Le 2 septembre 1650.

⁹⁸ A. REV, *Jacques Bachot et le tombeau des Poncher*, p. 12 et suiv.

arrêtât plus longtemps si elle ne se rattachait à un épisode charmant de l'histoire littéraire, celui qui nous montre un Boileau amoureux et tendre, cultivant la romance et le sentiment.

M. A. Rey a conté de manière érudite et spirituelle cet épisode peu connu de la jeunesse du poète. Il a fait revivre la figure touchante de Marie de Poncher-Bertouville, petite-fille d'Abraham, arrière-petite-fille du pasteur de Cornaux. Son père, Laurent-François, capitaine aux gardes françaises, avait épousé Jeanne Violard, sœur d'un chanoine de la Sainte Chapelle, en même temps prieur de Saint-Prix. Par cet oncle, la jeune fille avait fait la connaissance du futur auteur du *Lutrin*. Elle l'avait rencontré plus d'une fois dans le champêtre Saint-Prix. Et c'est elle qui, à la mort de Claude Violard, fit obtenir à son ami une des prébendes laissées vacantes par le défunt, le prieuré de Saint-Paterne. Tout laïque qu'il fût, Boileau accepta et se trouva prieur; au bout de quelques années cependant, il s'en fit scrupule, démissionna et employa les 6000 livres que lui avait rapportées sa charge à doter Marie de Poncher; elle put ainsi se faire recevoir religieuse, vers 1670, dans un couvent du faubourg Saint-Germain. Mais Boileau ne se borna pas à témoigner ainsi sa reconnaissance à celle qui l'avait si amicalement pourvu d'un bénéfice. Il la rendit presque célèbre en évoquant leurs entrevues et leurs sentiments dans cette romance de Sylvie que nombre de musiciens ont prise pour thème et que Louis XIV prenait plaisir à se faire chanter :

Voici les lieux charmants
Où mon âme ravie
Passait à contempler Sylvie
Ces tranquilles moments
Si doucement perdus...

Gabrielle BERTHOUD.

MÉLANGES

Une lettre du procureur général de Rougemont à Pestalozzi.

Les fervents de Pestalozzi se souviennent sans doute qu'en 1920 le *Musée neuchâtelois*¹ a publié un article intitulé *Le procureur général de Rougemont et Pestalozzi*, dans lequel M^{lle} Madeleine Wasserfallen racontait, d'après des documents inédits, les relations qui existaient entre ces deux personnages, bien faits pour s'entendre.

La lettre que nous publions ci-après vient compléter l'histoire de ces relations et apporter certaines précisions sur les idées de Pestalozzi et de Rougemont.

Dans la première session des Audiences générales, le 6 mars 1816, Rougemont avait prononcé un grand discours², dans lequel, après avoir fait l'histoire à vol d'oiseau du pays de Neuchâtel, il montrait « tout ce qu'on pouvait attendre d'heureux du retour de l'Etat sous la domination de l'auguste maison de Brandebourg et de sa réunion à la Suisse ». Pour Rougemont, le pays de Neuchâtel appartenait à la Suisse par sa situation géographique, mais « plus encore par le caractère de ses habitants ». « Nous formons, concluait-il, une monarchie limitée, de tous les régimes politiques celui qui allie le mieux tous les avantages de la société avec le moindre sacrifice possible de la liberté individuelle. » Notre inclusion dans la Confédération suisse était venue donner à notre existence politique « si heureuse d'ailleurs » le caractère de stabilité et de noblesse qui lui manquait.

Ce discours aux vues générales et aux jugements personnels, Rougemont avait eu l'intention de le publier, en le faisant précéder de quelques observations sur le bonheur des Neuchâtelois et sur les moyens de l'augmenter encore.

Or, peu avant la première session des Audiences, avait paru à Yverdon en 1815 un ouvrage de Pestalozzi, intitulé: *An die Unschuld*,

¹ *Musée neuchâtelois*, nouv. série, t. VII (1920), p. 95-106.

² *Procès-verbaux des Audiences générales*, t. I, p. 23.

*den Ernst und den Edelmuth meines Zeitalters und meines Vaterlandes. Ein Wort der Zeit*¹.

Dans ce livre, Pestalozzi s'adressait non seulement à la Suisse, mais à l'Europe entière qui, affranchie par la chute de Napoléon, allait entrer dans une ère nouvelle. Mais les peuples, gâtés par une civilisation sensuelle, avaient besoin d'une réforme morale complète². Comparant la situation de Neuchâtel avec celle des cantons suisses, Pestalozzi faisait l'éloge de la constitution semi-monarchique et semi-républicaine du nouveau canton :

Patrie ! Jette un coup d'œil sur la situation de Neuchâtel. Considère l'organisation intérieure d'une constitution vraiment libre, la réalité des droits personnels des citoyens, l'indépendance des conditions, la séparation des pouvoirs et leur stabilité... Compare ensuite les conséquences de cette situation. Jette un coup d'œil sur la culture, la population, l'industrie, les mœurs, l'éducation, le civisme de cet Etat.

Les larmes de joie et de reconnaissance versées par les Neuchâtelois quand ils reçurent le roi de Prusse en 1814 avaient ému Pestalozzi :

Autorités du pays ! pères du pays ! elles sont belles, ces larmes ! Je suis républicain et il me semble que de telles larmes devraient être plus fréquentes dans les républiques que dans les monarchies. Patrie, mon cœur saigne parce que de telles larmes sont rares aujourd'hui chez toi... Tu ne trouves pas en toi la sagesse civique, la sagesse vraiment républicaine de Neuchâtel ; tu ne trouves pas en toi la force vive d'indépendance dont le sage emploi a permis au gouvernement de la Principauté de Neuchâtel de transformer des villages en villes florissantes, alors que toi tu as laissé des villes républicaines tomber à l'état de pauvres villages abandonnés.

Pestalozzi donnait les Neuchâtelois en exemple aux habitants de sa ville natale. Si, disait-il, « l'esprit du Conseil d'Etat de la Principauté » avait régné à Zurich, pauvreté, faiblesse, exclusivisme, étroitesse auraient disparu de son enceinte, de ses ateliers, de ses villages, de ses palais et de ses chaumières, et les Zurichois seraient devenus le peuple le plus riche, le plus puissant, le plus fort, le plus actif et le plus cultivé de la Confédération.

Il faut croire que le livre de Pestalozzi, tout rempli de candeur et

¹ Iferten, beyrn Verfasser, 1815, 276 p. — Le livre de Pestalozzi a été censuré. Voir à la p. 153 une lacune avec ce mot : *Censurlücke*. Ailleurs, Pestalozzi s'est censuré lui-même : *Censurlücke die ich mir selbst mache*, p. 50 et 91.

² Dans son *Histoire de Pestalozzi, de sa pensée et de son œuvre*, parue à Lausanne en 1874, Roger de Guimps disait du livre de Pestalozzi : « Il y a maintenant 57 ans qu'il est publié et il n'a rien perdu de son actualité. L'Europe aurait encore besoin de méditer ces conseils et d'en profiter. » P. 387.

d'enthousiasme, composé en grande partie de discours directs et d'apostrophes à la Patrie, aux Amis de la vérité, aux Autorités du pays, à la Ville de ses pères et aux Amis de l'humanité, avait fait une grande impression sur Rougemont. Le procureur général, qui n'avait cependant pas beaucoup de loisirs, avait entrepris de le traduire. Dans cette circonstance comme en beaucoup d'autres, Rougemont montrait l'indépendance de son caractère et de ses jugements. Aux yeux des ultraroyalistes, en effet, Pestalozzi passait pour un jacobin.

La traduction terminée, Rougemont en avait envoyé le manuscrit à Pestalozzi pour le revoir et le corriger. En même temps, le procureur général apportait quelques retouches au tableau de la félicité neuchâteloise qu'avait brossé l'excellent Pestalozzi. Cette félicité n'était pas sans nuages. Rougemont faisait allusion aux intrigues et à la flatterie qui fleurissent à la cour des princes. Il mentionnait en particulier la façon dont les Neuchâtelois avaient « adoré » l'héritier du trône de Prusse lors de son passage dans la Principauté.

Rougemont avait vivement engagé le prince royal à visiter l'établissement d'Yverdon, et Pestalozzi avait eu une « longue entrevue » avec l'héritier de la couronne de Prusse. Rougemont était impatient de connaître l'impression que le pédagogue avait éprouvée en face du futur souverain de Neuchâtel.

A. P.

Lettre de Rougemont à Pestalozzi du 1^{er} août 1819.

Vous rappelez-vous l'idée que je vous ai communiquée de faire imprimer le premier discours que j'ai adressé aux audiences générales de Neuchâtel, mais de le faire précéder de quelques observations destinées à fixer l'attention de mes compatriotes sur leur bonheur, et sur les moyens de l'augmenter par une culture plus morale qu'ils ne l'ont reçue jusqu'à présent? Vous n'avez certainement pas cru que j'aye abandonné cette idée et son exécution ainsi que mon silence envers vous, auront été attribués à leur véritable cause, à l'extrême affaiblissement de ma vue et à l'ébranlement de mes nerfs, résultat chez moi moins de la vieillesse que de circonstances d'autant plus pénibles qu'elles m'isoient et me forçoient à combattre des erreurs et des prétentions aussi nuisibles à mon pays que contraires à mes principes et à tous mes sentimens. Sans perdre de vue mes projets pour le bien de mon pays, je les ai ajournés jusques à ce que j'eusse frayé la nouvelle route que j'avois à parcourir; elle étoit pleine de ronces, elle n'est pas encore entièrement libre, cependant mes mouvemens commencent à être moins gênés.

La constitution semi-monarchique et semi-républicaine de Neuchâtel a eu et peut avoir encore les suites les plus heureuses. Je ne les ai trouvées

indiqué nulle part avec plus de force que dans votre ouvrage intitulé *A l'innocence de notre siècle*. J'ai cru que le tableau qu'il renfermoit pouvoit être de la plus grande utilité à mes compatriotes, non seulement en faisant naître chez eux une foule d'idées qui ne se sont jamais présentées à leur esprit, mais en leur donnant, de l'homme qui s'est peut-être le plus occupé du bien de l'humanité et qui s'en est occupé dans les vues les plus pures, une idée juste. Cet homme envisagé comme livré à des opinions politiques et religieuses qui s'approchent beaucoup les unes du jacobinisme, les autres de l'indifférence sur toutes les religions positives, cet homme que je connois et que tout homme qui pense connoît aujourd'hui comme faisant dépendre le bonheur du genre humain de l'obéissance et de sages loix et d'un profond sentiment religieux, cet homme doit être mis à la portée du vulgaire, afin qu'il soit aimé et sa doctrine jugée avec faveur par les hommes les moins capables d'une profonde réflexion, je dirai même par les hommes qui jusques à présent ont été les plus prévenus contre lui et ses opinions. Lorsque, de mémoire, j'ai cité, en les traduisant, quelques uns des paragraphes du nouveau livre dont je parle, j'ai vu de mes compatriotes les plus prononcés dans ce que le jargon moderne appelle ultra-royalistes s'écrier : Est-il possible ? Quoi, c'est de Pestalozzi ! c'est bien étrange ! c'est bien étonnant ! Et lorsque je leur répondois tranquillement : Mais non, cela n'est pas étonnant, l'homme de l'humanité doit être religieux et anti-jacobin, je faisais une impression visible sur les hommes légers, moins visible mais plus forte sur les hommes réfléchis. Mon respectable ami, nous tendons tous au même but, mais avec des moyens différens ; Dieu vous en a donné de très grands ; les miens sont peu considérables, mais deux points de contact m'unissent à vous : le but que nous nous proposons et la persévérance avec laquelle nous y marchons.

En vous envoyant la traduction ci-jointe, pour que vous l'examiniez, la corrigiez et mettiez le vrai sens aux mots que je puis n'avoir pas bien compris, je me permettrai sur le fonds des pensées quelques observations. Si toutes les villes suisses avoient conservés leurs seigneurs primitifs, et que tous ces petits princes eussent pu se coaliser entr'eux, ne croyez-vous pas que leurs sujets eussent été les plus malheureux des hommes ? Si, dans le XV^{me} siècle, les Princes de Neuchâtel, de la maison de Frybourg et de Hochberg, gens despotes par goût et entreprenans par caractère, n'avoient pas été arrêtés par Berne, eussent-ils respecté des concessions dont l'acte avoit péri dans un incendie et qu'ils ne vouloient absolument pas rétablir ? Si nous étions sur les confins de Prusse, aurions-nous été ménagés comme des enfans chéris, presque gâtés ? Non, sans doute ; mais le point de vue sous lequel vous avez comparé Neuchâtel à la plupart des villes qui dominoient en Suisse avant 1798 n'en est pas moins juste, et l'on ne peut se dissimuler que c'est à l'existence du Prince et de son Conseil d'Etat que Neuchâtel doit cette égalité de température qui l'a rendu si productif en bonheur pour tous les habitans, sans distinction, des citoyens aux villageois ; mais comment la maintenir, cette température, dans une république quel-

conque? Elle exclut tout privilège en faveur de famille quelconque; elle exclut, d'un autre côté, le régime convulsif d'une pure démocratie; elle ne peut donc se trouver que dans une constitution représentative et celle-ci donnera lieu, je le crains bien, aux plus viles intrigues. D'un autre côté, ne nous le dissimulons pas, les intrigues de la Cour des Princes sont peut-être plus méprisables encore, et je les crois plus dangereuses. Comment éviter cet inconvénient sous l'un et l'autre régime? Cet inconvénient! je devrais dire ce plus grand des malheurs! Neuchâtel même n'en a pas trouvé le moyen, quoique l'éloignement de son prince laisse peu de marche à l'intrigue. Cet héritier du trône qu'on vient d'adorer, et qui annonce en effet les plus heureuses dispositions, n'ai-je pas vu l'intrigue l'environner depuis les combinaisons de la société, jusques à celle de la politique? Le problème à résoudre me paroît se réduire au terme suivant: dans une république, comment empêcher que l'action continuelle du Gouvernement au milieu d'une capitale ne donne à celle-ci et à ses citoyens une trop grande influence, qui finiroit par provoquer la plus dangereuse réaction? Dans une monarchie, comment prévenir la corruption qui naît du pouvoir même, et de l'espoir que chaque ambitieux se promet d'en tirer parti à son profit? De là la flatterie qui environne déjà le berceau des Princes. L'homme doit se sentir; quand il sent ce qui lui est dû, il sent facilement ce qu'il doit aux autres; alors l'opinion domine, elle prévient l'aristocratie et règle la monarchie. Un tel état de choses suppose une éducation publique bien différente de celle qui a eu lieu jusques à présent, et l'indépendance de fortune la plus grande compatible avec l'ordre social. Telles sont, mon respectable ami, quelques idées que je me permets de vous soumettre, en vous priant de me répondre et de me renvoyer la feuille incluse dont je n'ai pas de copie, avec vos observations et corrections le plus tôt qu'il vous sera possible.

Je suis pour ma santé à la Brévine, l'un des vallons les plus élevés du Jura, où des eaux minérales convenables à ma santé ajoutent à la bien-faisance d'un air pur. Le maire et le pasteur sont deux hommes également respectables; le premier fait une maladie considérable et l'affliction est générale; il trouve dans le second tous les secours dont il a besoin pour ses écritures. Le peuple est bon, les enfans sont bien instruits et l'on peut facilement concevoir, en l'examinant de près, la facilité de rendre une population heureuse et morale sans de grands efforts.

Quand vous me répondrez, veuillez me dire un mot de la longue entrevue que vous avez eue avec le Prince Royal de Prusse et si vous le jugez aussi avantageusement que je le fais. J'ai été quatre jours de suite dans sa voiture, à parcourir le pays avec lui, ma place m'appelant en quelque sorte à lui faire connoître la Principauté dont il doit être un jour le souverain. Si je ne me trompe pas, il a tous les élémens d'un très bon prince, bonté de cœur, fermeté de caractère, esprit vif et cultivé. Je remettois tous les matins au général Knesbeck¹ la note des gens et des choses

¹ Karl-Friedrich von dem Knesebeck.

qu'il y avoit à voir dans la course du jour, et quand on tenoit compte au Prince de ce qu'il ne négligeoit rien de ce qui pouvoit être utile ou agréable aux Neuchâtelois : « C'est mon métier », répondit-il; il pouvoit ajouter « et mon plaisir », car jamais Prince n'a été plus vivement touché des sentimens qu'on lui témoignoit. J'ai eu occasion de lui parler de vous, mon respectable ami, des Prussiens qui ont été dans votre institut et de la satisfaction dont il se priveroit en ne s'arrêtant pas à Yverdon: je suis bien impatient de savoir l'impression qu'il aura faite sur vous.

Je vous réitère, mon respectable ami, de me répondre promptement, mais veuillez faire écrire la lettre d'une manière très lisible, ma misérable vue ne me permettant presque plus de lire ce qui n'est pas imprimé, et recevez l'assurance de mon dévouement et de ma vénération.

Les Montagnes neuchâtelaises et le Palatinat en 1688-1694.

D'après un livre de collectes de la paroisse de la Chaux-de-Fonds.

Les archives de la paroisse nationale de la Chaux-de-Fonds conservent, sous la cote 213/1, un « Second Livre de Colecte pour La Chaux-de-Fonds » datant des années 1688 à 1694. Outre les recettes des collectes habituelles de la paroisse, ce livre indique aussi le produit des collectes particulières, faites soit au Temple, soit à domicile; il mentionne enfin les fonds provenant de donations pieuses.

Aux dépenses figurent en tout premier lieu les aumônes faites aux réfugiés pour cause de religion. Les Huguenots qui passèrent par les Montagnes neuchâtelaises, surtout depuis la révocation de l'Edit de Nantes, en 1685, constituèrent un cortège pour ainsi dire ininterrompu. A côté des réfugiés, les quelques pauvres de la commune et d'autres miséreux de passage à la Chaux-de-Fonds sont une infime minorité.

Parmi les miséreux auxquels la Chaux-de-Fonds témoigna ses libéralités figurent les réfugiés du Palatinat.

La guerre de Trente Ans avait fait de l'Allemagne un vaste champ de bataille. Des contrées entières furent dévastées, ravagées et pillées, des milliers de bourgeois et de paysans innocents exposés aux pires supplices et traités sinon tués sans merci. A la fin de ces horribles massacres, des millions d'Allemands avaient trouvé la mort, soit par les armes, soit par la famine. La Bohême comptait encore un tiers, le Wurtemberg un dixième et le Palatinat un cinquantième de la popu-

lation antérieure. Pour repeupler ces régions délaissées, le concours des pays voisins et en particulier des pays protestants était devenu indispensable.

En Suisse, la guerre de Trente Ans avait été une source de prospérité pour les uns, et de malaise, voire de malheurs pour le plus grand nombre. La guerre des Paysans en fut, dans notre pays, une des conséquences les plus directes. Plusieurs régions suisses se trouvèrent alors privées de ressources suffisantes et surpeuplées, car les industries y faisaient défaut. Aussi assistons-nous à une forte poussée d'émigration de populations suisses vers le Palatinat, sans parler de l'Alsace et d'autres pays. Le pays de Neuchâtel, qui ne possédait alors que des industries peu importantes, fut du nombre. Un fort contingent d'agriculteurs et de viticulteurs neuchâtelois se rendit dans le Palatinat pour y cultiver des terres que la guerre avait privées de leur maître. Par-ci, par-là, on rencontre aussi des artisans neuchâtelois.

Cette œuvre de repeuplement et de restauration durait depuis quarante ans à peine, lorsqu'une nouvelle conflagration vint ruiner derechef ces terres infortunées. Le prince-électeur du Palatinat était mort sans postérité. Louis XIV, au nom de sa belle-sœur, une princesse palatine, fit valoir ses droits sur ce pays, qu'il occupa dès 1688. La guerre qui suivit fut une des plus atroces de l'histoire européenne. Dans sa retraite, le cruel Louvois fit dévaster les villages palatins et incendier les villes de Heidelberg, Mannheim, Spire et Worms.

De nombreux émigrés suisses, dépourvus de tous leurs moyens d'existence, durent rentrer au pays. Pendant les années 1688 à 1694, plusieurs de ces réfugiés du Palatinat arrivèrent à la Chaux-de-Fonds dans un état de dénuement complet :

Le 18 novembre 1688, Pierre Perrelet, pasteur, et les membres du Consistoire étaient rassemblés au Temple après le prêche pour délibérer sur le sort des enfants de feu Daniel-Blaise Droz, qui étaient revenus du Palatinat « et tout à fait pauvres ». C'est le greffier Jacob Robert qui administrait alors les fonds des collectes. Il fut chargé de délivrer cinq livres faibles à ces infortunés.

Le 6 avril 1689 étaient de passage à la Chaux-de-Fonds Marie Garine, femme de Jean Sirain, et ses deux filles. Elle présenta une attestation de la ville de Mannheim datée du 11 octobre 1688. Le même jour, la paroisse accordait six gros à Mathieu Malanot, de la vallée d'Angrogne (Piémont), venant du Palatinat et « disant avoir esté volé par les Français ».

Sur ordre du pasteur Perrelet, le greffier Robert délivra, le 20 avril 1689, une livre et trois gros à Jacob Othenin-Girard, qui avait soigné Susanne, fille de feu Abraham Nicolet de la Sagne, « laquelle venant dès le Palatinat a demeuré chez ledit Othenin Girard, dès environ un mois ».

Le 1^{er} mai 1691, Guillaume Daudiet, d'Hauterive, exhibait une attestation signée par A. Clottu dudit lieu, certifiant que Daudiet avait été ruiné dans le Palatinat, où il possédait une maison, incendiée lors de l'invasion des armées.

Le 7 juin 1693, Antoine Paris, du Palatinat, produisit une même attestation.

Lors de l'incendie de Heidelberg, Charles Sandoz, du Locle, avait été complètement ruiné. Par surcroît de malheur, Sandoz était estropié d'un pied. A la date du 1^{er} octobre 1693, le nouvel administrateur des collectes, Jacob Leschot, lui délivre cinq livres faibles.

La misère était grande dans le Palatinat. Les paroisses protestantes envoyèrent des collecteurs dans tous les pays de religion évangélique. Le 7 janvier 1691, Etienne, Jean et Daniel Albertin, anciens d'Eglise d'Ilsenbach, se trouvaient à la Chaux-de-Fonds. Ils étaient munis d'une lettre du ministre d'Ilsenbach, Jean-Jacob Marius, adressée aux pasteurs de Bienne. Cette missive, datée du 20 octobre 1690, avait été écrite à Berne. Les collecteurs présentèrent aussi une lettre des paroissiens d'Ilsenbach. Ces pauvres gens demandaient la charité pour tous. La paroisse de la Chaux-de-Fonds donna 15 batz, soit trois livres et neuf gros.

En 1697, le traité de Ryswick mit fin à la désastreuse campagne du Palatinat. La Suisse recueillit une fois de plus de pauvres compatriotes rapatriés et des étrangers réfugiés. Le pays de Neuchâtel fut particulièrement éprouvé par ces vicissitudes guerrières. Ce que la paroisse de la Chaux-de-Fonds fit pour adoucir le sort de malheureux sans nombre ne représente qu'une infime fraction des dons et des soins que les populations protestantes de toute la Suisse prodiguèrent aux victimes du Palatinat mis à feu et à sac.

Marius FALLET.

BIBLIOGRAPHIE

Dorette BERTHOUD, *Mémoires d'Edouard Odier*, fragment avec un portrait et un fac-similé de 19 pages. Editions de la Baconnière, Neuchâtel, [1935].

M^{me} Dorette Berthoud vient de publier, en complément de son bel ouvrage, la *Vie du peintre Léopold Robert*, un fragment des « Mémoires d'Edouard Odier », l'ami des dernières années du peintre, si fatalement lié à sa fin tragique. Ces mémoires inédits, dont le manuscrit original est conservé au château de Coppet, confirment en tous points le récit de M^{me} Berthoud, en ajoutant quelques détails nouveaux sur le séjour qu'Odier fit à Venise dans la société du grand peintre neuchâtelois, et certaines précisions sur les *Pêcheurs* et la laborieuse exécution de cette toile célèbre.

Ce fragment nous permet d'admirer une fois de plus l'extrême délicatesse de ces deux hommes, unis par la plus fidèle amitié et liés par un inviolable secret. Malgré tout, le mal était irréparable, et le désespoir d'Odier, qui se reprochait sa stupidité de n'avoir pas deviné plus tôt le mystère de la vie intime de son ami, et son éloignement définitif de la princesse Charlotte Bonaparte, ne devaient pas empêcher l'acte de désespoir de Robert.

Une si haute distinction de sentiment chez deux artistes, faisant taire leurs sentiments intimes pour ne songer qu'au bonheur l'un de l'autre, se rencontrerait-elle encore aujourd'hui, dans le siècle de fer qui est le nôtre, où l'intérêt prime tout ? Il est permis de se le demander.

A. DU PASQUIER.

Paul FRISCHAUER, *Le prince Eugène. Un homme et un siècle*, version française par S. STELLING-MICHAUD. Editions Victor Attinger, Paris et Neuchâtel, 1934, 1 vol. in-8 de 335 p. avec huit hors-texte.

Les biographies romancées sont fort à la mode aujourd'hui, principalement en Angleterre, en Allemagne et en Autriche. Sans s'arrêter à une érudition qu'ils jugent inutile, leurs auteurs cherchent, avec plus ou moins de succès, à dégager de la masse des documents enfouis dans la poussière des archives le portrait vivant de tel personnage historique, à éclairer son visage, à peindre l'homme « en chair et en os ». Tel est le cas de l'historien viennois P. Frischauer qui, dans une étude approfondie et vivement menée, s'est attaché à décrire l'étrange et captivante personnalité du prince Eugène de Savoie, le célèbre général des armées de la coalition contre Louis XIV, le grand adversaire du Roi Soleil, le restaurateur de l'Etat autrichien et son héros national.

Savoyard par son père, Eugène-Maurice de Savoie, comte de Soissons, italien par sa mère, Olympe Mancini, nièce du cardinal Mazarin, à la fois membre de la famille régnante de Savoie et descendant de la maison de Bourbon, il eût fait, sans nul doute, une brillante carrière en France. Mais l'impression défavorable que sa chétive apparence — il était d'une laideur proverbiale — fit sur Louis XIV, et les fâcheuses aventures de sa mère, com-

promise dans des intrigues de cour, et plus tard dans la célèbre affaire des poisons, lui firent désespérer d'obtenir jamais du Roi un régiment. Il se décida donc à aller servir à l'étranger. Suivant l'exemple de deux de ses frères, il se rendit à Vienne, où il obtint de l'empereur de servir dans l'état-major du margrave Louis de Bade, son cousin. Il prit ainsi part à la célèbre bataille gagnée par Sobieski, le duc de Lorraine et le prince de Bade, qui força les Turcs à lever le siège de Vienne.

Dès lors, la carrière du petit prince, si besogneux qu'il ne pouvait s'équiper qu'en mettant ses bijoux en gage, va prendre un brillant essor. Il se distingue contre les Turcs à la tête d'un régiment de dragons, puis l'empereur, qui vient d'entrer dans la Ligue d'Augsbourg, l'envoie à Turin pour détacher son cousin, le duc Victor-Amédée, de l'alliance française. Battu à Staffarde, il débloque Coni et pénètre dans le Dauphiné. De retour en Piémont, il reçoit le brevet de feld-maréchal. Plus tard, ayant refusé le bâton de maréchal et le gouvernement de Champagne que lui offrait Louis XIV pour le faire revenir en France, il obtient le commandement en chef des armées impériales contre les Turcs, et gagne sur eux la bataille de Zentha qui décide de la décadence de l'empire ottoman. Dans la guerre de succession d'Espagne, il battit Catinat à Carpi, Villeroy à Chiari, et ne fut arrêté dans ses succès que par le maréchal de Vendôme à Luzzara. En Bavière, de concert avec Marlborough, il gagne la bataille d'Höchstädt. Envoyé de nouveau dans le Sud, il défait sous les murs de Turin le duc d'Orléans et Marsin, et chasse les Français d'Italie. Puis, avec Marlborough, il commande les armées de la coalition dans les Flandres où vont se donner les coups décisifs. Après les victoires d'Audenarde et de Malplaquet et la prise de Lille, le prince Eugène se fait battre à Denain par Villars, qu'il ne peut empêcher de prendre plusieurs places fortes, et avec lequel il négocie le traité de Rastadt.

Couvert de gloire, comblé de richesses, nommé gouverneur des Pays-Bas, le ci-devant « sans patrie » est maintenant au faite des honneurs. Dans ses palais s'accumulent les collections qu'il a rassemblées avec autant de passion que son grand-oncle Mazarin. Il protège les artistes et les gens de lettres. Président du conseil de guerre impérial, ses initiatives sont nombreuses, et ses efforts pour améliorer les finances, de la pénurie desquelles il avait tant souffert comme chef d'armées, sont couronnés de succès.

Le prince Eugène fut un des plus grands hommes de guerre de son temps. Mais malgré ses études approfondies de l'art militaire, il ne fit pas faire à celui-ci de progrès notables. Ce fut par des inspirations subites et avec une admirable rapidité de coup d'œil qu'il agit sur le terrain. Prompt à profiter des fautes d'autrui, il exposait la vie de ses soldats comme la sienne propre.

Il fut aussi un habile diplomate. Plénipotentiaire impérial au congrès de Baden en 1714, qui devait compléter celui de Rastadt conclu l'année précédente, le prince Eugène, malgré les instructions qu'il avait reçues et l'insistance du représentant de la Prusse, Samuel Pury, ne parvint cependant pas à triompher de l'opposition des plénipotentiaires français et à obtenir que Neuchâtel figurât dans l'énumération des alliés des Suisses. Cette « omission », comme on le sait, fut l'objet d'épineuses négociations qui se prolongèrent jusqu'à la fin du XVIII^{me} siècle.

A. DU PASQUIER.

Jacques PETITPIERRE, *Patrie neuchâteloise. Recueil de chroniques d'histoire régionale, extraites de la Feuille d'avis de Neuchâtel*. Neuchâtel, Imprimerie Centrale S. A., 1934, un volume grand in-8°.

Le grand public a accueilli ce volume avec autant d'empressement que les abonnés du journal avaient eu de plaisir à lire, chaque semaine, les articles qui le composent. Par la variété des sujets choisis, l'auteur a su éveiller et retenir l'attention de ses nombreux lecteurs. Des arts, il passe sans effort à l'agriculture, des métiers à l'industrie, des moyens de transport aux coutumes locales. Les biographies alternent avec l'histoire des vieilles demeures et des monuments.

Je n'en veux pour preuve que les titres des articles : La musique chez nous. — Vins, vignes et pressoirs. — La verrerie et nos voisins du Doubs. — Le chemin de fer du Val-de-Travers. — Les « promotions » d'hier et d'aujourd'hui. — J.-G. Jeanneret-Gris, horloger du vieux temps. — Le manoir de Cormondrèche.

L'auteur, comme on le voit, marque une prédilection pour l'histoire et l'archéologie, mais, à l'exemple de son aïeul, le regretté Alphonse Petitpierre, il n'en nourrit pas moins de l'intérêt pour l'histoire économique.

Heureux possesseur de papiers de famille, il ne s'est pas contenté de puiser ses renseignements à cette source placée à portée de sa main. Poussé par son besoin d'information, il a étendu ses recherches aux dépôts publics et ses démarches persévérantes lui ont ouvert bien des archives privées.

Pourvu d'une quantité de documents variés, M. Petitpierre ne s'est pas montré économe dans leur mise en œuvre. La surabondance des faits et des dates ralentit le cours du récit et l'on aimerait le taquiner sur son désir, trop marqué, de faire plaisir à beaucoup de gens en citant beaucoup de noms. Mais tout retranchement que lui conseillait sa raison eût été un sacrifice douloureux auquel sa nature généreuse n'a pu consentir. Il lui aurait été facile de trouver un dédommagement à ces quelques sacrifices en accordant plus d'attention à la suite des événements. Au contraire, bien souvent, quand le lecteur s'attend à lire la solution du petit problème historique qui vient de lui être présenté, il n'assiste qu'à une pirouette en guise de déduction logique.

Cet ouvrage a un autre défaut qu'on ne peut passer sous silence : c'est le style relâché dans lequel il est écrit. Et encore suis-je trop indulgent en disant relâché. Il est vraiment regrettable que l'auteur ait laissé échapper à sa plume certaines expressions triviales que l'on peut admettre dans la conversation, mais qui déparent la langue écrite. (Voyez, par exemple, page 278, en quels termes il rend la déception d'Abraham d'Ivernois frustré d'un héritage.)

« Vous êtes bien sévère, me dira-t-on, vous oubliez qu'il s'agit d'articles de journaux ! » Assurément, mais en les réunissant en volume, l'auteur a voulu leur donner une valeur durable, et du moment qu'il fallait recomposer entièrement son ouvrage, on ne comprend pas pourquoi M. Petitpierre n'a pas saisi l'occasion de le retoucher et de le décharger des tournures et des expressions que nous déplorons. L'attrait de son livre en aurait été renforcé et toute une partie de ses lecteurs, plus grande que ne veut bien le supposer l'auteur, l'en aurait applaudi. C'eût été aussi l'occasion de soumettre ses documents à un examen critique dont l'absence est, à la rigueur, admissible

quand il s'agit d'articles de journaux, mais qu'on ne peut excuser dans une publication moins éphémère.

Ces réserves faites, il est facile de revenir encore sur les mérites de *Patrie neuchâteloise*. Une belle mise en page et un texte, rehaussé de clichés souvent excellents, avaient, dès l'abord, distingué ces chroniques hebdomadaires et prouvé le goût de l'auteur. Ces qualités sont peut-être moins apparentes dans le volume, mais il faut se rappeler que le prix modéré de la souscription obligeait à des économies.

Le choix de l'illustration n'a pas été limité à la reproduction d'estampes et de clichés connus et c'est un des grands mérites de l'auteur de nous avoir révélé des vues et des portraits inédits d'une quantité d'artistes : Gardelle, J.-J. Meier, Henchoz, Ed. de Pourtalès et Baumann.

Habile dans l'art de découvrir, parmi les vieux papiers, des documents intéressants, il ne recule pas non plus devant les ennuis d'une enquête sur le terrain. Ses études d'histoire économique montrent avec évidence que, là encore, il n'a ménagé ni son temps, ni sa peine. Aussi a-t-il eu la satisfaction, refusée souvent aux savants de cabinet, de trouver des solutions pratiques à des problèmes actuels.

André BOVET.

Cahiers de la Révolution française. 2^{me} cahier : L'Influence de la Révolution française sur la Suisse. — Le Département du Léman, par Edouard CHAPUISAT. [Paris, 1934], une brochure de 75 pages, 8°.

Le Centre d'Etudes de la Révolution française, fondé par l'Université de Paris, vient de faire paraître le deuxième des cahiers d'une publication strictement scientifique qu'il destine à ceux qui s'intéressent à la Révolution française et à la vie internationale de cette époque. Ce fascicule contient plusieurs conférences faites en Sorbonne par M. Edouard Chapuisat, ancien président du Grand Conseil genevois et directeur du *Journal de Genève*.

C'est du point de vue neuchâtelois que nous devons parler ici de cette excellente étude. Or, la première partie de celle-ci, consacrée à l'influence de la Révolution française sur la Suisse, ne contient aucune allusion au pays de Neuchâtel. Il est vrai de dire que la France, à l'époque de la Révolution et dès 1707, refusait de reconnaître Neuchâtel comme faisant partie de la Suisse. L'auteur pouvait donc méconnaître notre pays dans son exposé; mais pour quoi parle-t-il de Genève ?

Force nous est, pour savoir quelle a été l'influence des événements de la fin du XVIII^{me} siècle sur la principauté de Neuchâtel et Valangin, de nous reporter, entre autres, aux quelques études publiées ici-même par M^{me} Lydie Morel sur *Le contre-coup de la Révolution française dans le canton de Neuchâtel* (années 1921, p. 81 et 137, et 1922, p. 23 et 68) et *Les Sociétés patriotiques de 1793* (année 1920, p. 11), ou encore au *Mémoire sur la réunion de Neuchâtel à la République française (1799)*, d'Angelini, publié par M. Armand Du Pasquier (année 1911, p. 155 et 211).

Louis THÉVENAZ.

Publications de Belles-Lettres.

La Société de Belles-Lettres de Neuchâtel vient de faire paraître deux ouvrages qui lui font honneur. On peut se demander, au premier abord, quels rapports existent entre le but que poursuit cette société et les vignes et les vins de Neuchâtel, si ce n'est que les Bellettriens, en bons Neuchâtelois, ont tenu à chanter leur vignoble¹. Et il faut les féliciter d'avoir su grouper toute une cohorte de collaborateurs et d'artistes qui, avec le concours de l'imprimerie Paul Attinger, nous ont donné un volume d'une si belle présentation. La vigne a son histoire, chez nous comme ailleurs, encore mal connue. En attendant qu'un « chartiste assez humain, un historien assez vivant », entreprenne de nous la raconter, Belles-Lettres donne quelques dates, quelques faits, incontrôlables parfois ou douteux. Pourquoi dire que le fondateur de l'abbaye de Bevaix en 998, Rodolphe, était un seigneur de Neuchâtel alors qu'on ne sait rien d'une maison de ce nom à cette époque ? Comment peut-on assurer qu'en 1076 les vignes gelèrent et qu'on vendangea au mois d'août en 1087 ? L'auteur de cette chronique s'est inspiré des *Annales* de Boyve, où il y a beaucoup à prendre, mais aussi beaucoup à laisser. C'est peut-être lui aussi qui a écrit dans la *Ronde des villages* que la reine Berthe possédait une vigne à Boudry². La littérature, même bien intentionnée, doit-elle se dispenser d'un peu d'esprit critique ?

On sait avec quelle rigueur scientifique, avec quelle précision a été publié en 1907 le *Livre d'or de Belles-Lettres*. Un premier supplément a paru en 1924, et voici que le deuxième est sorti de presse³. Il s'arrête à 1934, mais, en fait, a été tenu à jour jusqu'à la veille de la publication. Il va même si loin qu'un mariage célébré dix jours après l'apparition du volume y figure déjà. Ce catalogue de Bellettriens, où se résume toute leur activité scientifique et littéraire, est fort précieux. On ne peut que regretter que la Société de Zofingue n'ait pas consacré à ses membres un ouvrage semblable. M. Samuel de Perregaux, qui poursuit depuis des années ce travail ingrat que représente l'élaboration d'un Livre d'or, a droit à toutes les félicitations.

Il me permettra de lui signaler quelques menues erreurs et de lui proposer une rectification. J'ai été surpris de trouver un journaliste, Rodo Mahert, mentionné sous ce pseudonyme alors que son nom est ignoré. Il s'appelle Edmond-Armand Maître dit Maistre. M. Antoine Borel, conseiller d'Etat, n'est pas docteur ès lettres de Neuchâtel, mais docteur en philosophie de Zurich. L'*Armorial des mousquetaires* donne comme auteur Maurice Tripet, tandis que M. Jules Colin a collaboré à la publication de l'ouvrage.

L. M.

¹ *Vignes et vins de Neuchâtel*. Neuchâtel, 1935, Imprimerie Paul Attinger S. A., et éditions de la Baconnière, 149 p.

² P. 38.

³ *Société de Belles-Lettres de Neuchâtel. Livre d'Or, II^{me} supplément publié à l'occasion de son centenaire. 1832-1934*. Neuchâtel, 1935, 125 p.

CHRONIQUE

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DU CANTON DE NEUCHÂTEL

LXIII^{me} réunion annuelle à la Chaux-de-Fonds, le samedi 31 août 1935.

L'exposition des œuvres de Léopold Robert, organisée, cet été, à la Chaux-de-Fonds pour commémorer le centenaire de la mort du grand artiste neuchâtelois, devait engager tout naturellement la Société d'histoire à célébrer sa fête annuelle dans cette ville.

Ce choix fut généralement approuvé, à voir la nombreuse assemblée qui se pressait, le dernier samedi d'août, sur la terrasse du Musée historique, et goûtait à la traditionnelle collation.

Les dames du Costume neuchâtelois avaient revêtu en notre honneur les gracieux atours de nos aïeules.

A 10 heures, le président, M. Léon Montandon, ouvre la séance dans la grande salle du Musée des Beaux-Arts où ont été groupés les chefs-d'œuvre de Léopold Robert. Il rappelle que la Chaux-de-Fonds nous reçoit pour la quatrième fois et, dans la liste des membres reçus dans ces réunions, il cite les noms de G. Borel-Girard, de Ed. Stebler, de Robert Comtesse et de M. Arthur Piaget. L'assemblée vote l'admission de vingt-six candidats qui, souhaitons-le, viendront prendre la suite de cette brillante phalange.

Après un bref aperçu sur le peuplement des Montagnes neuchâteloises, contrée privilégiée, où, sous le gouvernement des seigneurs de Valangin, l'on ne rencontrait ni taillables, ni mainmortables, M. Montandon explique comment les habitants de nos montagnes, favorisés par ce régime politique exceptionnel et stimulés par la dure loi de la nécessité que leur imposait la nature, ont tiré le plus heureux parti de cet état de choses pour développer leurs qualités d'initiative et de persévérance. Ils se sont ainsi distingués dans l'industrie, la politique et les arts et y ont acquis la notoriété et même la gloire. La mémoire de Léopold Robert, le plus grand des peintres neuchâtelois, méritait d'être célébrée par la Société d'histoire, qui s'associe avec plaisir à la fête de commémoration organisée à la Chaux-de-Fonds.

Le président rend hommage à M^{mes} Dorette Berthoud et Florentin pour leurs ouvrages et apporte lui-même une contribution à la biographie de l'artiste, dont il lit plusieurs lettres adressées d'Italie à sa famille. Ces documents ne donnent qu'une médiocre opinion du caractère de la princesse Bonaparte et font ressortir la sécheresse de son cœur.

Dans une étude sur *Les mémoires d'Odier et Léopold Robert*, M^{me} Dorette Berthoud raconte l'heureuse découverte qu'elle a faite d'un document nouveau sur les relations de Robert avec son ami Ed. Odier. Ces mémoires, encore inédits, confirment en tous points la thèse développée par M^{me} Berthoud dans son livre et ajoutent plus d'un trait à la biographie de Robert. Ils font connaître sa manière de peindre, ses scrupules d'artiste et sa profonde sincérité. Ils expliquent surtout la rivalité des deux amis et le drame qui précéda la mort de Robert. Servie par une connaissance approfondie de son sujet, la conférencière choisit et commenta avec talent des fragments de ces mémoires propres à captiver son auditoire.

Prenant ensuite la parole, le peintre Charles L'Eplattenier montra la place que Robert occupe parmi les artistes de son temps et conduisit son auditoire à travers les salles de l'exposition.

Il était peut-être téméraire d'inviter cent soixante et quinze personnes à dîner à la Maison Monsieur. Si la pluie était survenue, la grande salle de l'hôtel n'eût pas suffi à les abriter toutes. Le ciel, heureusement, nous favorisa, et le soleil brillant sur la campagne, rafraîchie par une semaine de pluie, fit de la descente des côtes du Doubs une promenade délicieuse et de la halte au bord de l'eau un séjour enchanteur. Sous l'ombre légère d'un marronnier, le président groupe autour de sa table les invités de la Société : M. le préfet Romang, MM. les conseillers communaux Brandt et Guinand, M. Franz Wilhelm, président de la Société des Sonneurs, M^{lle} Perrenoud, présidente de la section de la Chaux-de-Fonds du Costume neuchâtelois, le peintre L'Eplattenier. La Société d'histoire de la Suisse romande a délégué MM. Armand Du Pasquier et Louis Thévenaz; la Société d'histoire du canton de Berne : MM. Dübi et Rupp. De Soleure sont venus MM. Appenzeller et Jäggi; de Fribourg : MM. Hubert de Vevey et Handrick; enfin la Société jurassienne d'émulation a député MM. Amweg et Rebetez.

Par une aimable attention, la maison Fiedler a fait déposer, à côté de chaque couvert, une reproduction en couleur d'une ancienne aquarelle figurant la maison natale de L. Robert aux Eplatures.

M^e Arnold Bolle, major de table, ouvre la série des discours par des propos enjoués qui répandent la bonne humeur parmi les convives. MM. Romang et Guinand lui succèdent et rappellent le passé de la Maison Monsieur. M. Dübi, l'aimable doyen de l'assemblée, parlant au nom des délégués, porte son toast aux dames. MM. Thévenaz et Amweg se font les interprètes de la Société romande et de la Société jurassienne. Enfin, M. Charly Clerc, professeur à l'Ecole polytechnique, habile à donner à sa pensée la forme de paraboles, oppose le vin de nos coteaux au nectar de Frascati, tout comme, dans la carrière de Léopold Robert, l'austère climat des Eplatures contraste avec le ciel de l'Italie.

Très aimablement, la Société des Sonneurs nous a ouvert les portes de son pavillon. Une lumière blonde, tamisée par le feuillage des hêtres, joue sur les eaux paresseusement étalées. On aimerait s'attarder et retenir ces heures qu'une sèche chronique ne saurait faire revivre.

Nouveaux membres. — La Société a reçu dans la séance du matin les candidats suivants :

M^{lles} Emma Künzi, Corcelles; Jeanne Nicolet, la Chaux-de-Fonds; Violette Niestlé, Neuchâtel, et Denise-Hélène Raiguel, étudiante, Neuchâtel; M^{mes} Ferdinand Du Bois, Neuchâtel; Elisa Flotron-Perrenoud, la Chaux-de-Fonds; Jeanne Nabholz-Robert, la Chaux-de-Fonds; la présidente du costume neuchâtelois, section du Val-de-Ruz; MM. Pierre Amez-Droz, la Chaux-de-Fonds, *membre à vie*; Auguste Robert-Nicoud, la Chaux-de-Fonds, *membre à vie*; Théodore Becker, administrateur communal, Corcelles; Albert Boillod, la Chaux-de-Fonds; Gilles Cornaz, Chambrelieu; Henri Ditisheim, la Chaux-de-Fonds; André Favre, la Chaux-de-Fonds; René Gerber, Neuchâtel; Willy Graef, la Chaux-de-Fonds; le Dr André Grosjean, la Chaux-de-Fonds; Jean Guisan, Buttes; Pierre Haefeli, la Chaux-de-Fonds; Charles Henry, ancien pasteur, Cortaillod; René Jacot-Guillarmod, notaire, la Chaux-de-Fonds; Charles Jetter, la Chaux-de-Fonds; Adolphe Lavoyer, Neuchâtel; Robert Niestlé, imprimeur, Neuchâtel; Hermann Suter, la Chaux-de-Fonds.

A. B.

TABLE DES MATIÈRES DE L'ANNÉE 1935

NOUVELLE SÉRIE — VINGT-DEUXIÈME ANNÉE

	Pages
<i>Bauer, Eddy.</i> Louis de Neuchâtel et la maison de Montfaucon	29, 111, 174, 201
<i>Berthoud, Dorette.</i> Léopold Robert et Charlotte Bonaparte (avec illustrations)	57
<i>Berthoud, Gabrielle.</i> François de Cherpont et sa famille	163, 211
<i>Fallet, Marius.</i> Les Montagnes neuchâteloises et le Palatinat en 1688-1694	228
<i>Jeanneret, Maurice.</i> A Neuchâtel, après la mort de Léopold Robert	86
— La fondation Léopold Robert	152
<i>Luginbuhl, Eric.</i> La croix de pierre devant la Collégiale de Valangin	184
<i>Montandon, Léon.</i> La section d'histoire de Neuchâtel-Ville	7
— La famille de Léopold Robert	49
— Note sur deux portraits d'Henri-François Brandt	122
— La maison natale de Léopold Robert (avec planche)	161
— Sujets de l'Etat	185
<i>Muller, Marcel-D.</i> Urbanisme esthétique.	99
<i>Piaget, Arthur.</i> Une lettre d'Alexis-Marie Piaget, président du Gouvernement provisoire, à Frédéric de Pury, maire de la Sagne	38
— La révolution de 1831. Caricatures (avec planche)	97
— Un moulin à vent à la Sagne au XVI ^{me} siècle	155
— Une lettre du procureur général de Rougemont à Pestalozzi	223
<i>Pury, Paul de.</i> Jacques-François d'Estavayer, seigneur de Montet (avec planche)	193
<i>Rychner, Jean.</i> La consécration de la Collégiale de Valangin	121
<i>Stelling-Michaud, Sven.</i> Quelques aspects nouveaux de 1707 :	
I. Note sur les portraits de Metternich (avec planche)	20
II. Les scrupules et le bon cœur de Metternich	21
III. Les traités des droits du roi de Prusse parus avant l'Investiture.	104
IV. Les dépenses de Metternich à Neuchâtel	141
V. Les origines de la prospérité économique de Neuchâtel.	195
<i>Thévenaz, Louis.</i> Visite royale de la Toffière en 1842 (avec planche)	3
— La Maison du Diable au Locle (avec planche)	129
<i>Vuille, Paul.</i> « Trop-faits » dans les montagnes de Valangin	135

BIBLIOGRAPHIE

<i>Jeanneret, Maurice.</i> Charles L'Eplattenier (L. T.)	41
<i>Stelling-Michaud, S.</i> Les aventures de M. de Saint-Saphorin sur le Danube (L. M.)	41
<i>Berthoud, Dorette.</i> Vie du peintre Léopold Robert (Armand Du Pasquier)	95
— Mémoires d'Edouard Odier (A. Du Pasquier)	231
<i>Frischauer, Paul.</i> Le prince Eugène. Un homme et un siècle (A. Du Pasquier)	231
<i>Petitpierre, Jacques.</i> Patrie neuchâteloise. Recueil de chroniques d'histoire régionale, extraites de la « Feuille d'avis de Neuchâtel » (André Bovet)	233
<i>Chapuisat, Edouard.</i> L'influence de la Révolution française sur la Suisse. Le Département du Léman (Louis Thévenaz).	234
<i>Publications de Belles-Lettres</i> (L. M.)	235

PETITES NOTES ET CHRONIQUE

Le fer à bricelets de l'hôpital Pourtalès (Alfred Godet), p. 42. — Ancienne forge à Hauterive, p. 43. — M^{me} Necker et M^{me} de Brenles, p. 43. — Travaux d'histoire littéraire ayant trait au pays neuchâtelois (Charly Guyot), p. 43. — Guide de Neuchâtel (L. M.), p. 44. — A propos du régiment Meuron (A. Du Pasquier), p. 45. — Les

papeteries de Serrières (L. M.), p. 46. — Excommunication d'animaux au moyen âge (P.), p. 126. — La rampe d'escalier de l'hôtel de ville (P.), p. 126. — Réfugiés huguenots au Pays de Vaud et à Berne, p. 127. — L'émigration française dans le canton de Fribourg (1789-1798), p. 127. — Armorial neuchâtelois, p. 127. — Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel. Séance administrative du samedi 15 juin 1935, au Château de Valangin (L. M.), p. 156. — Liste des travaux présentés à la section d'histoire de Neuchâtel durant l'hiver 1934-1935, p. 159. — Rectification, p. 160. — Voyageurs en pays neuchâtelois (C. G.), p. 189. — Note sur Léopold Robert (Dorette Berthoud), p. 191. — Aller gendre (L. M.), p. 192. — Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel. LXIII^{me} réunion annuelle à la Chaux-de-Fonds, le samedi 31 août 1935 (A. B.), p. 236.

QUESTIONS

59. Jacon-Gacon, p. 128. — **60.** Les armoiries des XII Cantons, p. 128. — **61.** Ermitage, p. 128. — **62.** Maison d'école du XVI^{me} siècle, p. 128. — **63.** Drapeaux des rues, p. 128. — **64.** Sujets de l'Etat, p. 128.

RÉPONSES

47. Le cimetière aux Juifs, p. 47. — **49.** Droit seigneurial appelé « layde », p. 47. — **54.** Meunier sauteur, p. 48. — **57.** Le duc de Luynes, prince de Neuchâtel et Valangin, p. 48. — **58.** Moulin à vent, p. 160. — **64.** Sujets de l'Etat, p. 192.

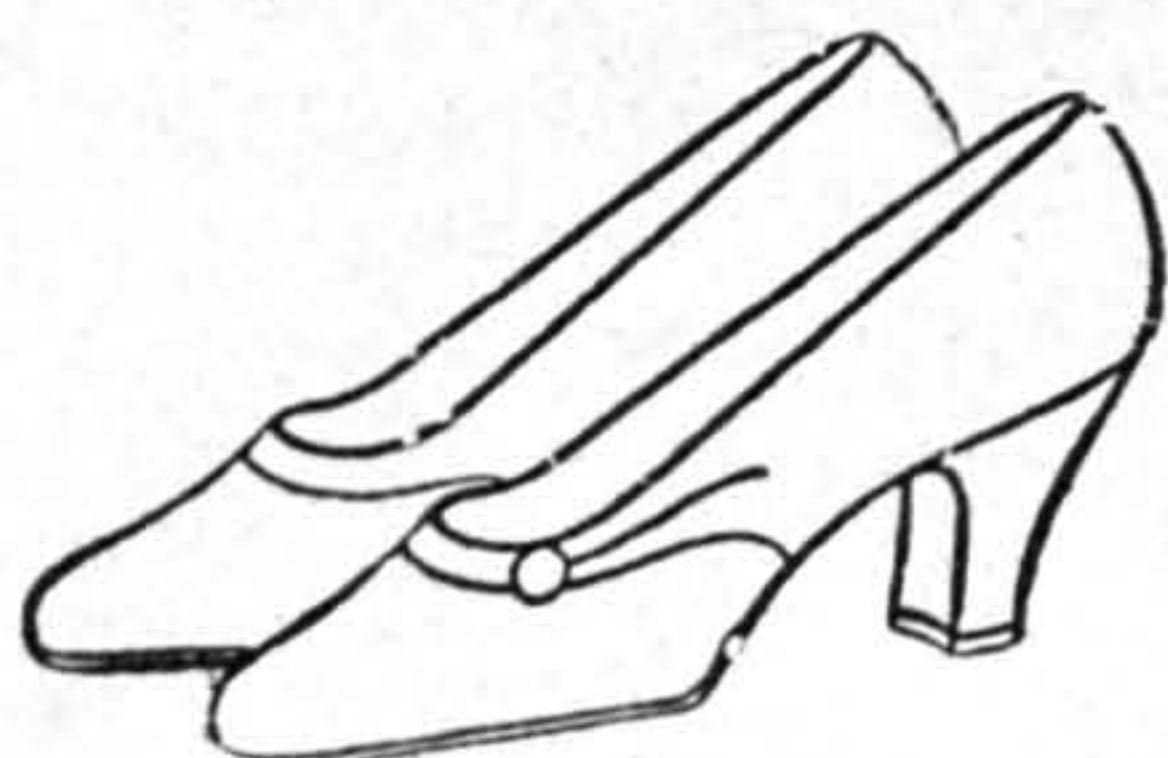
PLANCHES ET ILLUSTRATIONS

Planches hors texte.

	Pages
Visite du roi de Prusse à la Toffière, aux Brenets, en 1842, par Karl Girardet	3
Le comte Ernest de Metternich	20
Léopold Robert, par Aurèle Robert	49
Les Patriotes au Château de Neuchâtel	97
Maison du Diable, à la Molière, près du Locle, 12 juin 1840, par F. DuBois de Montperreux	129
Maison où naquit Léopold Robert à la Chaux-de-Fonds	161
Jacques-François d'Estavayer	193

Illustrations dans le texte.

Lettre autographe d'Edouard Odier	75
Début et fin de la lettre d'Edouard Odier publiée p. 76-78	77



KURTH
CHAUSSE BIEN

Maurice Dessoulavy



luthier à
NEUCHÂTEL
fait lui-même
violons, altos,
violoncelles
et répare avec soin les
anciens
instruments
20, rue du Coq d'Inde
Téléph. 7.41

**Haefliger
& Kaeser S. A.**

Neuchâtel

sont toujours à
votre disposition
pour la fourniture
rapide et soignée
des meilleurs

COMBUSTIBLES

RELIURE

en tous genres

REGISTRES

Laurent Frey

Neuchâtel

Croix-du-Marché

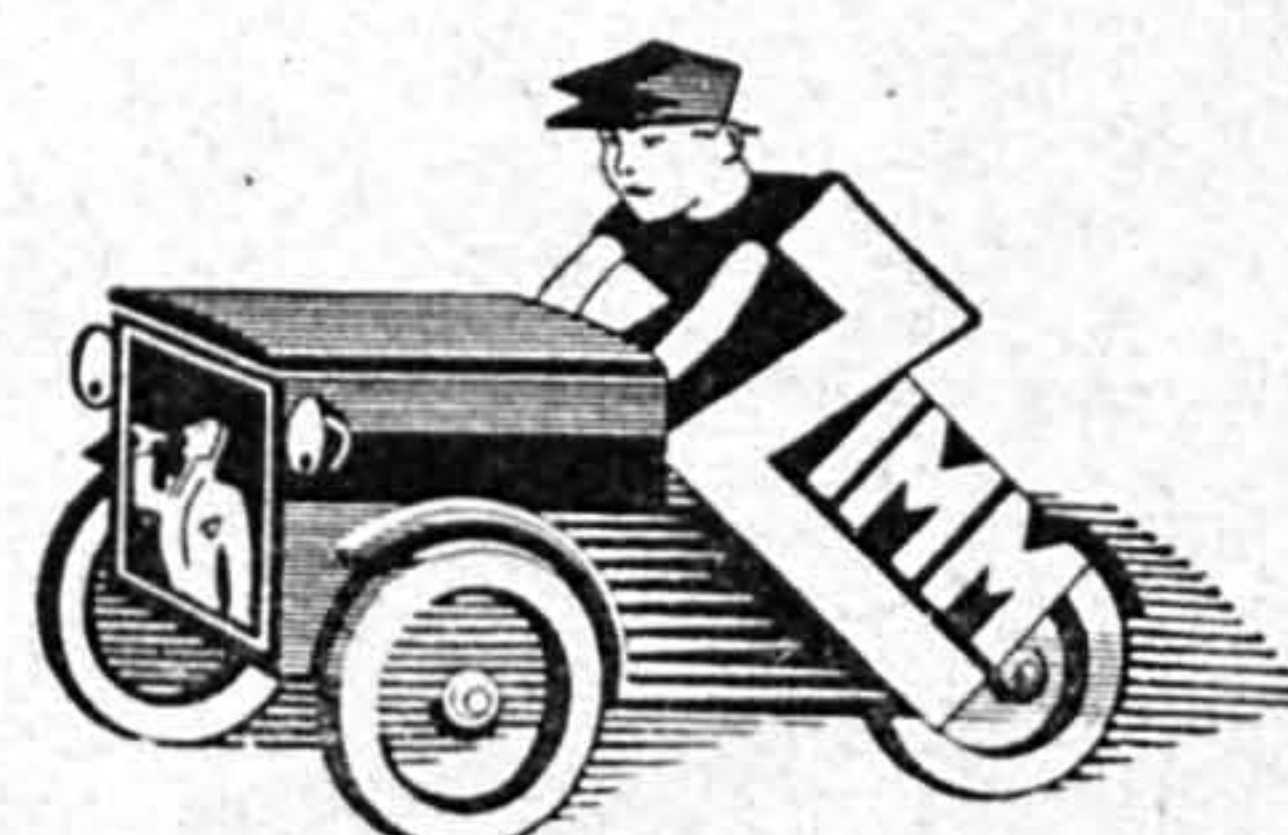
TÉLÉPHONE 14.48

Prix modérés

BURGER-KEHL & Co



Assortiment complet en
VÊTEMENTS MESSIEURS
et ENFANTS



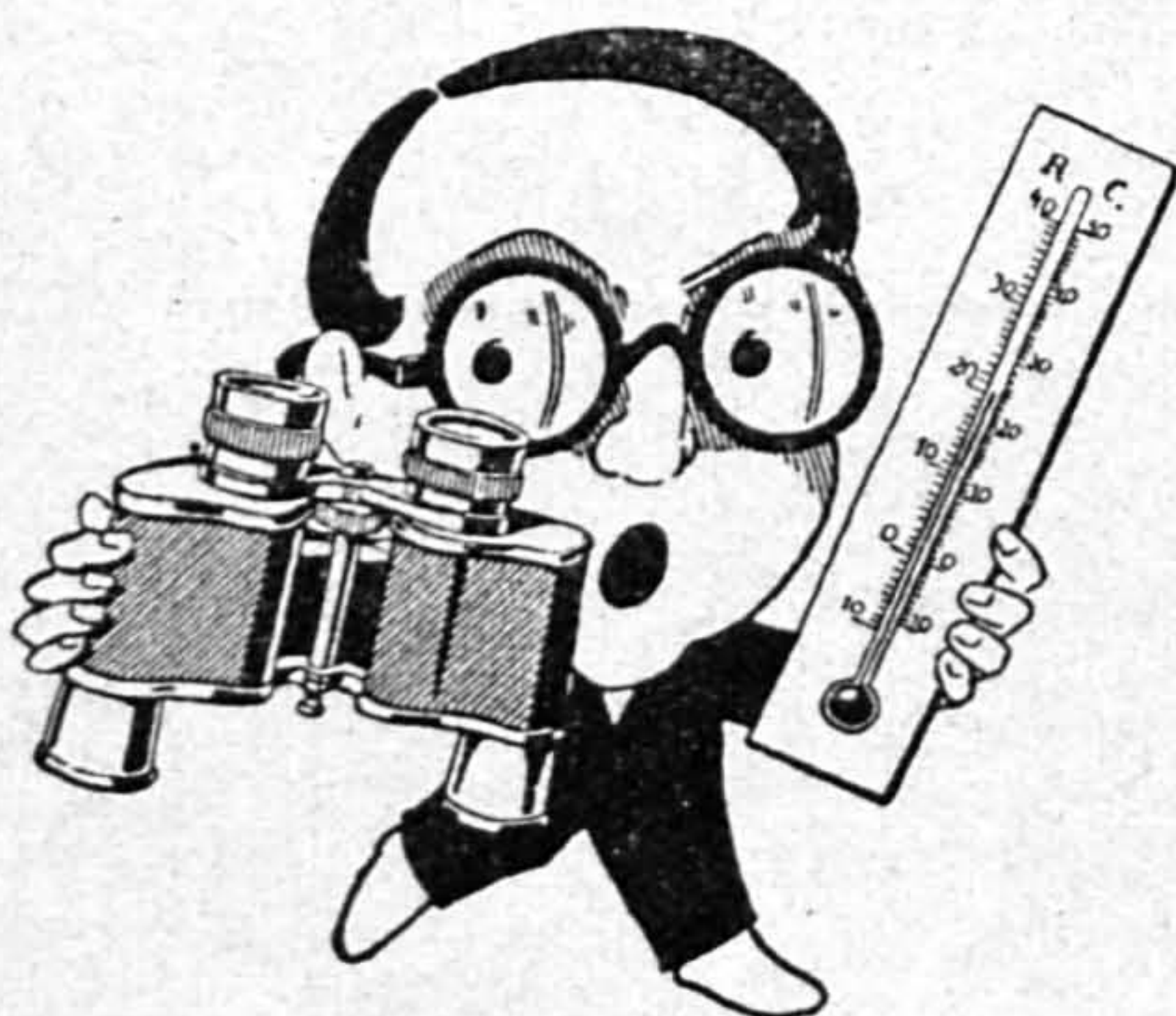
va partout
porter la qualité

ZIMMERMANN S. A.

Pour l'illustration
de votre publicité
Clichés
Montbazon & Co
Neuchâtel
Tél: 6.57

**CHARLES
STRAUTMANN**
RUE PURRY 4, NEUCHÂTEL

Antiquités, Gravures
ENCADREMENTS
DORURE
★



Lunetterie moderne
Jumelles
Boussoles
Baromètres
Thermomètres
Loupes

chez

M^{lle} E. Reymond

OPTIQUE MÉDICALE

6, rue de l'Hôpital, 1^{er} étage

Linoleums



**Spichiger
& Co**

PIANOS

LOCATION
VENTE
ÉCHANGES
ACCORDS
RÉPARATIONS

Au Ménestrel

anc. Fœtisch S. A. - Neuchâtel

LIVRES
NEUCHÂTELOIS
NEUFS ET D'OCCASION

ACHAT - VENTE
RECHERCHES

Reymond
LIBRAIRIE

NEUCHÂTEL

pour vos imprimés

demandez à votre imprimeur les papiers
pour la machine à écrire

MARQUE

Jura Mill

DES PAPETERIES DE SERRIÈRES

Vérifié le 7 août 1936. Mesmer.

